

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

Dernière minute

Le comité central du P.C. chinois est « scindé » par la crise actuelle, écrit le « Quotidien du peuple »

LIRE PAGE 32

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Au chevet de la Méditerranée

« Nous vivons l'an I de la Méditerranée. » C'est ainsi que M. André Fossel, ministre de la Qualité de la vie, a traduit le sentiment des participants à la deuxième conférence de Barcelone. Celle-ci s'est achevée le 16 février par l'adoption de trois textes qui consacrent la volonté commune des pays riverains de la Méditerranée de sauver leur « mare nostrum » menacée de mort biologique. Les deux signataires sont la France, l'Espagne, l'Italie, Monaco, Malte, la Grèce, la Turquie, Chypre, le Liban, Israël, l'Égypte et le Maroc.

Le document-clé qu'ils ont adopté est une convention-cadre par laquelle les gouvernements s'engagent « à prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir et réduire les pollutions de tous genres et de toutes sources ».

Il s'agit d'une véritable déclaration de guerre à la pollution lancée par une vaste coalition qui a réuni des États peuplés de 350 millions d'habitants : la Grèce et la Turquie, Israël et les pays arabes. Bien que leurs représentants aient participé aux deux semaines de travaux préparatoires, la Syrie, la Libye, la Yougoslavie et la Tunisie n'ont pas signé la convention. Mais les deux derniers pays ont donné leur accord de principe en demandant un délai supplémentaire pour étudier toutes les implications de la convention. Il y avait aussi deux absents : l'Algérie, qui boude systématiquement les réunions de ce genre, et l'Égypte. Mais celle-ci a tenu à expliquer son abstention par des « préoccupations extérieures » sans doute le Sahara occidental — et à faire savoir qu'elle ne se désolidariserait nullement du dossier.

Avec douze pays signataires sur dix-huit riverains, la conférence de Barcelone constitue un succès pour les Nations unies, qui l'avaient organisée. Elle illustre la prise de conscience d'une certaine communauté d'intérêts entre les pays méditerranéens et, au-delà, entre ceux-ci et l'Europe.

S'exprimant en français, M. Hamed Sutan, chef de la délégation égyptienne, a déclaré devant les représentants de l'U.R.S.S., des États-Unis et de la Grande-Bretagne, venus en observateurs : « La Méditerranée ne doit plus être une mer morte, polluée par des pays non riverains, qu'elle soit de l'Est ou de l'Ouest, mais une mer appartenant à aucun État en particulier, propriété de tous les États qui la bordent ». Cette volonté de rester entre soi s'est affirmée lorsque les Yougoslaves, se faisant les échos des Soviétiques — qui se plaignaient de ne pas siéger à la conférence — prétendaient exclure des accords la Communauté européenne. Ils ne furent pas suivis, et l'Europe sera le treizième signataire de la convention.

Comment en est-on arrivé là ? Depuis six ans au moins, les Nations unies s'échinèrent à réunir les « frères ennemis » de la Méditerranée autour d'un tapis vert, pour juguler le péril que fait courir à cette mer fermée le déversement des égouts de cent millions d'habitants.

Bien sûr, il reste beaucoup à faire. Il faudra que les gouvernements ratifient la convention, ce qui peut demander un ou deux ans ; que les pays qui se sont abstenus rejoignent les signataires ; que ces derniers tiennent tous leurs engagements.

S'engager à purifier la Méditerranée, c'est s'engager à remettre en cause, tout ou partiellement, les politiques du développement urbain, industriel et agricole, d'une partie de l'Europe, du Proche-Orient et de l'Afrique septentrionale. Mais la nécessité de préserver un capital naturel et collectif a été pour la première fois plus puissante que les plus tenaces, les plus anciennes et les plus brillantes oppositions.

(Lire nos informations page 18.)

LA FRANCE RECONNAÎT LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA

(Lire en page 3.)

M. Kissinger a commencé sa première tournée en Amérique latine

L'accueil de Caracas a été assez frais

M. Henry Kissinger est arrivé, le lundi 16 février, à Caracas. Il demeurera quarante-huit heures dans la capitale vénézuélienne, avant de se rendre, le 18 février, à Lima, deuxième étape d'une tournée latino-américaine (ce sera la première) qui le conduira dans six capitales.

Vingt mille policiers vénézuéliens étaient à pied d'œuvre pour protéger le secrétaire d'État. Les forces de l'ordre se sont heurtées pendant trois heures, au centre de la capitale, à plusieurs centaines d'étudiants de gauche.

La presse latino-américaine est réservée au sujet de ce voyage. Le journal mexicain « El Día » accuse les États-Unis de vouloir pas de politique au sud du Rio Grande. Le quotidien brésilien « Jornal da Tarde », en revanche, leur reproche — à propos de l'Angola — de vouloir pas réussir à « prendre la tête du monde libre dans la lutte contre l'ennemi commun ».

Le chef de la diplomatie américaine a eu un entretien, dès lundi, avec M. Carlos Andres Perez, président de la République vénézuélienne. On estime que les questions économiques — et notamment les relations commerciales des États-Unis avec leurs partenaires sud-américains — ont été au centre des entretiens.

Des relations privilégiées au nouveau dialogue

Le voyage que M. Kissinger a entrepris dans plusieurs pays d'Amérique latine avait déjà été présenté à grand bruit comment « imminent » au début de l'année 1974. Le secrétaire d'État venait de lancer l'idée d'un « nouveau dialogue » entre le nord et le sud du continent, et sa visite devait concrétiser les bonnes intentions de Washington.

D'autres soucis, causés par l'indochine ou le Proche-Orient, l'empêchant à remonter plusieurs fois son départ. Au début de l'année 1975, ce furent les pays du Sud qui firent savoir qu'ils ne souhaitaient plus, dans l'immédiat, recevoir le chef de la diplomatie américaine. Le 5 janvier, en effet, avait été promulguée une importante loi de commerce (the Trade Act) qui pénalisait, en particulier, les membres de l'OECE pour leur politique yéroléenne. Le Venezuela et l'Équateur étaient spécialement visés, bien qu'ils n'aient jamais pratiqué d'embargo à l'égard des États-Unis. Cette mesure fut ressentie comme une injustice inexplicable en Amérique latine et, le 14 janvier 1975, les représentants de vingt-trois pays latino-américains et caribéens faisaient entrer dans le bureau de M. Kissinger pour demander des éclaircissements. Ils attendirent en vain plus d'une demi-heure. Le secrétaire d'État se trouvait alors en conversation avec le président du Mexique, venu de son côté. Il avait « oublié » ses autres visiteurs.

M. Kissinger doit d'abord, au cours de sa tournée, dissiper ce nuage, ainsi que quelques autres, surgis dans l'intermédiaire. L'enquête sur la C.I.A. a révélé au grand jour le rôle des États-Unis dans la chute du président Salvador Allende, et l'attitude prise par le secrétaire d'État à cette occasion. Les révélations faites par d'an-

ciens agents, et en particulier celles de M. Agne dans son livre « Journal d'un agent secret » (Éditions du Seuil), ont montré comment se comportait l'agence « sur le terrain », et à quel point elle parvenait à tirer les ficelles en Amérique latine. Une des premières affaires de « pots-de-vin », ceux que la compagnie bananière United Brands avait distribués notamment au Honduras, a provoqué en avril 1975 un coup d'État dans ce pays.

ALAIN-MARIE CARRON.

(Lire la suite page 5.)

Les Neuf n'ont pu s'entendre sur les prix agricoles

Un nouveau prêt de la C.E.E. à l'Italie

Réuni à Bruxelles, lundi 16 février, le conseil des ministres de la C.E.E. a décidé d'accorder sa garantie à un emprunt de 1 milliard de dollars à lancer en faveur de l'Italie sur le marché de l'euro-dollar. Cette opération portera le total du rachat italien vis-à-vis de l'étranger à 14 600 millions de dollars, dont 2 900 millions à l'égard de la Communauté. Les Neuf sont également convenus que celle-ci prêterait 300 millions de dollars à l'Irlande, après les avoir empruntés à l'Arabie Saoudite.

Dans un message, parvenu lundi à Bruxelles, le Conseil d'assistance économique mutuelle, plus connu sous le nom de Comecon, propose à la C.E.E. la conclusion d'un accord-cadre destiné à régir pour l'essentiel, selon le vœu de l'Union soviétique, les relations commerciales entre les pays du Marché commun et ceux du pacte de Varsovie. Cette initiative, que M. Thörn a qualifiée de « réel progrès », relance le dialogue entre les deux organisations économiques de l'Europe et sera examinée par les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. les 1^{er} et 2^{es} mars prochains.

C'est également à cette date que les ministres de l'agriculture des Neuf se réuniront à Bruxelles pour reprendre la discussion qu'ils ont ajournée. Pour protester contre les prix proposés par la Commission, qu'ils jugent insuffisants, les principales organisations agricoles françaises ont organisé, ce mardi, à Reims, Auch, Clermont-Ferrand, Laval, Tours et Valence, des manifestations.

La défiance des hommes

Après les vigneron du Midi, c'est le tour des cultivateurs. A Reims, Auch, Niort, Laval, Tours, Clermont-Ferrand, Valence — pour ne citer que les points de rassemblement les plus importants, — les paysans sont dans la rue, ce mardi 17 février. Manifestation quasi rituelle. Chaque année à la même époque, les neuf ministres de l'agriculture du Marché commun s'étaient à Bruxelles pour débattre la grille des prix agricoles de la prochaine campagne. Chaque année, cultivateurs et dé-

putés demandent un peu plus que les chiffres proposés par le collège européen. Et ils descendent dans la rue pour obtenir satisfaction.

En cela les événements de 1976 ne sont pas différents. Il y a pourtant cette fois une variante d'importance : non contents de constater l'insuffisance des prix, les agriculteurs français remettent en cause l'essentiel des orientations préconisées par le collège bruxellois.

ALAIN GRAUO.

(Lire la suite page 23.)

Trois angloises

par MICHEL DEBRÉ

rendum ou par une révision de la Constitution. Le point de fait est l'arrière-pensée de démembrer la France en régions grâce à un système électoral qui, par un encouragement aux sécessions ultérieures, provoquerait dans notre pays d'artificialités mais inexplicables querelles.

Admettons l'accord constitutionnel. À l'exception de la région de l'Alsace, d'un scrutin national, ce ne sont que peccadilles ! Le rapport de M. Tindemans découvre l'arrière-pensée politique. Le Marché commun est un prétexte. L'Assemblée devient Parlement et l'association économique se mue en un renouveau à l'indépendance diplomatique, et militaire des nations, notamment de la France, puisque la France n'accepte pas l'intégration atlantique. Cette irrédent construction est à la fois un coup fatal à l'identité nationale et la fuite vers un refuge qui, d'ailleurs, n'en est plus un. Le rapport Tindemans, notamment pour la France, est une invitation à ne plus s'être. C'est dire qu'il est gros de révoltes justifiées.

Il est, pour l'Europe, un autre chemin. C'est celui où nous sommes engagés grâce à la réunion régulière des chefs d'État et de gouvernement, autorités légitimes, aptes à discerner les grands problèmes qui peuvent faire l'objet d'une décision commune. Le rapport Tindemans, en affectant de respecter cette voie, l'annule en mettant au centre du dispositif un Parlement à pouvoir législatif, où les petits États sont sur-représentés (c'est le ressort profond de la supranationalité) et, issue du Parlement, une commission sans légitimité ni efficacité. Les démocraties européennes ne seront pas sauvées par un régime d'assemblée, tour de Babel des rivalités partisans, nationales, régionales, religieuses, économiques. Au-delà de la nation, c'est la liberté qui est en danger dans ces projets désolatoires.

On pèrle que court la France est considérable.

(Lire la suite page 6.)

L'HISTOIRE VÉCUE EN QUATRE CENTS LETTRES

Un Parisien devant la Révolution

La mode est au document brut. L'an dernier, nous avons eu le Journal d'un bourgeois de Paris sous la Révolution. (1), si encombré des misères physiologiques de Célestin Guittard, le rédacteur, qu'on languissait possiblement à sa lecture. Rien de tel avec les quatre cents lettres (1771-1772 et 1783-1795) de Nicolas Ruquart, où vibre juste ce qu'il faut de notes intimes pour qu'on se sente de plain-pied avec le scripteur.

L'homme, au vrai, est d'une autre carrure. Issu de la bourgeoisie intellectuelle — au dix-huitième siècle, un de ses oncles est le recteur de la Sorbonne — il est l'ami de Charles-Joseph Panckoucke, collaborant à son « Moniteur » pour des articles littéraires. Comme libraire-éditeur, il participe à l'édition dite « de Kehl » des œuvres de Voltaire, en rassemblant les lettres de celui-ci éparées en Europe, ce qui nous vaut de savoureuses précisions sur l'abusif

A SAUTE-MOUTON

DEPUIS trois ans et pendant trois ans encore, il y a eu et il y aura une élection chaque année, sauf en 1975. A peine une consultation est-elle passée que la classe politique prépare la suivante. Elle « ne pense qu'à ça ».

A l'instabilité ministérielle d'autrefois a succédé un tournis électoral, un jeu de saute-moutons qui ne laisse guère plus de liberté d'esprit et d'action aux gouvernements, aux élus et aux partis. Dès lors que le président, chef de l'exécutif, était élu au suffrage universel, on pouvait espérer qu'il aurait le champ libre pendant sept ans. Il n'en est rien. Et d'autant plus que la stabilité du régime est fondée sur la parfaite identité de la majorité présidentielle et de la majorité parlementaire. Qu'elles viennent à disserter et ce peut être l'épreuve de force.

Le premier ministre, que le doute n'effleure jamais, affirme que la gauche perdra les prochaines élections comme les précédentes. Il a peut-être raison, bien que les consultations partielles et les sondages d'opinion lui donnent tort. Mais pour ne pas vivre ou survivre dans l'attente de cette nouvelle victoire, le pouvoir — serait bien inspiré de procéder dès cette année à des élections anticipées. Le président de la République, quant à lui, devant lui cinq années de paix électoral, puisque les élections législatives suivantes et la prochaine élection présidentielle auront alors lieu toutes les deux en 1981 ! Cette sécurité ne paraît pas l'avoir séduit.

Il faudrait donc pendant deux ans assister à une campagne électorale permanente, source de surenchères et de contradictions.

Pendant cinquante ans et plus, le parti communiste s'est entêté à reprocher d'être l'obligé inconditionnel de Moscou. Au lendemain de la guerre, Léon Blandin parlait encore de « parti nationaliste étranger ».

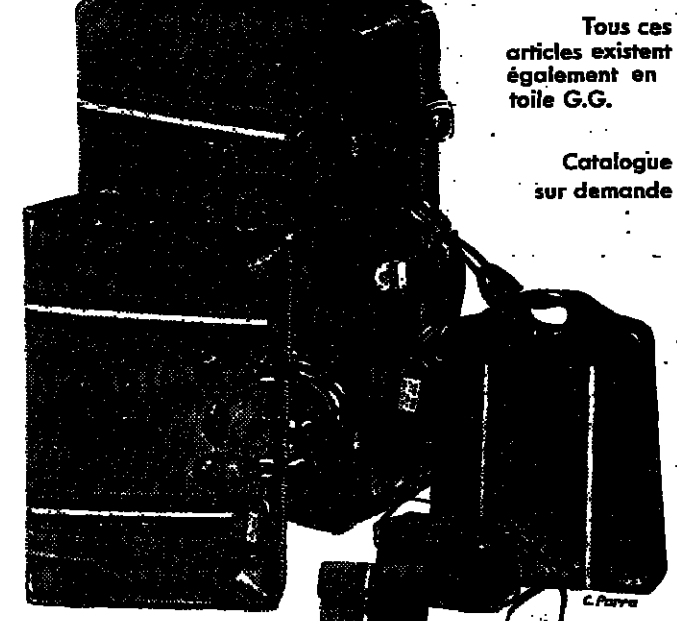
Depuis que les signes, sinon les preuves d'indépendance — de jugement et de décision, — se sont multipliés, le vieil épouvantail est remis, provisoirement ou non, au magasin des accessoires de l'anticommunisme. Et l'on ressort celui du centralisme démocratique.

Longtemps ce centralisme a été le moyen d'imposer ou réclamer les consignes de l'Internationale de Moscou ; de démocratie, il n'avait que le nom, sauf dans les premières années du parti.

J. F.

(Lire la suite page 6.)

En veau velours de divers coloris : Sac de voyage : 600 Frs
Sac Shopping : 300 Frs
Valise : 840 Frs



GUCCI
350 rue Saint-Honoré PARIS-I^{er} &
27 rue du Faubourg Saint-Honoré PARIS-VIII^e

AU JOUR LE JOUR

AU FOU !

Selon M. Chénac, qui faisait allusion à Léonid Pliouchitch, attaquer le pays où l'on vient dans le pays où l'on est reçu, c'est moralement condamnable.

Décidément, ce Pliouchitch est un insupportable schizophrène paranoïaque : à peine sorti de l'Asile, le voilà qui abuse du droit d'asile. Et pour faire de l'anticommunisme primaire, alors qu'il n'est même pas Français.

Avec ça vous allez voir que pour agacer M. Chénac, le parti communiste français ne saurait prendre la défense de Pliouchitch. C'est à devenir fou !

BERNARD CHAPIUIS.

Amme Denis. Il édite également Beaumarchais, frégate Mallet du Pon, Condorcet, recréa à plusieurs reprises Benjamin Franklin. Manifestement, il frétille dans le courant des philosophes.

C'est dire qu'en 1783, quand commence la « gazette », il est prêt à applaudir toutes les réformes visant l'arbitraire royal, les privilèges aristocratiques, la peste des « gros églisiers » : il sera toujours antirépublicain.

Ses lettres, destinées à l'un de ses frères, curé à Evreux, l'obligent en quelque sorte à préciser sa pensée, face aux événements qui se précipitent. Nicolas est sans doute conscient de leur intérêt puisqu'il en garde les doubles, pratique alors assez courante. Miraculeuse préservation ! Reluées avec d'autres écrits divers — cinq volumes en tout — elles se transmettent dans sa famille jusqu'au beau-père de la « découverte », Anne Vassal, qui entreprend de les sortir de l'ombre.

GINETTE GUITARD-AUVISSE.

(Lire la suite page 11.)

(1) Editions France-Empire, 1974, voir le Monde du 31 janvier 1975.

AFRIQUE

PROCHE-ORIENT

Le Zaïre refoule les mercenaires qui tentent de gagner l'Angola

La ville de Sao-Salvador, au nord de l'Angola, dernière agglomération tenue par le F.P.L.A., a été conquise par les forces du M.P.L.A. le 16 février. L'UNITA a annoncé le même jour, de son nouveau quartier général situé « quelque part dans la forêt angolaise », que des groupes de guérilleros ont « commencé à attaquer les troupes cubaines progressant vers le sud du pays ». Le porte-parole de l'Union à Luanda assure que des combats se poursuivent près de Luau. L'UNITA disposerait de huit terrains d'atterrissage dans l'est du pays, et des avions en provenance du Zaïre y auraient déchargé récemment des armes antichars et des équipements.

● A KINSRASA, vingt mercenaires bri-

tanniques et deux français, arrivés lundi matin par un vol Sabena en provenance de Bruxelles, ont été interceptés et refoulés par la police. Un communiqué officiel annonce la suspension des « mesures de libération de l'entrée au Zaïre ». Selon l'agence yougoslave Tanyoug, cinq mercenaires ont été tués dans le nord de l'Angola. Le quotidien allemand Die Welt affirme, le 16 février, en citant un journal allemand de Namibie, que « deux mille cinq cents Allemands de l'Est appuient l'offensive angolaise et cubaine ».

La Gambie et le Botswana ont reconnu le régime de Luanda.

● A LISBONNE, tandis que l'amiral Rosa Coutinho se rendait dans la capitale ang-

laise, le gouvernement s'apprêtait à décider ce mardi, selon l'agence France Presse, la reconnaissance sous conditions « notamment le règlement du problème des avatars portugais » de la République populaire.

● A DURBAN, M. Müller, ministre sud-africain des affaires étrangères, a déclaré lundi que la guerre d'Angola avait permis à son pays « d'entrer en contact avec plus de gouvernements africains qu'auparavant sans affecter ses efforts en vue de la détente ». Pour sa part, le ministre de la défense a assuré que les forces sud-africaines « répondraient à une éventuelle attaque de la frontière namibienne bien plus fermement qu'elle ne l'ont fait en Angola ». — (A.F.P., Reuter.)

A Huambo, abandonnée par l'UNITA

Correspondance

Huambo. — En un instant, le soleil disparaît derrière de lourds nuages. Une vague de pluie balaye la ville, chassant des hordes de chiens faméliques qui traversent les avenues désertes pour d'abriter sous les balcons. Les grosses gouttes qui tombent sur les vitres des magasins, les ruelles étroites et les rues des villages et des rizières de la zone des magasins chantent alors une musique monotone. Puis, aussi vite qu'il est parti, le soleil revient, une forte odeur de terre mouillée envahit la ville et Huambo retombe dans un silence irrésolu.

Cela, Santa-Comba, Quilbala, n'ont pas dénoté mais dénotent.

Les immeubles et les magasins avaient été vidés sur les trottoirs et dans les rues. Huambo, au contraire, n'a même pas eu le temps d'être pillée.

C'est le vendredi 6 février. Les ministres du gouvernement de la

majorité des membres sont nés et ont vécu dans la ville. Avec l'aide des cadres locaux, qui ont favorisé au M.P.L.A. ou qui ont évité de trop se compromettre avec l'UNITA, cette commission est chargée de mettre en place une administration qui intègre cette province à l'ensemble de la République tout en tenant compte de son originalité.

Dans des conditions aussi dramati-

ques, un retour à une vie normale sera difficile, mais l'effacement du mouvement de Jonas Savimbi devrait y contribuer. Après une telle débâcle, de quel crédit l'UNITA peut-elle disposer pour mobiliser la population locale dans une guerre de guérilla ? Et, surtout, quelles perspectives peut-elle bien offrir ?

On ne signale ailleurs aucune résistance armée dans les camps-

Combien sont-ils ? Lucio Lara, secrétaire général du Mouvement, nous répond : « des centaines ». Parmi eux pourrait se trouver Joaquim Capembo, qui était membre du bureau politique et jouissait d'une grande popularité dans tout le plateau central. Bie, ville laide d'avoir poussé trop vite, est, deux jours après avoir changé de mains, encore plus déserte que Huambo. Les forces angolaises et cubaines l'ont seulement traversée pour continuer leur avance vers Menongue-Serra-Pinto, ou pour assurer qu'aucun noyau de résistance n'a pu se constituer dans les petites villes de province. Des détachements de l'armée victorieuse stationnent, ici et là, le long de la route. Dans les rares forêts d'eucalyptus et de pins qui dominent le valonnement verdoyant du plateau alto, des soldats cubains tentent de dormir au milieu des champs, des moutons, des batteries de canons antiaériens et des « orgues de Staline ». Ces images fugitives révèlent, à l'échelle de l'Afrique, une formidable puissance. Les chefs militaires de l'UNITA la

soupçonnaient-ils si peu qu'ils aient, après le retrait des troupes sud-africaines, penser pourvoir la contenance ?

Les soldats, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils se rendent en masse. Dans la seule région de Huambo, deux mille d'entre eux sont venus déposer leurs armes en deux jours et sont repartis libres. Le M.P.L.A. n'arrête que les commandants et les responsables politiques. Les radios de Huambo et de Bie, très vite remises en état, lancent régulièrement des appels pour inciter les adversaires de la République populaire à se rendre et la population à rejoindre ses foyers.

RENÉ LEFORT.

● La Ligue arabe a fait un don d'un million de dollars au Mouvement populaire de libération de l'Angola, a indiqué le quotidien Al Akhbar. Selon le journal, M. Sayed Noïal, secrétaire général adjoint de la Ligue, a pris M. Neto d'envoyer un émissaire dans la capitale égyptienne afin de prendre possession de ce don. — (A.F.P.)

La France reconnaît la République populaire

Le gouvernement français a reconnu la République de l'Angola, a annoncé mardi matin 17 février, un communiqué du ministère des affaires étrangères. Le communiqué précise : « Le gouvernement français, conformément à sa pratique constante

en matière de reconnaissance d'Etat, considérant que le gouvernement de Luanda exerce aujourd'hui son autorité sur la majeure partie du territoire, reconnaît la République populaire de l'Angola. »

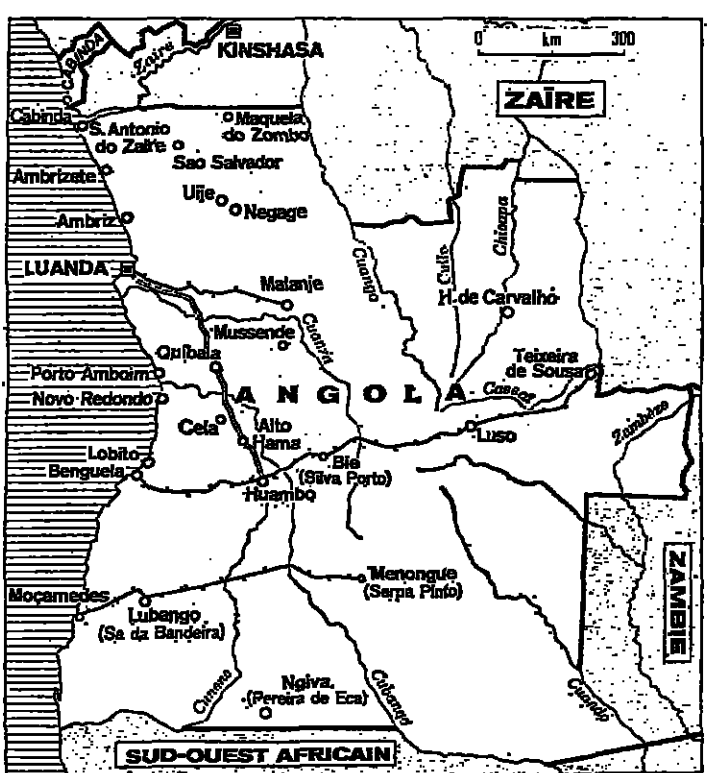
● M. Léopold Sedar Senghor, président de la République du Sénégal, est arrivé lundi 16 février en Casablanca après un séjour en Martinique (le Monde du 14 février). Accueilli à l'aéroport par une foule nombreuse, M. Senghor a déclaré : « Je ne suis pas ici en visite politique, mais culturelle (...). Il y a un point sur lequel nous devons être d'accord, c'est celui de travailler à faire la synthèse des valeurs culturelles du monde noir avec celles de la France. »

Mardi devrait avoir lieu le cérémonial de jumelage de Pointe-à-Pitre avec Saint-Louis-du-Sénégal.

● L'ex-général Kébebe Worku, ancien commandant en chef de la garde impériale éthiopienne et de la quatrième division, a été tué, dimanche 15 février, dans sa ville située dans la partie sud d'Addis-Abeba, au cours d'une opération menée par les forces de sécurité, a annoncé lundi le radio d'Addis-Abeba.

L'ex-général a été tué alors qu'il refusait de se soumettre au décret d'arrestation dont il faisait l'objet, a précisé la radio.

Un propriétaire terrien a été tué dans les mêmes circonstances, a-t-il fait savoir en outre qu'« un certain nombre d'individus » avaient été appréhendés. — (A.F.P.)



« République démocratique » (F.N.L.A.-UNITA) continuent à expé-

dier les affaires courantes. Ils confient à un intermédiaire qui nous l'a rapporté qu'« aucune menace ne pèse à court terme sur leur capitale ». Au même moment, les forces angolaises et cubaines divisent en deux corps leur armée concentrée à Alto-Hama — une centaine de chars T-24 et T-55 appuyés par de l'artillerie lourde et des troupes motorisées — et passent simultanément à l'attaque de Huambo et de l'ensemble Benguela-Lobito.

Le soir même, les dirigeants de l'UNITA donnent le signal de la débâcle. Samedi matin, M. Joseph Ndele, premier ministre, se réfugie à son tour vers Bie (ex Silva Porto). La radio invite la population à quitter immédiatement la ville. Ces appels, et les rumeurs qui assurent que les Sud-Africains vont bombarder Huambo ou que le M.P.L.A. et les Cubains massacreraient tous ceux qui resteraient, provoquent une panique complète. Tout le monde fuit, les plus pauvres à pied, pour rejoindre un parent dans la campagne environnante, les plus riches en voiture ou en camion vers Lubango (ex-São-Bandeira) et la Namibie : l'UNITA distribue de l'essence, pourtant introuvable depuis des mois. La peur de rester sur place est telle que des hommes entassent sur des camions en panne femmes, enfants et quelques maigres biens et poussent les véhicules.

Puis l'exode s'arrête. Très lentement, avec beaucoup de méfiance et de prudence, les plus hardis remettent leur baluchon sur leurs têtes et prennent le chemin du retour. Mais, dans une région où la population de Savimbi était très grande, même s'il était impitoyable envers ses adversaires, le traumatisme d'une reconquête militaire, appuyée par des forces non angolaises, sera très difficile à effacer. Les dirigeants de la République populaire veulent en éliminer les séquelles au plus vite. L'occupation militaire des villes devrait être très brève. Quatre jours après la « libération », arrivait à Huambo, venant de Luanda, une « commission de direction », dont la

Un vaste charnier

Les villes, les appartements, les magasins, disparaissent derrière des barbouillages multicolores à la gloire de l'UNITA et de ses dirigeants. « Savimbi, père du peuple », répètent les inscriptions. Pas un arbre, pas un poteau, pas un réverbère, qui ne soit marqué aux couleurs de l'Union. Et tout au long de la route qui mène à Bie, la même rage de peindre n'a pas failli.

A l'entrée de la ville, un peu en retrait de la route, l'UNITA avait entassé dans l'ancienne prison de la PIDE (police politique portugaise) les dirigeants locaux du M.P.L.A. et des prisonniers de Huambo transférés à la veille de la chute de la ville. Tous ont été massacrés. Un petit champ de maïs descend doucement vers la brousse. Arrivés à sa lisière, les détenus ont enlevé leurs chaussures — les soldats qui nous accompagnaient en démontant deux cent trente-cinq paires — puis ils ont été tués à coup de barres de fer, jetés dans des fosses communes et à peine recouverts de terre. Sous un nuage de mouches, des morceaux de corps affleurent. Au-delà, d'autres fosses communes, plus anciennes. Sous les arbustes, des ossements.

Liban

Le parti phalangiste soutient le plan de réformes

Beyrouth (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — L'accord global « en dix-sept points, rendu public le samedi 14 février par le président Frangé, continue de susciter des réactions mitigées dans les différents groupes politiques libanais.

Le parti phalangiste (droite chrétienne) a annoncé, lundi 15 février, qu'il approuvait ce plan, et fait l'éloge de la Syrie et de la « coopération fraternelle » manifestée par Damas dans la crise libanaise.

En revanche, MM. Raymond Edde (droite modérée), Saeb Salam et Abdallah Yafi (anciens présidents du conseil) ont critiqué l'accord global, accusé de « consacrer le confessionnalisme ».

C'est sans doute pour enrayer la vague de mécontentement que M. Khaddam, ministre des affaires étrangères, a entrepris dès dimanche une série de contacts avec les chefs de la communauté musulmane, les principaux dirigeants palestiniens, parmi lesquels M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., et les leaders de la gauche libanaise, en particulier M. Kamal Joumblatt.

De son côté, M. Bassam Abou

Chérif, porte-parole du F.P.L.P. (organisation palestinienne du Front du refus, dirigée par le docteur Georges Habbache), a annoncé lundi que son mouvement « respecterait scrupuleusement le cessez-le-feu imposé par l'intermédiaire de la Syrie ». Rappelons que la veille (le Monde du 17 février) le F.P.L.P. avait annoncé son intention de « poursuivre la guerre populaire » au Liban. Enfin, à l'issue d'un entretien à Damas avec le président Assad, M. Ahmed Jibril, chef du F.P.L.P., commandement général (tendance extrémiste) a exprimé dimanche son « soutien aux efforts entrepris par la Syrie pour rétablir la paix au Liban ».

● Le premier secrétaire à l'ambassade de Turquie au Liban a été assassiné, lundi 15 février à Beyrouth, d'une balle dans la dos. Le meurtrier a pris la fuite. En quatre mois, trois diplomates turcs ont été assassinés. Le 22 octobre dernier, l'ambassadeur de Turquie à Vienne était tué. Deux jours plus tard, M. Ismail Evren, ambassadeur de Turquie en France, subissait le même sort. — (Reuter, U.P.I.)

Selon « Time »

PRÈS DE QUATRE MILLE MILITAIRES CUBAINS SE TROUVERAIENT EN SYRIE

New-York (Reuter). — Il y a peut-être jusqu'à sept mille soldats ou conseillers militaires cubains au Proche-Orient, rapporte le dernier numéro de l'hebdomadaire américain « Time ».

De loin, le plus important détachement (au Proche-Orient) se trouve en Syrie : trois mille cinq cents à quatre mille hommes. Y compris une brigade blindée — avec quatre-vingt-quatre chars soviétiques T-62 — deux bataillons de commandos et peut-être trente, ou davantage, pilotes de Mig. écrit « Time ».

● Cuba a envoyé également trois mille conseillers, ou forces spéciales, près de l'Arabie saoudite, y compris des pilotes de Mig, au Yémen du Sud et, en dehors de l'Angola, il y a deux mille autres Cubains en Afrique.

● Des troupes fournies par Le Havane font partie de la garde du président Sekou Touré, en Guinée. Des fonctionnaires cubains dirigent les activités gouvernementales en Guinée équatoriale et en Somalie. « En Tanzanie, cinq cents Cubains en train d'entraîner des guérilleros contre le séparatisme rhodésien. Au Congo-Brazzaville cent cinquante autres constituent un point de relais pour l'Angola. » D'autres experts militaires se trouveraient en Guinée-Bissau.

● Les manifestations d'étudiants d'Israël, qui ont commencé dimanche, les autorités israéliennes ont annoncé qu'elles interdiraient toute circulation entre la Jordanie et les villes de Naplouse et Ramallah. Les deux Arabes ont été tués lundi 15 février à Naplouse par une explosion. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

CORRESPONDANCE

« La stabilité, la sécurité et l'ordre » en Iran

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Nuri Alibala, secrétaire général de l'Association française d'amitié et de solidarité avec le peuple d'Iran.

La correspondance du conseiller de presse près l'ambassade d'Iran (le Monde du 12 février) me paraît appeler les précisions suivantes :

— Non, « les guérilleros et les terroristes » ne sont pas, en Iran, jugés et condamnés comme des criminels : en réalité, les personnes que la Savak appelle terroristes sont condamnées, torturées, exécutées sous le nom de « criminels » sans qu'aucune procédure régulière permette jamais aux accusés politiques de se défendre.

— Les organisations auxquelles fait allusion M. Askari n'organisent pas de campagne de propagande : et le gouvernement iranien ne sait rien, lui qui est orfèvre en matière de propagande : un certain nombre d'organisations, simplement, dénoncent l'hypothèse avec laquelle le gouvernement s'abrite derrière de prétendus procès pour tuer tous ceux qui le gênent :

— Enfin, une étude sérieuse de la situation économique de l'Iran démontre que l'expansion de l'Iran, si elle est réelle, reste délimitée par la situation de quelques privilégiés du régime : c'est à ces privilégiés et non au peuple iranien que peuvent profiter « la stabilité, la sécurité et l'ordre » instaurés par la terreur de la Savak.

A TRAVERS LE MONDE

Cap-Vert

● LA FRANCE ET LA RÉPUBLIQUE DU CAP-VERT ont signé récemment à Paris des accords de coopération culturelle, scientifique et technique pour une période de cinq ans, ce qui porte à vingt le nombre des Etats ayant signé des accords de coopération avec la France dans le cadre du FAC (Fonds d'aide et de coopération). — (A.F.P.)

Etats-Unis

● M. DOBRYNINE, ambassadeur d'U.R.S.S. à Washington, a été reçu lundi 16 février par le président Ford, entouré de M. Kissinger et d'autres ministres. Le porte-parole du président s'est refusé à toute révélation concernant la teneur de l'entretien, qui a duré plus d'une heure. On s'est demandé si la visite ne portait pas sur l'affaire des écoutes soviétiques contre l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, où l'usage d'ondes radio à haute fréquence causerait des radiations mettant en danger la santé du personnel diplomatique américain. — (Reuter.)

Islande

● UNE GREVE GÉNÉRALE d'une durée indéterminée a commencé dans la nuit du lundi 16 au mardi 17 février, à l'appel des revendications présentées par la Confédération islandaise des syndicats :

Ils demandent des augmentations de salaires de l'ordre de 25 %, alors que le médiateur propose seulement de 14 à 17 %. — (U.P.I.)

Namibie

● UN FERMIER BLANC ET SON ÉPOUSE, habitant une ferme isolée dans l'Ovamboland (Nord de la Namibie), ont été tués au cours d'un raid des guérilleros de la SWAPO, a annoncé lundi 16 février la radio de Windhoek. — (A.F.P.)

Nigéria

● LE BUREAU DE L'AGENCE REUTER A LACOS a été fermé le 16 février par la police, et les trois correspondants de l'agence au Nigéria ont été emmenés pour être interrogés. — (U.P.I.)

Philippines

● DOUZE PRISONNIERS POLITIQUES PHILIPPINS ont lancé un appel à Amnesty International demandant à cette organisation d'enquêter sur leur sort. Les détenus, parmi lesquels figurent deux femmes, sont accusés d'avoir formé un complot. Le Père Edilicio de la Torre est en particulier accusé d'avoir dirigé un réseau communiste. Les prisonniers, qui observent une grève de la faim depuis trente-huit jours, se plaignent notamment, dans leur lettre à Amnesty International, des conditions d'hygiène déplorables dans lesquelles ils vivent. — (A.F.P.)

FORMATION HUMAINE

20 films, plus 1000 documents

ROLAND CAUDE comment fonctionne l'entreprise

De la matière première à la matière grise, des machines aux hommes, de l'argent à l'animation. Comment se coordonnent les grands circuits de la production, de la commercialisation, de l'administration, des finances. Les principes d'une saine gestion. Les problèmes de structure et de responsabilité. L'évolution et la réforme de l'entreprise moderne.

JEAN ROLIN comment utiliser sa banque

Comment fonctionne le système bancaire ? Qui sont les banquiers ? Quels services peut-on attendre d'une banque ?

DANS LA MEME COLLECTION

André Conquet

- comment travailler en groupe efficacement
- comment faire un exposé

Jacques Lecailon

- comment fonctionne l'économie
- le chômage, pour qui ? pourquoi ?
- l'inflation, pourquoi ? comment ?

la disparus groupe armé de presse

TE ELLE 5

EUROPE

Italie

LES SUITES DE L'AFFAIRE DES « POTS-DE-VIN »

La presse met en cause de nombreuses personnalités politiques de premier plan

De notre correspondant

Rome. — Quel sera le prochain scandale ? Qui va-t-on accuser ? Plus rien n'étonne les Italiens, persuadés que le vent qui souffle d'Amérique peut faire encore tomber beaucoup de plumes. Il est significatif que la présidence du conseil ait dû publier, le 16 février, un démenti. Contrairement à ce qu'affirment plusieurs journaux, y est-il dit, le gouvernement n'a pas déposé à Washington deux millions de dollars pour mettre en garde le gouvernement américain contre les conséquences de nouvelles révélations.

L'Italie n'a pas attendu le scandale Lockheed pour vivre à l'heure américaine. Déjà, à la mi-janvier, des rumeurs invérifiables attribuaient l'affaiblissement de la lire à une initiative de banques d'outre-Atlantique; puis, ce furent les révélations sur les activités de la C.I.A. Mais l'affaire Lockheed fait bouillir de rage. Chaque jour qui passe apporte de nouvelles accusations. C'est à croire que la péninsule n'a cessé d'être « arro-

sée » depuis des années. Du coup, d'autres scandales aux dimensions nationales ont été portés sur la place publique.

Les noms de neuf sociétés américaines impliquées sont cités par le quotidien de Rome *Il Messaggero*. En tête, figurent Exxon et Exxon-Esso, qui auraient respectivement versé à des intermédiaires italiens, au cours de deux exercices, 27 millions et 22 millions de dollars. Lockheed et Mobil seraient ex aequo, mais

très loin derrière, avec plus de 2 millions de dollars. Viendraient ensuite United Brands (650 000 dollars) et Mc Donnell Douglas (600 000 dollars). Les subventions de Boeing, Northrop et Tennessee Inc. ne sont pas précisées.

La presse s'indigne, s'étonne. Mais qui a jamais imaginé que les partis politiques italiens vivaient des cotisations de leurs militants ? Leur financement public, institué en mai 1974, n'a pas vraiment modifié cette situation : les deniers de l'Etat sont venus s'ajouter, dans plusieurs cas, aux sources traditionnelles. Que représentent les 50 milliards de lire que la C.I.A. est supposée avoir versés, pendant trente ans, à des formations politiques italiennes ? Peu de chose, souligne-t-on, et d'ailleurs pour un résultat bien médiocre.

Même la société de football
Si l'on en croit *Il Messaggero*, la société pétrolière Exxon aurait subventionné non seulement l'hébergement d'extrême droite *Lo Specchio* (56 millions de lire) et le quotidien de droite *Il Tempo* (412 millions) mais aussi *Avanti!*, organe du parti socialiste (116 millions), et même la société de football de la capitale pour 25 millions de lire.

Le mouvement Communione e liberazione, l'un des groupes les plus vivants au sein de la démocratie chrétienne — n'échappe pas à cette vague de dénonciations. Il est soupçonné d'avoir touché 2 milliards de lire de la C.I.A. Ses liens avec la maison d'édition Jaka Book sont rappelés à cette occasion par la *Stampa*. Le mouvement, qui jouit d'un appui grandissant dans l'Eglise italienne, se déclare diffamée.

Les noms de plusieurs personnes...
L'Association internationale des juristes démocrates a publié un communiqué de protestation à la suite de la mort de Frank Stagg, militant de l'I.R.A. provisoire, mort d'une grève de la faim le 13 février dans une prison anglaise. L'Association précise que le prisonnier avait commencé sa grève, non seulement pour être transféré dans une prison d'Irlande du Nord, mais aussi pour bénéficier d'un régime « politique », lequel n'existe pas dans la législation britannique.

A Londres, une explosion a détruit, lundi soir, une boîte aux lettres du quartier résidentiel de Golders Green. Scotland Yard craint que l'I.R.A. provisoire ne relance sa campagne de lettres piégées en Angleterre. — (A.F.P., Reuter, A.P.).

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas ?

Savez-vous que pour 2.240 F, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant ?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances ?

Nom.....
Adresse.....

Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26/073.75.42

* 1 semaine, transport DC 61 et hôtel type "3 étoiles" compris (1.990 F à compter du 1/5/76)
Organisation L.L. A 478, L.L. A 494 et L.L. A 702



Cette année, les Bahamas!

AIR BAHAMA

Espagne

LE COUPLE ROYAL EST ACCLAMÉ EN CATALOGNE

Barcelone (A.F.P.). — Le roi Juan Carlos de Bourbon et la reine Sophie ont été chaleureusement accueillis lundi 16 février par la population de Barcelone, capitale de la Catalogne, l'une des régions d'Espagne où se manifestent les plus forts courants autonomistes.

Prononçant un discours peu après son arrivée, le souverain a tenu à dire quelques mots en catalan : il a ainsi salué, sous les vivats de la foule, « l'amour traditionnel de la Catalogne pour la liberté ». La voiture des souverains s'est frayée difficilement un passage à travers la ville au milieu d'une foule difficile à contenir.

L'arrivée à Barcelone du couple royal n'a pas empêché des fonctionnaires de la municipalité, pompiers et agents de police en tête, de continuer à manifester pacifiquement sur une place de la ville pour obtenir des augmentations de salaire.

A la télévision

UN DÉBAT SUR LA PRESSE EST ANNULÉ

Une émission hebdomadaire de la télévision espagnole (deuxième chaîne) « La Llave » (La clef), qui devait être consacrée, le dimanche 15 février, à la presse et aux journalistes, a été annulée à la dernière minute sur l'ordre des autorités, et sans qu'aucune explication en soit donnée.

Dirigée et présentée par José Luis Balbín, cette émission, analogue aux « Dossiers de l'écran », devait comporter la diffusion du film américain « Première page », dans la version de 1930 mise en scène par Howard Hawks, puis un débat auquel avaient été invités huit journalistes : quatre espagnols, MM. Luis María Anson, directeur de la « Gaceta Ilustrada » et chargé de presse de don Juan de Bourbon, père du roi ; Manuel Martín Ferrand, directeur du « Nuevo Diario » de Madrid ; Tristan La Rosa, écrivain, correspondant de « la Vanguardia » à Paris, et Eugenio Suarez ; et quatre journalistes étrangers : MM. Jacobo Timmerman, directeur de la « Opinión » de Buenos-Aires ; Henri Guizot (« New York Times »), Theo Sommer (« Die Zeit ») et Pierre Vianzon-Ponté (« Le Monde »). Le débat devait se dérouler en direct et durer environ deux heures.

MADRID POSERAIT DANS DEUX ANS SA CANDIDATURE A LA COMMUNAUTÉ

Bruxelles (A.F.P., A.P., Reuter). — L'Espagne a l'intention de faire acte de candidature à la Communauté européenne dans deux ans, indique-t-on de sources diplomatiques, après une première conversation entre le ministre des affaires étrangères belge, M. Van Ertvelde, et son collègue espagnol.

Arrivé à Bruxelles le lundi 17 février, M. de Arellano, qui est déjà allé à Luxembourg, Bonn et Paris, doit visiter ensuite trois autres capitales de la Communauté : Dublin, La Haye et Copenhague.

M. de Arellano, qui doit avoir ce mardi un second entretien avec M. Van Ertvelde, rencontrera également le président et le vice-président de la Commission européenne, M. Ortoli et Sir Christopher Soames.

Pour la première fois, le ministre espagnol des affaires étrangères a été reçu lundi soir au siège de l'O.T.A.N., où il a rencontré le secrétaire général, M. Luns. « Nous avons évoqué les possibilités d'une participation de l'Espagne à la défense de l'Occident », a-t-il dit à la sortie.

ÉCHAPPE DE L'ENFER, SEXPOL REPARAIT AVEC UN N° 7 A NE PAS MANQUER !



En vente presque partout, ainsi qu'en Belgique et en Suisse. On trouve le N° 7 SEXPOL, 45, rue du Sauleau, 1016

LA CANNE A SUCRE

GILLES GERMAIN.

DIPLOMATIE

La visite à Paris du chef du gouvernement yougoslave

Paris et Belgrade ont des vues « similaires » sur les problèmes internationaux

M. Djemal Bjeditch, chef du gouvernement yougoslave, est sorti avec le sourire du premier entretien de près d'une heure et demi qu'il a eu, lundi après-midi, en tête à tête, à l'hôtel Matignon, avec son homologue français, M. Jacques Chirac, dont il est l'homme officiel jusqu'à mercredi.

L'entretien a été noté par les journalistes présents, a été excellent et particulièrement amical. Nous n'avons traité aujourd'hui que des problèmes de politique extérieure : sur l'ensemble des points que nous avons abordés, nos vues ont été similaires.

Ce jugement était peu après confirmé par le discours du premier ministre français, qui devait préciser que l'entretien avait porté sur quatre points : les problèmes de la Méditerranée (Proche-Orient et Chypre) ; la détente, dont la France et la Yougoslavie ont la même conception ; le dialogue Nord-Sud, que la surveillance en France des réfugiés volontés de faire progresser en associant leurs efforts ; les rapports entre la Yougoslavie et la Communauté économique européenne, à améliorer, bien que les Yougoslaves continuent de déplorer ce qu'ils appellent les « bar-

rières artificielles » du Marché commun. M. Chirac a donné son accord pour que de nouveaux efforts soient faits pour resserrer ces rapports, en faveur desquels M. Bjeditch plaidera cette semaine à Bruxelles et à Luxembourg.

M. Bjeditch a évoqué, notamment dans un toast au cours du dîner que M. Chirac lui offrait lundi soir, la visite que le président Giscard d'Estaing doit faire en Yougoslavie dans la deuxième quinzaine de septembre. Cette visite devrait dissiper définitivement l'amertume qu'éprouvaient les Yougoslaves devant le peu d'empressement mis par Paris à rendre la visite que le maréchal Tito fit en France il y a vingt ans.

Au cours d'un deuxième et dernier entretien de mardi après-midi, MM. Bjeditch et Chirac devaient aborder les problèmes bilatéraux qui présentent certaines difficultés. Il s'agit notamment de remédier au déséquilibre chronique des échanges commerciaux franco-yougoslaves au détriment de Belgrade, sans doute aussi d'évoquer le problème de la surveillance en France des réfugiés yougoslaves, dont certains expriment par la violence leur haine du régime.

LES ALLOCUTIONS AU QUAY D'ORSAY

M. Chirac : la détente est affaire de confiance

A l'issue du dîner qu'il offrait en l'honneur de son hôte yougoslave, lundi soir au Quay d'Orsay, M. Jacques Chirac a déclaré : « Nos deux pays sont attachés aux mêmes principes. Le respect de l'indépendance nationale et la coopération entre tous les pays nous tiennent en effet à cœur par-dessus tout et inspirent notre action dans le monde. Aussi sommes-nous aisément tombés d'accord pour resserrer encore les liens concrets qui nous unissent dans tous les domaines : politique, culturel, économique... »

M. Chirac devait également évoquer le problème de la détente en Europe. La France et la Yougoslavie, a-t-il dit, ont « sérieusement travaillé au succès de la conférence sur la coopération et la sécurité, et nous espérons que les résultats obtenus contribueront à consolider sur notre continent la détente » dont nous sommes convaincus. « Mais il est clair que la détente est avant tout une affaire de confiance. Si cette confiance s'était peu à peu, à la suite des tentatives faites par les uns ou

les autres en vue de s'assurer des avantages unilatéraux, nous reviendrions bien des années en arrière. Personne ne souhaite un retour à la guerre froide, certainement pas, en tout cas, la France et la Yougoslavie. (...) La politique de détente ne saurait se réduire à une simple succession de trêves entre les super-puissances. »

M. BJEDITCH : pour une coopération étroite en Méditerranée.

Dans sa réponse le chef du gouvernement yougoslave, M. Bjeditch, a mis l'accent sur les problèmes du Proche-Orient. « J'ai en vue non seulement la nécessité d'un retrait immédiat d'Israël de tous les territoires arabes occupés en 1967 et la concrétisation des droits nationaux légitimes du peuple palestinien, mais aussi l'indivisibilité du fait proche-oriental, la nécessité de sauvegarder la paix et la sécurité dans une région plus large, le Moyen-Orient. (...) Nos deux pays sont, quant à la Méditerranée, appelés à une coopération plus étroite, ensemble avec tous les autres pays riverains. »

L'UNION EUROPÉENNE

La règle de la majorité « ne relève pas de l'arithmétique »

précise M. Tindemans

M. Tindemans, premier ministre belge, a prononcé lundi 16 février à Paris devant le Cercle de l'Opinion et le Mouvement européen, une conférence sur les aspects de son rapport sur l'union européenne.

Après avoir souligné que l'équilibre institutionnel entre la Commission et le Conseil de la Communauté devait être maintenu, il a ajouté : « Renforcer l'un des deux pôles au détriment de l'autre équivaudrait à révéler un débat de doctrine. » M. Tindemans a surtout traité de la politique extérieure de la Communauté. Il a notamment déclaré :

« Il ne s'agit pas de demander aux Etats membres de renoncer à leur souveraineté. Ce genre de débat me paraît d'ailleurs abstrait et stérile. La question essentielle est de savoir si, dans certaines matières, nous sommes décidés à exercer notre souveraineté en commun, c'est-à-dire à prendre ensemble une position commune où les intérêts de la Communauté sont en jeu et où nous voulons les défendre avec une efficacité redoublée (...).

« Je suggère que, dans les secteurs des relations extérieures où les Etats ont pris l'engagement de poursuivre une certaine politique commune, l'opinion minoritaire se rallie aux vues de la majorité à l'issue des débats du conseil (...).

« Ce que fait l'esprit (...) ne relève ni de l'arithmétique ni du droit constitutionnel, mais plutôt de la politique. Je prie le gouvernement au sein duquel nous ne sommes pas toujours d'accord et où l'on vote rarement. Pourtant, nous arrivons à des

« M. Stefan Olszowski, ministre polonais des affaires étrangères, commencera le mercredi 18 février une visite officielle en France de quatre jours. Cette visite répond à celle de M. Jean Sauvagnat, à Varsovie au mois de mars 1975, et préparera celle que M. Piotr Jaroszewicz, président du conseil polonais, doit faire en France dans le courant de 1976.

décisions parce que les ministres qui expriment des vues minoritaires acceptent de se rallier aux vues de leurs collègues quand ils n'ont pas pu les convaincre. Etant entendu que la majorité fait un préalable des efforts sérieux pour rechercher le compromis qui permette de tenir compte des vues de la minorité, mais en dernière analyse la nécessité d'aboutir à une décision l'emporte. Il me semble que nous devons prévoir un système de ce genre si nous voulons avoir au sein de l'Union européenne un organe de décision efficace et rapide.

Dans l'après-midi, le premier ministre belge a rendu une visite privée à M. Chirac.

Pendant sa visite aux Etats-Unis

M. GISCARD D'ESTAING NE S'ARRÊTERA PAS A NEW-YORK

« La ville de New-York a été omise de l'itinéraire du président Giscard d'Estaing aux Etats-Unis en mai par crainte de manifestations contre le président de la République », écrit l'hebdomadaire *Newweek* dans son dernier numéro. La revue indique que le gouvernement français a décidé que « la politique pro-arabe et pro-palestinienne de la France » pourrait provoquer des réactions contre le président de la République parmi la population juive de la ville, qui se chiffre à deux millions.

Selon le fait que le voyage du président de la République effectuera en Concorde pourrait aussi avoir fait craindre aux organisateurs que des manifestations aient lieu contre le supersonique dans une ville comme New-York.

(Du côté français, on estime qu'il s'agit là de commentaires dont les auteurs prennent l'entière responsabilité.)

Les militaires à la

Chirac a donné son accord pour que de nouveaux efforts soient faits pour resserrer ces rapports, en faveur desquels M. Bjeditch plaidera cette semaine à Bruxelles et à Luxembourg.

M. Bjeditch a évoqué, notamment dans un toast au cours du dîner que M. Chirac lui offrait lundi soir, la visite que le président Giscard d'Estaing doit faire en Yougoslavie dans la deuxième quinzaine de septembre.

Au cours d'un deuxième et dernier entretien de mardi après-midi, MM. Bjeditch et Chirac devaient aborder les problèmes bilatéraux qui présentent certaines difficultés. Il s'agit notamment de remédier au déséquilibre chronique des échanges commerciaux franco-yougoslaves au détriment de Belgrade, sans doute aussi d'évoquer le problème de la surveillance en France des réfugiés yougoslaves, dont certains expriment par la violence leur haine du régime.

La règle de la majorité

M. Tindemans, premier ministre belge, a prononcé lundi 16 février à Paris devant le Cercle de l'Opinion et le Mouvement européen, une conférence sur les aspects de son rapport sur l'union européenne.

Après avoir souligné que l'équilibre institutionnel entre la Commission et le Conseil de la Communauté devait être maintenu, il a ajouté : « Renforcer l'un des deux pôles au détriment de l'autre équivaudrait à révéler un débat de doctrine. » M. Tindemans a surtout traité de la politique extérieure de la Communauté. Il a notamment déclaré :

« Il ne s'agit pas de demander aux Etats membres de renoncer à leur souveraineté. Ce genre de débat me paraît d'ailleurs abstrait et stérile. La question essentielle est de savoir si, dans certaines matières, nous sommes décidés à exercer notre souveraineté en commun, c'est-à-dire à prendre ensemble une position commune où les intérêts de la Communauté sont en jeu et où nous voulons les défendre avec une efficacité redoublée (...).

« Je suggère que, dans les secteurs des relations extérieures où les Etats ont pris l'engagement de poursuivre une certaine politique commune, l'opinion minoritaire se rallie aux vues de la majorité à l'issue des débats du conseil (...).

« Ce que fait l'esprit (...) ne relève ni de l'arithmétique ni du droit constitutionnel, mais plutôt de la politique. Je prie le gouvernement au sein duquel nous ne sommes pas toujours d'accord et où l'on vote rarement. Pourtant, nous arrivons à des

décisions parce que les ministres qui expriment des vues minoritaires acceptent de se rallier aux vues de leurs collègues quand ils n'ont pas pu les convaincre. Etant entendu que la majorité fait un préalable des efforts sérieux pour rechercher le compromis qui permette de tenir compte des vues de la minorité, mais en dernière analyse la nécessité d'aboutir à une décision l'emporte. Il me semble que nous devons prévoir un système de ce genre si nous voulons avoir au sein de l'Union européenne un organe de décision efficace et rapide.

Dans l'après-midi, le premier ministre belge a rendu une visite privée à M. Chirac.

Pendant sa visite aux Etats-Unis

M. GISCARD D'ESTAING NE S'ARRÊTERA PAS A NEW-YORK

« La ville de New-York a été omise de l'itinéraire du président Giscard d'Estaing aux Etats-Unis en mai par crainte de manifestations contre le président de la République », écrit l'hebdomadaire *Newweek* dans son dernier numéro. La revue indique que le gouvernement français a décidé que « la politique pro-arabe et pro-palestinienne de la France » pourrait provoquer des réactions contre le président de la République parmi la population juive de la ville, qui se chiffre à deux millions.

Selon le fait que le voyage du président de la République effectuera en Concorde pourrait aussi avoir fait craindre aux organisateurs que des manifestations aient lieu contre le supersonique dans une ville comme New-York.

(Du côté français, on estime qu'il s'agit là de commentaires dont les auteurs prennent l'entière responsabilité.)

مكتبة من الأصل

le refuge

GESTION DES
Fonctions Publiques
MANAGEMENT
- Le Management
- Gestion des Ressources Humaines
FORMATION
- Formation continue
- Formation initiale
MANAGEMENT
- Management des Ressources Humaines
- Management des Ressources Financières
COMPTABILITE
- Comptabilité générale
- Comptabilité analytique
STATISTIQUE
- Statistique descriptive
- Statistique inférentielle
ALLEMANS

POLITIQUE

L'U.D.R. ET LES PROBLÈMES EUROPÉENS

M. Claude Labbé : la France doit rester insolente

Le bureau exécutif de l'U.D.R., réuni pour le mardi 17 février, devait poursuivre l'examen des problèmes européens qu'il avait entamés dans sa séance du 4 février (le Monde du 8 février). M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R., a interrogé lundi 16 par France-Inter, et notamment déclaré :

« Les gaullistes ne refusent pas l'idée de l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel. Nous disons simplement qu'il faut d'abord observer un certain nombre de règles pour cette élection. La France doit maintenir son indépendance pour rester une grande puissance ; elle doit rester insoumise, la vie politique étant un combat. Il ne faut pas faire de procès d'intention au président de la République qui, jusqu'à présent, a maintenu la France dans sa situation de non-dépendance... »

« Des gaullistes historiques aux gaullistes d'aujourd'hui, il n'y a pas de coupure. Le groupe U.D.R. reste à la fois fidèle à l'électorat gaulliste, et, pour l'essentiel, à la philosophie et à l'orientation dominées par le général de Gaulle. »

Le président du groupe U.D.R. a affirmé : « Il n'y a aucun espoir de voir unis dans une même opposition les gaullistes et les communistes comme au temps de la CED (Communauté européenne de défense). La présence des communistes dans le gouvernement du général de Gaulle, à la Libération, est un phénomène historique. À l'heure actuelle, tout nous divise. Le parti communiste représente un système unique qui ne peut pas vivre au pouvoir avec d'autres formations... On ne peut pas gouverner avec les communistes. Quand ils gouvernent, les communistes gouvernent seuls. »

M. Chalandon demande la dissolution de l'OTAN

Dans une interview que publie l'Est républicain du 17 février, M. Alain Chalandon, ancien ministre, député U.D.R. des Hauts-de-Seine, écrit :

L'objectif doit être la dissolution de l'OTAN et la création d'un organisme similaire purement européen qui serait associé par un traité d'alliance avec les États-Unis. Cela n'exclut pas le maintien de troupes américaines en Europe ; cela suppose, en revanche, que les Européens consentent un effort militaire plus grand et envisagent la construction d'armements en commun.

À propos de la construction européenne, il estime : « L'exécutif et le législatif sont les deux jumeaux d'un même corps. L'un ne peut avancer sans l'autre. Renforcer le Parlement européen sans mettre en place un exécutif risque d'aboutir à une paralysie. Autrement dit, à mettre l'Europe dans les mains de fonctionnaires irresponsables. C'est ce que préconise le rapport Léo Tindemans. J'y suis fondamentalement opposé. »

M. Chalandon, favorable à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, affirme : « Puisqu'il s'agit d'éveiller une conscience politique européenne, il y a intérêt à politiser. Ce qui suppose un scrutin de liste national, majoritaire ou proportionnel. Envoyer au Parlement européen des super-conseillers généraux, ce serait aller au devant d'un échec certain. »

M. JACQUES CHIRAC JEUDI A TF 1

M. Jacques Chirac sera, jeudi 19 février, à 20 h. 30, l'invité du nouveau magazine de TF 1 « L'événement », qui, pour la circonstance, a modifié sa formule. Jean-Pierre Berthelot, animateur de l'émission, dirigera le débat, au cours duquel les journalistes de la rédaction de TF 1 poseront au premier ministre des questions sur la situation politique intérieure, sur la politique étrangère, sur les affaires économiques et sur la situation sociale.

l'Amérique de votre choix

TORONTO BOSTON
MILWAUKEE DETROIT
CHICAGO NEW YORK
WASHINGTON
ST. LOUIS



avec LOFTLEIDIR

Quelle que soit votre destination finale aux États-Unis, profitez des tarifs transatlantiques LOFTLEIDIR, particulièrement intéressants sur New York ou Chicago :

- vol quotidien New York aller-retour. F. 1.367 (*)
- 2 fois par sem. Chicago aller-retour. F. 1.622 (*)

vous pourrez ainsi utiliser les "tarifs Visit USA" au départ de New York ou Chicago vers la ville américaine de votre choix.

Demandez à votre agent de voyages de vous parler aussi des forfaits New York, de 4 à 21 jours, à partir de F. 1.690 comprenant le transport aller-retour Luxembourg New York en Jet Loftleidir et le séjour à l'hôtel Century Paramount (lic. 345 A).

(*) tarif excursion 22/45 jours ou F. 1.644 pour New York et F. 1.991 pour Chicago, excursion 1/21 jours, sans minimum de séjour.

Pour tout renseignement et documentation, adresser ce coupon à

LOFTLEIDIR ICELANDIC
32, rue du 4-Septembre
75002 Paris
tél. 073.75.42 - 742.52.26

Nom _____
Adresse _____

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

A saute-mouton

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, le centralisme démocratique est le moyen le plus sûr non d'empêcher la discussion, au moins dans certaines limites, mais d'interdire la création de « tendances organisées » qui sont un facteur permanent de division et donc de faiblesse de tous les partis français. Ceux qui, sans se donner la peine de le définir, font reproche aux communistes du centralisme démocratique seraient bien venus de s'en inspirer : ils y gagneraient en unité et en efficacité. On discute, et une fois la décision prise on s'incline. C'est la loi de la majorité. Surtout, la minorité des députés ou des électeurs refuse-t-elle d'appliquer les lois qui sont adoptées ?

Depuis sa création, le parti socialiste, l'ancien et le nouveau, a souffert de l'existence de tendances aboutissant à des dissidences ; non pas seulement à des départs individuels, volontaires ou non, comme au parti communiste, mais à de véritables scissions.

Depuis la guerre, les adversaires ou les partenaires des socialistes : n'avaient que commission pour ce parti, d'élection en élection, allait s'affaiblissant. Ils appelaient de leurs vœux un parti plus fort, capable de faire pièce aux communistes. Cela s'étant fait grâce à la nouvelle direction du parti et à l'union de la gauche, ce sont souvent les mêmes qui veulent l'affaiblir. Ils s'opposent à l'écarter des candidats dissidents, baptisés sociaux-démocrates, pour empêcher les socialistes, là où ils le peuvent, d'arriver avant les communistes et de battre les candidats de la majorité en draineant des voix du centre ou second tour. Que cette tactique du pire risque de faire élire des communistes leur importe peu. L'ennemi, c'est, aujourd'hui, le parti socialiste.

En tout cas, dans un uni-

vers où politique serait synonyme de logique, seuls les partisans d'une nouvelle loi électorale seraient fondés à reprocher aux socialistes, à longueur d'année et d'automne, leur alliance électorale avec les communistes. Avec l'actuel mode de scrutin, les deux partis sont condamnés à gagner ensemble ou à perdre ensemble en s'opposant, ou même à être éliminés comme en 1958. La réforme électorale est la condition de toute évolution des rapports entre les deux partis. Condition nécessaire mais non suffisante : il demeurerait le problème politique de fond.

Autre espérance, autre contradiction : ceux qui rêvent d'une scission du parti : socialiste ou de son aile droite et, de préférence, de son aile gauche — sont les mêmes qui lui reprocheraient naguère d'être si faible qu'il laissât le champ libre au parti communiste. Sans doute faudrait-il d'abord que les partis de la majorité se mettent d'accord sur ce point comme sur quelques autres : l'ennemi numéro 1 est-il le P.S. ou le P.C. ?

Nul ne reprochera au premier ministre de vouloir mobiliser sa majorité contre l'opposition, encore que deux ans de guerre froide soient une épreuve de bien longue durée. Mais il est bien placé pour connaître les raisons du 11 mai, de la démission de la majorité. Ne se trompe-t-il pas d'analyse ou de diagnostic ? Ce n'est pas à l'opposition que tant de députés de la majorité en veulent, c'est au gouvernement et à ses méthodes, ou au président et à sa solitude. Les parlementaires ont l'impression de ne rien savoir, de ne servir à rien. En redevenant candidats, ils retrouveront le sentiment de leur utilité. En jouant à saute-mouton.

J. F.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Pour quelques arpents de plus

Après les incidents sanglants de Loya, l'arrivée d'un nouveau haut-commissaire, l'incarcération de dirigeants de l'opposition et le déroulement sans heurt de la manifestation antigouvernementale, la route de l'indépendance promise par la France paraît semée de beaucoup d'embûches.

Jacques Varin, dans FRANCE NOUVELLE, hebdomadaire du parti communiste, évoque la présence française dans l'océan indien, affirme que la France doit cesser « de participer à la stratégie de l'impérialisme et [reconstruire] pleinement le contrôle des territoires qu'elle contrôle encore à l'autodétermination librement ».

C'est une opinion opposée qu'exprime Maurice Lemoine, dans VALEURS ACTUELLES, en déclarant : « L'indépendance de l'Inde, Djibouti est l'un des verrous occidentaux de l'océan indien. Il contient, pour le moment, les ambitions somnolentes, des appareils ainsi comme un facteur d'équilibre à la corne orientale de l'Afrique. C'est en quelque sorte une sentinelle. »

Pour Blanche Maillet, dans DEMOCRATIE MODERNE, organe du Centre démocrate, c'est l'U.R.S.S. qui « sème la terreur ». Il note : « Tout en proclamant qu'elle respecterait les frontières du nouvel État, la Somalie s'efforce par tous les moyens d'empêcher que l'indépendance du T.F.A.I. ne se fasse dans le calme et, par conséquent, de persuader l'Éthiopie que sa voisine prépare un véritable « Anschluss ».

Or, la Somalie, l'un des États les plus pauvres du continent noir, ne pourrait certainement pas mener cette politique agressive si l'U.R.S.S. n'avait fait de son armée la seconde du continent. »

Dans LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, Aristide Laguerre se demande si les autorités françaises ne vont pas « réviser leur politique en estimant que leur homme de paille Ali Aref est trop isolé et que le soutien coûte que coûte n'est pas le meilleur moyen de préserver les intérêts de l'impérialisme français là-bas après l'indépendance du Territoire. Peut-être vont-elles, ajoute-t-elle, adopter une attitude plus coopérative envers l'opposition légale, dont les dirigeants sont manifestement prêts à une telle coopération. »

Selon André Landouze dans HEBDO T.L. TEMOIGNAGE CÉRÉTIER, « certains gendarmes mobiles présents à Djibouti seraient réticents pour participer à la répression. Des appels du contingent aussi. La garnison dissuadée ? Des délégations de la gauche sont sur place. Pour briser l'isolement favorable aux propositions. Mais rien ne sera réglé tant qu'Ahmed Dini et ses camarades seront sous les verrous. A Giacard de choisir », conclut-il.

Il semble bien que le président de la République ait déjà choisi, et que pour l'instant il n'envisage pas de reconsidérer sa décision.

A. CH.

Trois angoisses

(Suite de la première page.)

L'inflation touche gravement le monde occidental. Ses causes sont multiples. En profondeur, elle est provoquée par les aspirations des hommes et des femmes qui, vivant dans des sociétés industrielles à forte consommation, sont sous par des aspirations toujours plus fortes et qu'ils veulent satisfaire sans tenir compte des résultats du travail ni de la hausse des prix. À ces aspirations s'ajoutent les exigences des États, plongés dans une compétition internationale sans merci et qui doivent beaucoup dépenser pour y faire face. La discipline que constitue un ordre monétaire international a été brisée et ce n'est point le règne du dollar, « monnaie du bon plaisir », qui refait une discipline. Au contraire.

Même dans l'orage mondial, les responsabilités nationales ne sont pas secondaires. La comparaison entre l'Allemagne et la France, au cours des cinq dernières années, est édifiante. Pour ce qui nous concerne, l'idée que l'on peut augmenter les revenus particuliers au-delà de l'augmentation du revenu national aboutit à un flot permanent d'inflation supplémentaire. En même temps, l'accroissement des dépenses publiques et sociales, sans tenir compte ni de la priorité à donner à la capacité de production ni des priorités à fixer dans les dépenses, aggrave les charges et rend plus difficile notre aptitude à la compétition et aboutit à une croissance insuffisante.

Cette inflation appauvrit les entreprises, c'est-à-dire altère notre instrument de travail, de prospérité et de progrès. Une cause supplémentaire, grave et durable, est ajoutée aux autres causes de chômage. À l'intérieur de la société, l'excès et la continuité de l'inflation condamnent à des distorsions et à des tensions. Face à la hausse des prix, certaines catégories se défendent bien et d'autres sont sacrifiées. La monnaie, constamment en danger, n'est plus l'instrument de confiance indispensable à l'avenir d'une société libérale. Parce qu'elle ne lutte pas ; parce qu'elle laisse faire, l'autorité politique voit se détacher l'assentiment

populaire et, comme elle sent cette évolution, l'autorité est de moins en moins une autorité inflatée continue et excessive conduisant à la crise de régime.

Ce péril que court la France est considérable.

On dit volontiers : la dénatalité est une fait inéluctable, car il touche à peu près tous les peuples de race blanche. Certes voilà qui est préoccupant et n'est point justifié par la démographie dite galopante des peuples d'autres continents !

Mais c'est surtout préoccupant pour la France, qui a commencé sa décadence démographique au début du dix-neuvième siècle, qui a subi la terrible hémorragie de la première guerre mondiale et dont le beau redressement n'aura duré qu'un bref quart de siècle, au lendemain de la seconde guerre. L'analyse des derniers chiffres montre la rapidité avec laquelle le phénomène tourne à la catastrophe. Le renouvellement des générations ne se fait plus. À quoi bon se flatter du chiffre de cinquante-trois millions, quand on sait, ou que l'on devrait savoir, que ce chiffre comprend quatre millions d'étrangers ? À quoi bon prétendre que la fécondité des couples, en France, est encore légèrement supérieure à celle de certains de nos voisins, alors que l'on sait qu'en fait cette fécondité est due à la plus forte natalité observée chez les couples d'immigrés ?

Les conséquences de cette situation sont déjà visibles. Le marché intérieur se restreint et continuera de se restreindre dans des proportions qui atteindront l'agriculture, les industries textiles, le bâtiment. Avant dix ans, la population active diminuera, à moins de faire appel par centaines de milliers à des travailleurs africains ou asiatiques. Le vieillissement de la population sera, d'ici quelques années, qu'il faudra retarder les limites d'âge, c'est-à-dire prolonger la durée du travail.

Il n'est pas convenable d'affirmer que les responsables de la nation sont impuissants. Sans doute le soutien matériel (relèvement des allocations familiales, aide à la famille et notamment à la mère d'un moins trois enfants) ne suffit pas à renverser le mouvement. Encore faut-il savoir que ce soutien matériel, placé comme il se doit en priorité de tout effort national, est un commencement indispensable. Au-delà il faut une éducation, une information, un accueil social généraux, grâce à qui pourront être combattues les idéologies pernicieuses qui prévalent l'infécondité.

Le péril, pour la France, est mortel.

MICHEL DEBRÉ

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE RÉORGANISE SES ACTIVITÉS MILITANTES

La Nouvelle Action française (le Monde du 7 février) a procédé à une réorganisation interne. M. Gérard Leclerc, l'un des intellectuels du jeune mouvement royaliste, est nommé directeur de la propagande ; il répondra aux critiques formulées par les socialistes et aux questions que peuvent se poser les militants restés fidèles à M. Bertrand Renouvin.

Ce travail d'explication a commencé par la publication d'un numéro spécial des cahiers de l'I.N.P. sur le thème « Stratégie et politique » (1). M. Leclerc estime qu'il faut « mettre un terme à une organisation calquée sur celle des lignes, et qui ne répond plus très bien aux exigences actuelles ». L'activité militante de la Nouvelle Action française va donc « être menée le plus possible dans la vie quotidienne », ce qui suppose, dans l'esprit de ses dirigeants, un effort d'implantation et de pénétration dans des secteurs : jeunes cadres, enseignants, mouvements de défense de l'environnement, associations familiales, audio-visuel, édition, etc. La synthèse des différentes activités sera assurée au sein d'un « conseil représentatif ».

Le cinquième anniversaire de la N.A.F. en avril prochain, fournira à la nouvelle organisation de la propagande une occasion d'éprouver son efficacité.

(1) Institut de politique nationale, 17, rue des Petits-Champs, 75002 Paris.

Les élections cantonales

M. PLESSONNIER (P.C.) DEMANDE QUE LES PARTIS PUISSENT S'EXPRIMER A LA RADIO ET A LA TÉLÉVISION

M. Gaston Plessonnier, membre du secrétariat du parti communiste, a adressé lundi 16 février à M. André Rossi, secrétaire d'État, porte-parole du gouvernement, une lettre dans laquelle il écrit qu'« étant donné l'importance [des élections cantonales] et donc leur signification politique, le parti communiste français considère qu'il serait conforme aux règles de la démocratie de permettre aux formations politiques d'exposer sur les chaînes de la radio et de la télévision nationales leurs positions et leurs programmes ». L'humanité du 17 février, qui publie cette lettre, indique que le P.C. a adressé également une lettre à la direction de toutes les chaînes de radio et de télévision.

Déjà, en août 1973, avant les élections cantonales qui devaient se dérouler le mois suivant, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., avait écrit à M. Arthur Conte, alors président-directeur général de l'O.R.T.F., pour lui soumettre une demande identique. M. Conte avait estimé que s'agitait le P.C. à l'occasion d'une telle confrontation ne lui paraissait pas « recommandable ».

La fédération de la Nièvre du parti socialiste annonce l'exclusion d'un de ses membres, M. Michel Save, qui a fait acte de candidature aux élections cantonales à Clamecy. La fédération du P.S. précise que M. Save s'est mis volontairement hors du parti socialiste en présentant sa candidature contre le candidat désigné par les militants socialistes, M. Bernard Bardin.

Le conseiller général sortant est M. Pierre Barbier, ancien sénateur et ancien maire de Clamecy, qui, après avoir soutenu M. Mitterrand, avait rallié le candidat lors de l'élection présidentielle.

M. Michel Duraour, ministre du travail, maire de Saint-Etienne, a été élu président d'honneur de la fédération Rhône-Alpes du parti radical, dont le président, M. Marcel Ruby, a vu son mandat reconduire. Cette fédération s'est prononcée en faveur du scrutin proportionnel dans les villes de vingt-cinq mille habitants et pour les élections législatives.

A. CH.

CONSEIL D'ÉTAT

droit de contester les décisions sur les fichiers

Le Conseil d'État a rendu, le 17 février, un arrêt important concernant le droit de contester les décisions prises sur les fichiers. L'arrêt concerne une requête introduite par un citoyen contre une décision du préfet de la Seine-Saint-Denis, qui avait refusé de lui faire connaître les renseignements qu'il avait sur son dossier. Le Conseil d'État a jugé que le citoyen a le droit de savoir ce que l'administration a sur lui, et que le préfet est tenu de lui en faire connaître les éléments. Cette décision est une victoire pour les défenseurs des libertés individuelles.

LE DÉPÔT DE LA LOI

LA LOI SUR LE DROIT DE VOTER

Le projet de loi sur le droit de voter a été déposé au Sénat le 17 février. Ce projet vise à simplifier les procédures de vote et à garantir le secret du scrutin. Il prévoit notamment la création de bureaux de vote permanents et la possibilité pour les citoyens de voter par correspondance. Le projet est soutenu par la majorité sénatoriale.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION

LA RÉFORME DES ÉVALUATIONS

Le ministre de l'Éducation nationale, M. René Haby, a annoncé la mise en œuvre d'une réforme des évaluations. Cette réforme vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à réduire la pression sur les élèves. Elle prévoit notamment la suppression de certaines épreuves et la mise en place de nouvelles méthodes d'évaluation. Le ministre a souligné l'importance de cette réforme pour l'avenir de notre système éducatif.

مكتبة من الأصل

JUSTICE

AU CONSEIL D'ÉTAT

Le droit de contester les renseignements portés sur les fichiers administratifs

M. D., demeurant à Paris, s'est vu notifier, par le commissariat de police du quartier de la Madeleine, le 15 février, un avis de renseignements portés sur les fichiers administratifs. Sans doute signalé au bureau d'hygiène mentale de la préfecture de police comme un individu d'une santé mentale fragile, il fut examiné par un médecin de ce service, puis, à la suite de cet examen, inscrit au fichier des aliénés tenu par cette administration.

À l'occasion d'un nouveau litige opposant à une tierce personne les tribunaux judiciaires, M. D., a eu la surprise d'apprendre que les mentions relatives à son état de santé, figurant dans ce fichier, avaient été divulguées. Contestant leur exactitude, M. D., a alors demandé au préfet de police sa radiation du fichier, mais il se heurta à un refus. Le tribunal administratif de Paris, saisi d'un recours pour excès de pouvoir contre cette décision, a rejeté sa requête, mais, statuant en appel, le Conseil d'État a fait droit à ses conclusions.

La décision rendue par l'assemblée du Conseil d'État, le 13 février, sur le rapport de M. Galmot et les conclusions de M. Gilbert Guillaume, après observations de M. Benlouche, est remarquable en ce qu'elle, pour la première fois, semble-t-il, elle détermine l'étendue du droit pour l'administration de consulter des fichiers, et celle du droit, pour les personnes qui y figurent, de contester le bien-fondé des mentions qui les concernent.

La décision admet d'abord que l'autorité de police a le droit, même sans avoir été habilitée par une disposition particulière de « recueillir et de réunir sous la forme d'un fichier toutes les informations utiles sur les personnes dont l'état mental risque

Mme ROLAND AGRET A ÉTÉ REÇUE A LA CHANCELLERIE

M. Claude Goudet, sous-directeur des affaires criminelles et des grâces, chargé de la justice criminelle, a reçu, lundi 16 février, Mme Roland Agret, l'épouse de ce détenu des Baumettes qui affirme être innocent du meurtre pour lequel il a été condamné le 28 février 1973 — en tant qu'« instigateur » — à quinze ans de réclusion criminelle (le Monde du 12 février).

Mais l'entretien, commencé vers 11 heures, s'est mué en une sorte d'occupation pacifique. Mme Agret — qui était accompagnée d'une dame, professeur d'espagnol de son mari — n'ayant consenti à quitter le bureau de M. Goudet qu'en fin d'après-midi, à 18 h. 20.

Mme Agret se trouvait, semble-t-il, « rôtir dans un maïs blanc », selon l'expression empreinte de longanimité du magistrat — incapable de revoir son mari en n'ayant rien de neuf à lui dire.

Une heure après leur départ, le ministère de la Justice publiait un communiqué disant : « A la suite de la nouvelle demande en révélation de son procès formé par le détenu Roland Agret, Mme Roland Agret a été reçue aujourd'hui par le sous-directeur des affaires criminelles. Une enquête confiée à la direction centrale de la police judiciaire est en cours. »

On pense généralement que la commission de révision pourrait être saisie d'ici trois semaines à un mois.

NOMINATIONS DE PROCUREURS GÉNÉRAUX

- M. Alain Bernard à Bastia
- M. Champell à Lyon

Par décret publié au Journal officiel du 1^{er} février, M. Alain Bernard, premier juge d'instruction à Paris, est nommé procureur général à Bastia, en remplacement de M. Roger Lavrotte, nommé président de chambre à la cour d'appel de Paris.

Le même Journal officiel annonce la nomination, comme procureur général à Lyon, de M. Charles Champell, procureur de la République à Nice, en remplacement de M. Jean-Marie Jégou, nommé conseiller à la Cour de cassation.

Né le 8 avril 1928 à Libreville (Gabon), M. Alain Bernard entre dans la magistrature en 1951. Il est juge d'instruction à Béthune en 1954, puis à Lille en 1959, à Paris en 1963. Conseiller suppléant à la Cour de sûreté de l'État, de 1970 à 1971, M. Bernard est ensuite nommé premier juge d'instruction à Paris. M. Alain Bernard a été saisi à plusieurs reprises d'affaires très importantes, parmi lesquelles celles du bar Le Tribunal (ou des policiers à la recherche des frères Zemmour assassinés gravement un avocat) ou celle des « écoutes » au « Canard enchaîné ».

Né le 15 octobre 1918 à Pontcaillon (Côte-d'Or), M. Charles Champell entre dans la magistrature en 1948. Procureur à Vesoul en 1959, il est substitut général à Nîmes en 1964, procureur de la République de cette ville en 1970, puis à Nice en juin 1973.

A la prison de Limoges

SUICIDE D'UN DÉTENU

(De notre correspondant.)

Limoges. — Un détenu de la maison d'arrêt de Limoges, Roger Bernichan, vingt-sept ans, a été découvert pendu lundi 16 février, après-midi, dans sa cellule. Il s'était suicidé à l'aide d'une tresse confectionnée avec des morceaux de son matelas. Originaire d'Auch, Roger Bernichan, qui était évadé du centre d'éducation surveillée, avait étranglé, pour la voler, dans la nuit du 13 au 14 février 1975, Mme Catherine Dubois, soixante-quinze ans, qui demeurait avec son mari, dans une maison isolée à La Croix-Ferrée, près de Saint-Léonard (Haute-Vienne). Il s'était aussi rendu coupable de deux vols d'une valeur d'environ mille francs, dont un à la prison de Limoges. Roger Bernichan avait été arrêté le 4 juin alors qu'il faisait le plein dans une station-service près de Mirande (Gers).

A Paris (11^e)

« JUSTICE ET SOCIALISME » OUVRE UNE BOUTIQUE DE DROIT

En présence de trois des onze secrétaires de la Fédération de Paris du parti socialiste, MM. Christian Pierre, Jean-Pierre Michel et Julien Prêtre, l'association Justice et Socialisme a présenté, lundi 16 février, la « boutique de droit » que ce mouvement compte ouvrir chaque semaine, de 10 heures à 12 heures, à compter du 21 février.

« Le besoin d'information juridique est aujourd'hui de plus en plus intense », estime Justice et Socialisme, qui ajoute : « Les professions judiciaires en dépit d'efforts récents restent inaccessibles aux personnes de condition modeste, à la fois pour des raisons financières et psychologiques. Les consultations, gratuites, seront données par une équipe de militants multiprofessionnels : avocats, magistrats, policiers, éducateurs ou fonctionnaires. Cette équipe, qui orientera vers les services compétents, n'est pas en concurrence avec ce qui se fait ailleurs » et fonctionne « conformément à la loi du 31 décembre 1971 portant réforme des professions judiciaires ».

Justice et Socialisme se propose, le cas échéant, de prendre position « sur les atteintes aux droits fondamentaux de la personne pratiquées dans certains pays ». * Justice et Socialisme, 41, boulevard Magenta, Paris-10^e. Boutique de droit, 177, rue de Charonne, salle de l'Agace, Paris (11^e).

FAITS DIVERS

LA CATASTROPHE DE LA MONGIE

Un bulletin d'alerte était parvenu à la station, la veille de l'avalanche

De notre correspondant

Tarbes. — Le calme est revenu dans la station de La Mongie où les avalanches qui se sont produites, dimanche 15 février, sur l'ensemble des pistes du versant nord, ont provoqué la mort de sept personnes (nos dernières éditions). En outre, quatre skieurs gravement blessés ont été hospitalisés à Bagneres et plusieurs dizaines d'autres ont été commotionnés. Par crainte de nouveaux glissements de neige, l'hélicoptère de la gendarmerie a fait des tours de reconnaissance sur les montagnes voisines.

Les recherches, menées par trois cent cinquante sapeurs, ont continué lundi après-midi, avant d'être définitivement interrompues à la tombée de la nuit.

Ce drame aurait-il pu être évité ? Des parents de victimes ont décidé d'engager une action judiciaire, et un recours administratif sera vraisemblablement formé contre la ville de Bagneres, dont dépendent les pistes.

La station est demeurée « entrouverte ». Seules, quelques remontées mécaniques ont été autorisées à fonctionner. On annonçait, lundi soir, que la station serait fermée à partir du 23 février, soit après le prochain week-end.

Dimanche matin, les responsables de la station avaient remoncé à mettre en marche les remontées mécaniques de Super-Barèges, qui permettent aux skieurs d'être acheminés sur le versant de La Mongie. « Pistes et remontées fermées en raison des risques d'avalanches », avait-il été affiché au tableau d'information de Super-Barèges. Les responsables de

la station déclarent, à ce propos, qu'ils se sont fiés à leur connaissance approfondie de la montagne. Ils disent avoir constaté que « la neige fraîche s'écroulait pas, sur une couche détrempée formant un tapis glissant ». Les pisteurs de La Mongie, à quelques kilomètres de là, ont peut-être eu tort de juger, au contraire, que les pistes étaient sèches.

A 40 kilomètres de là, devant les risques d'avalanches, les responsables de Gavarnie avaient, dès samedi, fermé toutes les pistes, et même évacué la clientèle d'un centre d'accueil, M. Georges Adagag, guide de haute montagne, conseiller technique de la station, a déclaré au Monde : « Après des chutes de

neige importantes, comme celles qui s'étaient produites, se forment des amoncellements d'une dangerosité instabilité. Aussi, il est prudent d'attendre deux ou trois jours avant de partir en montagne. Je devais conduire une randonnée dimanche. Je l'ai annulée. Car, dans mon secteur aussi, le vent « travaille » la neige des combes situées au nord. Ces fols sont aussi valables pour le ski de piste. S'il n'y avait pas eu, à La Mongie, de neige amoncelée, aucune avalanche ne se serait produite. En pareil cas, il se forme des « plaques à vent », au-dessus des crêtes. Il est possible, comme on l'a dit, que des skieurs téméraires et inconscients aient provoqué, par une traversée dans une piste interdite, une coupure du manteau neigeux et causé l'ébranlement des premières masses. Mais une avalanche de poudreuse peut être aussi provoquée par le bruit d'une remontée mécanique, par exemple, qui ébranle les poches d'air de ces « plaques à vent ».

Certains reprochent, d'autre part, aux responsables de La Mongie de n'avoir pas tenu compte du bulletin régional d'alerte — daté du 13 février et parvenu à la station le lendemain — émanant du centre régional météorologique de Toulouse — lui-même en relation avec le centre d'étude de la neige de Saint-Martin-d'Hères (Isère), — et qui prévoyait « des chutes de neige importantes et des vents violents de nord-ouest, risquant de provoquer une situation propice à des coulées de neige assez sérieuses dans tous les secteurs ».

GILBERT DUPONT.

Accusé de détournement de fonds

LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION BELGE D'INFORMATION CRIMINELLE EST ARRÊTÉ

(De notre correspondant.)

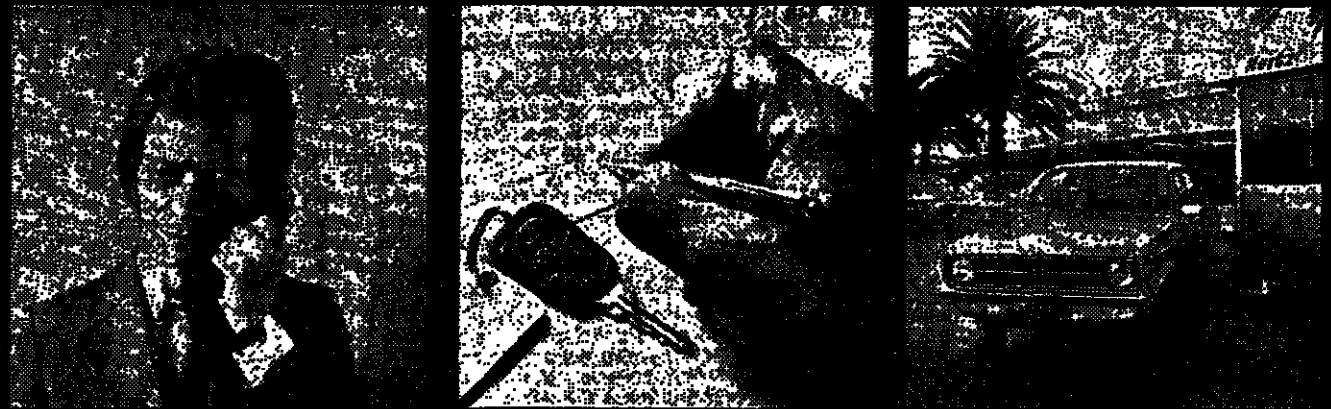
Bruxelles. — Le chef d'une des nombreuses polices belges, l'Administration d'information criminelle, M. André Thiry, cinquante-deux ans, a été arrêté pour détournement de fonds. Ancien magistrat au Congo ex-belge, puis à Liège, il avait été placé à la tête de l'A.I.C. à sa création, en 1971. Cette organisation avait été créée par le ministre de la Justice de l'époque pour « pénétrer le milieu et apporter aux magistrats tous renseignements de nature à réprimer davantage le banditisme et le trafic des stupéfiants ».

Un premier scandale avait éclaté, il y a quelques mois, quand un des agents de l'organisation, ancien gendarme et ex-membre de la police judiciaire, s'était transformé en gangster : sur ces indications, des bandits avaient cambriolé le coffre-fort de l'A.I.C., qui contenait des fonds et divers documents.

A l'époque, on songea à supprimer l'A.I.C., mais le ministre de la Justice défendit l'organisation, indiquant qu'elle avait rendu d'« appréciables services ». Cette fois, c'est le directeur de l'A.I.C. qui est arrêté. Le montant des détournements ne dépasse pas 200 000 francs (22 000 francs français), mais c'est le principe qui est en jeu. D'autant que Thiry a tenté d'obtenir de faux témoignages par l'intimidation. Le soir de son arrestation, la télévision belge projetait le film italien Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon... — P. de V.

On ne fait pas attendre l'homme N°1.

Adhérez au Hertz N°1 Club. Vous n'attendrez plus.



TELEPHONEZ AVANT DE PARTIR. SIGNEZ. ET PRENEZ LE VOLANT.

Si vous êtes membre du Hertz N°1 Club*, vous êtes l'homme N°1 pour nous.

Et un homme N°1, nous ne pensons pas qu'il faille le faire attendre. En tant que membre du Hertz N°1 Club, tout ce que vous avez à faire c'est d'appeler le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages, avant de partir. A votre arrivée n'importe où en Europe ou en Amérique, votre voiture vous attend. Vous montrez votre permis de conduire et votre carte de crédit. Une signature et hop vous prenez le volant.

Pas d'attente. Pas de formulaire à remplir. Nous l'avons déjà rempli pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas d'introduction spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Ou, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement.

*en Allemagne, Hertz VIP Club.

Hertz N°1 Club
788.73.00

TELEPHONEZ. SIGNEZ. ET PRENEZ LE VOLANT.



ÉDUCATION

M. Haby n'envisage pas de créer de nouveaux établissements pour la formation des professeurs

On en sont les intentions de M. René Haby pour la formation des professeurs de l'enseignement secondaire, qui a fait l'objet de vives polémiques avec les syndicats d'enseignants et les universités ? Le ministre parait avoir, aujourd'hui, fait son choix. Comme ses prédécesseurs depuis 1972, il compte instaurer un « prérecrutement » des futurs professeurs de lycées par un concours à l'issue du premier cycle de l'enseignement supérieur. Ceux-ci recevront ensuite une formation spécifique en deux années, auxquelles s'ajoutera un « stage en responsabilité » d'un an. En revanche, le

ministère de l'éducation ne juge ni nécessaire ni souhaitable de créer de véritables établissements. « Plus qu'un lieu ou un bâtiment, dit-il, le centre doit être une notion abstraite. » Cela correspond strictement aux « propositions » de février 1975. Le système envisagé est, en fait, très proche des actuels IPES (instituts de préparation au professorat de l'enseignement secondaire). La formation des professeurs est confiée à un directeur placé auprès de chaque recteur d'académie. Celui-ci sera généralement un universitaire, mais pourrait être aussi un « professeur associé », voire un inspecteur général : l'essentiel est qu'il soit « crédible » auprès de ses interlocuteurs de l'enseignement supérieur et secondaire, et de l'administration. Car il fera appel à toutes les « ressources » disponibles pour la formation des enseignants dans sa région : universités et établissements scolaires, mais aussi enseignants du supérieur ou du second degré à titre individuel.

Ce projet repose sur la conviction de M. Haby exprimée à plusieurs reprises, que les universités sont, en tant que telles, incapables de prendre en charge l'ensemble de la formation des professeurs, même si certaines équipes ou certains enseignants sont individuellement compétents. En particulier, la formation des maîtres doit comporter une bonne dose de pratique : ce « terrain » appartient aux enseignants du second degré, et leur administration doit en rester responsable. D'autre part, M. Haby estime, il vient de le répéter dans la « lettre à un ami universitaire », publiée le 6 février dans le *Quotidien de Paris*, qu'il fait déjà largement appel à la collaboration des enseignants du supérieur et des universités.

La formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

S'y ajoutera, au cours des deux années, une formation « pré-professionnelle » : psychologie de l'enfant, connaissance du système scolaire, didactique de la discipline. Elle se fera en plusieurs endroits, différents selon les académies : l'enseignement de psychologie de l'enfant pourra être assuré selon les cas par des professeurs de médecine, ou des enseignants de psychologie ou de sciences de l'éducation d'une U.E.R. littérale ; ailleurs, ces derniers pourraient donner un enseignement de « pédagogie générale » : tel centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) pourra initier à l'audiovisuel les élèves-professeurs. Des conseillers d'orientation pourraient leur expliquer le fonctionnement du système scolaire et les problèmes d'orientation : le ministre souhaite, par exemple, que les futurs professeurs puissent passer un mois dans un centre d'information et d'orientation. C'est là que s'exercera le choix du directeur.

Après avoir passé les épreuves théoriques du CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), ces futurs professeurs recevront une formation « académique » des

professeurs certifiés doit, en effet, être donnée par des universités, qui passeront convention pour cela avec le ministère de l'éducation. Cette convention comportera des obligations beaucoup plus précises que celles imposées aux universités de Paris-XII, de Rennes-I et de Montpellier pour les expériences menées cette année. Le contenu de cette formation, d'une durée de deux ans, correspondra à une « licence d'enseignement » et sera le même partout. Le programme sera étudié avec des universitaires dans le cadre des « groupes d'études techniques » prévus par la réforme du deuxième cycle (on envisage un groupe paritaire par spécialité).

M. PIERRE FERRARI EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE METZ

(De notre correspondant.)

Metz. — Le conseil de l'université de Metz a élu le lundi 16 février, après plus de quatre heures de débat, M. Pierre Ferrari, doyen de la faculté de droit de Metz, à la présidence de l'université. Un second candidat était en lice pour succéder à M. Longchamp, dont le mandat était arrivé à expiration : M. Raymond Baro, directeur de l'institut universitaire de technologie de Metz. Le vote a été acquis au second tour : M. Ferrari s'est retiré, M. Ferrari a été élu avec 37 voix (majorité absolue) et 35 bulletins blancs. Au premier tour il avait obtenu 34 voix contre 8 à M. Baro et 29 bulletins blancs. Apparaissant le conseil avait accepté sa candidature par 63 voix contre 8 et 1 bulletin blanc. En effet, M. Ferrari n'est pas professeur titulaire, et son élection doit être encore approuvée par le secrétariat d'Etat aux universités.

M. Pierre Ferrari est né le 21 juin 1922 à Bastia (Corse). Agrégé de droit public et de sciences politiques, il fut nommé, en janvier 1975, à la faculté de droit de Metz, dont il fut peu après directeur. M. Ferrari est un spécialiste de droit administratif et de droit public ; sa thèse de doctorat porte sur l'application du droit public par le juge judiciaire. Il est, en outre, l'auteur de nombreux travaux concernant les régions françaises et italiennes.

L'UNIVERSITÉ DE REIMS N'A PU ÉLIRE SON PRÉSIDENT

(De notre correspondant.)

Reims. — Un administrateur provisoire va être désigné pour diriger l'université de Reims, qui n'a pu élire son président. Le scrutin — à élire un nouveau président — en remplacement de M. Michel Devès. Après quatre tours sans résultat, le 16 février, le conseil de l'université de Reims s'est séparé sans avoir pu élire son président. Le scrutin s'est déroulé le 16 février, à 16 heures, sous la présidence de M. Serge Kochman, maître de conférences, directeur de l'U.E.R. de médecine, a obtenu au cinquième tour 40 voix, alors qu'il lui en fallait 48 (les deux tiers) pour être élu, n'étant pas professeur titulaire. M. Marcel David, professeur de sciences, ancien directeur de l'U.E.R. de sciences exactes et naturelles, soutenu par le Syndicat national de l'enseignement supérieur, a obtenu 27 voix. Il y a eu 3 bulletins blancs, et une voix n'est portée sur M. Lucien Bernard.

Une proposition de modification des statuts a ensuite été repoussée de la même manière. La minorité bloquant par ses voix toute majorité des deux tiers. Un sixième tour a donné des résultats analoges aux précédents. Le conseil a enfin décidé, par 34 voix contre 28, d'en rester là.

● A l'université de Poitiers, les cours et travaux dirigés de l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de sciences économiques, suspendus depuis le 5 février (le *Monde* du 7 février), reprendront le mercredi 18 février. Cette décision des enseignants, qui a été prise sans qu'ils aient obtenu satisfaction, a été prise en raison de la diminution de la dotation de leur U.E.R. en heures d'enseignement, — ne recueille pas l'approbation des étudiants. Ces derniers redoutent que les réaménagements mineurs décidés pour pallier le manque d'heures d'enseignement ne dégradent des conditions d'enseignement. Ils demandent des effectifs. Ils devaient se réunir en assemblée générale ce mardi matin 17 février. (Corresp.)

L'«AFFAIRE PAPINSKI»

M. Jean-Paul Sartre fait appel au président de la République

L'«affaire Papinski» a connu son premier rebondissement parisien avec le refus d'audience opposé, lundi 16 février, par M. René Haby, ministre de l'éducation, à M. Jean-Paul Sartre, venu à la tête d'une délégation, « afin de discuter avec lui » du cas de cet instituteur d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle), radié à vie de l'enseignement pour avoir écrit un pamphlet contre l'inspection, puis amnistié par le tribunal administratif de Nancy (le *Monde* daté 1^{er} 2 février). M. Jacques Papinski, entame, ce mardi 16 février, son quatre-vingt-onzième jour de grève de la faim pour obtenir sa réintégration dans l'enseignement. M. Haby ayant affirmé à l'Agence France-Presse, samedi 14 février, qu'il « souhaitait apporter une solution humaine à ce problème », on peut se demander quelles raisons l'ont incité à ne pas recevoir le titulaire du prix Nobel de littérature

et à lui proposer une entrevue avec un conseiller technique de son cabinet, M. Couturier, qui « suit » actuellement cette affaire (le *Monde* du 12 février). Il est vrai que la méthode employée par M. Papinski — la grève de la faim — jusqu'au bout, — ne fait pas l'unanimité, même parmi ses partisans les plus chaleureux, et que M. Haby peut, à bon droit, rappeler que l'amnistié de Nancy n'implique nullement une réintégration dans l'enseignement de l'instituteur obstiné, actuellement hospitalisé. A la suite du refus d'audience opposé par le ministre de l'éducation, M. Jean-Paul Sartre a déclaré : « Le ministre, dont dépend la décision, refuse de discuter la possibilité de réintégrer M. Papinski dans l'enseignement. Il décline sa responsabilité. C'est donc à la présidence de la République de prendre la sienne. »

PRESSE

La journée d'action du 20 février

LES DIRECTEURS DES QUOTIDIENS RÉGIONAUX : une atteinte à la liberté d'information

Après l'annonce d'une nouvelle grève des travailleurs du Livre C.G.T. le vendredi 20 février (le *Monde* du 17 février), le Syndicat national de la presse quotidienne régionale (S.N.P.Q.R.) et le Syndicat des quotidiens régionaux (S.Q.R.) « s'élèvent avec force, dans un communiqué publié lundi 16 février, contre ces atteintes répétées à la liberté d'information, d'autant moins acceptables que les quotidiens régionaux ont dans les quotidiens régionaux de nombreux avantages et de salaires généralement élevés.

La presse régionale attire l'attention des travailleurs du Livre sur les dangers consécutifs de manifestations qui, sous prétexte de sauvegarder les emplois, découragent les lecteurs et compromettent l'existence des journaux.

La Fédération du Livre C.F.D.T. n'appelle pas à la grève

La Fédération du Livre C.F.D.T. n'appelle pas ses adhérents à participer, le 20 février, à la journée d'action organisée par la Fédération du Livre C.G.T. « Tout en étant d'accord sur les objectifs de ce mouvement », la C.F.D.T. regrette « le caractère unilatéral de la décision et se montre réservée sur l'efficacité d'actions de vingt-quatre heures qui appartiennent souvent aux chutes et de moins en moins susceptibles de faire fléchir les patrons ».

La Fédération demande donc à ses sections d'entreprise, d'utiliser, chaque fois qu'il le jugeront efficace, les possibilités d'une action réelle et unitaire en suscitant systématiquement des débats entre les travailleurs sur les objectifs et les moyens de les faire aboutir : pas un seul licenciement, maintien de l'emploi sur

place, retour immédiat aux quarante heures avec maintien du salaire, maintien des avantages acquis et retraite à soixante ans. Ainsi, en province, les journaux dans lesquels le Livre C.G.T. n'est pas représenté ou est minoritaire pourraient être mis en vente normalement ou avec une pagination réduite. A Paris, le *Parisien* hebdomadaire, qui n'est plus imprimé depuis le 6 mai 1975 par des travailleurs du Livre C.G.T., sera le seul quotidien à paraître samedi 21 février.

UNE SEMAINE D'ACTION DE L'UNION NATIONALE DES SYNDICATS DE JOURNALISTES

L'Union nationale des syndicats de journalistes qui regroupe le S.N.J. (autonome), la C.F.D.T., la C.G.T. et F.O., annonce qu'elle consacrera la semaine du 20 au 27 février « à une série d'actions organisées à l'échelon régional et national pour obtenir satisfaction aux revendications élémentaires suivantes : revivification des salaires ; garantie de l'emploi ; respect des libertés syndicales et de la liberté d'expression ; réouverture et conclusion des négociations sur la convention collective nationale conclue depuis près de six années.

La semaine débutera par une manifestation centrale à Paris le 20 février, en liaison avec la journée d'action des travailleurs de la presse (vendredi 20 février, à 14 h. 15, avenue Gambetta, angle rue des Galvins). Des meetings seront organisés à Bordeaux le 22 février, à Toulouse le 24, à Marseille le 25, à Lyon le 26 et à Paris le 27.

SPORTS

HIPPIQUE

Le premier pari quarté sera joué le jeudi 26 février à Vincennes

Après le pari couplé et le pari tiercé, une nouvelle forme de pari sur les courses de chevaux s'entendra, à partir du jeudi 26 février. Il s'agit du pari quarté, proposé par les sociétés des courses parisiennes et le Pari mutuel urbain (P.M.U.) et accepté par le ministère de l'Agriculture qui, dans un communiqué publié le lundi 16 février, en a précisé les caractéristiques.

Le pari quarté sera un pari portant sur les quatre chevaux les mieux classés d'une course. Il pourra être enregistré selon des combinaisons différentes (combinaisons simples, combinaisons complètes et « champs ») supposant des mises différentes dont le barème fixé par arrêté ministériel sera affiché dans les bureaux du P.M.U. à la différence du pari tiercé, qui ne donne lieu qu'à deux combinaisons gagnantes (chevaux classés dans l'ordre ou dans le désordre), le pari quarté pourra permettre trois formules de rapport gagnant : — Un rapport de première classe, lorsque les quatre chevaux occupent les quatre premières places à l'issue d'une course au trot, dans le cadre de l'ordre exact d'arrivée.

— Un rapport de deuxième classe, lorsque le cheval vainqueur dans une course aura été précédé à cette place, et les trois suivants dans un ordre inexact.

— Un rapport de troisième classe, lorsque les quatre chevaux

classés aux quatre premières places auront été joués dans l'ordre exact d'arrivée.

Cependant, comme pour le pari tiercé, la mise d'enjeu minimum pour un pari quarté unique est fixée à 5 francs, et un même joueur ne pourra engager sur un même pari quarté une somme supérieure à vingt fois cette mise minimum, c'est-à-dire supérieure à 100 francs.

Le premier pari quarté sera enregistré lors de la réunion de trot prévue le 26 février à Vincennes, sur une course qui reste encore à désigner.

Cyclisme

A L'ÂGE DES CYCLOTTES COURTES

A quel âge peut-on pratiquer le sport cycliste ? En posant cette question au cours de l'assemblée générale de la Fédération française de cyclisme (F.F.C.), qui s'est tenue samedi 14 février à Paris, M. de Roux, député du comité de Bretagne, a orienté le débat vers un sujet essentiel : faut-il limiter les très jeunes adolescents à la compétition, comme c'est le cas dans d'autres disciplines, et favoriser ainsi le recrutement, ou les laisser à des efforts qu'on peut croire prématurés, et même dangereux pour l'organisme, au risque de les priver en revanche d'une formation de base indispensable (1) ?

« Devant la difficulté de définir des critères physiologiques précis, le problème est avant tout un problème d'encadrement », a répondu le docteur Pierre Dumas, « il appartient à la F.F.C. de former des éducateurs, et la solution réside sans doute dans la création d'un brevet d'Etat unifié pour toutes les fédérations. »

DÉFENSE

SOCIÉTÉ

A l'exemple des mécanismes communautaires déjà existants

La réunion de Rome sur la coopération des armements a prévu un système de compensations entre Européens

Les dix membres de l'Europe ont décidé d'organiser, sous la présidence de l'Italie, de nouvelles réunions du « groupe européen d'armement » dont la création a été annoncée au début de février. Ces réunions auront lieu à divers échelons de responsabilité, mais il a été acquis, à la demande du représentant français, Al Jean-Laurent Delpech, délégué ministériel pour l'armement, qu'il n'y aura pas, pour l'instant, de secrétariat permanent de ce groupe européen qui réunit, outre la France, la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Turquie.

Dans cinq à six semaines pourraient ainsi se réunir à Rome les experts de ces différents pays pour élaborer les grandes lignes d'un pré-rapport soumis, en juin, à l'examen des directeurs nationaux d'armement de chacun des participants du « groupe européen d'armement ».

A terme, il s'agit d'instituer une authentique communauté des armements en Europe, avec la mise au point de mécanismes de compensation comme il en existe déjà dans le domaine agricole, par exemple. La question a, en effet, été soulevée à Rome de la nécessité d'instaurer des garanties ou un système de paiements qui équilibreraient les échanges militaires entre pays producteurs d'armements et pays sans industrie d'armement. Pour ce système, des pays vendeurs de matériels de guerre pourraient être amenés à acquiescer la production non militaire des pays européens acheteurs d'armement.

La coopération au sein de ce groupe européen est donc conçue, dès l'origine, de façon souple, sans structure fixe ou permanente. Elle est basée sur l'idée, acceptée par tous les participants, qu'il convient de développer, entre industriels et clients, les capacités technologiques d'un groupe d'armement qui soit de nature à maîtriser des coûts de fabrication avant d'entamer un quelconque dialogue avec les États-Unis. Sur ce dernier point, la Norvège et les Pays-Bas, notamment, ont insisté sur la nécessité de sauvegarder les accords transatlantiques précédemment conclus, tandis que certains autres pays ont fait valoir leur souhait d'établir un secrétariat permanent.

L'avion d'attaque Super-Étendard de l'aéronavale française sera capable de missions nucléaires tactiques

Le nouvel avion d'attaque de l'aéronavale, baptisé Super-Étendard, sera capable de missions nucléaires tactiques lorsqu'il entrera en service dans deux années environ. Il armera les porte-avions *Clemenceau* et *Foch* que la marine nationale prévoit d'utiliser jusqu'en 1985, date à laquelle ces bâtiments devraient être remplacés. C'est la première fois, en France, que la marine accèdera à la possibilité d'utiliser ses porte-avions aux fins de transport de charges nucléaires tactiques.

Depuis 1972, l'armée de l'air est en mesure de confier à des avions Mirage III-E et Jaguar des armes nucléaires tactiques, et, depuis 1974, l'armée de terre met sur pied des régiments d'artillerie équipés du système d'armes Pluton. La charge nucléaire tactique est commune à ces deux armées et, selon son objectif, elle varie de puissance, entre 15 et 25 kilotonnes : la bombe d'Hiroshima était de 18 kilotonnes.

Selon toute vraisemblance, la même arme équipée le Super-Étendard, dont le premier vol remonte à octobre 1974, et qui est conçu par le groupe privé Dassault-Breguet et la SNCMA. Le système d'armes de l'avion a été particulièrement étudié pour qu'il soit toujours autonome et relativement discret. Le Super-Étendard remplira des missions de « couverture » aérienne d'une escadre en déplacement, la protection de la flotte contre les attaques de navires de surface, la destruction d'objectifs terrestres et navals, ainsi que la reconnaissance photographique. Selon ces missions, le Super-Étendard utilisera des canons de 30 mm, des missiles air-air ou air-mer, la bombe nucléaire tactique ou des roquettes et des bombes classiques. Au total, la marine nationale pourrait commander jusqu'à quatre-vingt exemplaires du Super-Étendard, un porte-avions actuel pouvant en accueillir une quarantaine dans ses hangars.

A l'heure présente, la marine américaine et, sous certaines conditions, la marine britannique, sont capables de missions nucléaires tactiques. Cela suppose des aménagements intérieurs des porte-avions qui, dans le cas de la France, relèveraient de la compétence de l'arsenal de Brest. Le *Foch* et le *Clemenceau* serviront cette année, basés surtout en Méditerranée.

PRETORIA COMMANDE A LA FRANCE DEUX AVISOS DE 1200 TONNES

Selon le spécialiste des questions maritimes de la revue *Défense nationale* qui consacre son numéro de février à une analyse de la situation géopolitique en Afrique du Sud, la République sud-africaine a commandé récemment à la France deux avisos de 1200 tonnes chacun.

Ces bâtiments, armés par les services de la marine, sont conçus pour la lutte anti-sous-marine dans les eaux côtières et pour assurer des missions de surveillance, d'inspection et de présence outre-mer. La France prévoit d'en construire, à l'arsenal de Lorient, une quinzaine pour son propre compte et la Grèce envisage d'acquiescer deux avisos de cette catégorie, officiellement baptisés avisos type A 69.

Au terme de sa visite au Zaïre, M. Valéry Giscard d'Estaing avait annoncé, en août 1975, que la France cesserait de livrer à Pretoria les armes continentales et aériennes, à l'exclusion des armements navals, jugés moins offensifs, qui continueraient à lui être fournis.

La République sud-africaine a acquis en France trois sous-marins de type Dolphin et, plus récemment, deux sous-marins, dits à hautes performances, du type *Agosta*, aux chantiers Dubouche-Normandie de Nantes, qui lui seront livrés entre novembre 1978 et août 1979. D'autre part, la République sud-africaine vient d'acquiescer des patrouilles lance-missiles auprès d'Israël.

(1) « Défense nationale », 1, place Joffre, 75700 Paris, 10 F.

APRÈS UN AN D'EXISTENCE

Trois mille adhérentes au Centre féminin d'information de Marseille

Pour lutter contre la sous-information dont sont victimes bien des femmes, un centre d'orientation, de documentation et d'information féminin a été créé à Marseille en octobre 1974. Le CODIF, qui a deux permanentes payées par la municipalité de Marseille et le conseil général des Bouches-du-Rhône, estime avoir, d'une manière ou d'une autre, aidé quinze mille Marseillaises. Il compte trois mille adhérentes et vingt animatrices bénévoles.

De notre correspondant

Marseille. — La fondatrice du CODIF, Mme Mazel, qui est aussi déléguée régionale à la condition féminine, explique que cette initiative, unique en province, « est le prolongement d'une expérience commencée au printemps 1973 à l'occasion de promo-loisirs. Un stand, mis à notre disposition par la municipalité et la Poire nationale de Marseille, intitulé « Femmes, vos problèmes », avait attiré cinq mille visiteuses et plusieurs centaines de participantes aux divers débats organisés sur les problèmes féminins. Le besoin de poursuivre, à titre permanent, cette action temporaire nous a, en quelque sorte, matériellement obligés à créer le CODIF en 1974. Depuis un an nous avons obtenu un local et des subventions pour les deux postes de permanentes, le reste de l'équipe (dix-neuf femmes de vingt à soixante ans, représentant tous les horizons sociaux et professionnels) travaillant bénévolement à temps partiel ».

Un an d'expérience pratique, précise Mme Mazel, a confirmé que les femmes étaient généralement sans information sur leurs droits dans les domaines juridiques, professionnels, et ayant de grandes préoccupations dans les domaines socio-culturels et des loisirs. Cette constatation est valable pour tous les milieux.

Le CODIF est d'abord un lieu de rencontres et d'écoute. Pour cela, il dispose d'un fichier de renseignements de près de quatre

mille adresses sur les possibilités offertes à Marseille dans les domaines socio-culturels et des loisirs.

Une commission spécialisée fournit des renseignements sur le droit à la formation, les démarches à entreprendre, la tenue des stages de préformation, de recyclage, de perfectionnement, de reconversion, spécialement destinés aux femmes. D'autre part, une commission juridique, animée par une ancienne avocate, fournit tous renseignements sur le fonctionnement de la justice, les droits de la famille, le divorce, les pensions, la garde des enfants, le logement, l'aide judiciaire.

« Le CODIF, dit Mme Mazel, a aussi développé dix-sept « antennes de quartier », qui aident les groupes de femmes parfois isolées à s'organiser, se rencontrer sur les lieux mêmes de leur vie. Enfin, grâce à son expérience pratique, le CODIF, qui vient de lancer un bulletin trimestriel, tiré à dix mille exemplaires, entend jouer le rôle de « centralisateur de la demande féminine » et de courroie de transmission entre les femmes et les pouvoirs publics, tout en agissant auprès de ces derniers à la manière d'un organisme de défense et de propositions.

JEAN CONTRUCCI.

* CODIF, 81, rue Sénac, 13001 Marseille, tél. 47-14-05. Permanences : mardi, jeudi, de 10 heures à 18 heures.

Sema - Sélection

directeur de chantier - Séoul

250.000F

L'un des premiers groupes français de construction électromécanique, spécialisé dans la conception et la réalisation de grands équipements industriels dans le domaine de la production d'énergie, recherche un Directeur de Chantier pour l'installation et la mise en service d'une centrale thermique en Corée du Sud près de Séoul. Il sera responsable de la gestion technique, administrative et financière de l'ensemble des opérations locales et assurera, outre les rapports quotidiens avec le client, le suivi des plannings et la coordination du montage de tous les matériels (équipements, machines tournantes, tuyauteries, etc.). Ce poste conviendrait à un Ingénieur Grande Ecole (AM, TP, OFST) titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur et ayant une grande expérience des techniques et moyens nécessaires à l'exécution de grands chantiers similaires conduits à l'étranger. Au salaire s'ajoutent de nombreux avantages (indemnités diverses, véhicule, logement).

(Réf. 10081 M)

direction commerciale - bâtiment

140.000F

Le Directeur Général d'une filiale d'un Groupe important dans le domaine de la construction (CA 400 MF) recherche, pour faire face au fort développement de son entreprise (CA 50 MF), un Ingénieur de haut niveau pour lui confier la responsabilité de ses activités commerciales. Son rôle consistera à promouvoir auprès des prescripteurs privés et administrations publiques les références de la société dans les secteurs rénovation, reconstruction et constructions neuves et à établir avec le bureau d'études des prix, des propositions d'intervention compétitives mais rentables, en vue d'enlever des affaires nouvelles. Ce poste conviendrait à un Ingénieur Grande Ecole (Centrale, AM, TP), 32 ans minimum, ayant une bonne expérience d'activité de travaux - et commerciale si possible - dans une entreprise Bâtiment ou TP. Le salaire sera essentiellement lié à l'expérience du candidat.

(Réf. 10080 M)

chef des ventes - Paris

120.000F

SCHWEPPE, dans le cadre de son expansion, crée le poste de Chef des Ventes pour la France. Rendant compte au Directeur Commercial, le titulaire sera chargé de préparer les prévisions périodiques, de former et d'animer la force de vente, de suivre personnellement les principaux clients. Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce par exemple...), le candidat apportera une expérience réussie de la vente et connaîtra les circuits de la grande distribution. Il aura assumé des responsabilités de gestion et de gestionnaire dans une affaire commerciale de grande consommation et appliquant des méthodes modernes de marketing.

(Réf. 4500 M)

organisateur et gestionnaire commercial

Est

Une entreprise industrielle, située dans une zone touristique de la région Est, pour faire face à son développement, structure davantage son administration commerciale et sa logistique des ventes. Elle crée un poste de Responsable de l'ensemble des fonctions de Gestion et d'Organisation commerciale. Ses produits, de grande consommation, sont influencés par la mode. Elle recherche un Cadre diplômé de 33 ans minimum, qui ait une première expérience préalable de la vente et qui soit motivé pour développer ses qualités de rigueur, d'organisateur et de gestionnaire dans une affaire commerciale. Un minimum de 20% de déplacements de courte durée est à prévoir.

(Réf. 5731 M)

chef service informatique

85.000 F

Une importante société de distribution de matériels d'équipements, implantée dans le Nord de Paris, recrute un Chef de Service Informatique pour lui confier les responsabilités de concepteur et de chef de projet, la direction d'une équipe de 10 personnes travaillant sur IBM 3-15 disques et bande, l'étude de la mise en place d'un système en temps réel. Ce poste conviendrait à un candidat niveau d'études supérieures ayant déjà assuré la direction d'un service informatique type IBM 3. Une expérience acquise sur matériel équipé de terminaux fonctionnant en temps réel serait appréciée.

(Réf. 5732 M)

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :



Immeuble Sema-Metra International
16, rue Barbès - 92128 Montrouge
Tél. : 657.13.00 (120 lignes groupées)

RELIGION

M. JEAN COURVOISIER RESTE PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION PROTESTANTE DE FRANCE

M. Jean Courvoisier, président de la Fédération protestante de France, a été réélu pour un an dans ses fonctions actuelles par le nouveau conseil de la fédération, dont la première assemblée générale à huis clos s'est réunie, les 14 et 15 février, à Paris.

En principe, le nouveau conseil devait renouveler son bureau, y compris son président. Mais l'indique le communiqué, « il est apparu au nouveau conseil que les suites demandées par la dernière assemblée générale exigeaient une continuité à la direction de la fédération. C'est pourquoi plusieurs votes à bulletin secret ont demandé le maintien à son poste, pour l'année de M. Jean Courvoisier, et désigné pour la même période un nouveau bureau de onze membres spécialement chargé de mettre en œuvre les recommandations de l'assemblée générale ».

L'Eglise et la sexualité

LE SCANDALE SERAIT QUE L'ÉGLISE SE TAISE AUJOURD'HUI déclare Mgr Puech

Mgr Pierre-Marie Puech, évêque de Carcassonne, dans son bulletin diocésain, répond aux quarante-six théologiens de l'ORDET qui ont critiqué le document romain sur la sexualité (le Monde du 14 janvier). « Je ressens, écrit-il, leur manifeste comme un soufflet donné au visage de ma terre. Leurs accusations sont calomnieuses ».

Mgr Puech signale que le document visé précise que les principes de vie morale et de respect de l'esprit du Christ « et à la dignité humaine, et ne sont pas à considérer comme des « tabous impitoyables », et que plus de la moitié du texte « contient un enseignement très positif ».

« Le scandale, ajoute-t-il, serait que l'Eglise se taise aujourd'hui. Elle nous invite à vivre non dans la crainte du péché, mais dans l'espérance de la vie. Laissons donc critiquer au scandale ceux qui ne supportent plus les exigences de la loi évangélique. »

Tribune internationale ÉLOGE DE LA THÉOLOGIE

par HENRI BRUGMANS (*)

DANS notre monde « libre », où il subsiste encore des vestiges de religion chrétienne, le mot « théologie » a pris un sens péjoratif. Il équivaut à « velle » : un homme sérieux ne s'en occupe pas.

Dans l'entier des insignifiances, il rejoint « byzantinisme ». Mais il ne faut pas s'en étonner. Les Byzantins n'ont-ils pas, eux aussi, fait de la théologie, notamment lorsque les Turcs maintenaient à l'assaut de la cité ? Le sexe des anges, n'est-ce pas ?

Rétablissons la vérité historique. En effet, les Grecs de Byzance faisaient des maîtres en théologie et, ce faisant, contribuaient largement à raffiner nos langues. Mais ils n'en vivaient pas pour autant dans un climat d'ergotage. Survivre pendant un millénaire à la chute de la Rome occidentale, lorsqu'on est menacé de toute part, n'est pas une preuve de décadence. Leur dernier combat, en 1453, fut d'ailleurs une dignité admirable. Mais enfin, les Croisés, ces barbares du Nord-Ouest, les ont sentis intellectuellement bien supérieurs. Pour se défendre, ils colonnèrent. D'où le mot « byzantinisme ».

Voilà donc que « théologie » subit le même sort. Même quand on n'est ni théologien ni prêtre, on se frotte les yeux. Car en réalité, la théologie, qu'est-ce ? L'effort passionné, follement téméraire et strictement rationnel, d'aborder les problèmes les plus importants et les plus existentiels de l'existence, à la seule lumière de la logique et de l'expérience spirituelle. Le colloque de l'Institut catholique dont le Monde a rendu compte dans son numéro du 17 février l'a par exemple montré.

CERTES, comme toute chose humaine, le débat théologique peut dégénérer. Mais qui donc juge une science d'après sa dégénérescence ? Normalement, les théologiens s'occupent de la conscience et de la grâce, autrement dit : de la liberté et des déterminismes. Ou bien de la nature du Christ, homme et dieu, les deux pleinement. Ou bien encore de la mort personnelle, confrontée avec la morale sociale. De l'Église et de l'État. Ou bien, de la nature humaine profonde, divine dans ses origines, souillée par le péché, tragiquement dualiste et en quête de salvation. Ou bien du mystère de l'histoire et du sens de celle-ci. Certes, la vie trépidante de notre siècle nous permet rarement de réfléchir à d'aussi grandes questions. Lorsqu'on y pense, c'est souvent par allusions superficielles, c'est-à-dire dans un style que la théologie, de tous les temps et de toutes les religions, a toujours méprisé. Maintenant, le mépris devient réciproque.

Comme on se sent plus proche d'un Proudhon, cet autre « athée ruinissant de la parole de Dieu » (pour lui appliquer un mot de Péguy sur Bernard Lazare), qui notait subrepticement qu'on fonde tout problème politique, on découvre toujours un problème de théologie ! Les épigones ne le comprendraient plus ainsi. Mais si nous vivons aujourd'hui une crise doctrinale du socialisme — c'est un socialiste qui le constate ! — n'est-ce pas parce qu'on a trop longtemps négligé les questions les plus élémentaires et notamment celles-ci : « Que penser de l'homme ? A quoi aspire-t-il ? Quel est son destin, quelle est sa vocation idéale ? »

Depuis cette négligence, on est tombé dans la tactique pure, parce qu'on a raté sa théologie. Enfin, quel de l'Europe dans ce contexte ? L'historien qui analyse les faits depuis un quart de siècle, conclut que l'intégration a fait des progrès, tant qu'il n'est préoccupé, non pas des possibilités du jour, mais des perspectives à long terme, des options essentielles et de ce que l'Europe peut apporter au monde.

En fait, si l'on revenait un peu à ce qui compte vraiment : à la théologie ?

(*) Recteur honoraire du collège d'Europe (Bruges).

SSE

une journée d'action du 20 février

RECTEURS DES QUOTIDIENS RÉGIONNAUX atteinte à la liberté d'information

pour inviter les journalistes à se réunir à Paris, sous la présidence de l'Union nationale des journaux, pour discuter de la liberté d'information.

UNE SEMAINE D'UNE DE L'UNION NATIONALE DES SYNDICATS DES JOURNALISTES

du Livre C.F.D.T. Ha pas à la grève

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

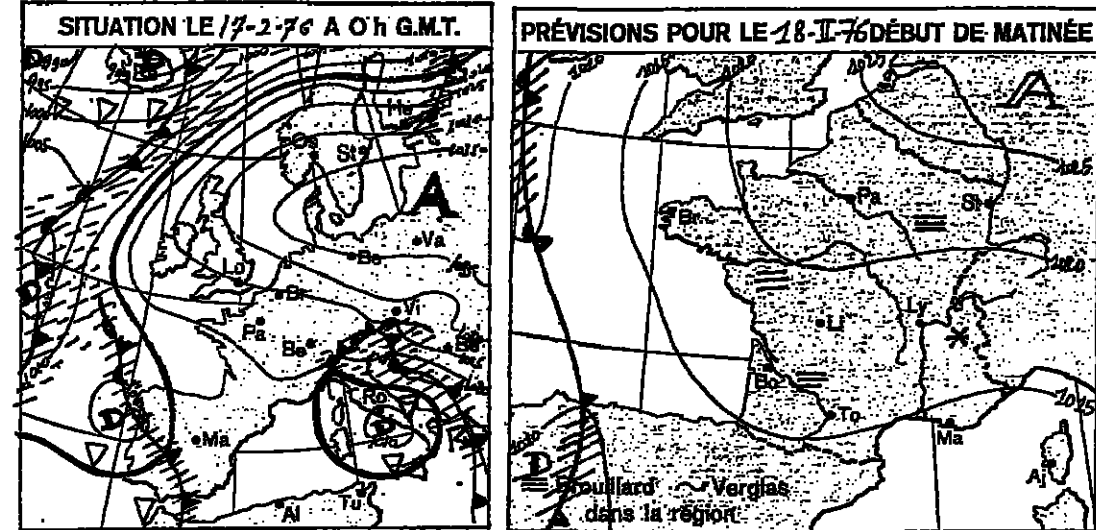
la grève des journalistes

la grève des journalistes

la grève des journalistes

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 17 février à 6 heures et le mercredi 18 février à 24 heures :

La situation évoluera peu en France, où persistera un régime de vents de secteur est, sur la face méridionale des hautes pressions qui s'étendent de la Russie aux îles Britanniques et à la Scandinavie. Mercredi 18 février, il fera encore assez froid le matin sur notre pays, où les températures — généralement voisines de 0°C — atteindront souvent -3°C à -5°C dans l'intérieur à la faveur d'éclaircies nocturnes, en particulier dans le Centre, l'Ouest et le Sud-Ouest.

Les nuages seront abondants sur le Nord, le Nord-Est et l'Est; ils pourront donner localement quelques flocons de neige.

Sur les autres régions, les éclaircies seront souvent belles après la dissipation de brumes matinales. Les vents de secteur est, seront faibles ou modérés.

Les températures maximales, en hausse dans le Midi et dans l'Ouest, varieront peu ailleurs.

Mardi 17 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1015,5 millibars, soit 764,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 février; le second, le minimum de la nuit du 18 au 17) : Ajaccio, 12 et 5 degrés; Biarritz, 6 et -1; Bordeaux, 4 et -3; Brest, 3 et -5; Caen, 2 et 1; Cherbourg, 1 et 1; Clermont-Ferrand, -1 et -6; Dijon, 1 et -2; Grenoble, 0 et -2; Lille, 1 et 1; Lyon, 1 et -1; Marseille, 11 et 3; Nancy, 0 et 0; Nantes, 3 et 0; Nice, 15 et 9; Paris-Le Bourget, 3 et 1; Pau, 7 et -4; Perpignan, 9 et -2; Rennes, 3 et -1; Strasbourg, 1 et 1; Tours, 3 et 0; Toulouse, 3 et -4; Poitiers-A-Frère, 27 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 2 et 1 degré; Athènes, 17 et 11; Bonn, 4 et -3; Bruxelles, 1 et 1; Casablanca, 20 et 15; Copenhague, 1 et -5; Genève, 2 et 0; Lisbonne, 12 et 7; Londres, 3 et 2; Madrid, 10 et 0; Moscou, -4 et -7; New-York, 13 et 4; Palma de Majorque, 13 et -2; Rome, 13 et 7; Stockholm, 3 et -1.

Stages

● Un stage de préparation à la retraite sera organisé en Bretagne, du 23 au 27 février, par l'Institut de gérontologie appliquée. Cet organisme se propose de donner aux futurs retraités « une information sur les problèmes et difficultés de la retraite et sur les effets du vieillissement; une réflexion sur les possibilités de la retraite; une action concrète et pratique, par exemple, une initiation aux « hobbies ».

★ Renseignements : 5, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél. 706-07-26.

Anciens combattants

● Publication d'une seconde liste d'unités combattantes en A.F.N. — Le service historique des armées vient de publier une seconde liste d'unités combattantes et des périodes pendant lesquelles elles sont reconnues. Après cette publication, la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (F.N.A.C.A.) se tient à la disposition de tous les anciens d'Afrique du Nord pour leur adresser cette liste complète, qui leur permettra de faire valoir leurs droits à la carte du combattant (F.N.A.C.A., 4, cité Joly, Paris-11, tél. 355-00-50).

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Mercredi

EXPOSITION

de 11 h. à 18 h.

S. 19. - Ameublement. M^e Bolegard.

VENTES

S. 1. - Tableaux anciens. Collection de médailles en terre cuite de Mini-Opalins miniatures. Souvenirs Napoléoniens. MM. Toussier, Le Fuel, Piquin, S.O.P. Couturier, Nicolay.

S. 6. - Expo. 11-15 h. 30, vente 18 h. Tapie d'orient. M. Berthelot. M^e Ader, Picard, Tajan.

S. 16-17. - Meubles et objets d'art du XVIII^e siècle. MM. Dillie, M^e Ader, Picard, Tajan.

S. 17. - Ameublement. M^e Bolegard.

S. 17. - Admin. prov. Sé. S. Vins. Vêtements. M^e Michaud.

EXPOSITION

MARCHE DE LA VILLETTE

211, avenue Jean-Jaures

Mardi. M^e Chambelland.

loterie nationale				Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS			
TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	311	tous groupes	300	6	6 846	groupe 3	16 000
	391	tous groupes	300		6 956	autres groupes	1 000
	541	tous groupes	500		6 956	autres groupes	1 000
	151	tous groupes	2 000		42 405	groupe 2	5 000
	42 401	groupe 2	5 000		57 678	autres groupes	1 000
2	57 671	autres groupes	1 000	7	7 577	groupe 4	5 100
	40 331	autres groupes	50 000		42 407	autres groupes	1 100
		groupe 3	2 000 000		57 677	autres groupes	1 100
		autres groupes	200 000		40 337	autres groupes	1 100
						autres groupes	2 100
3	22	tous groupes	200	8	42 408	groupe 2	5 000
	342	tous groupes	300		57 678	autres groupes	1 000
	782	tous groupes	300		6 888	groupe 2	10 000
	42 402	autres groupes	1 000		6 088	groupe 2	2 000
	57 672	autres groupes	5 000	9	40 338	autres groupes	10 000
4	6 822	autres groupes	10 200		42 409	autres groupes	1 500 000
	2 200	autres groupes	2 200		40 339	autres groupes	5 000
	40 332	autres groupes	10 000		57 679	autres groupes	5 000
					40 330	autres groupes	1 000
						autres groupes	2 000
5	75	tous groupes	200	0	9 100	groupe 1	5 000
	446	tous groupes	300		42 400	autres groupes	1 000
	525	tous groupes	300		57 670	autres groupes	1 000
	42 405	autres groupes	5 000		40 330	autres groupes	1 000
	57 675	autres groupes	5 000			autres groupes	2 000
6	57 676	autres groupes	5 000	Tranche du VENDREDI 13 TIRAGE DU 16 FEVRIER 1976			
	40 335	autres groupes	10 000	PROCHAIN TIRAGE LE 18 FEVRIER 1976			
				à CHAMONIX (Haute-Savoie)			
				76			
				8			

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel

des 16 et 17 février 1976 :

UN DECRET

Complétant le décret n° 64-251 du 14 mars 1964 relatif à l'organisation des services de

l'Etat dans les circonscriptions d'action régionale.

UN ARRETE

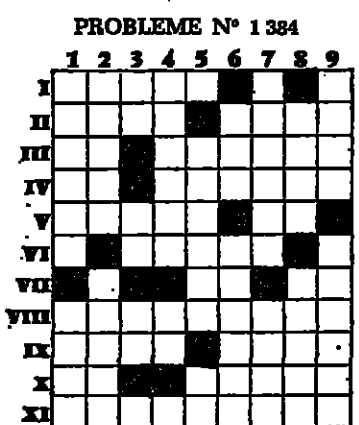
Portant application des dispositions prévues par le décret n° 72-318 du 5 octobre 1972 relatif à la situation des clercs et employés d'avoué, d'agréés et

d'avocat bénéficiaires des dispositions de l'article 51 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971.

UNE LISTE

D'aptitude à l'emploi d'ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Son présent diffère totalement de son passé. — II. Respecte

tout ce qui ple devant lui; Avec lui, il est aisé de faire bonne contenance. — III. Symbole chimique; Peut se perdre en cours de route. — IV. Points opposés; Se déplace ventre à terre. — V. Contrée ancienne; Evoque de détestables compagnons (épilé). — VI. Utile au mineur autant qu'aux pécheurs. — VII. Symbole chimique; Terme musical. — VIII. En état de répondre. — IX. Triomphales, dans l'œuvre de Fintare; Blanche, elle ne saurait toucher le cœur sans en rougir. — X. Pin de mode; Loin d'être calme. — XI. Petites, sont moins pénibles que fortes.

VERTICALEMENT

I. Il est certes aisé de l'hypothéquer, mais le saisir reste impossible; La plupart d'entre eux finissent dans la puerie. — 2. Rarément noté par un simple mot; Quand il régit, la situation n'a rien d'inquiétante. — 3. Est vague; Abréviation; Fin de participation. — 4. En Europe; Désigne un chef. — 5. La valse y est à l'honneur; Vaut de l'or. — 6. Vieux barbu; Jugé au palais. — 7. Marche mal quand il est boiteux; Travaux de préposés. — 8. Perd son énergie en courant; Fille d'Eve. — 9. Donne chaud; Ont donc disparu.

Solution du problème n° 1383

Horizontalement

I. Stages; CP. — II. Naïades. — III. Epile. — IV. Ri. — V. Gré. — VI. An. — VII. Mondain. — VIII. Epistém. — IX. Rlen. — X. Oct. — XI. Sel. — XII. Atrée. — XIII. Mula. — XIV. Axaient.

Verticalement

I. Energie; SMA. — 2. Tapir; Preux. — 3. Alt. — 4. Emallé. — 5. Gai. — 6. Ex. — 7. Ed. — 8. Iant. — 9. Seconde. — 10. Ton. — 11. Son. — 12. Azor. — 13. Un. — 14. Sein. — 15. Paternité.

GUY BROUTY.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérants :

Jacques Favet, directeur de la publication.

Jacques Savignat.

Imprimerie

de « Le Monde »

S. r. l. des Editions

PARIS-12

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437

C'EST RIGOLO CES MACHINS LÀ, SUR LE CÔTÉ

C'EST PAS DES MACHINS CE SONT DES PROTECTIONS LATÉRALES DE BAS DE CAISSE!

Renault préconise elf

ET C'EST DRÔLEMENT PRATIQUE, CES PROTECTIONS LATÉRALES ELLES SONT EN POLYESTER ET ELLES RÉSISTENT À TOUTES LES POUSSETTES, VÉLOS, CHARIOTS ET AUTRES ENGINS DE CHOC. MAIS CE QUI VOUS DONNERA LE PLUS DE SATISFACTION, C'EST LE MOTEUR DE LA RENAULT 5 GTL. UN 1300 CM³ (44 ch. DIN) CONÇU POUR DONNER SON MAXIMUM DE PUISSANCE MÊME À BAS RÉGIME. CE QUI VEUT DIRE TOUT SIMPLEMENT PLUS DE SOUPLESSE, DE ROBUSTESSE ET MOINS DESSÈCHE : À 90 KM/H À VITESSE STABILISÉE LA RENAULT 5 GTL NE CONSOMME QUE 4,7 L AUX 100 - CHOUETTE ALORS!

RENAULT 5 GTL

Renault 5 L 17.400 F* Renault 5 GTL 20.500 F*, 6,7 l aux 100 km à 120 km/h, à vitesse stabilisée et 8,7 l sur l'essai type urbain. (*Prix clés en main).

TU SAIS QUE TU NE PLAIS AVEC TES PROTECTIONS LATÉRALES DE BAS DE CAISSE

BON Je décide

nom

Renvoyer ce bon BP 142 - 92109 Bou

مكتبة من الأصل

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : La Force du destin.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Par-
lage de nuit.
TNP, 20 h. 30 : Don Juan revient
de guerre.
Chaillet, Grand Théâtre, 20 h. 30 :
Divines paroles. — Salle Gémier,
20 h. 30 : Vingt-quatre heures.
Foyer Passy, de 14 h. à 18 h. :
Téléthèque. Foyer, 18 h. 30 :
New Blue Grass Connection.
Voir aussi Théâtre de la Renaissance.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Le Pays du
sourire.
Nouveaux Carré, 21 h. : Lucrèce
Borgia ; 20 h. 45 : Dulan, chansons.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Groupe
Fulgence Quatre (Beno, Debussy,
Bartok).

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Le Tûbe.
Athénée, 20 h. 30 : Lulu.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 30 : Le
Soleil.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : La
Grosse.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre
de l'Aquarium, 20 h. 30 : Tout ça
c'est une destinée normale.
Comédie Champs-Élysées, 21 h. 10 :
Soirée-Bouffes.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h. 45 : A vos souhaits.
Danton, 21 h. : Monsieur Masure.
Molière-VII, 21 h. : Vient chez moi,
l'habite chez une copine.
Europe, 21 h. : La Barbe.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : La
Bot de cons.
Gymnase, 21 h. : Les Mouches qui
sont.
International House, 20 h. 30 : Faces.
La Bruyère, 21 h. : La Mouches qui
sont.
Lacenaire, 20 h. 30 : Ice Dream.
Madelaine, 20 h. 30 : Peau de vache.
Maurice, 21 h. : Antigone.
Michel, 21 h. 10 : Deux sur canapé.

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
GEMIER
VINGT-QUATRE
HEURES
d'Alfredo
Rodríguez Arias
par le
TSE
DERNIERES
727-81-15

JUSQU'AU 28 FÉVRIER
THEATRE MOUFFETARD 336.02.87
GRAND'PEUR ET MISÈRE (du III^e REICH)
BERTOLT BRECHT 7 SEQUENCES
CIE PHILIPPE ADRIEN MISE EN SCENE J.-C. FALL

THÉÂTRE SAINT-GEORGES
RECITAL
MARY MARQUET
LES JEUDIS 26 FÉVRIER
ET 4 MARS
LOCAT. OUVERTE

12 DERNIÈRES
LE PALACE
du mardi au samedi - dimanche 18 h
LAZARE LUI AUSSI
de Jean-Pierre Sarracaz
mise en scène Thierry Bosc
du mardi au samedi - dimanche 15 h
LES MUSICIENS,
LES ÉMIGRANTS
de Liliane Atlan
mise en scène Fabio Pacchioli
8, rue du Fg-Montmartre, 770.44.37

théâtre de
gennevilliers
le Juif
de Malte
de Christopher Marlowe
mise en scène Bernard Sobel
793.21.63

LES
MARIONNETTES
THEATRALES
ROBINSON CRUSOE
Tous les jours
matinée à 15 h.
37, rue de Montreuil
VINCENTS (proche Châtea) 782-19-60 et 374-23-32

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
GRAND THEATRE
la cupidité, la luxure, la mort...
une mise en scène de
VICTOR GARCIA
DIVINAS PALABRAS
de
VALLE - INCLAN
par la compagnie
NURIA ESPERT
à partir du 17 février
(nombre de places limité)
727 - 81 - 15

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 17 février

Le music-hall
Bobino, 20 h. 45 : Coluche.
Elyse-Montmartre, 20 h. 45 : His-
toire d'écrit.
Olympia, 21 h. 30 : Charles Aznavour.
Palais des Congrès, 21 h. : Shirley
McLaine et Dennis Rossini.

Les chansonniers
Caveau de la République, 21 h. :
Fric Story.
Deux-Anes, 21 h. : Serre-les-Compis.
Dix-Heures, 22 h. : Vally, François,
Georges et les autres.

Les concerts
Palais des congrès, 18 h. 30 : Musique
et Chantiers (Pancino, Mozart,
Brahms).
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Ensemble
de la Chapelle de la Cour.
Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre
symphonique de la garde républi-
caine, dir. Boutry, avec W. Elias,
piano (Berlioz, Beethoven, Tchaï-
kovski).
Centre culturel médiéval, 21 h. :
R. Landerson, harpiste, et
H. Sundby, piano (un siècle de
musique italienne, 21 h. : Quatuor
Cercle Intercité, 21 h. : Quatuor
Tatral (Haydn, Kodaly, Dvorak).

Les opérettes
Folies-Bergère, 20 h. 30 : May-
flower.
Hôtel - Vaux - Mogador, 20 h. 30 :
Valse de Vienne.

cinémas
Les films marqués (*) sont
interdits aux moins de treize ans.
(**) aux moins de dix-huit ans.
La cinémathèque
Chaillet, 15 h. : Pili de Carotte, de
J. Duvivier ; 20 h. 30 : Anthologie
1965 ; 20 h. 30 : L'homme de la
semaine ; 21 h. : L'homme de la
semaine ; 22 h. : L'homme de la
semaine ; 23 h. : L'homme de la
semaine ; 24 h. : L'homme de la
semaine ; 25 h. : L'homme de la
semaine ; 26 h. : L'homme de la
semaine ; 27 h. : L'homme de la
semaine ; 28 h. : L'homme de la
semaine ; 29 h. : L'homme de la
semaine ; 30 h. : L'homme de la
semaine ; 31 h. : L'homme de la
semaine ; 32 h. : L'homme de la
semaine ; 33 h. : L'homme de la
semaine ; 34 h. : L'homme de la
semaine ; 35 h. : L'homme de la
semaine ; 36 h. : L'homme de la
semaine ; 37 h. : L'homme de la
semaine ; 38 h. : L'homme de la
semaine ; 39 h. : L'homme de la
semaine ; 40 h. : L'homme de la
semaine ; 41 h. : L'homme de la
semaine ; 42 h. : L'homme de la
semaine ; 43 h. : L'homme de la
semaine ; 44 h. : L'homme de la
semaine ; 45 h. : L'homme de la
semaine ; 46 h. : L'homme de la
semaine ; 47 h. : L'homme de la
semaine ; 48 h. : L'homme de la
semaine ; 49 h. : L'homme de la
semaine ; 50 h. : L'homme de la
semaine ; 51 h. : L'homme de la
semaine ; 52 h. : L'homme de la
semaine ; 53 h. : L'homme de la
semaine ; 54 h. : L'homme de la
semaine ; 55 h. : L'homme de la
semaine ; 56 h. : L'homme de la
semaine ; 57 h. : L'homme de la
semaine ; 58 h. : L'homme de la
semaine ; 59 h. : L'homme de la
semaine ; 60 h. : L'homme de la
semaine ; 61 h. : L'homme de la
semaine ; 62 h. : L'homme de la
semaine ; 63 h. : L'homme de la
semaine ; 64 h. : L'homme de la
semaine ; 65 h. : L'homme de la
semaine ; 66 h. : L'homme de la
semaine ; 67 h. : L'homme de la
semaine ; 68 h. : L'homme de la
semaine ; 69 h. : L'homme de la
semaine ; 70 h. : L'homme de la
semaine ; 71 h. : L'homme de la
semaine ; 72 h. : L'homme de la
semaine ; 73 h. : L'homme de la
semaine ; 74 h. : L'homme de la
semaine ; 75 h. : L'homme de la
semaine ; 76 h. : L'homme de la
semaine ; 77 h. : L'homme de la
semaine ; 78 h. : L'homme de la
semaine ; 79 h. : L'homme de la
semaine ; 80 h. : L'homme de la
semaine ; 81 h. : L'homme de la
semaine ; 82 h. : L'homme de la
semaine ; 83 h. : L'homme de la
semaine ; 84 h. : L'homme de la
semaine ; 85 h. : L'homme de la
semaine ; 86 h. : L'homme de la
semaine ; 87 h. : L'homme de la
semaine ; 88 h. : L'homme de la
semaine ; 89 h. : L'homme de la
semaine ; 90 h. : L'homme de la
semaine ; 91 h. : L'homme de la
semaine ; 92 h. : L'homme de la
semaine ; 93 h. : L'homme de la
semaine ; 94 h. : L'homme de la
semaine ; 95 h. : L'homme de la
semaine ; 96 h. : L'homme de la
semaine ; 97 h. : L'homme de la
semaine ; 98 h. : L'homme de la
semaine ; 99 h. : L'homme de la
semaine ; 100 h. : L'homme de la
semaine ; 101 h. : L'homme de la
semaine ; 102 h. : L'homme de la
semaine ; 103 h. : L'homme de la
semaine ; 104 h. : L'homme de la
semaine ; 105 h. : L'homme de la
semaine ; 106 h. : L'homme de la
semaine ; 107 h. : L'homme de la
semaine ; 108 h. : L'homme de la
semaine ; 109 h. : L'homme de la
semaine ; 110 h. : L'homme de la
semaine ; 111 h. : L'homme de la
semaine ; 112 h. : L'homme de la
semaine ; 113 h. : L'homme de la
semaine ; 114 h. : L'homme de la
semaine ; 115 h. : L'homme de la
semaine ; 116 h. : L'homme de la
semaine ; 117 h. : L'homme de la
semaine ; 118 h. : L'homme de la
semaine ; 119 h. : L'homme de la
semaine ; 120 h. : L'homme de la
semaine ; 121 h. : L'homme de la
semaine ; 122 h. : L'homme de la
semaine ; 123 h. : L'homme de la
semaine ; 124 h. : L'homme de la
semaine ; 125 h. : L'homme de la
semaine ; 126 h. : L'homme de la
semaine ; 127 h. : L'homme de la
semaine ; 128 h. : L'homme de la
semaine ; 129 h. : L'homme de la
semaine ; 130 h. : L'homme de la
semaine ; 131 h. : L'homme de la
semaine ; 132 h. : L'homme de la
semaine ; 133 h. : L'homme de la
semaine ; 134 h. : L'homme de la
semaine ; 135 h. : L'homme de la
semaine ; 136 h. : L'homme de la
semaine ; 137 h. : L'homme de la
semaine ; 138 h. : L'homme de la
semaine ; 139 h. : L'homme de la
semaine ; 140 h. : L'homme de la
semaine ; 141 h. : L'homme de la
semaine ; 142 h. : L'homme de la
semaine ; 143 h. : L'homme de la
semaine ; 144 h. : L'homme de la
semaine ; 145 h. : L'homme de la
semaine ; 146 h. : L'homme de la
semaine ; 147 h. : L'homme de la
semaine ; 148 h. : L'homme de la
semaine ; 149 h. : L'homme de la
semaine ; 150 h. : L'homme de la
semaine ; 151 h. : L'homme de la
semaine ; 152 h. : L'homme de la
semaine ; 153 h. : L'homme de la
semaine ; 154 h. : L'homme de la
semaine ; 155 h. : L'homme de la
semaine ; 156 h. : L'homme de la
semaine ; 157 h. : L'homme de la
semaine ; 158 h. : L'homme de la
semaine ; 159 h. : L'homme de la
semaine ; 160 h. : L'homme de la
semaine ; 161 h. : L'homme de la
semaine ; 162 h. : L'homme de la
semaine ; 163 h. : L'homme de la
semaine ; 164 h. : L'homme de la
semaine ; 165 h. : L'homme de la
semaine ; 166 h. : L'homme de la
semaine ; 167 h. : L'homme de la
semaine ; 168 h. : L'homme de la
semaine ; 169 h. : L'homme de la
semaine ; 170 h. : L'homme de la
semaine ; 171 h. : L'homme de la
semaine ; 172 h. : L'homme de la
semaine ; 173 h. : L'homme de la
semaine ; 174 h. : L'homme de la
semaine ; 175 h. : L'homme de la
semaine ; 176 h. : L'homme de la
semaine ; 177 h. : L'homme de la
semaine ; 178 h. : L'homme de la
semaine ; 179 h. : L'homme de la
semaine ; 180 h. : L'homme de la
semaine ; 181 h. : L'homme de la
semaine ; 182 h. : L'homme de la
semaine ; 183 h. : L'homme de la
semaine ; 184 h. : L'homme de la
semaine ; 185 h. : L'homme de la
semaine ; 186 h. : L'homme de la
semaine ; 187 h. : L'homme de la
semaine ; 188 h. : L'homme de la
semaine ; 189 h. : L'homme de la
semaine ; 190 h. : L'homme de la
semaine ; 191 h. : L'homme de la
semaine ; 192 h. : L'homme de la
semaine ; 193 h. : L'homme de la
semaine ; 194 h. : L'homme de la
semaine ; 195 h. : L'homme de la
semaine ; 196 h. : L'homme de la
semaine ; 197 h. : L'homme de la
semaine ; 198 h. : L'homme de la
semaine ; 199 h. : L'homme de la
semaine ; 200 h. : L'homme de la
semaine ; 201 h. : L'homme de la
semaine ; 202 h. : L'homme de la
semaine ; 203 h. : L'homme de la
semaine ; 204 h. : L'homme de la
semaine ; 205 h. : L'homme de la
semaine ; 206 h. : L'homme de la
semaine ; 207 h. : L'homme de la
semaine ; 208 h. : L'homme de la
semaine ; 209 h. : L'homme de la
semaine ; 210 h. : L'homme de la
semaine ; 211 h. : L'homme de la
semaine ; 212 h. : L'homme de la
semaine ; 213 h. : L'homme de la
semaine ; 214 h. : L'homme de la
semaine ; 215 h. : L'homme de la
semaine ; 216 h. : L'homme de la
semaine ; 217 h. : L'homme de la
semaine ; 218 h. : L'homme de la
semaine ; 219 h. : L'homme de la
semaine ; 220 h. : L'homme de la
semaine ; 221 h. : L'homme de la
semaine ; 222 h. : L'homme de la
semaine ; 223 h. : L'homme de la
semaine ; 224 h. : L'homme de la
semaine ; 225 h. : L'homme de la
semaine ; 226 h. : L'homme de la
semaine ; 227 h. : L'homme de la
semaine ; 228 h. : L'homme de la
semaine ; 229 h. : L'homme de la
semaine ; 230 h. : L'homme de la
semaine ; 231 h. : L'homme de la
semaine ; 232 h. : L'homme de la
semaine ; 233 h. : L'homme de la
semaine ; 234 h. : L'homme de la
semaine ; 235 h. : L'homme de la
semaine ; 236 h. : L'homme de la
semaine ; 237 h. : L'homme de la
semaine ; 238 h. : L'homme de la
semaine ; 239 h. : L'homme de la
semaine ; 240 h. : L'homme de la
semaine ; 241 h. : L'homme de la
semaine ; 242 h. : L'homme de la
semaine ; 243 h. : L'homme de la
semaine ; 244 h. : L'homme de la
semaine ; 245 h. : L'homme de la
semaine ; 246 h. : L'homme de la
semaine ; 247 h. : L'homme de la
semaine ; 248 h. : L'homme de la
semaine ; 249 h. : L'homme de la
semaine ; 250 h. : L'homme de la
semaine ; 251 h. : L'homme de la
semaine ; 252 h. : L'homme de la
semaine ; 253 h. : L'homme de la
semaine ; 254 h. : L'homme de la
semaine ; 255 h. : L'homme de la
semaine ; 256 h. : L'homme de la
semaine ; 257 h. : L'homme de la
semaine ; 258 h. : L'homme de la
semaine ; 259 h. : L'homme de la
semaine ; 260 h. : L'homme de la
semaine ; 261 h. : L'homme de la
semaine ; 262 h. : L'homme de la
semaine ; 263 h. : L'homme de la
semaine ; 264 h. : L'homme de la
semaine ; 265 h. : L'homme de la
semaine ; 266 h. : L'homme de la
semaine ; 267 h. : L'homme de la
semaine ; 268 h. : L'homme de la
semaine ; 269 h. : L'homme de la
semaine ; 270 h. : L'homme de la
semaine ; 271 h. : L'homme de la
semaine ; 272 h. : L'homme de la
semaine ; 273 h. : L'homme de la
semaine ; 274 h. : L'homme de la
semaine ; 275 h. : L'homme de la
semaine ; 276 h. : L'homme de la
semaine ; 277 h. : L'homme de la
semaine ; 278 h. : L'homme de la
semaine ; 279 h. : L'homme de la
semaine ; 280 h. : L'homme de la
semaine ; 281 h. : L'homme de la
semaine ; 282 h. : L'homme de la
semaine ; 283 h. : L'homme de la
semaine ; 284 h. : L'homme de la
semaine ; 285 h. : L'homme de la
semaine ; 286 h. : L'homme de la
semaine ; 287 h. : L'homme de la
semaine ; 288 h. : L'homme de la
semaine ; 289 h. : L'homme de la
semaine ; 290 h. : L'homme de la
semaine ; 291 h. : L'homme de la
semaine ; 292 h. : L'homme de la
semaine ; 293 h. : L'homme de la
semaine ; 294 h. : L'homme de la
semaine ; 295 h. : L'homme de la
semaine ; 296 h. : L'homme de la
semaine ; 297 h. : L'homme de la
semaine ; 298 h. : L'homme de la
semaine ; 299 h. : L'homme de la
semaine ; 300 h. : L'homme de la
semaine ; 301 h. : L'homme de la
semaine ; 302 h. : L'homme de la
semaine ; 303 h. : L'homme de la
semaine ; 304 h. : L'homme de la
semaine ; 305 h. : L'homme de la
semaine ; 306 h. : L'homme de la
semaine ; 307 h. : L'homme de la
semaine ; 308 h. : L'homme de la
semaine ; 309 h. : L'homme de la
semaine ; 310 h. : L'homme de la
semaine ; 311 h. : L'homme de la
semaine ; 312 h. : L'homme de la
semaine ; 313 h. : L'homme de la
semaine ; 314 h. : L'homme de la
semaine ; 315 h. : L'homme de la
semaine ; 316 h. : L'homme de la
semaine ; 317 h. : L'homme de la
semaine ; 318 h. : L'homme de la
semaine ; 319 h. : L'homme de la
semaine ; 320 h. : L'homme de la
semaine ; 321 h. : L'homme de la
semaine ; 322 h. : L'homme de la
semaine ; 323 h. : L'homme de la
semaine ; 324 h. : L'homme de la
semaine ; 325 h. : L'homme de la
semaine ; 326 h. : L'homme de la
semaine ; 327 h. : L'homme de la
semaine ; 328 h. : L'homme de la
semaine ; 329 h. : L'homme de la
semaine ; 330 h. : L'homme de la
semaine ; 331 h. : L'homme de la
semaine ; 332 h. : L'homme de la
semaine ; 333 h. : L'homme de la
semaine ; 334 h. : L'homme de la
semaine ; 335 h. : L'homme de la
semaine ; 336 h. : L'homme de la
semaine ; 337 h. : L'homme de la
semaine ; 338 h. : L'homme de la
semaine ; 339 h. : L'homme de la
semaine ; 340 h. : L'homme de la
semaine ; 341 h. : L'homme de la
semaine ; 342 h. : L'homme de la
semaine ; 343 h. : L'homme de la
semaine ; 344 h. : L'homme de la
semaine ; 345 h. : L'homme de la
semaine ; 346 h. : L'homme de la
semaine ; 347 h. : L'homme de la
semaine ; 348 h. : L'homme de la
semaine ; 349 h. : L'homme de la
semaine ; 350 h. : L'homme de la
semaine ; 351 h. : L'homme de la
semaine ; 352 h. : L'homme de la
semaine ; 353 h. : L'homme de la
semaine ; 354 h. : L'homme de la
semaine ; 355 h. : L'homme de la
semaine ; 356 h. : L'homme de la
semaine ; 357 h. : L'homme de la
semaine ; 358 h. : L'homme de la
semaine ; 359 h. : L'homme de la
semaine ; 360 h. : L'homme de la
semaine ; 361 h. : L'homme de la
semaine ; 362 h. : L'homme de la
semaine ; 363 h. : L'homme de la
semaine ; 364 h. : L'homme de la
semaine ; 365 h. : L'homme de la
semaine ; 366 h. : L'homme de la
semaine ; 367 h. : L'homme de la
semaine ; 368 h. : L'homme de la
semaine ; 369 h. : L'homme de la
semaine ; 370 h. : L'homme de la
semaine ; 371 h. : L'homme de la
semaine ; 372 h. : L'homme de la
semaine ; 373 h. : L'homme de la
semaine ; 374 h. : L'homme de la
semaine ; 375 h. : L'homme de la
semaine ; 376 h. : L'homme de la
semaine ; 377 h. : L'homme de la
semaine ; 378 h. : L'homme de la
semaine ; 379 h. : L'homme de la
semaine ; 380 h. : L'homme de la
semaine ; 381 h. : L'homme de la
semaine ; 382 h. : L'homme de la
semaine ; 383 h. : L'homme de la
semaine ; 384 h. : L'homme de la
semaine ; 385 h. : L'homme de la
semaine ; 386 h. : L'homme de la
semaine ; 387 h. : L'homme de la
semaine ; 388 h. : L'homme de la
semaine ; 389 h. : L'homme de la
semaine ; 390 h. : L'homme de la
semaine ; 391 h. : L'homme de la
semaine ; 392 h. : L'homme de la
semaine ; 393 h. : L'homme de la
semaine ; 394 h. : L'homme de la
semaine ; 395 h. : L'homme de la
semaine ; 396 h. : L'homme de la
semaine ; 397 h. : L'homme de la
semaine ; 398 h. : L'homme de la
semaine ; 399 h. : L'homme de la
semaine ; 400 h. : L'homme de la
semaine ; 401 h. : L'homme de la
semaine ; 402 h. : L'homme de la
semaine ; 403 h. : L'homme de la
semaine ; 404 h. : L'homme de la
semaine ; 405 h. : L'homme de la
semaine ; 406 h. : L'homme de la
semaine ; 407 h. : L'homme de la
semaine ; 408 h. : L'homme de la
semaine ; 409 h. : L'homme de la
semaine ; 410 h. : L'homme de la
semaine ; 411 h. : L'homme de la
semaine ; 412 h. : L'homme de la
semaine ; 413 h. : L'homme de la
semaine ; 414 h. : L'homme de la
semaine ; 415 h. : L'homme de la
semaine ; 416 h. : L'homme de la
semaine ; 417 h. : L'homme de la
semaine ; 418 h. : L'homme de la
semaine ; 419 h. : L'homme de la
semaine ; 420 h. : L'homme de la
semaine ; 421 h. : L'homme de la
semaine ; 422 h. : L'homme de la
semaine ; 423 h. : L'homme de la
semaine ; 424 h. : L'homme de la
semaine ; 425 h. : L'homme de la
semaine ; 426 h. : L'homme de la
semaine ; 427 h. : L'homme de la
semaine ; 428 h. : L'homme de la
semaine ; 429 h. : L'homme de la
semaine ; 430 h. : L'homme de la
semaine ; 431 h. : L'homme de la
semaine ; 432 h. : L'homme de la
semaine ; 433 h. : L'homme de la
semaine ; 434 h. : L'homme de la
semaine ; 435 h. : L'homme de la
semaine ; 436 h. : L'homme de la
semaine ; 437 h. : L'homme de la
semaine ; 438 h. : L'homme de la
semaine ; 439 h. : L'homme de la
semaine ; 440 h. : L'homme de la
semaine ; 441 h. : L'homme de la
semaine ; 442 h. : L'homme de la
semaine ; 443 h. : L'homme de la
semaine ; 444 h. : L'homme de la
semaine ; 445 h. : L'homme de la
semaine ; 446 h. : L'homme de la
semaine ; 447 h. : L'homme de la
semaine ; 448 h. : L'homme de la
semaine ; 449 h. : L'homme de la
semaine ; 450 h. : L'homme de la
semaine ; 451 h. : L'homme de la
semaine ; 452 h. : L'homme de la
semaine ; 453 h. : L'homme de la
semaine ; 454 h. : L'homme de la
semaine ; 455 h. : L'homme de la
semaine ; 456 h. : L'homme de la
semaine ; 457 h. : L'homme de la
semaine ; 458 h. : L'homme de la
semaine ; 459 h. : L'homme de la
semaine ; 460 h. : L'homme de la
semaine ; 461 h. : L'homme de la
semaine ; 462 h. : L'homme de la
semaine ; 463 h. : L'homme de la
semaine ; 464 h. : L'homme de la
semaine ; 465 h. : L'homme de la
semaine ; 466 h. : L'homme de la
semaine ; 467 h. : L'homme de la
semaine ; 468 h. : L'homme de la
semaine ; 469 h. : L'homme de la
semaine ; 470 h. : L'homme de la
semaine ; 471 h. : L'homme de la
semaine ; 472 h. : L'homme de la
semaine ; 473 h. : L'homme de la
semaine ; 474 h. : L'homme de la
semaine ; 475 h. : L'homme de la
semaine ; 476 h. : L'homme de la
semaine ; 477 h. : L'homme de la
semaine ; 478 h. : L'homme de la
semaine ; 479 h. : L'homme de la
semaine ; 480 h. : L'homme de la
semaine ; 481 h. : L'homme de la
semaine ; 482 h. : L'homme de la
semaine ; 483 h. : L'homme de la
semaine ; 484 h. : L'homme de la
semaine ; 485 h. : L'homme de la
semaine ; 486 h. : L'homme de la
semaine ; 487 h. : L'homme de la
semaine ; 488 h. : L'homme de la
semaine ; 489 h. : L'homme de la
semaine ; 490 h. : L'homme de la
semaine ; 491 h. : L'homme de la
semaine ; 492 h. : L'homme de la
semaine ; 493 h. : L'homme de la
semaine ; 494 h. : L'homme de la
semaine ; 495 h. : L'homme de la
semaine ; 496 h. : L'homme de la
semaine ; 497 h. : L'homme de la
semaine ; 498 h. : L'homme de la
semaine ; 499 h. : L'homme de la
semaine ; 500 h. : L'homme de la
semaine ; 501 h. : L'homme de la
semaine ; 502 h. : L'homme de la
semaine ; 503 h. : L'homme de la
semaine ; 504 h. : L'homme de la
semaine ; 505 h. : L'homme de la
semaine ; 506 h. : L'homme de la
semaine ; 507 h. : L'homme de la
semaine ; 508 h. : L'homme de la
semaine ; 509 h. : L'homme de la
semaine ; 510 h. : L'homme de la
semaine ; 511 h. : L'homme de la
semaine ; 512 h. : L'homme de la
semaine ; 513 h. : L'homme de la
semaine ; 514 h. : L'homme de la
semaine ; 515 h. : L'homme de la
semaine ; 516 h. : L'homme de la
semaine ; 517 h. : L'homme de la
semaine ; 518 h. : L'homme de la
semaine ; 519 h. : L'homme de la
semaine ; 520 h. : L'homme de la
semaine ; 521 h. : L'homme de la
semaine ; 522 h. : L'homme de la
semaine ; 523 h. : L'homme de la
semaine ; 524 h. : L'homme de la
semaine ; 525 h. : L'homme de la
semaine ; 526 h. : L'homme de la
semaine ; 527 h. : L'homme de la
semaine ; 528 h. : L'homme de la
semaine ; 529 h. : L'homme de la
semaine ; 530 h. : L'homme de la
semaine ; 531 h. : L'homme de la
semaine ; 532 h. : L'homme de la
semaine ; 533 h. : L'homme de la
semaine ; 534 h. : L'homme de la
semaine ; 535 h. : L'homme de la
semaine ; 536 h. : L'homme de la
semaine ; 537 h. : L'homme de la
semaine ; 538 h. : L'homme de la
semaine ; 539 h. : L'homme de la
semaine ; 540 h. : L'homme de la
semaine ; 541 h. : L'homme de la
semaine ; 542 h. : L'homme de la
semaine ; 543 h. : L'homme de la
semaine ; 544 h. : L'homme de la
semaine ; 545 h. : L'homme de la
semaine ; 546 h. : L'homme de la
semaine ; 547 h. : L'homme de la
semaine ; 548 h. : L'homme de la
semaine ; 549 h. : L'homme de la
semaine ; 550 h. : L'homme de la
semaine ; 551 h. : L'homme de la
semaine ; 552 h. : L'homme

Le Monde DE LA MÉDECINE

LA SANTÉ MENTALE EN QUESTION

Alors que, selon les responsables chinois, la maladie mentale régresse en Chine, le monde occidental est de plus en plus préoccupé par la montée des troubles mentaux. Bien qu'ils n'apparaissent pas dans les indicateurs de mortalité, un tiers de toutes les mises en invalidité leur sont dues en France, et cette proportion suit, depuis quinze ans, une ascension régulière.

Mme Simone Veil, ministre de la santé, a bien voulu répondre à la question d'ordre général que nous lui avons posée à ce sujet, lequel dépasse le cadre strictement médical et comporte également des incidences politiques et sociales.

Ultérieurement, le professeur Deniker, enseignant la psychiatrie à l'université de Paris-V, nous a adressé un texte où

il dénonce les carences d'une politique de recherche, d'enseignement et d'organisation qui fait de la psychiatrie la grande absente du courant médical actuel. Cette situation, hautement préjudiciable à l'intérêt public, appelle un redressement vigoureux dans un domaine qui concerne, à un moment où à un autre de leur vie, près de vingt millions de Français.

• EN CHINE : idéologie, thérapeutique de groupe et acupuncture

Partout, de Canton à Pékin, on nous l'affirme, la maladie mentale régresse en Chine. Peu de cas psychiatriques à l'hôpital n° 2 de Wouhan (1), d'ailleurs ouïement spécialisé, mais qui donne une juste idée des structures d'un hôpital chinois ayant pour mission non seulement les soins, la recherche scientifique, la formation du personnel soignant, mais aussi la prévention à travers des équipes sanitaires envoyées dans les usines, écoles et campagnes ; d'où ce médecin-chef, qui revient bronzé, de trois mois à la campagne, où il a cultivé haricots et concombres et élevé des canards et des porcs en formant des médecins aux pieds nus. Trente à quarante cas d'adultes, trois ou quatre d'enfants, sur la population de quatre cent mille habitants dont l'hôpital n° 2 a la responsabilité, sans compter les zones rurales sous son contrôle (2).

C'est que, aussi, « l'avant » et « l'après » de la révolution culturelle sont à la santé chinoise ce que fut la Grande Muraille aux Han. La possibilité du rejet. Avant les maladies vénériennes, la malnutrition, la choléra, la tuberculose. Après « les pensées justes » la santé mentale. Si, en dépit de l'insistance des psychiatres de notre groupe, il ne sera loisible ni à eux ni nous — de visiter un hôpital psychiatrique — regrettable insuffisance pour un jugement objectif — tous, des médecins de Canton, Wouhan, Changhaï, des représentants de l'hôpital pédiatrique de Pékin à Mme Li Li, viceministre de l'éducation de Changhaï (et responsable de deux millions et demi d'écoliers et d'universitaires de cette ville), l'affirmation : la maladie mentale est en diminution. Alors que, de 1953 à 1965, les enfants hospitalisés constituaient 2 % des malades de l'hôpital psychiatrique de Changhaï, ce chiffre est passé à 0,03 % de 1970 à 1974 (il n'existe pas d'établissements spéciaux pour les enfants atteints de maladie mentale en Chine).

Le nombre des malades mentaux adultes régresse aussi considérablement (3). Le docteur Tchan Lian-hung, responsable de cet établissement, nous explique les raisons de ce changement :

- 1) Attention particulière portée aux femmes enceintes ;
 - 2) Soins aux enfants dès la naissance ;
 - 3) Hébergement d'une grande partie des enfants dans des crèches ou garderies où ils sont médicalement contrôlés ;
 - 4) Éducation collective qui développe le goût du travail manuel, de la fraternité et de la camaraderie.
- Les Chinois n'ont ni espace, ni lieu, ni temps pour la solitude, à part cette gymnastique matinale qui permet à l'adulte dans les parcs de Changhaï — à certains de dessiner pour eux seuls dans les allées les gesses contenant à la fois la sou-

plisse de leurs articulations et leur tactilité de servir plus longtemps l'Etat et Mao. Pas plus que l'inconscient, la psychologie ou la psychanalyse n'ont le droit de s'exprimer. Mais les autres membres du groupe ont le droit de rêver. Tous sont invités à lire les journaux, à suivre l'évolution du moment en Chine pour être intégrés rapidement ensuite dans la vie du pays. A la fin du stage (4^e étape), on prépare ceux qui vont quitter l'hôpital à travailler dans la vie active, à éviter les récidives. Ainsi leur explique-t-on que c'est leur famille, leur quartier, leur usine qui veulent leur guérison. Cela amène leur état. Ils deviennent plus coopérants. Trois cas nous sont ainsi cités :

- 1) Une malade avait des hallucinations auditives. Quand on mettait la radio, elle entendait, outre la musique, quelquefois un lui parler. On lui fit écouter. D'autres patients lui expliquèrent cette hallucination. On lui fit écouter. D'où viennent les idées justes, du président Mao, pour lui faire entendre que les mots qu'elle entendait ne provenaient pas d'un monde objectif. Elle accepta et guérit.

2) Une malade de trente ans gardait toujours le silence. On apprit qu'elle croyait que son mari voulait l'abandonner. Après une enquête sur le chantier naval où son mari travaillait, on découvrit que celui-ci souffrait de surcroît de travail. On expliqua la chose à la malade, on pria les responsables du chantier naval de venir confirmer. Son doute s'évanouit, la femme se mit à étudier les œuvres du président Mao pour guérir et être utile au pays.

3) Une malade de cinquante ans redoutait la retraite. Après enquête dans sa famille et sur son lieu de travail, on lui expliqua que la retraite n'était pas une punition, mais la manifestation de la sollicitude de l'Etat ; qu'il n'y avait pas d'un renvoi comme dans l'ancienne société, que ses moyens d'existence étaient assurés. Des ouvriers retraités vinrent lui expliquer combien ils étaient heureux, comment ils se chargeaient d'activités sociales, etc. Son esprit devint plus ouvert. Elle put reprendre la vie normale.

Marx, Engels, Mao ont répondu ? Et si, comme les médicaments, le bêtou, l'ail, l'ail, ils étaient médiation ? La Chine est un pays entièrement mobilisé, distribuant jour et (presque) nuit, à travers journaux, radio, télévision, écoles, usines, spectacles, le message de sa Révolution. Tout individualisme banni, demeure le but auquel tout se fait : construire le socialisme, puis le communisme. « Nous ne sommes qu'un début. Dans une période de transition entre le capitalisme et le socialisme, il faut veiller », nous répètent-ils. Répartir également les biens à tous les citoyens dans une société sans classes. Dans cette optique, nul n'est écarté. Pas plus les malades que les sourds-muets, les déviants ou les opposants. Ne pas être réjeté est aussi guérison. Or notre « moi » régit, c'est tout le problème du « lui » et du « nous » que la Chine pose, tant que les comptes entre celui-là et celui-ci (rapports entre l'homme et la société) élucidés par Marx, et ceux de l'homme et de son inconscient éclairés par Freud) n'auront pas trouvé leur lieu commun... encore à inventer.

MADELINE SANTICHI. Romancière.

• EN FRANCE : la psychiatrie sans tête

CONTRAIREMENT à ce qu'on peut penser, nous ne traitons pas sous ce titre des théories qui prétendent expliquer les maladies mentales en faisant abstraction du cerveau. Ici nous avons en vue la situation présente de la psychiatrie française, livrée à elle-même sans direction ni politique cohérente. Alors que cette discipline revêt dans le monde moderne une importance croissante et comporte par là des risques pour les individus et pour la société, il n'existe, dans notre pays, aucun plan d'ensemble pour le développement des soins, de l'enseignement et de la recherche.

L'absence de recherche...

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), dont le budget a triplé ces dernières années, ne cesse de restreindre son action dans le champ de la psychiatrie, où elle continue actuellement à zéro. Pourtant, de vastes perspectives ont été ouvertes par la découverte des chimiothérapies des psychoses, nées en France, qui débouchèrent sur les recherches modernes de chimie du cerveau. L'année 1960, de Gaulle érigea la dédicace générale à la recherche, la « psychopharmacologie » figurait parmi les actions urgentes. Mais en 1965 les actions médicales furent récupérées par l'INSERM, et dix ans après, la psychopharmacologie a disparu de ses commissions. La psychiatrie en général n'apparaît plus dans les objectifs de cet institut.

Un règlement singulier empêche les disciplines humaines et cliniques d'être représentées. C'est le cas de la nôtre. Les commissions sont composées des représentants des chercheurs (en psychiatrie il n'y en a pas assez pour avoir un élu) et des cadres hospitalo-universitaires. Parmi ceux-ci, seuls sont élus ceux qui bénéficient déjà du soutien de l'INSERM. C'est le cas du quart environ des psychiatres, qui n'ont donc pu élire un seul représentant.

La dernière découverte connue du public concerne l'action remarquable du lithium pour la

traitement des dérangements de l'humeur. Il a fallu beaucoup de temps pour préciser les modalités d'emploi sans risque de cette chimiothérapie. C'est peut-être parce qu'elle ne comportait aucun intérêt commercial et que d'autre part il n'existait aucun organe national de recherche pour s'en occuper.

Le public ne mesure pas bien l'importance de la psychiatrie, évaluée en activité médicale. Depuis la dernière guerre, le nombre de ses lits est passé en France de cinquante-dix mille à cent vingt-cinq mille environ, soit le tiers de l'hospitalisation française. Chaque année, le nombre des entrées et des sorties représente un mouvement de trois cent mille malades. Avec le développement des soins extra-hospitaliers, on estime à plus d'un million le nombre des actes médicaux dispensés. Les études faites en France sur des consultations médicales sont confirmées par celles de l'Organisation mondiale de la santé : elles évaluent à 30 % des consultants ceux qui posent des problèmes de psychiatrie ou de psychologie médicale.

Il importe donc que notre pays dispose d'un corps de spécialistes dont la qualification soit contrôlée. Il est surtout nécessaire que nous pratiquions une connaissance suffisante de la médecine de l'esprit, acquise durant ses études et par sa formation post-universitaire. Pour donner et contrôler cette formation, on ne dispose que des cadres hospitalo-universitaires et aussi d'enseignants bénévoles dévoués, dont on n'a, jusqu'ici, pu faire reconnaître la qualité. Depuis l'année 1968, la psychiatrie, érigée en discipline autonome comme dans les pays modernes, n'a jamais reçu le contingent d'enseignants dont elle avait absolument besoin. Sur deux mille sept cent quatre-vingt-dix-sept enseignants de médecine, on compte seulement soixante-quatre professeurs et agrégés de psychiatrie ou de psycho-psychiatrie, soit moins de 3 % du corps enseignant. Comment peuvent-ils faire face à leurs responsabilités dans les trois cycles d'études médicales : initiation de psychologie

médicale du premier cycle, enseignement de psychiatrie du deuxième, et formation des spécialistes dans le troisième ?

... et d'enseignants

Le nombre de ceux-ci s'accroît rapidement et en pratique il double chaque année. Il faut donc contrôler la formation des spécialistes et des praticiens. Pour cela, on ne peut compter que sur des enseignants de métier. Or, répétons-le, ce corps n'a jamais reçu sa dotation initiale en effectifs depuis la séparation de la psychiatrie et de la neurologie. Le nombre des enseignants de psychiatrie s'est augmenté de moins de quatre par an en moyenne depuis 1968, et il est loin d'avoir rejoint celui des neurologues. A ce rythme, il faudrait plus de quinze ans pour que chaque faculté dispose des trois ou quatre enseignants indispensables. Il est donc nécessaire que le ministère de la santé et le secrétariat d'Etat aux universités décident de créer un contingent spécial pour la psychiatrie. Les parlementaires, qui sont maintenant au courant de ce problème, sont de cet avis.

Le docteur Blanc, rapporteur à l'Assemblée, écrivait à propos du dernier budget de la santé : « Nous ne saurions à nouveau trop insister sur l'importance de créer des postes de professeurs agrégés de psychiatrie. La volonté du ministre de la santé et du secrétariat d'Etat aux universités ne heurte en rien les choix de l'U.E.R. Nous souhaitons que hors contingent un nombre important de postes soient créés... seul moyen pour garantir l'enseignement d'une discipline qui doit rester médicale, d'éviter les errements jacobins, amusants parfois pour l'esprit, dangereux pour les malades. » Il n'est plus possible de laisser « dormir » cette question. Le jury d'agrégation, formé d'universitaires et d'hospitaliers, est « en grève » depuis quatre mois pour protester contre la pénurie des créations de postes en psychiatrie.

Pr. PIERRE DENIKER.
(Lire la suite page 16.)

Mme Simone Veil : une priorité pour l'INSERM dans le VII^e Plan

Que fait le ministère de la santé, avons-nous demandé à Mme Simone Veil, pour analyser les causes du développement des troubles mentaux et rendre cette analyse publique, pour concevoir et développer un secteur de prévention et de soins et pour favoriser la formation psychiatrique des généralistes et celle des personnels spécialisés ? Voici la réponse de Mme Veil :

Il est tout à fait exact que les maladies mentales posent un grave problème de santé publique, ne serait-ce que parce qu'elles sont le plus souvent d'évolution chronique et qu'elles constituent de ce fait une cause importante d'invalidité.

Les conditions et les habitudes de vie de nos contemporains, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, sont incontestablement en cause dans la progression de la morbidité psychiatrique, que l'on mesure encore assez mal, mais qui semble assez nette, au moins pour les névroses. Mais n'assistons-nous pas, en même temps, à une évolution du genre de vie, à un abandonnement du seul de nos comportements déviants ? Il faut se méfier des idées reçues. C'est, par exemple, en milieu rural que les suicides sont le plus nombreux, et depuis toujours.

La lutte contre les maladies mentales passe donc par une approche globale des problèmes de santé, combinant l'action sur la qualité de la vie, l'urbanisme, les

conditions de travail, la nature des relations interpersonnelles dans notre société, c'est-à-dire par une véritable prévention, au meilleur sens du terme. C'est pourquoi nous nous efforçons, par exemple, de développer dans les secteurs psychiatriques des conseils de santé mentale qui réunissent autour des équipes psychiatriques les représentants de la communauté (médecins, travailleurs sociaux, éducateurs, juges, représentants de la population, etc.).

J'ajoute que l'action préventive et la recherche ne sauraient être séparées. Si l'effort a porté prioritairement au cours des dernières années sur les malformations congénitales et les handicaps pérennels — autre grand problème de santé publique qui n'est pas sans répercussions sur la morbidité psychiatrique — j'ai demandé à l'INSERM de retenir la santé mentale comme priorité de son action au cours du VII^e Plan et d'associer plus étroitement la recherche clinique et la recherche fondamentale.

Pour ce qui est des soins, la seule réponse a été longtemps l'hôpital psychiatrique spécialisé. Ce n'est plus le cas ; les conditions actuelles de la thérapeutique en psychiatrie, la chimiothérapie et l'organisation de consultations extérieures à l'hôpital permettant de traiter les malades dans leur milieu familial et social, il devient possible de réduire le temps de l'hospitalisation traditionnelle dans des hôpitaux où les conditions d'hébergement devaient se transformer assez rapidement avec la mise en œuvre du programme d'humanisation. Cette évolution est plus avancée qu'on

ne l'imagine souvent : malgré la progression du nombre des malades, le nombre des journées d'hospitalisation est stabilisé, voire en léger recul. Alors qu'en 1960 notre pays avait moins de 360 psychiatres des services publics, nous en avons maintenant près de 1 200 et, sur les 1 023 secteurs et inter-secteurs de psychiatrie qui seraient nécessaires, près de 992 ont été constitués, essentiellement depuis 1972. Les étudiants qui s'orientent vers cette spécialité sont d'ailleurs beaucoup plus nombreux qu'autrefois, et j'ai veillé à étendre aux personnels des hôpitaux psychiatriques les avantages accordés en 1975 aux personnels soignants hospitaliers. Quant aux généralistes, je crois essentiel qu'ils reçoivent une formation, en psychiatrie et en psychologie médicale, plus importante et mieux adaptée ; c'est pour ce motif que, avec le secrétariat d'Etat aux universités, nous avons tenu à prévoir en priorité plusieurs postes hospitalo-universitaires de psychiatrie en 1976, même dans les cas où cette priorité ne se traduisait pas dans les propositions des instances hospitalières et universitaires sur lesquelles nous nous fondons pour répartir des postes nouveaux. J'entends rechercher avec Mme Baumier-Selle les moyens de sensibiliser les docteurs et les présidents de commissions médicales consultatives sur la nécessité de faire un effort particulier en ce domaine, même s'il exige certains sacrifices. Il faudra en même temps que soit développée la collaboration entre les psychiatres universitaires et les psychiatres hospitaliers, qui s'est montrée très fructueuse pour la formation des futurs spécialistes.

(1) La ville de Wouhan (deux millions et demi d'habitants) est l'un des combinats métallurgiques les plus importants de Chine (usines agricoles, machines-outils, industrie textile et alimentaire). Elle comprend une université de 65 000 étudiants, 20 établissements supérieurs, 1 039 secondaires. Cinq grands hôpitaux dont le numéro 2 qui compte 300 médecins, 7 centres de soins de cliniques, milliers de conférences et séminaires, 400 infirmières, 800 lits, 12 services, 8 sections auxiliaires. Les salles de consultation reçoivent environ 2 000 patients par jour, venus de l'extérieur.

(2) La médecine chinoise n'est pas gratuite. En ville : les traitements et opérations sont gratuits, mais la nourriture est à la charge du patient qui perçoit la totalité de son salaire. Dans les communes populaires et rurales : un système de cotisations ; 1 à 2 yuans pour les cotisations de tous les soins. Les cotisations sont déduites : kyste thyroïdien : 10 yuans ; hystérectomie : 13 yuans. Le prix d'une journée d'hospitalisation revient à 70 yuans à l'Etat. Les salaires des médecins oscillent à Wouhan, par exemple, entre 50 yuans, marge considérable appelée à disparaître, nous dit-on, mais indispensable encore pour bénéficier de la compétence des anciens médecins. Les infirmières sont payées de 40 à 100 yuans les travailleurs et le personnel administratif selon un barème identique.

(3) La statistique portant sur les adultes traités à l'hôpital psychiatrique de Changhaï est la suivante : schizophrénie 33 % ; psychoses réactionnelles 4 % ; psychoses organiques 1,8 % ; arriération mentale 1,6 % ; maniaque-dépressives 1,5 % ; bipolaires 1,1 % ; dépression d'involution 1 % ; épilepsie 1 % ;

(PUBLIOTTI)
LE YOGA EST UNE DISCIPLINE SÉRIEUSE
QU'IL FAUT PRATIQUER AVEC DES GENS SÉRIEUX.
WARDEEN OEDON,
présidente de la Fédération française de yoga sous contrôle médical.
30, rue La Boétie, 75008 PARIS. Tél. : 359-85-49.

VALMONT
clinique médicale
OUVERTE TOUTE L'ANNÉE, 1823 - GLION-S.-MONTREUX (Suisse)
à 1 h. de Genève - Tél. 1941/21/613802 (8 lignes) ; Téléc. 25277
600 m. d'altitude, face au lac Léman, climat doux, grand parc,
détours de toute évasion, route panoramique, à proximité de Montreux.
Clinique de pathologie interne organisée en unités spécialisées pour les
affections nécessitant des soins médicaux réguliers, une diététique
individuelle, du repos et de la tranquillité. — Physiothérapie - Kiné-
siothérapie - Electrothérapie - Hydrothérapie - Electrocardiographie -
Rayons X - Examens de laboratoire. - Brochure et tarifs sur demande.
TOUS SOINS PAR ÉQUIPE MÉDICALE RÉPUTÉE
DANS L'AMBIANCE D'UN HOTEL DE PREMIER ORDRE

Libres opinions

Psychologie et terrorisme hospitalier

par PAUL ALBOU (*)

L'HUMANISATION des hôpitaux est, semble-t-il, à l'ordre du jour. Mais une opinion parousseuse (serait-ce aussi celle de l'administration ?) tend à ramener cette humanisation à la suppression des salles communes et au recrutement accéléré du personnel hospitalier. Ce sont là, bien évidemment, deux mesures nécessaires — mais elles sont fort loin de répondre aux exigences du projet. Que peut bien apporter la suppression des salles communes si se maintient, entre l'équipe soignante et le malade, ce rapport de forces, cette modalité quasi terroriste sous laquelle se vécut la situation d'hôpital ? Qui portera l'accroissement du personnel si ces nouveaux venus sont mal formés et, le cas échéant, de piètre qualité humaine ? En réalité, l'essentiel sera négligé : l'humanisation de l'hôpital ne relève ni du gadget technologique ni seulement d'initiatives propres à l'architecture ou à l'emploi : elle dépend moins du quantitatif que du qualitatif. Elle passe avant toutes choses par la formation psychologique du personnel hospitalier.

La psychologie n'est pas un « don », ni même une activité empirique exercée par des gens de bonne volonté, c'est une science qui s'enseigne (mal, je l'accorde) et qui peut s'apprendre. Un accident de santé qui m'a conduit à séjourner pendant deux semaines dans un service spécialisé d'un grand hôpital parisien m'a confirmé dans cette conviction que la question véritable ne peut s'obtenir qu'au moyen d'une très sensible amélioration de la conception même des enseignements médicaux et para-médicaux.

Dans un service spécialisé, ce n'est pas un malade qu'on soigne, c'est un cas, par exemple, un décollement de la rétine. Des prouesses techniques sont réalisées, qui sont admirables — mais personne ne paraît s'intéresser au reste — l'immobilité obligée sous perfusion, qui peut entraîner une sévère constipation, des troubles digestifs pénibles, voire, chez le malade, un refus de continuer à s'alimenter, n'est pas prise en considération. Une rhinite allergique, qui peut compromettre une opération, n'est jugulée que quelques minutes avant l'intervention — et l'on s'insquie peu de la rechute probable (qui rendra vaine la réussite technique du chirurgien). Or, il faut le redire avec véhémence, ce que le médecin soigne, c'est le malade tout entier, dans l'unité de son être — et de sa personnalité. La médecine d'organes n'est qu'une caricature de médecine.

Le refus de l'écoute

Cette option technologique rejoint une attitude générale qui est le refus fréquent — conscient ou non — de la communication. « Je ne sais pas, moi, monsieur, ce que c'est qu'un rhume de cerveau », m'a dit un externe, lasant entendre — s'agissant probablement d'une « rhinite allergique » — que lui seul était capable d'utiliser correctement le « bon » code. Que répondre, sinon en citant Molière, à ce jeune imbécile qui se refuse ainsi — pour affirmer sa supériorité — à comprendre, en le décodant, le message qu'on lui adresse, et qui impose au patient d'utiliser un jargon qu'il n'a aucune raison de connaître ? Ce refus de l'écoute traduit deux sentiments liés :

1) Le mépris d'autrui, considéré comme incapable de comprendre (et c'est bien pourquoi on s'abstient souvent de lui expliquer ce qu'on lui a fait, ou ce qu'on va lui faire) ;

2) La volonté de dominer, de s'affirmer par rapport à l'autre. Qui a savoir a pouvoir : partager ce savoir, c'est affaiblir son pouvoir.

De fait, la relation malade-médecin est vécue à l'hôpital sous le mode du rapport de forces. La plus souvent sans qu'il s'en rende compte, le médecin, les infirmières, voire les filles de salle, manifestent par leurs actes leur croyance à l'existence de rapports hiérarchiques, et leur manque de considération pour le malade.

D'ailleurs, s'intéresser à ce malade supposerait qu'on s'implique dans la relation. Or cela pourrait aboutir à se découvrir soi-même par le moyen de l'autre et — se reconnaissant dans sa vérité — à renoncer peut-être à cette image volontaire de soi que nous procurons nous-mêmes de défense. Aussi, avec cet entraînement que permet un enseignement exclusivement matérialiste, réduit-on le malade à son corps — et celui-ci à un amas de chair. Souffrante ou pas, c'est un « chose » qu'on peut « travailler », avec sérénité, comme le boulanger fait de sa pâte, en toute bonne conscience technique, sans courir aucun risque psychologique personnel. On parlera ainsi du malade, devant lui, de façon abstraite, à la troisième personne, comme s'il était incapable de rien comprendre, comme s'il n'était qu'un corps mort, comme s'il ne pouvait s'effrayer de ce qu'il entend. C'est ainsi, également, qu'on l'utilisera à des fins pédagogiques. Cette pratique traditionnelle se justifiait peut-être (comme contrepartie) à l'époque où l'hôpital était gratuit. Elle n'a plus aucune raison d'être aujourd'hui si ce n'est l'acceptation volontaire du malade, et à la condition expresse que cette curiosité pédagogique ne compromette pas le traitement ni n'aggrave l'état psychologique du patient.

La psychologie médicale n'est enseignée que de façon superficielle, ennuyeuse et hâtive, soit en première, soit en deuxième année de médecine. L'enquête, menée en 1975 sur le Laboratoire de psychologie économique, a montré que les étudiants n'y attachaient aucune importance ou que, déçus par les charlatanes de la non-directivité, ils s'en détournaient avec mépris comme d'un discours inutile et verbeux. Il y a, dans l'amélioration de cet enseignement, un effort urgent à accomplir si l'on veut que l'humanisation de l'hôpital — et, plus généralement, de l'acte médical — soit autre chose que ce que beaucoup pensent qu'elle est : un pur slogan mystificateur, ou une habileté politique masquant sous des mots le maintien des erreurs d'autrefois, ou l'inhumanité de la médecine d'organes.

(*) Professeur de psychologie sociale à l'université René-Descartes, Paris-V.

TÉMOIGNAGE

Infarctus, régime et vélo

Après avoir lu l'article où le docteur Escottier-Lambiotte dénonçait les méfaits de l'alimentation moderne (le Monde du 17 septembre 1975), M. Jean Migot, de Bayonne, nous adresse un témoignage qui montre à quels résultats brillants peut conduire l'attitude de prise en charge délibérée et par chacun d'un « patrimoine santé ».

JUSQU'À l'été de 1970, je vivais et m'alimentais comme tout le monde, sans aucune idée d'aucune sorte et selon les normes généralement admises de la diététique courante. Or le 24 août 1970, à l'occasion d'un séjour en Irlande, je fis un très grave infarctus du myocarde auquel j'échappai de justesse. Assez vite je compris que le traitement classique (anticoagulants, vasodilatateurs et sédatifs chimiques) n'était pas véritablement curatif mais uniquement palliatif.

C'est alors que j'entrepris, conseillé par un gérant de magasin de diététique, une conversion progressive, mais radicale, au régime alimentaire végétarien. Depuis août 1971, je n'ai mangé ni viande, ni poisson, ni aucun aliment « cadavérique » animal. Je consomme une quantité infime de lait (écrémé en poudre) et trois à cinq œufs par mois (un par semaine, pour fixer les idées). J'utilise un peu de yaourt et de fromage blanc à zéro pour cent de matières grasses. Je consomme aussi, à moitié seulement, une très petite quantité de fromage, le plus maigre que je peux trouver (20 %

à 40 % de matières grasses) : gruyère, cantal, tomme maigre, camembert maigre. L'essentiel de mon alimentation est constitué de céréales complètes (en particulier pain complet et pain de seigle), de légumes et de fruits (autant que faire se peut en provenance de cultures sans engrais chimiques). Tout le monde est d'accord pour constater que j'ai apparemment rajeuni... et d'une manière frappante. En ce qui concerne mon poids je passe actuellement 68/69 kilogrammes pour une taille de 1,73 mètre, contre 77/78 kilogrammes en juillet 1970. Ma chute de poids, due au régime, se fit de manière progressive, à raison de 1/1500 kilogramme par mois. Autrement dit, j'ai perdu définitivement 14 kilogrammes de surcharge nocive, pour retrouver mon poids de jeune homme aux alentours de vingt ans. (...)

Depuis septembre 1972 j'ai repris à plein temps ma fonction de professeur de russe au lycée et au C.E.S. de Marrocq-Bayonne. Jusqu'à ce jour, depuis ma reprise, je n'ai été absent ni un jour, ni une heure (soit depuis trois ans et trois mois). Je fais beaucoup de bicyclette (aussi de la marche à pied), sur tout terrain, à travers le Pays basque qui nous entoure. Depuis juillet 1972, j'ai parcouru à vélo 8730 kilomètres. Ce n'est pas mal pour un « cardiaque » ! Ma plus longue promenade a été de 83 kilomètres au cours d'une seule journée. La plupart du temps quand je

jais ces randonnées, je suis à jeun depuis la veille au soir. De la sorte, toute une partie de l'organisme est au repos et l'action purificatrice de l'exercice se produit au maximum : c'est-à-dire dit, le travail effectué brûle toxines et déchets divers... En route, pour étancher ma soif, je me contente d'eau de source, ou bien je conserve quelques fruits juteux, par exemple : tomates, pêches, poires, raisins, en quantité limitée (500 grammes).

Par contre, je n'emporte plus avec moi aucun vaso-dilatateur. Il y a longtemps que j'ai complètement abandonné tout traitement pharmacologique de mon « insuffisance coronarienne » : abandon progressif en neuf mois, sous contrôle médical et de laboratoire, résultats remarquables des diverses analyses sanguines ; dernière prise de médicaments, le 20 janvier 1972. Il y aura bientôt quatre ans.

JEAN MIGOT
Bayonne

LIVRES

■ LE SOMMEIL, UN TIERS DE NOTRE VIE, par le professeur Passouant et A. Rechevalski. Stock éditeur, 238 pages, 38 F. Par l'un des meilleurs spécialistes du sommeil, un ouvrage didactique, clair, passionnant, sur ce grand mystère qui reste encore, en dépit des découvertes récentes, le repère du corps et de l'esprit.

■ PRATIQUE DE LA THÉRAPIE COMPORTIMENTALE, par J. Wolpe. Masson éditeur, 311 p., 28 francs.

Le docteur Rogant donne enfin au lecteur français, grâce à une traduction précise et didactique, l'accès à l'une des œuvres majeures de la psychiatrie moderne.

Le professeur Wolpe est, tant sur le plan conceptuel que sur celui de l'application pratique, le créateur avec Skinner d'une technique thérapeutique qui a permis des progrès remarquables dans le domaine si difficile des névroses, en particulier des névroses obsessionnelles entre toutes invalidantes.

Le récent ouvrage du professeur Baruk (« Des hommes comme les autres », le Monde du 16 janvier) montre à quel point la psychiatrie d'aujourd'hui, qu'il représente, se trouve, psychanalytiquement, désarmée devant de tels troubles.

La thérapie comportementale se limite à la réduction directe du symptôme invalidant (supprimer l'obsession des microbes, la crainte de la foule ou du vide, par exemple) par un simple « réentrainement », et cela sans se préoccuper des « pulsions » ou des « interdits » hypothétiques qui pourraient l'inspirer.

Les résultats impressionnants obtenus par l'école anglo-américaine de thérapie comportementale rendent impérieuse et urgente la diffusion, au-delà des frontières, des techniques qu'elle emploie.

Dr E. L.

La psychiatrie sans tête

(Suite de la page 15.)

L'accroissement des besoins et les progrès du traitement ont placé le ministère face à un choix. Ne pouvant évidemment tout faire à la fois, il fallait opter entre rénover les « asiles » centenaires ou bâtir un système moderne de soins. D'un côté subsistent les antiques hospices où deux tiers des lits (plus de 80 000) sont occupés par les mêmes malades à longueur d'année. On a proclamé une préférence pour le développement de l'« extra-hospitalier », moins coûteux. Ce lui-ci est resté à l'état d'ébauche, de décor. L'équipe médicale, chargée à la fois de l'hôpital et du secteur géographique, n'est pas assez étoffée. Les structures essentielles, comme les « hôpitaux de jour » et les « ateliers protégés » sont trop souvent réduits à de tristes locaux où l'on pratique la lecture en commun des journaux et où l'on ne dispose pas d'un lit pour un traitement médical.

La lutte contre l'isolement et les toxicomanies est théoriquement de la compétence des sec-

teurs psychiatriques. Mais aucune action d'ensemble n'a été menée depuis des années. On sait le péril que la drogue représente pour la jeunesse aux États-Unis et, plus près de nous, en Allemagne fédérale. En France, il n'existe que quatre ou cinq centres spécialisés, parcellairement équipés pour faire face à une possible « épidémie ».

On objectera que la médecine française aurait à se plaindre de pénurie et de carences dans bien d'autres disciplines, et c'est sans doute vrai. Mais on a dit des malades mentaux qu'ils sont « les plus malheureux » des patients, et c'est évident quand on constate leur condition actuelle. Une société humaine se devrait de faire pour eux un effort, d'autant que leur nombre s'accroît avec le degré d'industrialisation. Or les besoins immédiats que nous venons d'évoquer ne sont certainement pas au-dessus des moyens d'un pays comme le nôtre. Il faut espérer que le gouvernement s'en apercevra à temps.

Pr. PIERRE DENIKER.

Pathologie médicale : l'ensemble des affections médicales en 1 volume

Ouvrage publié sous la direction de H. PÉQUIGNOT



Un volume cartonné, 18 x 26,5, 1 692 pages, 248 figures, 180 F.

Secrétaire : B. Christoforov. Comité de coordination : J. Delaye (Lyon), J. Dormont (Paris), J.-P. Etienne (Paris), J.-P. Fréville (Paris), F. Lavenne (Lyon), J.-P. Lévi (Paris), F. Liot (Paris), J.-P. Luron (Paris), P. Massias (Paris), J. Mathieu (Montpellier), F. de Maillet (Paris), R. Tissot (Genève), F. Vachon (Paris), B. Varet (Paris).

Ce livre veut répondre au souhait souvent insatisfait de tout médecin, étudiant, enseignant ou praticien : posséder sous un faible encombrement et à un prix accessible, la somme des connaissances en pathologie médicale.

En un volume de 1 700 pages, l'ouvrage présente la totalité des affections médicales (y compris les indispensables données de pédiatrie). Dans chaque chapitre, des exposés de clinique et de thérapeutique sont accompagnés de notions nécessaires de physiopathologie et d'anatomie pathologique.

L'illustration est claire et abondante, la préférence étant donnée aux schémas

didactiques et aux tableaux récapitulatifs aussi souvent que possible.

Des sections spéciales sont consacrées au diagnostic des différents syndromes.

Il faut posséder une très grande familiarité d'un sujet pour être à la fois complet, clair et concis. C'est la raison pour laquelle il a été fait appel pour rédiger l'ouvrage aux meilleurs spécialistes de langue française. Une cinquantaine d'auteurs ont ainsi contribué à l'élaboration d'un précis qui prend place parmi les ouvrages indispensables à l'enseignement et à la pratique de la médecine.

Pour commander l'ouvrage Pathologie médicale, publié sous la direction de H. Péquignot, 1 692 pages, 180 F., adressez-vous à votre libraire ou retournez ce bon accompagné, s'il y a lieu, de votre règlement (joindre 3 F. de participation aux frais de port) aux Editions Masson - 120, bd Saint-Germain - 75280 Paris cedex 06.

Nom et adresse :

MASSON

Après la longue attente des spécialistes

Paris dispose enfin d'un scanner de conception française

APRÈS plus de trois ans d'attente, le service de neuro-radiologie du professeur Metzger, au groupe hospitalier de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, vient, enfin, de recevoir un « brain-scanner », de conception française, étudié et réalisé par la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.). Il a fallu beaucoup de patience aux spécialistes travaillant dans ce que l'on considère généralement comme le plus important complexe mondial de neurologie et de neurochirurgie, mais aussi le plus ancien, puisque c'est là que fut créé, dès 1894, le premier établissement réservé aux malades mentaux.

Le « scanner » ou « tomographe », qui combine les ressources des rayons X et de l'informatique moderne, est considéré, par les radiologistes, comme un appareil révolutionnaire, du moins pour ce qui concerne l'exploration du cerveau : à l'origine, il permettait de réaliser, avec le minimum d'inconvénients pour le patient, de véritables « coupes » du cerveau et, plus récemment, du corps entier. Sur tout il visualise et différencie les tissus « mous », ce que ne pouvait réaliser la radiologie classique. Le professeur Metzger et l'équipe de la C.G.R. proposent d'ailleurs — le résultat de l'examen n'étant autre qu'une « carte » des densités des tissus — une nouvelle dénomination pour la technique, la « tomodensitométrie » (1).

Alors que plusieurs centaines d'équipements de ce type sont maintenant installés dans le monde, la France ne dispose encore que de trois appareils : l'un, à Marseille, est prêt par la firme anglaise EMI (Electrical Musical Industries), qui a conçu le premier « scanner » destiné au cerveau ; le deuxième, un « body-scanner », destiné au corps entier, a été importé des États-Unis par la C.G.R. et fonctionne à Bordeaux ; le troisième est celui du professeur Metzger, opérationnel depuis la fin décembre, et qui a déjà permis d'examiner près de deux cents malades.

La longue attente des spécialistes parisiens, que l'on peut regretter s'agissant d'un « lieu » neurologique d'une telle importance, ne manque pas de justifications. Le prix de l'appareil — au moins 2 millions de francs — et son marché potentiel — certains estiment qu'il n'en faudrait pas moins d'un par million d'habitants — expliquent facilement la petite guerre économique que les différents constructeurs de « tomographe » semblent avoir jouée en France. On comprend alors mieux la prudence — l'attentisme disent certains — que les pouvoirs publics paraissent avoir choisis comme tactique dans cette affaire, sans doute au souvenir des excès, voire de l'anarchie, qui ont caractérisé, en France, le développement de la bombe au cobalt, autre équipement coûteux à l'installation, et surtout (pour la Sécurité sociale) à l'exploitation. L'administration n'est certainement pas restée non plus insensible à l'argument selon lequel c'était bien la moindre des choses d'installer, dans la capitale française de la neurologie, un appareil français.

Quoi qu'on puisse penser de ces hésitations, on peut reconnaître que cette prudence ne semble pas totalement déplacée, à l'heure où l'accroissement des dépenses de santé regagne un problème préoccupant : les dépenses privées françaises manifestent déjà un grand intérêt pour ce nouvel appareil, qui, pour leur part, certaines de leurs homologues d'outre-Atlantique considèrent, dès à présent, comme un très bon instrument de rentabilité.

XAVIER WEEGER.

(1) Le Monde du 18 octobre 1974, du 5 février et du 17 septembre 1975 a longuement exposé les principes du « scanner ».

LA SEXUALITÉ

CHRISTIAN DE GOUSTINE

La nécessité de l'information sexuelle n'est plus à démontrer. La majorité des Français sont d'accord sur ce fait mais ils ne disposent pas souvent de l'ouvrage où les renseignements sexuels précis manquent.

Ce livre vient combler cette lacune : il offre au lecteur de la jeunesse sur les techniques sexuelles couramment pratiquées à notre époque et se propose de lui fournir des explications simples mais précises sur les aspects essentiels de la sexualité, de la physiologie sexuelle, du comportement normal, des troubles, des maladies et des déviations, etc. On y trouvera la description du comportement sexuel aux différentes époques de la vie : sexualité de l'enfant, de l'adolescent, des personnes âgées ; des renseignements sur les diverses techniques qui peuvent accompagner, précéder ou suivre les rapports sexuels ; des informations précises sur les formes déviantes de la sexualité.

Une partie de l'ouvrage est consacrée aux « problèmes de la vie sexuelle ». Elle traite de problèmes très divers allant des méthodes de contraception aux troubles de la vie sexuelle tels que les maladies vénériennes, l'impotence et la frigides. Une série de planches et de croquis complète le texte, illustrant d'une façon compréhensible et simple, mais exacte sur le plan scientifique, la physiologie des organes sexuels et de leur fonctionnement.

Tel qu'il est conçu, ce livre peut faire l'objet d'une lecture suivie ; mais le lecteur désireux de trouver seulement un renseignement précis pourra rapidement et sans peine consulter un chapitre très détaillé situé à la fin de l'ouvrage et dont chaque mot-clé renvoie à la partie qui en parle.

Ainsi conçu, cet ouvrage rendra service à tous ceux qui cherchent une information précise, moderne et actuelle sur les différents aspects de la vie sexuelle.

Editions SOLAR

45 F T.T.C.

كتاب من الأصل

ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

Les nouvelles installations de la Hague, près de Cherbourg

COMMENT TRAITER LES DÉCHETS DES CENTRALES NUCLÉAIRES

Il est toujours plus aisé d'augmenter une production industrielle que d'éliminer de manière satisfaisante les déchets issus de cette production. Tandis que le monde occidental construit des dizaines de centrales nucléaires à eau légère, il n'existe aujourd'hui aucune usine en fonctionnement capable de traiter les combustibles irradiés de ces centrales, d'en extraire le plutonium pour le réutiliser et les produits de fission dangereux, qu'il faut stocker pendant des années.

En France, le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) s'apprête cependant à mettre en service cette année une usine de traitement de combustibles à eau légère, qui partagera certaines des installations de l'usine traitant à la Hague, près de Cherbourg, le combustible des centrales graphite-gaz depuis 1967.

Les techniciens, qui procèdent aujourd'hui aux essais initiaux du nouveau matériel, restent

très prudents. Les usines américaines similaires sont, en effet, assez rares, ainsi que l'usine britannique et les ateliers-pilotes belges et allemands. Les responsables de la Hague veulent procéder très lentement; les premiers essais actifs devraient en principe commencer au mois d'avril, et l'usine ne traiterait encore que 400 tonnes de combustibles irradiés par an vers la moitié de 1978. La pleine capacité de traitement de 800 tonnes par an ne sera atteinte qu'après 1980. Au cours d'une récente rencontre avec les élus locaux, M. Maurice Delange, le chef du centre de traitement, s'est montré relativement optimiste. Néanmoins, a-t-il dit, nous prenons de grandes précautions avant la mise en service, car nous ne voulons pas pêcher par légèreté comme les Britanniques, qui, pour avoir négligé certaines précautions, ont été contraints de fermer leur site oxyde à Windscale.

De notre envoyée spéciale

LA HAGUE. — Installée sur la bande de gènes qui borde la côte occidentale du Cotentin, l'usine de la Hague traite depuis 1967 les combustibles des centrales françaises graphite-gaz et a atteint sa pleine capacité de 800 tonnes par an. L'abandon, en 1969, des centrales de ce type et le passage aux réacteurs à eau légère de type américain a amené le C.E.A. à étudier, en 1971, le projet d'une usine nouvelle pour traiter le combustible de ces réacteurs. Les travaux ont débuté en 1972 et l'usine est aujourd'hui proche d'un début de mise en service.

Une usine de retraitement est une série d'installations chimiques, dont la complexité provient essentiellement de l'activité radioactive élevée de combustibles qui y sont traités, des risques d'amoncelage de réactions nucléaires dans les bacs chimiques, et donc des systèmes de sécurité très élaborés. Les déchets radio-actifs arrivent dans des châteaux métalliques, d'abord stockés sous l'eau dans une immense piscine. A l'abri de plusieurs mètres d'épaisseur d'eau, ces châteaux sont ouverts, le combustible radio-actif en est

extraît, puis, toujours enfermé dans sa gaine métallique, il est plongé dans un premier bain chimique chargé de le dissoudre. Finalement débarrassé de sa gaine métallique, le combustible passe ainsi dans une série de bains, et l'on parvient finalement à séparer les produits qu'il contient, l'uranium, le plutonium et les produits de fission radio-actifs. L'uranium et le plutonium sont précipités et stockés sous forme solide, afin d'être réutilisés, tandis que les déchets qui sont les produits de fission sont stockés sans que l'on sache, aujourd'hui, comment s'en débarrasser. Le plutonium étant toxique et radio-actif, il est placé à l'intérieur d'enceintes étanches et manipulé de l'extérieur à l'aide de gants de caoutchouc ou de pinces métalliques. A cet atelier de manipulation de plutonium vient aussi s'ajouter la séparation de l'usine, une installation de traitement des liquides et des solvants radio-actifs provenant des bains chimiques. Une partie de ces effluents est stockée sous forme de boues, tandis qu'une autre partie faiblement radio-actif est rejetée en mer.

Machine à cisailier et centrifugeuse

Le principe de retraitement des combustibles à uranium enrichi brisés dans les réacteurs à eau n'est pas différent de celui du retraitement des combustibles à uranium naturel brûlés dans les réacteurs graphite-gaz. Mais la difficulté croît :

- 1) Les combustibles sont des algues beaucoup plus longues : 5 mètres au lieu de 0,5 mètre. Il faut les tronçonner avant de les dissoudre;
- 2) La gaine métallique qui entoure le combustible est en zircaloy, un alliage de zirconium, et non plus en magnésium. Les bains acides ne dissolvent pas le zircaloy comme ils dissolvent le magnésium;
- 3) Surtout, l'irradiation des combustibles enrichis a été beaucoup plus forte dans les réacteurs à eau que dans les réacteurs graphite-gaz. Les premiers contenaient en moyenne dix fois plus de produits de fission (3 % en poids) que les seconds (0,4 %). Ils sont donc beaucoup plus radio-actifs. Les bains chimiques de dissolution sont donc plus radio-actifs, et des précautions supplémentaires ont à prendre.

Les installations actuelles de la Hague ont dû être modifiées, et on y a notamment ajouté de nouveaux matériels à l'entrée et à la sortie.

● A L'ENTRÉE DE L'USINE. — Une nouvelle aire de réception des châteaux contenant les combustibles irradiés et une nouvelle piscine de stockage ont été construites. La réalisation d'une seconde piscine va débiter cette année.

— Une presse de 300 tonnes tasse les éléments combustibles les uns contre les autres, puis une machine Saint-Gobain les cisaille en morceaux de 5 centimètres. Les morceaux sont alors transférés dans les bains, où le combustible est dissous, et on récupère les morceaux de gaine, les « coques », qui sont lavés et stockés;

— A la suite de ce dégainage, la seconde tâche consiste à extraire des bains de dissolution l'excedent des produits de fission, afin que le reste de l'usine fonctionnant pour le graphite-gaz puisse être utilisé pour l'eau légère. Là encore, le C.E.A. a installé une machine nouvelle, une centrifugeuse Robatel, qui extrait les produits de fission de la plus vive possible, car ces produits possèdent la caractéristique de détruire le solvant. On réduit ainsi le temps de contact entre le solvant et les produits de fission au minimum. Le combustible dissous est alors prêt à suivre la chaîne des traitements infligés au combustible graphite-gaz.

● A LA SORTIE DE L'USINE. — Après avoir séparé le plutonium et l'uranium, il faut encore mettre le plutonium sous forme d'oxyde, une poudre verte que l'on stocke soigneusement dans des godets de quelques kilogrammes. L'atelier plutonium existant aujourd'hui à la sortie des installations graphite-gaz,

dans lequel est aujourd'hui manipulé au maximum 15 kilogrammes de ce matériau chaque jour, ne sera pas suffisant. Un second atelier, dont la construction débute, sera construit à l'extrémité de la fin de 1979 et sera capable de traiter 40 kilogrammes par jour, soit environ 800 tonnes par an.

Les installations de la Hague ne paraissent pas devoir échapper à certains des problèmes qu'ont eus les usines étrangères. La tête de l'usine, avec l'aire de stockage et la piscine, a commencé à être utilisée en janvier 1975. Mais, comme le reste de l'usine n'est pas encore en service, la certaine de châteaux de combustibles en provenance des réacteurs allemands, belges, hollandais et suisses a rempli la piscine de stockage. Les livraisons ont été suspendues il y a quelques semaines.

Les essais initiaux du reste de l'installation ont débuté au mois de juin, et tandis que l'usine aurait dû démarrer au printemps 1976, on prévoit maintenant que les essais actifs débuteront au plus tôt en avril prochain.

La machine à cisailier donne du souci. Les grosses lames utilisées ne parviennent pas toujours à cisailier la totalité du faisceau de deux cents aiguilles, et certains morceaux ont une longueur très supérieure aux 5 centimètres prévus. En outre, une série de réglages différents ont été essayés, car les lames actuelles s'usent en une journée, après avoir cisailé huit éléments (cent coupes par élément). En fonctionnement opérationnel, il faudrait une journée pour changer les lames.

Cette machine devra fonctionner derrière une épaisse mur de béton pour éviter la contamination radio-actif, et l'entretien devra se faire à distance, à l'aide de longues pinces manipulées de l'extérieur.

Plus une usine vieillit — celle de la Hague a presque dix ans — plus les incidents risquent de se multiplier. Les interventions des hommes, revêtus d'une tenue vinyle protectrice et d'un masque respiratoire, se font plus nombreuses. C'est un travail pénible qui fait beaucoup transpirer et fait perdre 3 à 4 kilogrammes à l'heure.

Persone ne conteste plus l'augmentation régulière de la dose moyenne de radio-activité à laquelle sont soumis les travailleurs : 150 millirems en moyenne en 1968, 200 en 1970, 300 en 1972, 440 en 1975. La dose maximale permise pour un travailleur est de 3 rème par trimestre et de 5 rème par an. Cette augmentation de dose est proportionnelle à l'augmentation de la radio-activité des combustibles, et on peut craindre qu'elle augmente encore avec le traitement des combustibles à eau légère.

Répondre par les syndicats, la direction du C.E.A. a pris, à partir de 1972, certaines mesures pour juguler le phénomène de croissance, qui est stabilisé depuis deux ans. Les quatre-vingts travailleurs (sur les huit cent cin-

quante agents du C.E.A. dans l'usine) les plus exposés, ceux qui accomplissent les tâches de dégainage des combustibles, et de décontamination, reçoivent en moyenne 2 rème par an. La dose individuelle la plus élevée a été de 3,2 rème. Trois autres groupes travaillant dans les ateliers mécaniques, de la radioprotection et de plutonium sont soumis à une dose de 1 rème, les autres à 0,5 rème. Les doses sont toutes inférieures au maximum admis, mais la dérive est inquiétante. Le service de protection contre les rayonnements (S.P.R.) de l'usine va passer, cette année, de soixante-seize à quatre-vingt-cinq personnes.

Le dégainage des combustibles graphite-gaz a été automatisé grâce à des perches manipulées à distance et à un écran de visualisation, et pour les combustibles des réacteurs à eau, le dégainage se fait à l'aide d'un manipulateur. On s'apprête à remplacer les plexiglas des enceintes étanches des ateliers de plutonium par des vitres au plomb pour limiter les interventions manuelles. D'autres mesures sont en cours pour réduire le nombre d'heures de formation d'un ouvrier nouvellement arrivé, qui commence aujourd'hui à travailler dans les ateliers après son embauche; imaginer de nouvelles protections (écrans au plomb) et de nouvelles méthodes d'intervention, surtout avec l'augmentation de l'irradiation des combustibles.

Trois à quatre milliards par usine

Les usines de retraitement possèdent ainsi deux problèmes spécifiques liés à la radio-activité des matériaux qui y sont traités, celui de l'entretien et du bon fonctionnement des équipements, celui de la protection des travailleurs. Les usines existantes dans le monde occidental n'ont traité jusqu'à présent que 400 à 500 tonnes d'uranium enrichi, soit avant d'être arrêtées et l'usine construite par General Electric à Morris pour 64 millions de dollars n'a jamais dépassé le stade des essais initiaux avant d'être abandonnée.

En Europe, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale avaient, en 1971, conçu un accord pour limiter la capacité de retraitement. La capacité de l'usine de Windscale devait être augmentée jusqu'à 800 tonnes par an, mais le projet a été abandonné en 1975. Une usine allemande devait arriver plus tard, vers 1981-1982, avec 1 500 tonnes par an. Mais aujourd'hui les usines de Windscale et de Kewa sont prévues, au plus tôt, vers 1983-1984, et seule une usine américaine de Barnwell devrait entrer en service bien avant.

Les spécialistes étrangers attendent donc avec intérêt de voir comment fonctionnera la Hague, d'autant qu'il est prévu d'y traiter aussi les combustibles du réacteur surgénérateur Phenix, deux ou trois fois plus irradiés que les combustibles à eau légère, ce qui nécessitera des précautions supplémentaires. Contenant 10 % de plutonium en poids au lieu de 0,4 %, ce combustible sera dilué avec les combustibles à eau légère, car la concentration du plutonium dans les bains ne doit pas dépasser 1 %. Sinon, des réactions de fission risquent de s'amorcer.

Bien des pays se demandent aujourd'hui si les usines de retraitement sont vraiment rentables. Le niveau de rentabilité est estimé aujourd'hui à environ 1 500 tonnes par an et l'investissement à 3 ou 4 milliards de francs. Les déchets devront sans doute être renvoyés vers les pays d'origine pour stockage, et la taille des usines est limitée par la quantité de déchets (tritium, notamment) produite en mer. Même à la Hague, où les courants marins diluent bien ces rejets, la taille maximum sera au plus de 3 000 tonnes par an.

DOMINIQUE VERGUESE.

OFFRES D'EMPLOIS professions de la santé

LABORATOIRE INTERNATIONAL recherche pour sa filiale française en pleine expansion

JEUNE MEDECIN

Au sein du département marketing il sera chargé :

- des travaux promotionnels de produits en lancement,
- de la rédaction des documents médicaux,
- de la formation technique de 90 délégués.

Le poste nécessite :

- une bonne formation universitaire,
- le goût de la pédagogie,
- des qualités de rédacteur,
- une très bonne connaissance de l'Anglais.

Le programme de développement du laboratoire pour les prochaines années assure à un candidat de valeur une brillante situation d'avenir.

Lieu de travail : PARIS BANLIEUE SUD

Adresser C.V. manuscrit détaillé et photo sous réf. 1347 à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

MÉDECIN

35 ans minimum

pour DIRECTION MÉDICALE LABORATOIRE PHARMACÉUTIQUE en évolution constante

Outre compétence professionnelle, qualités de Chef Indépendant, dynamisme, pour participer à promotion du Laboratoire.

Envoyer C.V. manuscrit + photo (retournée) à : MÉDIC (références M-1851), 20, rue du Sentier, 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDECIN

Nous sommes un Laboratoire Pharmaceutique en plein développement. Filiale d'un puissant groupe international et nous recherchons un MÉDECIN ayant des idées, disponible et décidé à faire carrière dans notre profession.

Nous lui confierons de nombreuses responsabilités dans le cadre de l'information et des Relations Médicales et d'application de l'Équipe d'Information Médicale, « Expertises Cliniques après avis », « Courrier et Publications Médicales », « Rédaction des Appareils de Vie Médicale », « Relations Publiques (congrès, E.P.U., tables rondes, symposiums, etc.).

Lieu de travail : PARIS OUEST.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous réf. 308/M au Docteur Robert de Chivères qui étudiera votre candidature et vous avisera par retour de courrier.

sélor

72, rue Assolvi-France 92300 Levallois-Perret

CENTRE HOSPITALIER NORD-EST DE LA FRANCE 1976 : 530 lits, 3 établissements dont un hôpital général de 480 lits. 1977 : 670 lits, 4 établissements.

MÉDECIN NÉPHROLOGUE

Ce spécialiste possédant la C.E.S. de néphrologie assurera la direction à temps complet d'une unité d'hémodialyse de 6 postes en cours de réalisation et d'un service de néphrologie.

Il bénéficiera d'une rémunération élevée, d'avantages sociaux et de facilités de logement.

Adresser les candidatures avec C.V. et n° 244470 REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Beaumour, Paris-3^e q. tr.

CENTRE D'ELECTRO-RADIOLOGIE DE SURESNES

habitué à la clientèle Pour remplacements hebdomadaires + vacances

Adr. correspondance Dr PERRIN 11, place Stalingrad, SURESNES 92

LABORATOIRES ABBOTT DIVISION DIAGNOSTIC

ELECTRONICIENS SERVICE APRES-VENTE

La Division Diagnostic recherche des Ingénieurs ou Techniciens en électronique et électromécanique afin de compléter son équipe service après-vente.

Nous demandons :

- une expérience du Service Après-Vente électronique de 5 années hospitalières et/ou dans le domaine de l'équipement médical ou de laboratoire;
- une grande disponibilité sur le plan déplacements;
- si possible parlant l'Anglais.

Adresser curriculum vitae et photo récente à : LABORATOIRES ABBOTT, 1, place des Etats-Unis 93120 St. Ouen, 93120 Rungis Cedex.

Votre candidature sera traitée confidentiellement.

PARIS

CENTRE DE RECHERCHE DELALANDE

est le centre de recherche du Groupe DELALANDE (pharmacie, chimie, cosmétique, C.A. 350 millions de F. 2000 personnes dont 2000 personnes au centre). Un groupe ambitieux mais à dimension humaine.

Nous sommes installés au calme, dans la banlieue résidentielle de Paris.

Là, dans des installations ultra-moderne, les équipes pluridisciplinaires de scientifiques recherchent activement le médicament de demain.

Pour notre département de pharmacologie, nous souhaitons engager des chercheurs de très grande compétence et notamment :

- le responsable de notre laboratoire de screening génral;
- le spécialiste de l'électrophysiologie qui renforcera notre équipe cardio-vasculaire.

Si l'un de ces postes vous intéresse (ou si vous êtes intéressé par d'autres fonctions), écrivez sous pli anonyme à M. ROMERO - Centre de Recherche Delalande - 10, rue des Carrières - 92500 Rueil, qui vous adressera une première information. Discretion assurée.

TERUMO FRANCE recherche

1 COLLABORATEUR DE CLASSE BRETAGNE

domicilié à Rennes ou environs

PROFIL : TECHNIQUE-COMMERCE très introduit dans le milieu Médical Hospitalier. FORMATION : B.T.S. ou MATURITÉ.

RESPONSABILITES : chargé de la Vente et de l'Assistance Technique auprès des responsables des grands services Hospitaliers, Polycliniques, Médecins, Infirmeries et Utilisateurs.

NOUS OFFRONS :

- Une rémunération d'environ 5 000 F par mois.
- Le remboursement des frais.
- Une voiture de Société possible.
- De réelles possibilités d'avenir, au sein d'une Société jeune et dynamique.

Adresser C.V. détaillé à : TERUMO FRANCE 5, allée du Bourbonnais, 78310 MAUREPAS

LABORATOIRES ABBOTT DIVISION DIAGNOSTIC

INGENIEURS COMMERCIAUX

La Division Diagnostic recherche des Ingénieurs Commerciaux pour la vente de ses produits dans le domaine du Laboratoire.

Vous devez avoir :

- une expérience de vente (3 à 4 ans) avec succès si possible dans le domaine du Laboratoire;
- une connaissance de la langue anglaise;
- une excellente présentation, un esprit d'équipe, une forte personnalité;
- une volonté d'agir et le besoin de réussir;
- une grande disponibilité sur le plan des déplacements.

Nous vous offrons :

- une ligne de produits sophistiqués de haute qualité;
- une position cadre, une forte rémunération;
- des méthodes de gestion modernes basées sur objectifs à tous niveaux.

Adresser curriculum vitae + photo à : LABORATOIRES ABBOTT Division Diagnostic 1, place des Etats-Unis, 93120 St. Ouen, 93120 Rungis Cedex.

Votre candidature sera traitée confidentiellement.

Les régions

Quels transports pour le Poitou-Charentes ?

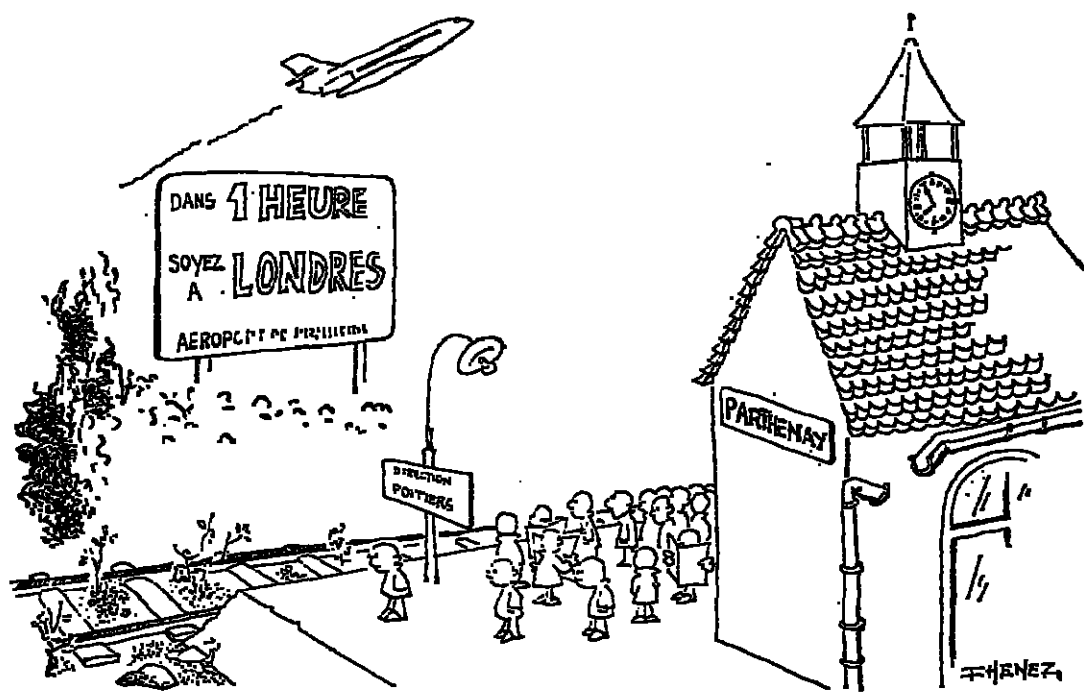
LA région Poitou-Charentes débat, en ce moment, de l'avenir de ses transports. Ici comme ailleurs, chacun en fait un peu à sa tête. Au nom d'une illusoire rentabilité, la S.N.C.F. tente de se séparer de ses lignes déficitaires. Ainsi de l'express Nantes-Poitiers, dont les habitants de Parthenay, dans les Deux-Sèvres, réclament le maintien. Au nom d'un meilleur aménagement du territoire, les collectivités locales essayent, coûte que coûte, de s'attacher les services de l'avion. Ainsi de l'aéroport de Poitiers, dans la Vienne, dont le développement laisse à désirer.

On le voit bien : la politique des transports est contradictoire, évolutive. En réalité, il n'y a pas de politique des transports en France. Le fer, la route et l'air dispersent leurs efforts. Conscient de ce gaspillage d'énergie, le gouverne-

ment a décidé, au mois de mars 1974, de faire établir un « schéma régional des transports collectifs » dans six régions-pilotes. Dont justement le Poitou-Charentes.

Ce schéma de transport est donc en cours d'élaboration dans la région Poitou-Charentes. Un « pré-diagnostic », qui portait sur quarante-huit relations, a déjà été établi par le Centre d'études techniques de l'équipement (CETE) de Bordeaux. Le service régional de l'équipement s'apprête maintenant à confier à un bureau d'études le soin de traduire, d'ici à la fin de l'année, ces éléments de réflexion en propositions concrètes. « On pourra ressentir dès le printemps 1977 les premiers effets du schéma régional », affirme l'administration locale.

JACQUES DE BARRIN.



(Dessin de CHENEZ.)

PARTHENAY ET SON CHEMIN DE FER

L'autocar ne fera jamais oublier le train

CES messieurs de la S.N.C.F. peuvent supprimer l'express Nantes-Poitiers. Parthenay n'en mourra pas. Cette sous-préfecture des Deux-Sèvres a les reins solides. Il lui en faudrait plus pour avoir des vertiges. « Je ne vous ai rien dit », confie le maire socialiste, « mais sachez qu'il en va à l'aise, qu'on a bien traversé la crise, sans fermeture d'usines ni réduction d'horaires ».

Pas question, pour autant, de laisser les mains libres aux grands maîtres des chemins de fer. Sait-on

seulement de quel demain sera fait ? Parthenay ne voudrait se dessaisir de rien, pas même d'un autocar. On n'a jamais trop de cartes dans son jeu. Il a fallu batailler pour sauver l'hôpital : l'école normale de garçons est appelée à disparaître. A ce compte-là, la gare n'est pas à l'abri d'un mauvais coup.

Dire qu'avant guerre Parthenay était sur le chemin des grands express Paris-Bordeaux : tous les jours, il en passait quinze dans chaque sens. Le patron de l'hôtel du Nord, sur la place de la Gare, des-

cendait, en pleine nuit, ouvrir aux voyageurs qui carillonnaient à sa porte. Puis la S.N.C.F. inventa, pour ses rapides, une autre route vers l'Aquitaine, via Poitiers et Angoulême. Des villes qui avaient du poids.

Des omnibus ? C'était encore trop beau pour la sous-préfecture des Deux-Sèvres. On décida en haut lieu que l'autorail Niort-Parthenay-Thouars n'avait plus sa raison d'être. Mieux valait utiliser la voie unique pour évacuer les graviers de la carrière de Saint-Varent. Trois millions et demi de tonnes par an, ça donne à réfléchir. « Les trains de voyageurs gênent mes convois de cailloux », se plaignait l'agent local de la S.N.C.F. Priorité donc aux bonnes affaires. « Sans la crise de l'énergie, nous étions perdus », constate un habitué du chemin de fer. En raison des circonstances, le gouvernement, il y a deux ans, fit machine en arrière : aux omnibus, désormais, on ne toucherait plus jusqu'à nouvel ordre.

Parthenay intéresse la S.N.C.F. pour ses industries et pour son marché à bestiaux. La briqueterie : « On a repris tout le trafic à la route », précise l'agent local. L'usine d'engrais : « Ce fait quarante-cinq trains complets par an ». La foire aux bovins : « Chaque mercredi, en pleine saison, une quarantaine de wagons filent vers l'Italie ». Des recettes, en fin de compte, qui sont loin d'être négligeables. « Pour se reconnaître, la société nationale pourrait bien améliorer ses services de voyageurs », remarque le comité de défense du rail.

Qu'importe ces doléances, la S.N.C.F. ne veut plus entendre parler de l'express Nantes-Poitiers. Le préfet de région s'est rendu à ses vœux : « Nous avons obtenu des compensations honorables pour les usagers ». « Dès le service d'été, à la place de l'autorail, un autocar « grand tourisme » avec toilettes intérieures. Vous savez ? comme les Greyhound aux Etats-Unis. Des horaires remaniés et, finalement, « un compromis si il nous paraît que ça », affirment les responsables ferroviaires.

« L'autocar ne fera jamais oublier le train », dit le maire de Parthenay. Il lui faudra quarante minutes de plus que l'express pour relier Nantes à Poitiers, et cela dans la meilleure des hypothèses : la Gâtine, en effet, est un pays de bocage voué au brouillard. C'est clair : route pour routes, les Parthenaisiens choisiront la voiture individuelle plutôt qu'un moyen de transport en commun. On l'a bien vu entre Clisson et Parthenay : l'omnibus mis sur cales, l'autocar n'a su récupérer que 61 % des habitudes du rail.

Est-ce beaucoup plus rentable d'aménager le réseau routier pour faciliter la circulation des voitures et des autocars que d'exploiter les voies ferrées existantes. Y aura-t-il bientôt deux France, celle des trains de prestige et celle des autobus ? « Pour nous, le service public s'arrête à la desserte de la banlieue parisienne et au maintien en ligne des omnibus. Des express, en revanche, nous avons la maîtrise commerciale », indique le directeur régional de la S.N.C.F. « Si l'expérience n'est pas concluante, nous en reviendrons au train », promet le préfet. Pourquoi ne pas faire l'économie de cet aller et retour inutile et coûteux ?

POITIERS ET SON AÉROPORT

Chacun veut l'avion à sa porte

L'OPINION du préfet de région est bien assise : s'il n'y avait à sa porte une piste en dur de 2 350 mètres, Poitiers n'aurait pas le tonus qu'on lui connaît aujourd'hui. « Alors, commentez-moi, confie ce passionné des choses de l'air, je balais toutes les objections soulevées par Pierre et par Paul. » A l'en croire, il fallait l'avion pour secourir cette ville de robe, pour la mettre dans le coup des affaires. N'a-t-on pas vu trop grand ? Pour la qualité de ses infrastructures, l'aéroport de Biard se classe fort honorablement au dixième rang. Pour l'importance de son trafic : vingt et un mille sept cent vingt-neuf passagers en 1975, il rétrograde hélas à la trentième place. « On a légèrement anticipé sur les besoins », reconnaît le vice-président de la chambre de commerce. Mais il n'y a pas, en la matière, de demi-mesures possibles. Il est difficile d'adapter très exactement l'offre à la demande. La loi plût que le calcul, ce serait donc un peu à qui perd-gagne.

Equippé comme il est, l'aéroport de Biard a coûté quelque 50 millions de francs. L'état a réglé la moitié de l'addition, la chambre de commerce, le conseil général de la Vienne et la ville de Poitiers prenant à leur charge à égalité le reste de la dépense. « D'une année sur l'autre, on prévoit toujours un déficit d'exploitation : 70 000 F en 1974, 150 000 F en 1975 », indique un responsable local. Qu'importe ! « Il ne faut pas craindre l'addition », dit le maire de Poitiers. « La loi plût que le calcul, ce serait donc un peu à qui perd-gagne. »

La « Postale » fut la première « compagnie », au mois d'octobre 1958, à fréquenter assidûment le terrain de Biard. Un Beechcraft 99 aux couleurs de Touraine Air Transport (TAT) inaugura, le 1^{er} septembre 1960, une liaison régulière Tours-Poitiers-Lyon. Un début. Les autorités consulaires le démontrèrent pour imaginer la suite et, presque naturellement, en vinrent à revendiquer une ligne Poitiers-Paris. Air Périgord et TAT tentèrent l'expérience, mais l'abandonneront très vite : la capitale était trop proche et le train trop compétitif. Fait aggravant : la municipalité renonça à subventionner cette opération-suicide. La chambre de commerce obtint, cependant, de TAT qu'elle prolongeât vers Poitiers, à dater du 14 avril 1974, son vol Landresse-Tours. Une fois encore, les édiles, incrédules, refusèrent de verser le moindre sou.

Paris au palmarès

Lyon et Londres, même avec les facilités de correspondances qu'offrent ces deux escales, c'est maigre pour un aéroport de bon standing. « L'idéal serait de créer des lignes omnibus de manière à répartir le déficit d'exploitation entre un maximum de collectivités locales », pense la chambre de commerce. Pourquoi pas, par exemple, un vol Rennes-Clermont-Ferrand, via Angers, Nantes et Poitiers ? rentable en 1980, selon un rapport d'experts, avec un coefficient de remplissage d'au moins 65 % ?

L'assemblée consultative n'en démord pas : elle veut inscrire Paris à son palmarès. « Des industriels nous demandent une liaison vers Roissy pour s'envoler ensuite vers l'étranger, affirmant ses représentants. Au demeurant, le chemin de fer ne nous permet pas de poser une journée pratiquement complète dans la capitale, à moins de prendre le « train des Espagnols » qui passe ici à 5 heures du matin. » Pour le président de TAT, cet entêtement n'est « pas très raisonnable ». « Tant pis, dit-on à Poitiers, nous ferons affaire avec une autre compagnie. C'est toujours la même chose : les transporteurs promettent monts et merveilles pour occuper

le terrain puis, une fois installés, ils le mettent en venteuse pour alier en conquérant d'autres. » Des charniers vers le soleil : une porte de sortie honorable pour l'aéroport de Biard. Quatre ans durant, à la belle saison, Airtour fit décoller une Caravelle par semaine au départ de Poitiers, puis l'agence se replia sur Nantes. Voilà qu'aujourd'hui apparaissent de nouveaux marchés : avant la fin de l'hiver, dix DC-9 pour les Baléares sous les auspices de Voyage-Consell et six Caravelle pour la Tunisie sous le patronage de la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment.

Miser sur le fret faute d'espérer un développement spectaculaire du trafic de passagers ? Lorsque, en 1972, la firme Dassault s'installa à Biard, on crut l'aéroport définitivement sorti d'affaire. Le constructeur aéronautique prévoyait de fabriquer sur place certaines pièces du Mercure. Deux fois par mois, un Super Guppy les aurait convoyées vers l'usine d'assemblage d'Isiries. On aménagea le terrain pour les besoins de la cause. Hélas ! le Mercure ne fut « tiré » qu'à dix exemplaires. La société Dassault limita ses ambitions à une présence presque symbolique.

« Il faut trouver des activités annexes afin de faire rentrer de l'argent dans les caisses », souligne le préfet. L'aéroport de Biard, base d'entraînement pour les pilotes civils et militaires ? En 1968, Air France choisit ce terrain pour initier ses équipages au Mystère 20. Un bruit infernal : ce fut un beau tollé dans la région, et l'on dut interrompre ces essais en vol. « Nous avons perdu ainsi des millions de francs », note un représentant de la chambre de commerce. Timidement, les KC-135 de l'armée de l'air et les Boeing 747 d'Air France montèrent de nouveau le bout de leurs ailes. Concorde, à l'exercice, Poitiers en rêve.

Une municipalité tiède

Si d'autres villes voisines — Niort demain, Châtelleraup plus tard — s'équipent d'une piste en dur, l'aéroport de Biard s'en sortira mal. « Dans ces conditions, nous n'atteindrons jamais le seuil de la rentabilité », remarque le secrétaire général de l'assemblée consultative. Rien n'est grand, il n'y a pas de politique. Le schéma directeur de l'équipement aéronautique n'est qu'un chiffon de papier. Chacun veut l'avion à sa porte. Ce n'est pas — loin de là — l'avis du préfet : « Il faut multiplier les petits aéroports pour créer un climat favorable au transport aérien. »

Les responsables de l'assemblée consultative voudraient rester — au moins les premiers temps — maîtres du jeu aérien dans une large partie de la région Poitou-Charentes. Hors de Poitiers, on conteste leur ambition : à Poitiers même, on doute de leur réussite. Des réflexions désabusées leurs reviennent aux oreilles comme quoi l'avion ne serait pas un élément décisif du décollage économique. Bien sûr, la présence de l'aéroport n'est pas étrangère à l'installation de quelques entreprises : les cartonneries Ménigault, la société anonyme de télécommunications, le centre de tri postal. Mais beaucoup de Poitevins n'arrivent pas à se convaincre que sans piste la face de leur ville en eût été changée.

Le préfet de région est le seul responsable local à se ranger résolument aux côtés des « inconditionnels » de l'avion. Le président du conseil général ne manifeste aucun enthousiasme particulier. Le maire de la ville n'y croit pas du tout. Les conseillers municipaux « se posent beaucoup de questions ». L'un d'eux qui, pourtant, affiche ses sympathies aériennes, ignore encore, l'autre jour, que le vol Poitiers-Paris était supprimé depuis le 31 mars

LA CAISSE NATIONALE DES MARCHES DE L'ETAT



Le financement des entreprises qui travaillent pour le secteur public

La C.N.M.E., depuis bientôt quarante ans, a pour mission d'accorder des facilités spéciales de financement aux entreprises qui travaillent pour les administrations, les collectivités publiques, les sociétés d'économie mixte ou les sociétés concessionnaires de services publics.

Fondée sur le nantissement des marchés publics qui renforce la sécurité des opérations de crédit et sur une surveillance attentive de l'exécution de ces marchés, l'intervention de la Caisse facilite l'octroi des concours bancaires à court terme nécessaires à l'entreprise. Il peut s'agir soit de crédits de préfinancement, soit de crédits de mobilisation. Dans les deux cas, la Caisse intervient en donnant au banquier son aval. Elle prend ainsi à sa charge le risque de non-remboursement à l'échéance du crédit par l'entreprise et rend en outre ces crédits mobilisables auprès de l'institut d'émission.

Les crédits de préfinancement
Ils sont destinés à permettre à l'entreprise de financer les dépenses initiales liées à l'ouverture des marchés avant l'ouverture, à son profit, à droits à paiement.

Les crédits de mobilisation
Ils ont pour objet de mettre sans délai à la disposition de l'entreprise les créances qu'elle acquiert sur l'administration au fur et à mesure de l'exécution des marchés ou commandes.

a) Mobilisation de créances sur marchés
La mobilisation des créances sur marchés peut s'opérer : — soit sur production d'un état récapitulatif périodique de factures ou situations de travaux établis par l'entreprise ; dans ce cas, le crédit peut atteindre au maximum 75 % du montant net figurant sur chaque état dont le modèle est fourni par la C.N.M.E. ; — soit sur production d'attestations de droits constatés ou d'avis de mandat délivrés par le service qui a passé le marché ; dans ce cas, le crédit peut atteindre 100 % du montant net figurant sur chaque attestation ou avis de mandat.

b) Mobilisation de créances afférentes à des commandes sans marchés
Il s'agit d'une facilité accordée aux entreprises ayant un courant permanent de commandes administratives ne devant pas donner lieu à passation de marchés. Le montant du crédit de mobilisation peut atteindre au maximum 75 % du montant des factures ou mémoires présentés.

Les cautions
Une extension récente du champ réglementaire des interventions de la C.N.M.E. l'autorise à se porter caution des engagements pris par les entreprises à l'égard de l'Etat ou des Collectivités publiques lorsqu'elles passent des marchés.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS :
Pour tous renseignements sur ces procédures et sur les autres modalités d'intervention de la C.N.M.E. (Crédit d'équipement - Crédit-Bail - Financement de l'innovation), s'adresser à la C.N.M.E.

14, rue de Gramont, 75004 PARIS CEDEX 02
Tél. : 742.21.50

Entrée des Bureaux : 14, rue du Quatre-Septembre, Paris
DELEGATIONS REGIONALES :
BORDEAUX - LILLE - LYON - MARSEILLE - NANTES

SALON contemporain
en velours dralon CONVERTIBLE
1958 Frs
FAUTEUIL 912 Frs
PANORAMIQUE 5 pl. 3622 Frs
EXPOSITION DE SALONS TRES HAUT STANDING
TOUS STYLES
en CUIR, VELOURS, TISSUS Haute Décoration (coloris au choix)
à des prix de fabrique
SIEGES MAJ (fabrique, 67 rue de la Roquette Paris 10^e 505.23.92)

ENVIRONNEMENT
LA CONFERENCE DE
Pour la première fois
engagent à sauver la

DES AMM...
TIR LA...

Midi-Pyrénées
UN...
SI...
UN...
UN...

LA CANNE
A-SUCRE

QUINO...
A-SUCRE

OFFICE NATIONAL DU TOURISME

مكتبة من الأصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

LA CONFÉRENCE DE BARCELONE

Pour la première fois, douze pays s'engagent à sauver la Méditerranée

Douze pays riverains de la Méditerranée ont signé, le lundi 16 février, à Barcelone, une convention-cadre et deux protocoles techniques qui tendent à prévenir et à combattre la pollution. La convention-cadre est un texte très général, qui impose à ceux qui l'adoptent de vastes obligations. Il y est expressément question de « tous les types de pollution, de toutes les sources ».

Cela veut dire que les pays signataires s'engagent à combattre l'ennemi numéro un de la Méditerranée : la pollution tellurique. Celle qui, par mille fleuves, rivières et torrents charrie les déchets industriels et domestiques de tous les bassins versants. Or, le Rhône, le Pô, l'Ebre, le Nil drainent d'immenses régions et, pour certains, remontrant largement au-delà des frontières des pays riverains.

Aussi, pour garder de la souplesse au dispositif, a-t-on prévu que la convention-cadre serait complétée par une demi-douzaine de protocoles techniques. Chaque pays, au moment qui lui convient, choisit ceux qui s'adaptent à sa situation propre. Guerre à la pollution certes, mais guerre à la carte. Deux de ces protocoles ont été signés à Barcelone en même temps que la convention-cadre.

L'un d'eux détermine les produits polluants dont le versement en mer par bateau ou par avion est soit totalement interdit soit soumis à autorisation. Sont strictement prohibés le D.D.T., le pétrole, les huiles, le mercure, le cadmium, les matières plastiques non dégradables, tous les résidus radioactifs, quels qu'ils soient.

La délégation française s'est battue pour ajouter à cette liste noire les « composés acides » et

basiques pouvant affecter le milieu marin. Cela veut dire en clair que les résidus de bioxyde de titane — les fameuses « boues rouges » — ne pourront plus être déversés par l'Italie, si elles dépassent par leur composition et leur quantité des normes précises. La France y tenait pour des raisons écologiques, mais aussi politiques. Le procès qui oppose les pêcheurs corses à la firme Montedison doit reprendre prochainement devant le tribunal de Bastia. Aux plaigraignes se sont joints les deux départements corses et la ville de Nice (dont le maire, Jacques Médecin, est secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Pêche).

Un deuxième protocole a été signé, qui prévoit une coopération entre Etats en cas de marée noire. Un centre d'observation et d'alerte sera installé à Malte, sur la route des pétroliers. Coût : 1,7 millions de dollars. Dans les deux ans qui viennent, les quatre autres protocoles seront probablement signés à leur tour. Le plus important sera celui concernant la pollution tellurique.

MARC AMBEROISE-RENDU.

Paris

Fin d'une polémique

DES ARBRES SERONT PLANTÉS SUR LA PLACE DES VOSES

Les partisans du maintien des plantations d'arbres sur la place des Vosges ont gagné. En effet, les services des parcs et jardins de la ville ont planté, le lundi 16 février, les deux premiers tilleuls argentés qui borderont la place sur trois rangées parallèles. Le préfet de Paris, M. Jean Tautou, semble donc mettre fin à la polémique qui avait surgi entre ceux qui considéraient des arbres pour remplacer les ormes malades — récemment abattus — et ceux qui, argumentant sur des critères historiques et esthétiques, délaissaient que l'ancienne place royale retrouve son aspect original, c'est-à-dire sans arbres (le Monde du 4 février).

Les plantations, suivant l'administration, doivent se poursuivre cette semaine. Elles confirment les promesses faites par le préfet et le président du conseil de Paris, à la fin du mois de janvier, aux habitants du quartier qui exigeaient, non sans raison, des arbres pour les enfants et les personnes âgées. Cette querelle, finalement, n'aura pas été inutile si l'administration comme les élus ont enfin le dossier de l'aménagement global de la place des Vosges et de son quartier, réclamé par les riverains comme par les promeneurs. — J. P.

Midi-Pyrénées

M. ALAIN SAVARY (P.S.) EST RÉÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL

M. Alain Savary, député socialiste de la Haute-Garonne, ancien ministre, a été réélu lundi 16 février en fin de matinée président du conseil régional de Midi-Pyrénées. Il a recueilli 67 voix sur 69 suffrages exprimés, un bulletin étant allé à M. Maurice Faure, député du Lot (radical de gauche) et un autre à M. Pierre Baudis, député de la Haute-Garonne (apparenté républicain indépendant), maire de Toulouse, qui n'étaient pas candidats.

LE NOUVEAU BUREAU

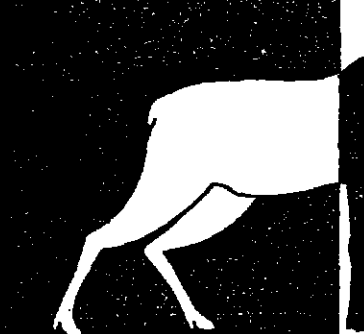
Président : M. Alain Savary, anc. min. dép. de la Haute-Garonne (P.S.).

Vice-présidents : MM. Maurice Faure, anc. min. dép. et prés. cons. gén. du Lot (rad. gauche), M. de Calhoun, Roland Boscary-Monserin, sén. de l'Aveyron (R.I.), Robert Boules, cons. gén. de la Haute-Garonne (P.C.I.).

Secrétaires : MM. Louis Brives, sén. du Tarn (G. dém.), Albert Durand, cons. mun. de la Haute-Garonne (P.S.), François Forré, cons. mun. de Toulouse (mod. ind.).

LA CANNE A SUCRE

équinoxe en Laponie



la campagne laponie sous le soleil de printemps les joyeuses randonnées à ski ou en traineau en compagnie des troupeaux de rennes

FINLANDE... là où finit la terre là où commence l'infini

Renseignements : OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE 13 rue Aubert 75008 Paris Tél. 266.40.13

Nom désire le dépliant

Adresse LA FINLANDE SOUS LA NEIGE

SERVICE PUBLIC ET ÉCONOMIE DE MARCHÉ

La « Mixte » entame le monopole de la « Transat » sur les Antilles

Petite tempête sur les côtes des Antilles françaises et dans les milieux maritimes de la métropole depuis que la Compagnie de navigation mixte a annoncé qu'elle allait desservir, avec des navires modernes, ces départements des Caraïbes. La

Mixte, qui fait ainsi une rentrée remarquable sur la scène maritime, mettra en service son premier bateau le 1^{er} mars, au départ de Dunkerque, et le second fin juillet.

Cette « incursion » dans le jardin que

cultivait jusqu'à maintenant tranquillement la Transat — assistée de la compagnie privée Fabre — provoque de vifs remous. Le Conseil supérieur de la marine marchande va être convoqué pour en débattre dans les premiers jours de mars.

Comme toujours, c'est la voie moyenne — celle de l'entente — qui devait être recherchée. N'est-ce pas ce que font précisément, actuellement, la Transat (groupe d'économie mixte) et Fabre (groupe privé des Chargeurs réunis) ?

Si l'on admet qu'il est utile pour l'économie antillaise d'entamer le monopole, laissons alors les concurrents se battre à armes égales. Or la Transat a mis au point un projet de construction de quatre porte-conteneurs pour bananes, bloqué Rue de Rivoli depuis trois ans. Bloqué, car leur mise en service risquerait de mettre en révolte les dockers de Dieppe (premier port bananier de France) et de la Gadeloupe, dont la profession serait menacée par le progrès technique.

Au-delà d'une question touchant à la concurrence de deux armateurs, l'affaire de la Mixte devient alors, avec ses implications sociales en métropole et outre-mer, un dossier éminemment politique.

FRANÇOIS GROSCHARD.

TRANSPORTS

Recours à la complaisance

La Mixte repart aussi le soutien officieux mais puissant des services de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM et TOM, et du premier ministre. Situation qui ne manque pas de sel si l'on se souvient que M. Friedmanmann, l'ancien directeur de la Mixte, est un ami personnel de M. Chirac.

Il est évident qu'il y a place pour un troisième armement sur les Antilles, ajoute la Mixte. La preuve ? La Transat est obligée d'employer un grand nombre de cargos étrangers et même « de complaisance » pour satisfaire ses clients. Accusation très grave, évidemment, car il serait inadmissible que le groupe d'Etat utilise des navires contrevenant aux règles internationales de sécurité au moment où le gouvernement de Paris proclame qu'il faut les condamner sans appel. Une enquête est ouverte, mais déjà il apparaît que les navires étrangers affectés par la Transat — pour les grains et les bananes essentiellement — ne représentent que 6 % du tonnage total. La Mixte est mal venue, au reste, de parler de ce sujet d'effrets néfastes sur les balances des paiements puisque les deux navires qu'elle va mettre en service ont été commandés dans des chantiers navals allemands.

On attend en tout cas de l'avis du nouveau transporteur une baisse sensible des prix des marchandises « importées » aux

Antilles. Et, pour cette seule raison, on ne peut qu'appuyer l'initiative de l'armateur privé. Mais, soumise à aucune obligation juridique ou conventionnelle puis-que elle n'a pas été admise au sein de la conférence Antilles-Guyane, la Mixte ne va-t-elle pas se réserver les marchandises riches, laissant à la Transat, dépositaire « historique » de la mission de service public, les frets médiocres et peu rémunérateurs ? Or, si elle est obligée de s'aligner sur des tarifs en baisse, la Transat ne va-t-elle pas voir son compte d'exploitation se dégrader dangereusement ? Qui paiera le déficit éventuel de la compagnie nationale, sinon le contribuable ?

Cette affaire illustre aussi — par le biais des transports maritimes — l'ambiguïté du système économique actuel et soulève des questions de fond. Quel doit être le rôle d'une entreprise publique et d'un service public lorsqu'on ouvre devant lui les portes de la libre concurrence ? Les contraintes du service public — sur les Antilles ou sur la Corse — impliquent-elles le monopole ?

REGROUPEMENT DES ARTISANS BATÉLIERS DANS LA BASSE-SEINE

(De notre correspondant.)

Le Havre. — Les maritimes, qui comptent en France environ quatre mille artisans propriétaires d'un ou plusieurs bateaux, ont décidé de constituer un G.I.E. (Groupement d'intérêt économique) susceptible d'apporter, dans un délai relativement court, un sang nouveau à la profession et de lui redonner ainsi un coup de fouet salutaire pour surmonter la crise qui sévit depuis quelque temps dans la batellerie. Deux organismes ont été créés : le B.A.S.C. (Batellerie artisanale service commercial) et le S.D.T.A.E. (Société pour le développement du transport artisanal de la voie d'eau).

Le B.A.S.C. est « régionalisé » dans sept grandes régions : Nord-Est-Ardenne, Région parisienne, Centre, Lyon, Marseille et Toulouse. Le B.A.S.C. aura son siège au Havre. Parmi les projets du nouvel organisme figure notamment celui d'un service de messagerie avec des dépôts et des arrivées à heures fixes et régulières, ainsi que de nouveaux trafics inédits intéressant l'économie havraise. — (Corresp.)

Faits et projets

Environnement

● CHASSEZ LES CHASSEURS. Deux cents membres du Groupe d'études et de protection des oiseaux en Picardie (GEPOP) ont manifesté dimanche 15 février, à Saint-Valéry-sur-Somme, puis à Abbeville, contre la chasse au gibier d'eau qui est encore pratiquée en France alors qu'elle est interdite dans toute l'Europe. Des bagarres les ont opposés

aux chasseurs qui se trouvaient en grand nombre dans la baie de la Somme. — (Corresp.)

● L'AFFAIRE DU LARZAC DEVANT LE CONSEIL D'ETAT. — Le recours des paysans du Larzac contre l'arrêté d'interdiction de l'extension du camp militaire verra le 20 février prochain devant le Conseil d'Etat. A cette occasion, plusieurs personnalités de la région dont le président du conseil régional Midi-Pyrénées, M. Alain Savary, viendront adresser au gouvernement un appel où il relève notamment : « Les songés déclarent partager la légitime anxiété des paysans du plateau du Larzac menacés d'expropriation. Cette mesure aurait pour effet de priver une centaine d'agriculteurs jeunes et dynamiques d'une terre à laquelle ils sont profondément attachés et qu'ils ont su mettre en valeur dans un esprit de coopération exemplaire et selon des techniques avancées.

« Les songés demandent au gouvernement de bien vouloir reconsidérer un projet dont les conséquences paraissent à tous exceptionnellement graves. » — (Corresp.)

Transports

● ENNUIS TECHNIQUES POUR CONCORDE. — Le mauvais fonctionnement d'un instrument de contrôle a obligé, le lundi 16 février, la Concorde britannique à faire demi-tour une heure et demie après qu'il eut quitté l'aéroport londonien d'Heathrow pour Bahrain, dans le golfe Persique. L'appareil de British Airways, qui transportait quarante-trois passagers, se trouvait alors au-dessus de la Méditerranée. — (A.F.P.)

COURS RAY

Enseignement secondaire privé mixte

PENSIONS dans VILLAS avec jardin à NICE

organise comme chaque année :

● Pour les VACANCES de PAQUES

(Lundi 22 mars au samedi 3 avril 1970)

en vue du BACCALAURÉAT

des RÉVISIONS intensives dans les matières principales

LE MATIN : Cours

— T.A. : Philo, math., langue 1
— T.B. : Philo, math., Sc. Econom.
— T.C. : Philo, math., Physique
— T.D. : Philo, math., Physique, S. Nat.

avec choix possible des matières pour les externes.

L'APRÈS-MIDI :

— Contrôle des connaissances, études surveillées ;
— Sport : disciplines prévues au Baccalauréat - cheval, tennis.

● Pour les VACANCES D'ÉTÉ

(1^{er} août au 4 septembre 1970)

COURS DE RATTRAPAGE OU DE PERFECTIONNEMENT

— ETUDE le matin ;
— SPORT l'après-midi (ski nautique, cheval, tennis, montagne).

Renseignements et inscriptions :

12, rue Caffarelli, 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43.

(PUBLICITE)

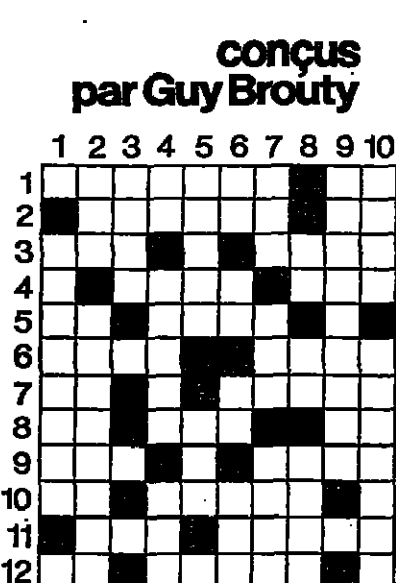
Stage de Formation Permanente pour Urbanistes

METHODES MATHEMATIQUES EN URBANISME organisées par l'Institut d'Urbanisme de l'Académie de Paris, du 12 au 16 avril 1970 (40 heures d'enseignement)

Inscriptions : Université de Paris-VII, Service Formation Permanente, Route de la Touraille - 75071 Paris Cedex 12 - Tél. : 808-92-28 et 808-96-76, porte 205.

Les mots croisés de la

conçus par Guy Brouty



loterie nationale

ST-VALENTIN

Horizontalement. — 1/ Le mois de la Saint-Valentin ; Vin éventuellement servi aux repas du 14 février. — 2/ Comme le regard échangé par des amoureux ; Pronom. — 3/ A un corps mou ; Dans les landes. — 4/ Gène considérablement une déclaration d'amour ; Unité d'éclaircissement. — 5/ Suffit à mettre d'accord des amoureux épris de musique ; Amorce une conversation téléphonique. — 6/ Comme les amoureux, la veille de leur mariage ; Rivière d'Europe centrale. — 7/ Décoit un soupire britannique ; Rendit moins haut. — 8/ Pronom ; Toujours cher, au cœur de l'amoureuse ; Symbole du liane. — 9/ La coïre du poète ; Femmes idéales. — 10/ Dans une défense ; Gros, après une rupture. 11/ Sans fioritures ; Vocabulaire amoureux. — 12/ Dans le nom d'une station thermale de l'Alsace ; A qui l'on a décerné des éloges.

NC10

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

WOOD - MILNE - DENNERY

Manufacture de semelage en caoutchouc et plastiques recherche pour son usine de MAULEON (Pyrénées Atlantiques) effectif 500 personnes

CHEF DE PERSONNEL

Chargé, sous l'autorité directe du Directeur de l'Usine et en liaison fonctionnelle avec la Direction du Personnel de la Société, de toutes les questions concernant le personnel : classification, rémunération, avantages sociaux, conditions de travail, formation, recrutement, relations avec les représentants du personnel et syndicaux. Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à Direction du Personnel 116, Champs Elysées PARIS 8ème.

NIXDORF COMPUTER

Informaticien de gestion recherché pour :
• DIJON
• BESANCON
• TROYES-AUXERRE

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

• expérience gestion des entreprises ;
• possibilité évoluer vers poste de responsabilité. Ecrire avec photo à : S.A. VELMA, 23-25, bd de Brosses, 21000 DIJON. Réponse et discrétion assurées.

GRUPE LIMAGRAIN CLERMONT-FERRAND - RECHERCHE POUR L'INTÉGRER AU DÉPARTEMENT RECHERCHE SÉLECTIONNEUR

• Ingénieur agronome ou maîtrise biologie, plus D.E.A.
• débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience similaire.
• Avoir le goût du concret, le sens du travail d'équipe, de la curiosité intellectuelle.
Il aura des activités tant sur le terrain qu'en laboratoire.
Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sa réf. CM 366 AM, 4, rue Massenet, 75016 PARIS. DISCRETION ABSOLUE.



FILIALE GROUPE AMÉRICAIN NORMANDIE CHEF COMPTABLE

(Plant controller)
Le poste comporte la supervision des services comptabilité, la préparation des états mensuels, l'élaboration de rapports financiers et administratifs.
Il nécessite une solide formation comptable et plusieurs années d'expérience dans une société américaine.
Perspectives d'avenir et salaire intéressant pour candidat de valeur.
Ecr. avec C.V. et prêt. en précisant la réf. 4359 à :
O.P. Organisation et Publicité, 2, rue de Valenciennes - 75001 PARIS

FILIALE GROUPE INTERNATIONAL 100 personnes, 10 MF/AN BASSE-NORMANDIE (près ARGENTAN / FALAISE) CADRE AGREABLE recherche (cette date)

Chief Comptabilité Générale

Service de 4 personnes
VOCATION à prendre en charge les tâches de
TRESORERIE
COMPT. ANALYTIQUE
28 ans minimum
B.P. ou minimum BTS
Compt. compt. analytique, informatique et Analyses financières.
EXPERIENCE
3/4 ans mini-responsabilité d'un serv. comptable de taille comparable dans l'industrie.
Lettre manuscrite, C.V. détaillé (fonctions, salaire et photo récente), sous réf. 3412 à :
E. Selection conseil, 10, rue de Valenciennes - 75001 PARIS

Recherches JEUNE INGÉNIEUR diplômé ayant quelques années d'exp. bâtiment industriel B.A. pour IMPORTANT CHANTIER IRAN HAYAS/CANNES, 1904/06.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN CONSTRUCTEUR INTERNATIONAL

Matériel Dépossession, Filtration et conditionnement de l'air, lutte contre le bruit crée le poste de :

INGÉNIEUR DES VENTES ALGERIE

Dépendant de la Direction Commerciale, ses responsabilités couvriront tous les aspects commerciaux, administratifs et gestion liés au développement des Marchés ALGERIE (+ TUNISIE et MAROC) à moyen terme.

Basé en France (AIX ou MARSEILLE), ce poste est une bonne opportunité pour un ingénieur des ventes, habitué à la négociation commerciale de biens d'équipement industriels, et dont les qualités d'auto-motivation, de rigueur et de contacts lui permettront de grandir avec son poste.

ANGLAIS courant nécessaire - connaissance du goût pour l'ACQUISITION de l'ARABE.

Les candidats concernés et intéressés envoieront leur C.V. détaillé avec photo et indicat. de la rémunération actuelle s/n° 5.132, à : SUPER, 75002 PARIS. TOTALE DISCRETION ASSUR.

Ch. urgent, PHARMACIEN pr le Dalmat pour remplace. officine. Salaire et avantages substantiels - Tél. : 345-87-88

REAL recherche pour 33 Direction régionale NORMANDIE

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

• 30 ans minimum ;
• Formation supérieure (+ expertise comptable).
Sera responsable de :
- Comptabilité ;
- Trésorerie ;
- Budget ;
- Administration, fiscalité et problèmes juridiques ;
- Administration du personnel.

Le lieu de travail ROUEN

Envoyer C.V. et prétentions M. AMELINE, REAL S.A., 104, av. Léonie 9380 Pierrefitte.

directeur export

100 000 +

Notre Association regroupe des adhérents dans la branche alimentaire (vins et spiritueux). En raison du développement de notre affaire, nous recrutons notre équipe commerciale et créons le poste de Directeur Export. (CA à l'export = 67% du CA global). Il étudiera avec la D.G. l'ensemble des actions commerciales à mettre en œuvre pour développer les ventes sur les marchés étrangers qu'il visitera périodiquement. Il animera et contrôlera les agents.
Ce poste convient à un homme, ayant une formation commerciale supérieure et l'expérience de vente de produits similaires, à l'exportation. La connaissance de l'anglais est indispensable. Notions d'allemand souhaitables.
Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2482/M (à mentionner sur l'envoi).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06



REGION ORLEANS
leader de son marché
membre d'un groupe international
recherche

1 ACHETEUR JUNIOR

chargé de participer à la gestion des achats d'emballages destinés au conditionnement de nos produits.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé et photo à UNISABI - Service du Personnel B.P. No 7 - 45550 SAINT-DENIS DE L'HOTEL.

Laboratoire pharmaceutique appartenant à un groupe international en pleine expansion recherche

PHARMACIEN (NE)

- Débutant (e) pour poste de Chef de Laboratoire
- Lien de travail : Val de Loire.
- Langue anglaise nécessaire.
Envoyer C.V. prétentions + photo à n° 244340 94300 VINCENNES qui transmettra.

Important Groupe Matières Plastiques recherche pour le Sud-Ouest

responsable du service développement polyoléfines

Cet ingénieur diplômé, minimum 28 ans, aura la charge d'un groupe de travail destiné à promouvoir les applications du polyéthylène dans l'emballage, la câblerie, le coulage et le moulage.
De formation Physique, Chimique ou Mécanique, il parlera couramment l'allemand et/ou l'anglais.
Il sera prêt à voyager 30 % de son temps pour les contacts techniques avec la clientèle française et étrangère.
Une expérience du travail des polyoléfines, est nécessaire.
Une autre possibilité peut être ouverte dans le groupe à un ingénieur de même profil ayant moins ou pas d'expérience.
Pour obtenir inf. compl. écrire s/réf. 5103 K

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION

POUR LA RÉGION OUEST

DIRECTEUR D'HYPERMARCHÉ

chargé du lancement
Il sera préalablement adjoint dans un autre hyper à gros G.A.

Ces responsabilités seront confiées à un homme d'entente pouvant faire état de réussites en hypermarchés, grands magasins ou magasins populaires.

Bonne connaissance du bas et de la nouveauté indispensable.
REMUNERATION DE DÉPART : 100.000 F environ.
Adresser C.V. manuscrit, photo et numéro de tél. sous référence N° 9413 à PRO MUTATIS 47, rue des Tournelles, 75006 PARIS, qui transmet, DISCRETION ASSURÉE.

CHATELLERAULT directeur administratif et financier

Nous sommes une importante S.A. d'Etude et de Vente de produits à Châtelleraut (C.A. 50 M). Notre expansion continue et planifiée de 20 % ap. nous amène à créer le poste de DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER. Nous souhaitons lui confier les fonctions suivantes : gestion financière : comptab. gte et analyse sur ordinaire, débits, débits, gestion gte et opérationnelle des 12 services composant l'entreprise, et responsable, et "relations" du personnel : En plus, 40 représentants.
Nous n'avons pas d'âge prioritaire au niveau d'études. Nous recherchons surtout un homme efficace et expérimenté, ayant dépassé la trentaine, possédant un sens clair et ouvert aux techniques de Management moderne.
Nous serons ravis d'offrir une réelle opportunité en terme de carrière : excellent, situation de Cadre Sup. avec perspectives d'évolution.
Si vous souhaitez recevoir une information détaillée sur cette offre adressez vos réf. croit. et photo s/réf. 125 à Michel Monnier.

M.L.M. Conseil
36, allée Jean-Jaures - 31000 Toulouse
TEL : (01) 62.72.68
Discrétion absolue - assurée.

PHARMACIEN

Laboratoire d'Hygiène Dermatologique recherche un pharmacien spécialisé en cosmétologie, disposant de 2 à 5 ans d'expérience dans une société fabriquant des produits de beauté, pour lui confier le contrôle et le développement d'une nouvelle ligne de produits de beauté.

Il sera notamment responsable de la qualité des produits, de leur amélioration, de la création de nouveaux produits. Il assurera la représentation du Laboratoire auprès des Organismes officiels et professionnels.

Anglais apprécié. Lieu de poste : région Rhône-Alpes.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, rémunération actuelle et prétentions, en précisant, le cas échéant, la ou les sociétés auxquelles vous ne voulez pas que votre candidature soit transmise, sous réf. EM 88595 à Havas-Contact 156, Bd Haussmann 75008 Paris, qui garantit une totale discrétion.

INFOREX SYSTEMES D'INFORMATIQUE RECHERCHE POUR STRASBOURG ET SA REGION

1 INGENIEUR COMMERCIAL

Il est exigé au candidat
• Une expérience de la vente matériel informatique.
• Une connaissance du marché régional.
Adresser C.V. et photo à M. Jean-Pierre SWAELS 10, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX

Dans le cadre de son expansion régionale SYSTEMES ET MICRO-ORDINATEURS recherche sur LYON, GRENOBLE, STRASBOURG, NANCY KENNES, NANTES, TOULOUSE, BORDEAUX

CHEFS D'AGENCES

sous le contrôle de la Direction Générale, ils seront responsables de l'animation commerciale régionale, des ventes et des relations techniques avec la clientèle, sur le secteur attribué.
Les candidats doivent avoir :
- 30 ans min. et une connaissance de l'informatique ;
- Une expérience de la vente de biens d'équipement ;
- Le sens des relat. hum. et du command. ;
- Une bonne approche de la clientèle industrielle et commerciale locale.
Intéressement financier.
Env. C.V. déta. ph. prêt. s/réf. 420, en précis. la région préférentielle à :
JOM conseil 10, rue de l'Evangile 75015 PARIS

Le Groupe bancaire crédit universel propose des postes de

adjoints aux directeurs de ses agences de CAEN et PAU et responsables de ses bureaux de BLOIS et BOURG-en-BRESSE

Ces opportunités ne peuvent être offertes qu'à des candidats de formation supérieure possédant une première expérience de l'exploitation bancaire.
Ecrire avec C.V., photo et saire actuel à Groupe du Crédit Universel - Direction de l'Exploitation, 51, bd des Dames 13242 MARSEILLE cedex 1. Tél. 91.90.88 poste 255.
Discrétion absolue et réponse assurée.

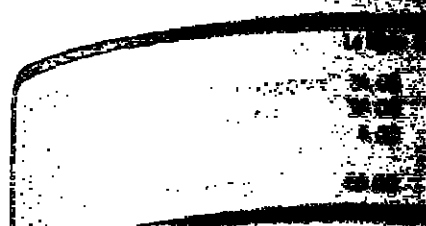
INTERNATIONAL ACCOUNTING AND FINANCE MANAGER

American manufacturer of electronic test instrumentation with sales and service offices in three European countries has an immediate requirement for an Accounting and Finance Manager for its international operations.

This position reports directly to the International Director with a functional responsibility to the Corporate Treasurer of the U.S. parent company and involves frequent European travel and periodic visits to the U.S.

The ideal individual will have appropriate formal education, 3 to 5 years public accounting experience with a Big 5 firm and 2 to 3 years in a responsible accounting/finance position with a multinational, American based manufacturing firm. Individuals with total experience consisting of either public accounting or private industry are also invited to respond.

Fluency in English is essential ; knowledge of German a definite asset.
Please submit your resume in English in complete confidence, including current compensation and picture to :
DANA ELECTRONICS FRANCE S.A.,
21, route des Gardes,
92150 MEUDON BELLEVUE.



recherche d'emploi

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

GÉRANT

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

Jeune diplômée en Commerce, 23 ans, cherche emploi dans le commerce ou l'industrie.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achats-Ventes-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,38
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Sieges de premiere qualite

Importante entreprise allemande de renommée internationale, coopérant directement avec les architectes et promoteurs pour l'équipement de bureaux, d'immeubles culturels et sociaux, recherche

GÉRANT

avec expérience sur Secteur Ventes

pour sa succursale française basée à Paris. La personne recherchée prendra en charge et développera une petite organisation de vente existant déjà depuis plusieurs années. Le gérant sera entièrement responsable du chiffre d'affaires ainsi que du résultat et travaillera directement à la Direction en Allemagne.

Le candidat sera Français ou Allemand. Estant Allemand il devra avoir une bonne maîtrise de la langue française et connaître à fond les usages commerciaux en France. Le candidat français devra avoir suffisamment de connaissance de l'Allemagne pour pouvoir communiquer avec la maison mère. Le candidat recherché possèdera une bonne connaissance du marché, une personnalité entrepreneuriale, une formation qualitative, sans au minimum 30 ans et proviendra d'un secteur où la beauté des formes joue un rôle important.

Les personnes intéressées par cette position, bien rémunérée et dotée de conditions avantageuses, sont priées d'adresser leur candidature en langue allemande (il n'est pas nécessaire que l'Allemand soit parfait) avec C.V., photo, références et date de disponibilité sous enveloppe scellée à nos conseillers qui garantiront en cas d'intérêt commun une prise de contact confidentielle.

BAUMGARTNER & PARTNER

Bahnstrasse 14, D-7032 Sindelfingen (R.F.A.).

Nous sommes un groupe industriel

français d'importance internationale.

Notre directeur

des comptabilités cherche

un adjoint (Paris)

Il sera notamment chargé, dans les filiales françaises et étrangères, de la bonne application des procédures comptables et de la centralisation des éléments nécessaires à la consolidation.

Ce cadre, HEC, ESSEC, Sup. de Co., a une formation complémentaire d'expertise ou de gestion comptable.

Agé de 30 ans minimum, son expérience de deux ans dans un cabinet d'audit réputé est complétée par trois ans minimum dans les services de consolidation d'un groupe international.

Une pratique courante de l'anglais est nécessaire et la connaissance de l'espagnol souhaitable.

Ecrire à G. BARDOU ss réf. 3007 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

etap

SOCIÉTÉ FRANÇAISE FABRICATIONS BIENS D'EQUIPEMENT - C.A. 450 MILLIONS - 50 % EXPORT - PARIS - RECHERCHE

CADRE DE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Il assurera des responsabilités variées et en particulier, il sera chargé :

- des assurances,
- de la propriété industrielle,
- des contrats,
- du contentieux.

Ce poste peut convenir à un candidat E.S.C., licence droit ou équivalent, ayant :

- 5 à 10 ans d'expérience professionnelle acquise au sein d'une Direction Administrative ou d'un Secrétariat Général ;
- les qualités d'un gestionnaire dynamique.

Ecrire sous référence OW 382 A.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE LEADER DANS L'ÉTUDE ET LA FABRICATION UNITAIRE D'APPAREILS CHAUDRONNÉS DE GRANDE DIMENSION (INOX ET ACIERS SPÉCIAUX) recherche pour Valenciennes

INGÉNIEUR GESTION D'AFFAIRES

Il s'agit de mener à bonne fin toutes les affaires réalisées par une des unités du groupe en assurant leur gestion et toutes les liaisons avec la clientèle, les services commerciaux du siège, la fabrication.

Ce poste conviendrait à un ingénieur confirmé, ayant solide expérience technique ou technico-commerciale en chaudronnerie ou en mécanique lourde, maîtrisant d'un intérêt marqué pour les relations clients.

Ecrire sous référence DN 367 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE BIENS D'EQUIPEMENT CHAUDRONNERIE INOX - RÉPUTATION MONDIALE - 2.000 PERSONNES - RECHERCHE POUR USINES DE PROVINCE

INGÉNIEURS E.C.P. - A.M. - I.D.N...

INTÉGRÉS DANS DE PETITES ÉQUIPES D'INGÉNIEURS, ILS SE FORMERONT AUX MÉTIERS INDUSTRIELS EN ÉTAT CHARGÉ DE MISSIONS VARIÉES AU SEIN DES DOMAINES : PROGRES TECHNIQUES, QUALITÉS, MÉTHODES.

Ils participeront à l'étude des problèmes et à la mise en place des solutions. Ils assureront ensuite DES RESPONSABILITÉS HIÉRARCHIQUES DE PRODUCTION OU DE CHANTIERS.

Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs AYANT QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE (CHAUDRONNERIE OU MÉCANIQUE) OU DÉBUTANTS DYNAMIQUES, enthousiastes, attirés par les réalisations concrètes.

Ecrire sous référence PF 368 AM.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS PRESSE ET ÉDITIONS - PARIS - RECHERCHE

DIRECTEUR SERVICE CLIENTS

IL S'AGIT D'UN POSTE DE CADRE SUPÉRIEUR IMPLIQUANT

la Direction et l'animation d'un service nombreux gérant avec des méthodes modernes d'information l'ensemble des abonnements des différents journaux ou magazines du groupe.

CE POSTE IMPLIQUE

- une formation de niveau supérieur ;
- une réelle expérience pratique acquise dans presse ou domaine semblable (vente, correspondance, gestion clientèle...);
- des qualités marquées d'animateur.

Age minimum 35 ans.

Ecrire sous référence BL 363 AM.

WABO WESTINGHOUSE

Paris, bureaux

NORD - EST RECHERCHE EN VUE DE LE FORMER A

L'ANALYSE DE LA VALEUR

INGÉNIEUR A.M. - I.D.N. - ENSI...

- débiteront ou avant 1 à 2 ans d'expérience (B.E., méthodes, fabrication) dans secteur mécanique ;
- ayant qualité de contact, de rigueur, de curiosité intellectuelle.

Après avoir acquis une bonne expérience en analyse de la valeur, il pourra évoluer au sein de la société.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous référence FK 363 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE LEADER DANS L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION D'APPAREILS CHAUDRONNÉS DE GRANDE DIMENSION (INOX ET ACIERS SPÉCIAUX) recherche pour Valenciennes

CHEF DU SERVICE ÉTUDES

Il s'agit de diriger un B.E. de 20 personnes, chargé d'étudier et de calculer des appareils importants : échangeurs, réacteurs, colonnes, etc.

- Ce poste peut convenir à un candidat : disposant d'environ 10 ans d'expérience études dans secteur chaudronnerie ou chez constructeur ou ingénieur ;
- ayant l'habitude d'animer du personnel ;
- témoignant qualités de dynamisme et d'organisation.

Ecrire sous référence EO 368 AM.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS

discrétion absolue

ENTREPRISE DE TP PETROLIERS OFF-SHORE, FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE FRANÇAIS, nous

connaissions une expansion qui nous place dans les premiers au monde dans notre spécialité. Nous créons, à Paris, le poste

d'auditeur interne

Sa mission, confiée par le Président auquel il reporte : contrôler l'efficacité et la bonne application des procédures de gestion, apprécier la fiabilité des systèmes d'information et de protection internes. Chaque intervention donne lieu à un rapport proposant à la Direction Générale les actions correctives nécessaires.

Son domaine : l'ensemble des fonctions administratives : comptabilité, fiscalité, finances, personnel, achats, juridique, informatique, etc. Il intervient auprès des services du siège à PARIS et dans les filiales à l'étranger (EUROPE, MOYEN-ORIENT, AFRIQUE).

Son profil : formation IEP, HEC, ESSEC, 30 ans minimum. Il a des connaissances comptables confirmées ainsi que la pratique courante de la langue anglaise. Sa carrière antérieure comprend quelques années dans un cabinet d'audit international confirmées par une expérience similaire acquise dans une importante société multinationale.

Des déplacements fréquents sont à prévoir.

Ecrire à G. BARDOU ss réf. 2998 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

HEURTEY INDUSTRIES. Engineering chimie-pétrole

JURISTE D'ENTREPRISE

30 ans minimum. Anglais parlé.

Titulaire de la licence en droit au moins et ayant un minimum de cinq années d'expérience acquises dans une société ou un cabinet juridique à vocation internationale ou une administration spécialisée dans la gestion des affaires de la firme. Il interviendra essentiellement dans le droit des contrats et celui des assurances en France comme à l'étranger, en qualité d'adjoint du Directeur des services Administratifs et juridiques.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion

Information Carrière

SVP 1111

Référence 731

65, avenue de Wagram 75017 PARIS

BEIERSDORF FRANCE

tesa

Nous recherchons le chef de notre département Industrie (commercialisation de rubans adhésifs à usage industriel). Votre mission : diriger le réseau de vente couvrant la France entière (25 personnes), participer à l'élaboration de la politique commerciale, la mettre en œuvre, et en contrôler l'exécution, assurer l'administration des ventes.

Cadre Commercial confirmé, déjà animateur et organisateur d'un réseau national, vous connaissez bien la clientèle industrielle : nous vous formerons à nos produits et à nos techniques de vente.

Notions d'allemand souhaitées.

Point d'attache : Bâtiment parisienne Sud Ouest.

Adresser lettre man. et CV détaillé à M.L. GUIOMAR

Réf. 22445/M - SELE-CEGOS, 33, quai Gallieni 92153 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

SELE CEGOS

IMPORTANT GROUPE FINANCIER recherche le

RESPONSABLE DE SON SERVICE DE GERANCE IMMOBILIERE

Patrimoine immobilier en forte expansion comprenant aujourd'hui plus de 1800 logements (3000 dans 2 ans), 30 000 m2 de bureaux et 50 000 m2 d'entrepôts.

A la tête de l'équipe en place le candidat recherché aura la responsabilité de l'ensemble des problèmes :

COMMERCIAUX

- négociation et remaniement des baux commerciaux,
- location des immeubles d'habitation.

TECHNIQUES

- entretien général du patrimoine, remise en état et rénovation des locaux.

ADMINISTRATIFS, COMPTABLES ET JURIDIQUES

- comptabilité (quittancement informatisé),
- préparation des baux,
- relation avec les syndics et les locataires,
- contentieux etc....

Il participera à la Gestion du patrimoine en suggérant et en étudiant les opportunités de ventes ou d'achats.

Le Candidat devra avoir des connaissances et une expérience acquises dans un domaine identique ou voisin, lui permettant une adaptation rapide à ces problèmes.

Ecrire avec C.V. et désir de rémunération sous référence 13.637 à :

a.n.p.m. 100, avenue Charles de Gaulle 92622 NEUILLY S/SEINE

Notre Laboratoire situé dans les

tout premiers rangs de l'industrie

pharmaceutique française

recherche un

médecin cardiologue

pour les

expérimentations cliniques

chargé du développement pharmacologique et clinique des produits nouvellement créés, par notre Centre de Recherches,

il devra :

- posséder à la fois une formation et une pratique solides dans le domaine cardio-vasculaire,
- bénéficier d'une excellente introduction hospitalière

Envoyer CV + lettre manuscrite sous

référence 1.229 à :

SNPM PETITES ANNONCES, 100 av.

Charles de Gaulle, 92522 Neuilly, qui

transmettra (discrétion totale assurée).

UN GRAND

QUOTIDIEN NATIONAL

recherche

Pour la PROSPECTION des petites boutiques mode

2 JEUNES ATTACHÉES COMMERCIALES

PROFIL :

- Sans inné de la vente.
- Esprit vif et accrocheur.
- Excellente présentation.
- Possibilité d'évolution rapide.

au sein d'une équipe jeune, aux méthodes modernes

- Flair + investissement.
- Litres rapidement.

Ecrivez ou téléphonez à Michèle CORPS

REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS 233-44-21

Firme internationale, leader sur son marché, recherche

pour sa filiale française PARIS

ECONOMISTE

HAUTEMENT QUALIFIE

Il devra justifier de plusieurs années d'expérience de la

fonction pour établir des prévisions à court et à long

terme de l'économie nationale et en dégager les implications

pour le marché des affaires de la firme.

Formation type Doctorat en Sciences Economiques, option

Econométrie, ENSAE.

Le pratique de l'Anglais est indispensable. Le poste est

d'un grand intérêt pour un candidat de valeur.

Faire acte de candidature en envoyant votre dossier

sous référence 4316 à :

organisation et publicité

2 RUE MARSEILLE 75001 PARIS/CLUTERMEDIA

Une entière discrétion vous est garantie. Mentionner sur

l'enveloppe le nom des Sociétés auxquelles votre offre ne

doit pas être transmise.

Directeur Régional

PARIS - 160.000 F +

Une entreprise industrielle française, filiale d'un groupe multinationnel,

leader en Europe, cherche le "patron" de sa région parisienne : 700

personnes, CA : 90 millions.

Dans le cadre d'une politique de direction par objectifs, il est responsable

d'un centre de profit. Ses attributions couvrent l'ensemble des activités de la société, hormis la production : ventes, installations, maintenance, de biens d'équipement destinés à une clientèle variée : administrations, entreprises, groupements de particuliers.

Cette situation convient à un diplômé grande école, commerciale ou d'ingénieur, ayant de bonnes connaissances en anglais et apportant des compétences de généraliste. Exerçant à l'animation et à la direction des hommes, il a conservé, en parvenant à la force de l'âge un tempérament de "barbier".

A moyen terme d'autres perspectives d'évolution peuvent s'ouvrir pour lui, en France ou dans le groupe.

Adresser lettre man. et CV détaillé en prélevant le détail de disponibilité à M.J. FOURNIAT Réf. 23446 / M

SELE CEGOS, 33, quai Gallieni 92153 SURESNES. Discrétion et réponse assurées.

SELE CEGOS

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

VALGOS CONSEIL

pour l'un de nos clients, leader européen de l'Offshore Pétrolier, en croissance de 50% par an, nous recherchons un :

ORGANISATEUR INFORMATIEN

Il assurera d'abord le lancement d'importantes applications informatiques de gestion : Comptabilité, Trésorerie, Achat, Personnel, Contrôle, etc.

Il coordonnera également la mise en place du matériel et la formation du personnel informatique.

Par la suite il devra prendre des responsabilités croissantes dans la politique d'organisation de la Société.

Les candidats devront posséder :

- une formation supérieure,
- de solides connaissances en gestion d'entreprise et en organisation,
- une expérience informatique sur les plans conception et méthode.

Le poste nécessite la volonté de réussir, le sens des contacts et une très forte capacité d'adaptation.

Envoyer CV, prétentions et photo à :

VALGOS CONSEIL

79, rue Monceau - 75008 Paris

Importante Société d'équipements d'automobile recherche INGENIEUR

pour poste d'ADJOINT AU DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT

TECHNIQUE COMMERCIAL. Age 28 ans minimum. Ce candidat devra avoir une solide formation en technique automobile.

Une expérience dans le domaine après-vente est indispensable. Il s'agit d'un poste de responsabilité comportant l'animation d'un service de 10 personnes.

La connaissance de l'anglais sera très appréciée. Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 42.796

Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

DES INGENIEURS MECANICIENS GRANDES ECOLES

RESPONSABLES DE L'ENGINEERING D'EQUIPEMENTS NUCLEAIRES

Ingenieur diplômé, vous avez une première expérience industrielle acquise dans un engineering ou chez un constructeur. Aujourd'hui vous souhaitez la valoriser dans un secteur de pointe. Société d'engineering et de construction nucléaire, nous vous proposons au sein de notre département chargé des gros équipements nucléaires (pompes, structures internes de réacteur, mécanismes de commandes) de prendre la responsabilité de l'engineering de ces équipements. Vous coordonnerez tous les travaux techniques depuis la réalisation de l'avant-projet jusqu'au suivi de la fabrication. Cela en relation avec nos fournisseurs et nos clients. Pour ces fonctions qui impliquent une bonne formation technique, une connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ecrire à N° 42073 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

LEASCO

Leader européen de la location d'ordinateurs recherche

Ingenieur COMMERCIAL

4 ans d'expérience dans la vente de systèmes informatiques ou dans la location de biens d'équipement. La rémunération se compose d'un fixe élevé et de commissions sur les ventes atteignant un très haut niveau.

C.V. dét., photo, LEASCO S.A. Direction Générale, 28, r. d'Armesonville, 92000 NEUILLY-SUB-SENNE

LE PRESIDENT D'UN IMPORTANT GROUPE

directeur général

- Agé de 40 ans minimum, il doit assurer la Direction d'une Société Filiale, spécialisée dans les Editions pour la jeunesse et le Matériel pédagogique.
- La connaissance de milieu scolaire est demandée, et doit s'appuyer sur une formation commerciale solide, sur l'expérience des circuits de distribution et de la gestion et sur une excellente culture générale.
- Implantation : Boulogne-Billancourt.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 12114 (réponse assurée) à :

guillon sélection

23, av. de Livry - 93340 LE RAINCY



Ingénieur en chef adjoint

PARIS
Mission : Il assurera le lien entre le laboratoire de recherche et les utilisateurs importants à l'échelon européen. Il répercutera les suggestions et critiques de ces utilisateurs, avec qui il sera en contact direct, auprès des chercheurs. Il déterminera ainsi les axes de recherche dans le domaine des stimulateurs cardiaques. Il assurera également la formation des utilisateurs à très haut niveau.
Profil : Diplômé Grande Ecole, il aura une solide formation en Electronique et une expérience d'au moins 2 ans dans le domaine biomédical dans l'industrie. Il sera parfaitement bilingue FRANCAIS-ANGLAIS. La connaissance de l'espagnol ou l'italien sera un atout.
Pour faire acte de candidature, envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel s/réf ICM à A.L. VAN DE PERRE Medtronic European Headquarters - Human Resources Department - 120 Avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

Importante Société d'Electronique

étude près du Parc de St Cloud

Ingenieurs Grandes Ecoles

Mines, Télécom, Sup. Elec. Centrale, Sup. Aéro

débuts ou ayant quelques années d'expérience pour son

Service Logiciel

Il participera à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques dans des domaines d'activités aussi divers que :

- l'automatisation de processus en temps réel
- le logiciel de base
- l'informatique de gestion
- la conception assistée par ordinateur.

Les dossiers de candidatures - sous Références - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris

ASSURANCES I.A.R.D.

Une Compagnie importante offre l'

DE DEVENIR RAPIDEMENT

DIRECTEUR DU BUREAU DE PARIS

POSTE POLYVALENT :

- COMMERCIAL : importante action auprès des Courtiers de la place de PARIS (PRODUCTION)
- GESTION : animation des Services Administratifs (SINISTRES) et Comptabilité - en tout 90 personnes.

HOMME DE CONTACT

- PROFESSIONNEL de l'ASSURANCE Expérience à dominante commerciale VIE ou IARD, en Cie, COURTAGE ou AGENCE générale importante

OU

INITIATION ADEQUATE ASSUREE

- 40 ans minimum • Formation supérieure.

S.C. GARANTIT une DISCRETION ABSOLUE

C.V. lettre manuscrite, avec photo, s. réf. 3406 à

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

13.000 PERSONNES - 1 MILLIARD 600 MILLIONS C.F.A.

recherche, pour renforcer les Equipes d'Etudes de sa Direction Informatique

1°) CHEF DE PROJET ETUDES COMMERCIALES

Charge d'étudier et de réaliser les projets de développement dans le domaine de l'administration et de la gestion commerciale pour les réseaux de ventes français et étrangers

Une formation supérieure (INGENIEURS-GRANDES ECOLES ou H.E.C., E.S.S.E.C.) et une expérience de 5 à 10 ans en qualité d'ingénieur d'études, puis de chef de projet dans le domaine du marketing, de l'administration des ventes et de l'information commerciale est indispensable. Connaissance Anglaise ou Allemande (Référence 101 M).

2°) CHEF DE PROJET ETUDES PLAN ET GESTION

Il sera chargé de participer à la conception, la mise en place et la maintenance du système d'informations de gestion de l'entreprise

Formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C., ou GRANDES ECOLES INGENIEURS I.A.R., I.C.G., etc.).

Une expérience de 5 à 10 ans comme ingénieur d'études puis chef de projet dans les domaines budgétaire et comptable est indispensable. (Référence 102 M).

3°) INGENIEUR D'ETUDES GESTION COMPTABLE

Il sera chargé de participer à l'AUTOMATISATION DU SYSTEME COMPTABLE ET FINANCIER.

Formation supérieure (H.E.C., SUP de CO, E.S.S.E.C., ou INGENIEURS GRANDES ECOLES I.A.R., I.C.G., etc.).

Expérience de 3 à 5 ans comme ingénieur d'études, et possible dans des applications comptables en mode conversationnel. (Référence 103 M).

4°) INGENIEUR D'ETUDES GESTION INDUSTRIELLE

Il sera chargé dans le cadre d'un avant-projet et en liaison avec les utilisateurs d'analyser les problèmes de traitement de l'information dans le

DOMAINE DE LA GESTION INDUSTRIELLE (approvisionnement, recherche et développement, production, distribution).

Formation supérieure, diplôme ingénieur ou maîtrise universitaire.

Expérience de 2 à 3 ans dans le domaine de la gestion industrielle, analyse organisationnelle, analyse fonctionnelle

Pour ces 4 postes les candidats intéressés peuvent nous faire parvenir leur C.V. en précisant bien le numéro du poste auquel ils postulent à :

L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui transmettra.

cadre comptable

Agé de 28 ans au minimum de formation supérieure (E.S.C., D.E.C.S., etc.) ayant acquis quelques années d'expérience comptable en entreprise (exploitation du contrôle des comptes).

Après une période de formation aux circuits et procédures propres à la Société, il lui sera confié de réelles responsabilités. Possibilité d'évolution au sein de la Société.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 231M :

Cabinet Jean Claude MAURICE

Conseil en Gestion du Personnel

42 rue Legendre 75017 Paris

GROUPE INDUSTRIEL EN EXPANSION FABRIQUANT ET DISTRIBUANT DES PRODUITS DE CONSOMMATION

(400 Personnes - Plusieurs Filiales) offre à PARIS poste de

CONTROLEUR BUDGETAIRE

— E.S.C. ou équivalent. — 2 ans expérience minimum.

Dépendant du service général il sera appelé notamment :

- à recueillir des informations à la source auprès des divers services,
- à assister les responsables budgétaires dans l'établissement des prévisions,
- à assurer le contrôle budgétaire.

Un complément de formation pratique sera assuré par l'entreprise.

Adresser C.V., photo et prétentions à N° 33.851 B

BLEU PUBLICITE

17, rue du Dr-Labél, 94300 VINCENNES qui transmettra.



HAY FRANCE

Conseillers de Direction recherche pour PARIS

CONSULTANTS SENIORS

de tout premier plan

ORGANISATION, GESTION ET DEVELOPPEMENT

DES RESSOURCES HUMAINES, FORMATION

immédiatement capables d'intervenir au plus haut niveau sur d'importants chantiers d'organisation et de mise en place de systèmes de gestion et de développement des ressources humaines.

Le candidat idéal âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une grande école.

X. CENTRALE, M.B.A., INSEAD

aura eu une expérience préalable de conseil de 2 à 3 ans et sera un bon professionnel de l'organisation.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise est souhaitable.

Prévoir adresser C.V., photo et prétentions à Melle Vauloup - HAY FRANCE, 37, rue de Courcelles, 75008 PARIS.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARIS

recherche pour diriger ses services D'ETUDES ECONOMIQUES, STATISTIQUES ET DOCUMENTATION GENERALE

ECONOMISTE D'ENTREPRISE

De formation supérieure docteur sciences économiques ayant quelques années d'expérience dans une fonction analogue.

Le candidat sera capable :

- d'animer une équipe pluridisciplinaire composée de cadres et de collaborateurs
- de réaliser pour le compte du chef du DÉPARTEMENT des études de développement dont il dépendra directement, tous travaux d'analyse et de prévision économiques nécessaires à l'établissement des plans de développement du groupe ;

— de participer personnellement à des réunions, des colloques organisés par nos relations publiques (congrès, conférences) ;

— de contribuer par ses travaux à l'amélioration de l'image de marque du groupe.

Adr. C.V., photo, prêt. n° 42.674 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra PARIS 1^{er}, qui transmettra. TOTALEMENT DISCRETION ASSURÉE

SOCIÉTÉ TEXTILE

LEADER DANS SA BRANCHE FILIALE GROUPE AMÉRICAIN recherche son

DIRECTEUR DES VENTES

pour la gestion commerciale et administrative de son bureau en FRANCE.

- cadre dynamique et de grande compétence.
- très introduit dans le secteur «textiles»
- relations au niveau des fabricants (confection - jouets - ameublement etc...)
- responsable vis-à-vis du Directeur du marketing européen
- animation d'un réseau d'inspecteurs des ventes.

Résidence : région parisienne.

Voyages fréquents.

Position cadre.

Salaire : fixe important + voiture de fonction + frais de déplacements.

Envoyer candidature avec C.V. et photo ainsi que prétentions sous référence 6861 à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

UN CHIMISTE

Un des premiers groupes pharmaceutiques français recrute pour ses laboratoires à Paris et dans le cadre d'un vaste programme d'intensification de ses efforts en matière de recherche :

Docteur en sciences ou équivalent, de haut niveau, spécialisé dans l'extraction et l'étude de structures d'olicoïdes.

Le candidat devra :

- être âgé de 27 ans et plus ;
- justifier de solides références scientifiques (diplômes, brevets, publications) ;
- être capable d'orienter et d'animer une équipe de recherche.

Rémunération élevée. Discretion totale assurée.

Adr. C.V. sous le n° 8.228 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e), qui transmettra.

ENGRAIS

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL recherche pour base possible PARIS ou AMIENS

INSPECTEUR DES VENTES

RELATIONS avec CLIENTS existants et PROSPECTION active NEGOCIANTS en fournitures pr l'Agriculture, COOPERATIVES agricoles et certaines industries du 1/4 Nord-Ouest de la France.

REMUNERATION INTERESSANTE

INDISPENSABLE

EXPERIENCE DE LA MEME CLIENTELE. DISPONIBLE pour déplacements 3/3, 5 jours/semaine

C.V. manuscrit, photo, salaire s. réf. 3405 à

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

autres d'emploi
ENGRAIS
DIRECTEUR ADJOINT
COMMERCIAL

SECTION CON
ECONOMISTE

CONTROLEURS DE GESTION

RESPONSABLE DE PROJET

attachés de direction
promotion hospitalière

ARMEMENT MARITIME
VOCATION INTERNATIONALE

JEUNE CADRE DEBUTANT
EUROPE D'OUTRE-MER
ANGLAIS PARLE INDISPENSABLE

INGENIEURS CONFIRMES

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

HAY HAY FRANCE
Conseillers de Direction
Spécialistes pour PARIS

CONSULTANTS SENIORS
de tout premier plan
ORGANISATION, GESTION
ET DEVELOPPEMENT
DES RESSOURCES HUMAINES
FORMATION

Immédiatement capables d'intervenir au plus haut niveau sur d'importantes questions d'organisation, de gestion et de développement des ressources humaines.

Le candidat idéal âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une grande école.

X. CENTRALE, M.B.A., INSEAD
avec une expérience préalable de conseil de 5 ans et sera un bon professionnel de l'organisation.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise est souhaitable.

Envoyer lettre avec C.V. photo et références à M. Vauquelin - HAY FRANCE, 57, rue de Valenciennes, 75001 PARIS.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARIS
Société de gestion des fonds
ET DE DOCUMENTATION GÉNÉRALE

ÉCONOMISTE D'ENTREPRISE

Le candidat sera âgé de 30 ans minimum. Docteur en Sciences ou Docteur Ingénieur.

Il devra justifier de plusieurs années d'activité en recherche appliquée et avoir dirigé une équipe de R. et D.

Une expérience en études pilotes sera appréciée. Il aura la charge de la réalisation expérimentale de projets de R. et D. et assurera le suivi des travaux d'une équipe d'ingénieurs.

Envoyer avec C.V. et L.T.S. Boite Postale 233, 92006 COLOMBES.

DIRECTEUR DES VENTES

Le candidat sera âgé de 30 ans minimum. Docteur en Sciences ou Docteur Ingénieur.

Il devra justifier de plusieurs années d'activité en recherche appliquée et avoir dirigé une équipe de R. et D.

Une expérience en études pilotes sera appréciée. Il aura la charge de la réalisation expérimentale de projets de R. et D. et assurera le suivi des travaux d'une équipe d'ingénieurs.

Envoyer avec C.V. et L.T.S. Boite Postale 233, 92006 COLOMBES.

UN CHIMISTE

Le candidat sera âgé de 30 ans minimum. Docteur en Sciences ou Docteur Ingénieur.

Il devra justifier de plusieurs années d'activité en recherche appliquée et avoir dirigé une équipe de R. et D.

Une expérience en études pilotes sera appréciée. Il aura la charge de la réalisation expérimentale de projets de R. et D. et assurera le suivi des travaux d'une équipe d'ingénieurs.

Envoyer avec C.V. et L.T.S. Boite Postale 233, 92006 COLOMBES.

ENGRAIS

Le candidat sera âgé de 30 ans minimum. Docteur en Sciences ou Docteur Ingénieur.

Il devra justifier de plusieurs années d'activité en recherche appliquée et avoir dirigé une équipe de R. et D.

Une expérience en études pilotes sera appréciée. Il aura la charge de la réalisation expérimentale de projets de R. et D. et assurera le suivi des travaux d'une équipe d'ingénieurs.

Envoyer avec C.V. et L.T.S. Boite Postale 233, 92006 COLOMBES.

offres d'emploi

ENGRAIS

FILIALE
D'UN IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL
Import-Export Engrais et Produits de base
recherche pour PARIS (8e)

DIRECTEUR ADJOINT (COMMERCIAL)

- ANIMATION COMMERCIALE : 3 Délégués
- Administration : 1 Délégué
- Action personnelle auprès des clients : 1 Délégué
- Négociations : 1 Délégué
- COORDINATION avec Filiales Etrangères, usines, délégués... • Négociations à l'IMPORT-EXPORT

INDISPENSABLE

- ESSEC, ESC ou équivalent. — ANGLAIS courant
- EXPERIENCE ENGRAIS ou canaux de distribution
- Expérience commerciale : produits, machines agricoles... (Import-Export très apprécié)
- Esprit très mobile et réactions rapides.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, références, photo (rét.) as réf 3404 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

La Direction Financière d'une très importante Société de TRANSPORTS INTERNATIONALS (près de 1 milliard de F de C.A.) recherche

CONTROLEURS DE GESTION

plusieurs postes sont à pourvoir en FRANCE

- soit dans les Centres de Profit (objectif de ventes)
- soit dans les Centres de Coûts (objectif de Productivité)

Ces postes conviendront à des DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES ayant participé pendant quelques années à l'élaboration et à la mise en place de méthodes de gestion.

La Société attend de ses contrôleurs de gestion une prise de responsabilité rapide, la sensibilité à l'action et de l'efficacité.

Dans cette perspective, elle les jugera sur leur compétence et surtout sur la capacité de "réussir".

Envoyer avec C.V. détaillé et rémunération actuelle Mme FRUARD, référence 10.049, 10, rue du Mail, Paris 2e.

INSTITUT DE RECHERCHES ET DEVELOPPEMENTS
spécialisé en
BIOCHIMIE APPLIQUÉE
recherche

RESPONSABLE DE PROJETS

Le candidat sera âgé de 30 ans minimum. Docteur en Sciences ou Docteur Ingénieur.

Il devra justifier de plusieurs années d'activité en recherche appliquée et avoir dirigé une équipe de R. et D.

Une expérience en études pilotes sera appréciée. Il aura la charge de la réalisation expérimentale de projets de R. et D. et assurera le suivi des travaux d'une équipe d'ingénieurs.

Envoyer avec C.V. et L.T.S. Boite Postale 233, 92006 COLOMBES.

laboratoire pharmaceutique français

donnant la priorité à la recherche, confiée à

attachés de direction la promotion hospitalière

de ses produits et le développement de son image de marque dans les villes universitaires : Lille-Lyon-Paris.

Ces postes demandent des bonnes connaissances techniques ainsi qu'une première expérience de la vente médicale.

Si cette offre vous intéresse, envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à

155, Bd Haussmann
75008 PARIS
S/Réf. 10.090.

plein emploi

ARMEMENT MARITIME
VOCATION INTERNATIONALE
Recherche pour Service d'Exploitation Commerciale

JEUNE CADRE DÉBUTANT
diplômé SUP. de CO. PARIS ou Province
Il aura à effectuer des déplacements en EUROPE et OUTRE-MER
ANGLAIS PARLÉ INDISPENSABLE
seconde langue appréciée

Envoyer C.V. et références à Madame KDEL
Tour Interieur - Cedex 10
92085 LA DEFENSE

Une société d'ingénierie agro-industrielle opérant sur marchés internationaux recherche

DES INGÉNIEURS CONFIRMÉS
25 ans minimum pour assurer les relations avec la clientèle et la direction de projets

- Formation de mécanicien, connaissance du bâtiment.
- Diplômé d'une grande école ou d'une université.
- Bonnes connaissances de la maintenance des produits en usage.
- Soit études soit expérience d'au moins deux ans aux U.S.A.
- ANGLAIS PARFAIT EXIGÉ.
- Déplacements fréquents France/étranger.

Envoyer lettre avec C.V. détaillé à
ATT. 11, rue E. Foch, 75150 LE CHESNAY.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

offres d'emploi

PROCIDA
Produits Chimiques pour l'Agriculture
Filiale du Groupe SCHREIBER-DOLAF
recherche

1 JEUNE INGÉNIEUR DÉBUTANT
ENSA ou ENSH
pour son

Département d'expérimentation en culture et du développement agronomique.

Dépendant directement du responsable des services « Pathologie végétale » et « Entomologie », le candidat veillera à la réalisation du programme « Pathologie végétale », en assurera le suivi et rendra compte des résultats expérimentaux en fin de campagne.

Une spécialisation en protection des végétaux, des stages d'expérimentation en plein champ, ainsi que des connaissances statistiques seraient appréciées. La connaissance de l'anglais est souhaitable.

Lieu de travail : banlieue de PARIS.

Adresser curriculum vitae et photo à EUPAC sous référence 53.400 - 34, rue Balard, 75015 PARIS.

PHARMACIEN
directeur
des relations commerciales

Nous sommes un important Laboratoire Filiale d'un important Groupe Pharmaceutique Multinational et nous recherchons un JEUNE PHARMACIEN ayant une expérience de 3 ans environ de l'industrie Pharmaceutique dans le domaine Marketing Promotion - Vente.

Nous lui confierons notre Service des Relations Commerciales Hospitalières dont il assurera la direction sous la responsabilité de notre Directeur Marketing.

Ce poste s'adresse à un homme dynamique et très disponible, ayant le goût des rapports humains et un sens développé de la négociation.

Lieu de travail : Paris Centre.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous réf. 309/M, à

sélor
72, rue Anatole-France
92500 LEVALLOIS-PERRET

SOCIÉTÉ DE SERVICES INFORMATIQUE
filiale d'un groupe important
recherche

1) ANALYSTES
2) ANALYSTES PROGRAMMEURS

Formation universitaire.
Disponibles rapidement.
Expérience appréciée.

Adresser C.V., photo et références à M. E. 3297 - 1, rue de la Harpe, 75005 PARIS-05.

Moët-Hennessy
recherche pour
SECRETARIAT GENERAL HOLDING
Paris

JEUNE Juriste

Son rôle sera de prendre en charge progressivement les services juridiques de la Holding et de certaines Sociétés du Groupe, d'assurer les relations avec les Conseils extérieurs.

En outre, il pourra se voir confier d'autres missions particulières relevant du domaine du Secrétariat Général.

Ce poste conviendrait à

Licencié Droit Privé
ayant une expérience pratique de 2 à 3 années minimum dans les services juridiques d'un groupe bancaire ou d'une entreprise importante.

Les dossiers de candidatures - sous réf. M. 1115 à préciser sur l'envoie - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE D'ENTREPRISES ROUTIÈRES NATIONALES
recherche

CHEFS D'AGENCES
FORMATION INGÉNIEUR
Age : 35 ans minimum

MISSION : responsables de toutes les activités techniques, commerciales et de la gestion administrative dans le cadre des méthodes mises en place par la Direction générale.

Envoyer C.V. détaillé et références à M. LEBEAU S.A., 10, rue Louvois, 75001 PARIS
CEDEX 05 qui transmettra.

ingénieur mécanicien

Nous sommes une importante Société Française occupant une place de premier plan sur le marché des automobiles.

Le candidat sera une jeune rechercheur 1. Chef ou sous-chef d'atelier dans les services de la production des voitures de tourisme, ainsi que de la production des moteurs et des pièces d'accessoires ; il aura l'application à bord des voitures.

Basé à Paris, il se déplacera en France et à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et références sous réf. 5182/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A.
International Consulting Advertising
1, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

offres d'emploi

MF Massey Ferguson

Société internationale spécialisée, un des premiers constructeurs mondiaux de matériel agricole

6.400 personnes en France

responsable de la formation

- vous vous intéressez à l'entreprise et aux hommes qui la composent ;
- vous avez une expérience professionnelle dans la fonction de formation, de 2 ou 3 ans ;
- vous aimez travailler rapidement avec l'équipe des responsables régionaux, intégrés à la gestion du personnel et de la société ;
- vous concevez la responsabilité de la formation comme un poste vous permettant l'ouverture à moyen terme dans la fonction personnelle ou de gestion d'un département technique.

Votre formation supérieure (ingénieur ou économiste) vous permettra une prise en charge globale du service central (plans de formation, organisation de la formation interne, évaluation des changements résultant des actions engagées, conseil à l'encadrement...).

Adresser C.V. détaillé et références à M. Ph. BARD (réf. 158/M) 22, Avenue Solidaire, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
recherche pour sa filiale française de commercialisation basée à Paris

CONTROLLER

Dépendant directement du Directeur Général, il aura la charge de l'ensemble des opérations financières de la société, il contrôlera l'établissement du reporting, de la consolidation et des budgets et supervisera l'ensemble de la comptabilité.

Le poste conviendrait à un candidat diplômé d'une Grande École Commerciale, ayant une expérience de quelques années soit d'un poste similaire dans une société multinationale, soit d'assistant dans un cabinet d'audit.

Le candidat aura en plus des connaissances juridiques et fiscales.

Après 27 ans minimum, de nationalité française, mais possédant une très bonne connaissance de la langue anglaise parlée, il devra avoir un bon sens des relations humaines pour s'intégrer à une équipe dynamique et exigeante.

Des possibilités de développement sont offertes au sein de la société multinationale. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer C.V. et références à E. Boudet Europe Conseil, 2, av. Montaigne, 75008 Paris, sous la référence M 50.351. Discretion assurée.

adjoint à responsable gestion du personnel

Le responsable de la Gestion et du Développement du Personnel d'un groupe industriel important de haute technicité (une vingtaine d'établissements - 5000 personnes) recherche un Adjoint à la fonction de responsable (il comprendra l'élaboration des contrats) le suivi et le développement des services.

Ce poste conviendrait à un homme jeune de formation supérieure, qui après avoir acquis deux ou trois ans d'expérience de la fonction personnelle au niveau de l'exploitation (même en clientèle), souhaite maintenant enrichir et développer sa carrière en participant au sein d'une Direction centrale à l'élaboration d'une politique de personnel.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 24.80/M (à mentionner sur l'envoie) à la Société des candidatures et services par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75253 PARIS CEDEX 05

ingénieur technico-commercial
80 000 F

La filiale d'un important Groupe d'ingénierie recherche pour son secteur d'activité en INGENIERIE TECHNIQUE-COMMERCIAL.

Ce collaborateur, Ingénieur Chimiste de préférence, sera chargé des contacts avec les Industriels, les Publics et les Centres de Recherche ainsi qu'avec les Industriels.

Après 2 ans minimum, le candidat justifiera d'une expérience professionnelle de 2 ans en type de tâches.

Des déplacements de l'ordre de 70 % de temps sont à prévoir.

Pour information sur le poste adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 1962/M à

CONSEIL EN RECRUTEMENT CNPG 185, av. V.-Hugo - 75116 Paris

Océanic

recherche pour sa principale unité de production à CHARENTAIS

chef inspection entrante

- Responsable du contrôle des produits destinés aux lignes de production et, en charge de la gestion des moyens de contrôle (personnel, matériel, administration).
- Formation d'Ingénieur Electronicien ou expérience 5 à 10 ans d'activité industrielle, électronique, petite mécanique, circuits imprimés et agencement de contact et du commandement.

chef de section calcul des besoins

- Formation CGAUF souhaitable / Ecole Supér. d'Appui, ou pratique de gestion de stock automatisée / Informatique / Informatique ou anglais ou allemand apprécié.

Adresser C.V. et références à Mme LE MAY - Service du Personnel - 97 avenue de Verdun 92230 Rosny-sous-Bois.

offres d'emploi

chef de produits

Gervais Danone France recherche pour sa Direction Marketing un M.E. ESSEC, ESCP, ayant acquis, au cours d'une expérience de 3 à 4 ans de la gestion de produits de grande consommation, une bonne maîtrise des techniques marketing.

Responsable de la définition et de la mise en œuvre de la politique marketing pour deux marchés importants, il aura à réaliser le lancement et le relancement de plusieurs produits dans les deux prochaines années.

Dans le cadre d'une large autonomie, son action portera sur l'ensemble des éléments de marketing mix, et il disposera, pour atteindre ses objectifs, d'importantes moyens publicitaires.

Lieu de poste : Levallois-Perret (92).

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, en précisant vos prétentions, sous la référence J-12, à Jean Burchard, BSN-Gervais Danone, 125/130 rue Jules-Guesde, 92302 LEVALLOIS-PERRET.

bsn.gervais danone

société services informatiques,
rattachée à groupe important,
crée le poste de

chef du service technico-commercial

chargé de superviser, commander et conseiller l'équipe d'Analystes et Responsables produits (5 personnes) intervenant auprès de la clientèle.

Ce poste, rattaché au Directeur Technique, s'adresse à un

chef de projet
30 ans minimum, ayant déjà l'expérience d'une Société de services et d'équipement d'ordinateurs et d'expérience.

Veuillez écrire sous réf. M 10.105 à

INTERCARRIERS
5 rue du Helder 75003 Paris

ROUSSELOT S.A.

jeune cadre d'état-major fonction personnel

PARIS ANGLAIS PARLÉ.

Diplômé d'études supérieures (Solenn Po + Droit par exemple) ; débutant ou ayant un début d'expérience, il sera chargé, après formation, de missions ponctuelles avant d'occuper à des responsabilités opérationnelles dans la fonction personnelle.

Toutes informations sur cette offre seront données sur votre demande au téléphone par

Information Carrière SVP.11.11
SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.

Références 745
65, avenue de Wagram
75017 PARIS

Important Groupe de Sociétés BANLIERE OUEST

recherche pour
Centre Informatique équipé IBM 370

UN PROGRAMMEUR SYSTÈME
1 ou 2 ans d'expérience programmation assembleur et système d'exploitation V5 1

Env. C.V. photo et réf. à N° 42.040
CONTESSE Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

Importante Société Française
6000 personnes recherche

1 chargé des études sociales

au sein d'une équipe, il aura à réaliser dans un poste cadre les études nécessaires à la Direction, pour définir sa politique sociale (régulation du travail, élaboration des réglementations, garanties sociales...).

Formation juridique.

Minimum 28 ans.

Au moins 3 années d'expérience fonction personnelle souhaitable.

Env. C.V. détaillé + photo + prêt. à

SEXTANT/DPA
182, Avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Dans le cadre d'actions de conseil, d'études et de réalisations.

ORDINA
recherche

ANALYSTES ORGANIQUES

- 2 ans d'expérience COBOL - ASSEMBLEUR - IBM
- Connaissances CICS souhaitées.

Envoyer C.V. et références sous réf. P.E. 01.

ORDINA - 14, RUE AUBER, PARIS-8.

FISCALITÉ

Comment calculer votre impôt

I. — Détermination du revenu imposable

Pour déterminer votre revenu imposable, vous devez reporter à chaque ligne de la quatrième page de la notice explicative les sommes inscrites sur la ligne correspondante de la déclaration des revenus n° 2042 (déclaration des revenus 1975).

REVENUS PROFESSIONNELS

En ce qui concerne les revenus des professions non salariées, vous devez simplement reporter le chiffre correspondant soit à votre forfait, soit à votre bénéfice (ou déficit) réel.

● **TRAITEMENTS, SALAIRES ET REVENUS ASSIMILÉS.** — Vous reportez à la ligne 4 le montant des salaires perçus par chacun des membres de votre famille.

● **LE MONTANT DES FRAIS REELS JUSTIFIÉS (ligne 5).** — Si vous estimez que la déduction forfaitaire de 10 % est insuffisante en ce qui concerne votre situation personnelle, vous devez inscrire ici le montant de vos frais réels et joindre à votre déclaration un état détaillé et justifié de ces frais.

● **DEDUCTION NORMALE DE 10 %.** — Si la somme ainsi déterminée est inférieure au minimum admis de 1 200 F, c'est ce dernier chiffre que vous devez inscrire.

● **DEDUCTION SUPPLÉMENTAIRE.** — Si vous bénéficiez d'une déduction supplémentaire pour frais professionnels (artistes, musiciens, représentants de commerce, mineurs), vous devez servir cette ligne.

Si vous êtes concernés par cette déduction (qui est limitée à 50 000 F) vous avez dû, sur la

déclaration de vos revenus, ajouter au montant de vos salaires les indemnités de frais que vous avez perçues.

● **ABATTEMENT DE 20 %.** — Pour les revenus de 1975, le taux de l'abattement de 20 %, applicable aux traitements, salaires et pensions, avait été réduit à 10 % pour la fraction des sommes concernées qui dépasse une fois et demie la limite de la dernière tranche du barème correspondant à deux parts. La loi de finances pour 1976 applicable aux revenus perçus en 1975 a supprimé cet abattement pour les revenus dépassant cette même limite, soit, après arrondissement, 350 000 F.

Par conséquent, si l'application du taux de 20 % détermine un abattement supérieur à 70 000 F, vous ne pouvez déduire que cette somme, le surplus étant perdu.

Cette limite s'applique distinctement pour chaque membre du foyer fiscal.

● **FRAIS DE GARDE DES ENFANTS AGES DE MOINS DE QUATRE ANS AU 31 DÉCEMBRE 1975.** — Si vous êtes célibataire, divorcé (e), séparé (e) ou veuf (ve) et que vous soyez concerné (e) par cette rubrique, veuillez vous reporter à la rubrique « CE QUI A CHANGÉ » où toutes les explications nécessaires vous sont données.

Autres revenus

REVENUS DES VALEURS

ET CAPITAUX MOBILIERS

● **REVENUS DE VALEURS MOBILIÈRES OUVRANT DROIT À ABATTEMENT (ligne 11).** — Ces revenus perçus en 1975 ouvrent droit à un abattement de 3 000 F (il était de 2 000 F pour les revenus de 1974). Si vos revenus sont inférieurs ou

égaux à 3 000 F, vous n'en tenez pas compte ; s'ils sont supérieurs, vous ne retenez que la différence entre leur montant et 3 000 F.

● **REVENUS DE VALEURS MOBILIÈRES OUVRANT PAS DROIT À ABATTEMENT (ligne 12).** — Vous inscrivez ici le montant de ces revenus en y ajoutant le montant de l'impôt fiscal correspondant (montant à déclarer inscrit sur votre certificat d'impôt fiscal).

PENSIONS, RETRAITES, RENTES VIAGÈRES

A TITRE GRATUIT

Comme pour les salaires, l'abattement de 20 % est supprimé pour les revenus dépassant une fois et demie la dernière tranche du barème correspondant à deux parts.

Par conséquent, si l'application du taux de 20 % détermine un abattement supérieur à 70 000 F, vous ne devez déduire que cette somme.

Si vous avez par ailleurs des salaires ayant déjà supporté cet abattement de 20 %, vous ne pouvez l'appliquer à vos pensions et retraites que dans la limite de 70 000 F, moins l'abattement déjà déduit pour les salaires.

Charges déductibles du revenu global

● **DÉPENSES CONCERNANT L'HABITATION PRINCIPALE (LIGNES K, L ET M).** — Les intérêts des emprunts, les dépenses de ravalement et les dépenses faites pour économiser le chauffage sont plafonnées globalement à 7 000 F plus 1 000 F par enfant à charge.

Pour ces dépenses, on considère comme enfants à charge non seulement ceux qui ont droit à une demi-part ou à une part pour le quotient familial, mais également ceux qui donnent droit à

un abattement sur le revenu imposable (enfants mariés ayant demandé le rattachement au foyer fiscal de leurs parents).

Ces dépenses, qui concernent strictement votre habitation principale, ne peuvent être déduites que par les propriétaires ou les locataires pour la troisième.

● **VERSEMENTS AU PROFIT D'ŒUVRES D'INTERET GÉNÉRAL.** — Vous ne pouvez déduire à ce titre que 0,5 %, 1 % ou 1,5 % du revenu net qui apparaît à la ligne 2 de la colonne 2.

La justification de ces versements peut vous être demandée par l'administration fiscale.

● **ABATTEMENTS.** — Ces abattements que vous n'avez pas à porter sur la déclaration des revenus puisqu'ils sont déduits directement par l'ordonnateur doivent être inscrits ici si vous voulez calculer le montant de votre impôt.

L'abattement pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou invalides concerne donc les contribuables nés avant le 1^{er} janvier 1911 ou invalides (titulaires d'une pension d'invalidité de guerre ou d'accident du travail d'au moins 40 % ou titulaires de la carte d'invalidité).

Il est égal à 2 800 F si votre revenu imposable (apparaissant à la ligne 9) n'excède pas 17 000 F et de 1 400 F si ce revenu est compris entre 17 000 F et 28 000 F.

— L'abattement pour les enfants mariés est égal à 6 700 F par enfant compté à charge. Ainsi, pour un jeune couple ayant lui-même un enfant, il sera égal à 20 100 F.

Parvenu à ce stade, vous avez déterminé votre revenu global imposable qui va vous permettre de calculer le montant de votre impôt.

II. — Calcul du montant de l'impôt

A. — Votre quotient familial

La première opération consiste à déterminer votre quotient familial selon les indications qui sont données ci-dessous.

NOMBRE de personnes à charge	QUALITÉ des personnes à charge	CÉLIBATAIRE DIVORCÉ VEUF sans enfant à charge issu de son mariage avec le conjoint décédé	VEUF avec un ou plusieurs enfants à charge issus de son mariage avec le conjoint décédé (2)	MARIÉ (marié sans enfants)
0	Néant	1 part	2 parts (marié sans enfants)	2 parts
1	NON Invalide	2 parts	2,5 parts	2,5 parts
	Invalide (1)	2,5 parts	3 parts	3 parts
2	NON Invalides	2,5 parts	3 parts	3 parts
	dont 1 enfant invalide	3 parts	3,5 parts	3,5 parts
	Invalides	3,5 parts	4 parts	4 parts
3	NON Invalides	3 parts	3,5 parts	3,5 parts
	dont 1 enfant invalide	3,5 parts	4 parts	4 parts
4	NON Invalides	3,5 parts	4 parts	4 parts
	dont 1 enfant invalide	4 parts	4,5 parts	4,5 parts
5	NON Invalides	4 parts	4,5 parts	4,5 parts
	dont 1 enfant invalide	4,5 parts	5 parts	5 parts

(1) Titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale.
(2) Lorsque chacun des époux est invalide, il y a lieu de majorer de 0,5 part par part les chiffres de la colonne 4 pour obtenir, suivant la situation de famille envisagée, le quotient familial applicable aux foyers intéressés.

CAS PARTICULIERS

● Pour les célibataires ou divorcés ayant des charges de famille, la première personne à charge donne droit à une part entière au lieu d'une demi-part.

● Les célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas de personne à charge sont imposables d'après un quotient familial de 1,5 part s'ils sont titulaires : — de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale ; — ou d'une pension militaire d'invalidité de 40 % ; — ou d'une pension d'invalidité pour accident du travail de 40 % au moins.

● Les célibataires, divorcés ou veufs ayant un enfant majeur ou faisant l'objet d'une imposition distincte bénéficient de 1,5 part.

● Les célibataires, divorcés ou veufs ayant perdu un enfant majeur de plus de seize ans par suite de faits de guerre disposent également de 1,5 part.

● En cas de mariage en 1974, deux déclarations doivent être souscrites : l'une concerne l'épouse pour la période antérieure au mariage, l'autre concerne le mari pour l'ensemble de ses revenus de l'année ainsi que ceux de sa femme pour la période postérieure au mariage. Cependant, chacun des contribuables dispose en ce qui le concerne de deux parts.

B) Le calcul proprement dit

1^{re} Arrondissez votre revenu imposable (R) à la centaine de francs inférieure, divisez-le par le nombre de parts (N) correspondant à votre quotient familial, et regardez dans le tableau ci-dessous quelle formule vous devez appliquer.

Le résultat obtenu est, le cas échéant, arrondi au franc le plus voisin, l'arrondissement étant opéré au franc supérieur si le nombre de centimes est égal ou supérieur à 50.

2^{de} Si vous avez perçu des revenus mobiliers ouvrant droit à avoir fiscal, vous devez retrancher de la somme ainsi obtenue le montant de l'impôt fiscal mentionné à la ligne 2 de la troisième page de votre déclaration des revenus.

De même, si vous avez réalisé des profits de construction ayant supporté un prélèvement non libératoire, vous déduisez ce prélèvement.

Barème de l'impôt

R	N	I
R < 6 125	N = 1	I = 0 (1)
6 125 < R < 6 425	N = 1	I = 0,05 R — 306,25 × N
6 425 < R < 7 700	N = 1	I = 0,16 R — 527,50 × N
7 700 < R < 12 225	N = 1	I = 0,15 R — 1 912,50 × N
12 225 < R < 16 575	N = 1	I = 0,20 R — 1 623,75 × N
16 575 < R < 20 900	N = 1	I = 0,25 R — 2 452,50 × N
20 900 < R < 25 250	N = 1	I = 0,30 R — 2 497,50 × N
25 250 < R < 29 125	N = 1	I = 0,35 R — 4 760,00 × N
29 125 < R < 50 400	N = 1	I = 0,40 R — 6 212,25 × N
50 400 < R < 71 375	N = 1	I = 0,45 R — 8 736,25 × N
71 375 < R < 92 400	N = 1	I = 0,50 R — 12 305,00 × N
92 400 < R < 113 450	N = 1	I = 0,55 R — 16 925,00 × N
R > 113 450	N = 1	I = 0,60 R — 22 597,50 × N

(1) Explication : si la division de votre revenu imposable par le nombre de parts auxquelles vous avez droit est inférieure ou égale à 6 125 F, votre impôt est égal à 0.

● **EXEMPLE :** Contribuable marié ayant un enfant à charge (2,5 parts) et un revenu imposable de 45 874 F.

Formule à appliquer :
I = 0,25 × 45 800 — 2 452,5 × 2,5 = 11 400 — 6 131 = 5 269 F.

c) **Limites d'exonération**
L'application de ce barème peut vous donner un certain montant d'impôt à payer. Cependant, la loi a institué des limites d'exonération en dessous desquelles aucune cotisation n'est perçue. Voici, à titre indicatif, quelques limites d'exonération.

Situation de famille	Limites d'exonération
● SALAIRES (revenu net) (1)	
Célibataire (1 part)	12 500 F
Veuf (1,5 part)	12 500 F
Marié sans enfant (2 parts)	15 374 F
Marié un enfant (2,5 parts)	19 249 F
Marié deux enfants (3 parts)	22 999 F
Marié quatre enfants (4 parts)	26 749 F
● PENSIONS AGES DE PLUS DE SOIXANTE-CINQ ANS	
Célibataire (1 part)	13 900 F
Veuf (1,5 part)	14 999 F
Marié sans enfant (2 parts) (2) ..	21 250 F
● AUTRES REDEVABLES	
Célibataire (1 part)	11 200 F
Veuf (1,5 part)	12 299 F
Marié sans enfant (2 parts)	15 399 F
Marié un enfant (2,5 parts)	18 399 F
Marié deux enfants (3 parts)	21 399 F
Marié quatre enfants (4 parts)	24 399 F

(1) Après déduction pour frais professionnels — 10 % avec minimum de 200 F.
(2) Les deux conjoints étant âgés de plus de soixante-cinq ans.

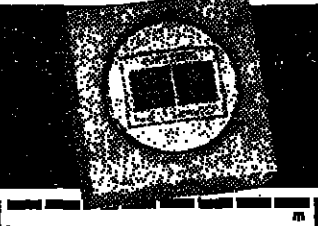
TABLEAU PRATIQUE DU CALCUL DE L'IMPOT

Comment se servir de ce tableau ? Votre revenu imposable est de 35 000 francs et vous bénéficiez de deux parts de quotient familial (cas d'un couple sans enfant). Reportez-vous à la colonne verticale « 2 parts ; revenu imposable » et à la case 33 200, qui est la plus proche de votre revenu imposable. L'impôt dû est inscrit en face : 3 385 francs. Mais il faut ajouter la partie de votre revenu qui excède la limite indiquée dans la case, soit 35 000 F — 33 200 F = 1 800 F. Ces 1 800 F sont imposés au taux de 25 % (voir première colonne verticale), soit 450 F. Votre impôt sera donc au total de 3 385 F + 450 F = 3 835 F.

	1 part	1 1/2 part	2 parts	2 1/2 parts	3 parts	3 1/2 parts	4 parts
	Revenu imposable	Revenu imposable	Revenu imposable	Revenu imposable	Revenu imposable	Revenu imposable	Revenu imposable
5 %	6 300	9 300	12 300	15 300	18 300	21 300	24 300
10 %	6 500	9 700	12 900	16 100	19 300	22 500	25 700
15 %	7 700	11 600	15 400	19 300	23 100	27 000	30 800
20 %	12 300	18 400	24 500	30 600	36 700	42 800	48 900
25 %	16 600	24 900	33 200	41 500	49 800	58 100	66 400
30 %	20 900	31 400	41 800	50 100	58 400	66 700	75 000
35 %	25 300	37 900	50 500	58 800	67 100	75 400	83 700
40 %	29 700	43 700	58 300	67 600	75 900	84 200	92 500
45 %	34 100	51 600	67 100	77 000	85 300	93 600	101 900
50 %	38 500	57 500	75 900	85 900	94 200	102 500	110 800
55 %	42 900	63 400	84 700	94 800	103 100	111 400	119 700
60 %	47 300	69 300	93 500	103 700	111 900	120 200	128 600

Cadeau original ou support publicitaire ?

D'une élégance raffinée, ce prospectus en matière de Carroz sera un cadeau distingué que vos Clients ou amis conserveront avec plaisir sur leur bureau.



Ce sera le support permanent de votre slogan luxueux et prestigieux. Vous pourrez l'offrir à l'occasion de congrès, séminaires, rencontres et même y faire figurer un mot de remerciement ou des vœux en fin d'année.

Demander notre brochure ou commander. Nous vous enverrons gratuitement, sans engagement de votre part, un prospectus de présentation. Nom : Adresse : Papierweights S.A.M. "La Roche" 6, rue de l'Industrie M.C. 69000 LYON 6

مكتبة من الأصل

L'ÉVÉNEMENT

Les élections aux chambres d'agriculture

LES élections aux chambres d'agriculture, qui ont commencé le 1^{er} février, se poursuivront jusqu'à la fin du mois. Il s'agit d'un moment important de la vie paysanne. Les compagnies consulaires paysannes jouent en effet un rôle de premier rang dans l'élaboration et la mise en œuvre pratique de la politique agricole, car, outre leur qualité d'interlocuteurs « obligatoires » des pouvoirs publics, elles disposent de gros moyens financiers. Ce scrutin est également l'occasion pour les organisations syndicales dissidentes de démontrer leur audience dans la paysannerie, avec pour certains objectifs d'être acceptées comme interlocuteurs des pouvoirs publics.

C'est dire qu'au moment où l'agriculture française traverse de sérieuses difficultés économiques, qui entraînent de la part de quelques-uns la remise en cause des orientations de la politique agricole française et communautaire, la campagne électorale a été

particulièrement âpre. Actuellement, une cinquantaine de départements ont procédé aux élections, mais les résultats définitifs ne sont connus que dans trente départements. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) a publié les résultats suivants : la participation au scrutin a été de 50,22 % ; par rapport au nombre de votants, les listes soutenues par la F.N.S.E.A. ont obtenu 63,48 % des suffrages contre 31,24 % six ans plus tôt lors des élections dans les mêmes circonscriptions ; celles du Mouvement de défense des exploitations familiales (MODEF) 21,17 % contre 23,34 % ; celles de la Fédération française de l'agriculture (F.F.A.) 5,46 % (elle ne présentait pas de candidats en 1970, celles sans éligibilité déterminées 1,15 % contre 10,73 %).

Ce vote permet à la F.N.S.E.A. de contrôler 96,56 % des sièges, alors que le MODEF en a 1,10 %, la F.F.A. 0,78 % et les « divers » 1,58 %. En nombre, les variations sont impor-

tales : la Fédération des exploitants « gauches » 21 sièges (28 moins 7), les autres formations sont en recul : le MODEF perd 9 sièges (5 moins 14), les « divers » 12 ; seule la F.F.A. se maintient (4 moins 4).

Certes, ces résultats sont partiels et peuvent être sensiblement modifiés lorsque ceux de tous les départements seront connus. Toutefois, une série de remarques peuvent être faites :

— Le nombre des sièges n'est pas du tout proportionnel au nombre des suffrages exprimés, ce qui déforme l'image de la représentation professionnelle au niveau des compagnies paysannes ;

— Le MODEF est en recul dans ses fiefs traditionnels du sud de la Loire et la F.F.A. ne perçoit pas, notamment dans la Manche, son département d'origine, où elle ne recueille pas plus de 20 % des voix ;

— Les partisans de M. Michel Debatiste,

président de la F.N.S.E.A., n'arrivent pas à prendre la majorité dans la chambre du Puy-de-Dôme. Dans la Loire-Atlantique, M. Raphaël Rialaud, vice-président des Chambres d'agriculture (APCA) et responsable national du Centre démocrate, n'a pas résisté à la poussée des Paysans-travailleurs ; — Lors du scrutin de 1974, qui a porté sur l'autre moitié des sièges, la F.N.S.E.A. a été soutenue par 64,37 % des votants, le MODEF 18,80 %, la F.F.A. 4,68 % et les « divers » 7,34 %.

Compte tenu de l'extrême politisation de ces élections, on peut penser, à l'inverse de la F.N.S.E.A., que les résultats « serrent » d'assez près l'opinion syndicale des agriculteurs. Le clivage des voix entre le MODEF et la F.F.A. ne marque pas seulement un vote poulardiste contre la F.N.S.E.A. mais également le choix entre deux modèles agricoles, celui de l'exploitation familiale et celui du libéralisme.

ALAIN GIRAUDO.

Les nuances du corporatisme agraire

PLUS d'un demi-siècle après la création des chambres départementales d'agriculture, le rôle de celles-ci sur la scène paysanne n'est pas clairement défini. Qui doit avoir la vedette de la représentation des intérêts professionnels : les compagnies consulaires — établissements publics — ou les syndicats — groupements de droits privés ? Le problème n'est pas que formelle car l'idéologie paysanne « dominante » tend à accrédi- ter — avec de plus en plus de difficulté — le plus vrai (le Monde du 29 octobre 1975 sur les syndicats agricoles) : la thèse unitaire d'un syndicalisme à vocation générale représentant exclusif de l'ensemble des agriculteurs.

L'ambiguïté tient pour une large part aux conditions dans lesquelles les compagnies ont été mises en place.

Lorsque les radicaux votent la loi du 3 janvier 1924, à première vue, les jeunes chambres d'agriculture, c'est-à-dire la représentation professionnelle publique, donnent une arme aux radicaux, pour contrecarrer les associations agricoles de la rue d'Athènes constituées à l'instigation des hobereaux hostiles au régime (1). Toutefois, dans le même temps, les compagnies paysannes entament le monopole des parlementaires ruraux qui restent jusqu'à la fin des années 1920 les seuls représentants des agriculteurs et du pouvoir. En outre, la création des chambres d'agriculture entraîne la disparition des offices départementaux qui, depuis 1919, permettaient à l'État d'intervenir facilement dans la vie agricole. Autrement dit, le dessein politique original est quelque peu flou : les notions de représentation et de représentativité s'entrechoquent déjà.

Le problème est resté posé dans des termes identiques lorsque après la libération les assemblées consulaires entrent en scène. Une idée se fait jour dès lors : les compagnies paysannes seraient-elles occupées des questions techniques ou pratiques que pose l'évolution de l'agriculture, alors que les syndicats prendraient en charge la défense des intérêts professionnels et s'opposeraient à la politique agricole à long terme. Il ne faut que quelques mois pour que l'idée devienne réalité : dans l'attente d'une « mise à jour » du statut des chambres par le Parlement, les syndicats et les assemblées consulaires signent, en février 1961, un « accord national ». En substance, ce texte stipule qu'un lien de donner leurs avis et conseils aux pouvoirs publics de façon souveraine, les chambres devront au préalable consulter les associations professionnelles en dehors de leurs propres instances ou celles-ci sont déjà représentées.

Vingt-cinq ans après Assurant la représentation du monde agricole, les compagnies paysannes n'en sont plus, du fait de cet accord, l'organe représentatif. Elles renoncent à créer des services autonomes et versent toutes leurs ressources prévues à cet effet aux organisations agricoles. Bref, les chambres d'agriculture deviennent de simples bureaux d'études et des services techniques.

Vingt-cinq ans après ces tâches sont toujours l'apanage des assemblées paysannes qui les ont même développées (voir ci-contre). Pourtant, la « répartition harmonieuse » des activités entre elles et le syndicalisme est rapidement remise en cause. En avril 1952, à peine plus d'un an après la signature de l'accord national, René Blondelle est élu président de l'assemblée permanente des présidents de chambres d'agriculture (A.P.P.C.A.). Le même homme est donc à la tête de la Fédération des exploitants (F.N.S.E.A.), organisation syndicale « unitaire », et des compagnies consulaires. Les deux « bords » veulent-ils éviter rivalité et opposition ? Apparemment oui. Et on peut en trouver une

confirmation dans le fait que la F.N.S.E.A. et ses associations spécialisées fournissent à chaque scrutin la très grande majorité des membres des assemblées. Mais cette censure par les hommes n'est qu'apparence.

En s'installant rue Scribe — siège de l'A.P.P.C.A. installée depuis lors avenue George-V — René Blondelle a une idée : remettre d'actualité les thèmes

confirmer dans le fait que la F.N.S.E.A. et ses associations spécialisées fournissent à chaque scrutin la très grande majorité des membres des assemblées. Mais cette censure par les hommes n'est qu'apparence.

En décembre 1949, le régime de Vichy crée la corporation paysanne et supprime du même coup les compagnies consulaires. Une ordonnance d'Alger de juillet 1944 annule cette mesure, mais il faudra attendre 1949 pour que le Conseil d'État reconnaisse l'existence légale des chambres d'agriculture et de l'A.P.P.C.A.

Les élections générales ont lieu en 1952 et René Blondelle est porté à la présidence de l'assemblée permanente, poste qu'il occupe jusqu'en 1971. En 1954, l'A.P.P.C.A. devient l'assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.). En mars 1971, M. Pierre Collet succède à René Blondelle, puis en mai 1974, M. Louis Perrin est porté à la présidence de l'A.P.C.A.

corporate d'avant guerre. Il ne se cache pas, et pour ce faire il compte sur les membres. Pour quel ? « On pourrait dire en très gros (...) que tandis que les syndicats opèrent sur le plan tactique, les chambres d'agriculture opèrent sur le plan stratégique et financier, différentes de celles du syndicalisme, leur permettent des réalisations matérielles et financières pour lesquelles le syndicalisme est moins bien armé », explique René Blondelle.

Pense-t-il vraiment que le syndicalisme se contentera de ce rôle d'estafette ? Toujours est-il que chambre et syndicat veulent s'installer à l'état-major ! Mais, fait nouveau, les questions de préséance s'effacent devant les questions de doctrine. Alors que l'agriculture française, engourdie par un siècle de protectionnisme, se lance à partir de 1950 dans la course au progrès économique, qui s'accroît avec la mise en route du Marché commun, les chambres d'agriculture, essentiellement composées d'hommes d'avant guerre, restent conservatrices : toute leur politique se résume à obtenir les prix agricoles les plus élevés possibles. Or les nouvelles générations commencent à prendre des responsabilités, elles sont favorables à une certaine transformation du milieu agricole pour en assurer la pérennité. Peu à peu de « jeunes tiges » s'installent aux commandes des centrales paysannes. Dans les années 60 ils vont parler d'une voix assez forte pour se faire entendre. Leur discours contredit celui des chambres. L'affrontement se cristallise en deux occasions :

— LE PLAN MANSHOLT : SUR LA RÉFORME DE L'AGRICULTURE DANS LA COMMUNAUTÉ EN 1963. — En simplifiant, ce document décrit les conditions d'exploitation minimales qui paraissent souhaitables pour que l'agriculture soit écon-

omiquement rentable au terme de dix ans de modifications structurelles. Dans le rapport moral qu'il présente au congrès de la F.N.S.E.A. en 1968, le secrétaire général, M. Michel Debatiste, n'approuve pas les propositions du mémorandum, mais lui donne « une approbation de principe » en indiquant « qu'on a trop tardé à aborder la politique de structure, de réorganisation de la production au niveau européen ».

En revanche, quelques semaines plus tard, les présidents de chambres réunis en session « s'indignent d'un objectif consistant à contraindre au départ — pour améliorer les structures d'exploitation — ceux des producteurs agricoles dont la vie dépendra la plus dure ».

— LE CONGRÈS DU C.N.J.A. DE BLOIS EN 1970. — Le congrès de Blois doit s'affronter les paysans-travailleurs issus des courants d'extrême gauche de mai 1968 et la tendance « réformatrice », qui l'emporte.

« C'est très chou et chou », écrit René Blondelle, qui accuse les deux courants de préparer la « socialisation des campagnes ». M. Vincent Gaumer, le nouveau président du C.N.J.A., réplique en défendant l'augmentation des prix agricoles contre l'organisation des producteurs : « Vous êtes au service d'intérêts qui ne sont pas ceux de toute la paysannerie ».

De telles querelles se développent également à l'occasion de l'extension des pouvoirs économiques des chambres (1968) ou de la réforme du régime électoral (1969). Mais dans les années 60, le problème de la représentation ou de la représentativité va prendre un nouveau tour avec la création des syndicats dissidents de la F.N.S.E.A. d'abord le Mouvement des exploitants familiaux (MODEF), proche du parti communiste, puis la Fédération de l'agriculture (F.F.A.) et plus récemment les Paysans-travailleurs, et enfin le Mouvement des travailleurs agricoles et ruraux (MONATAR).

La politique « maison » L'unité syndicale, de fait jusqu'en 1959, n'est plus depuis lors qu'une fiction juridique, les pouvoirs publics ne reconnaissent pas — jusqu'à quand ? — que les dissidents puissent être représentatifs. Du coup, les chambres détiennent l'universalité de la représentation, puisque toutes les catégories sont au sein du syndicat. De chaque côté, on use d'arguments que cette situation fournit : l'A.P.C.A. montre qu'elle parle sans contester au nom de tous ; la F.N.S.E.A., qu'elle représente le plus grand nombre ; les « dissidents », qu'ils recueillent un potentiel de suffrage qui devrait leur ouvrir les portes des conférences avec les pouvoirs publics.

A partir de 1971, la politique de concertation menée systématique-

Un système électoral complexe

Les 93 chambres départementales d'agriculture comptent au total 3200 membres élus par les chefs d'exploitations, leurs conjoints et les aides familiaux, les salariés d'exploitations, les propriétaires agricoles, les propriétaires fonciers et forestiers, les anciens exploitants et les organisations agricoles de droit privé.

Les 6 collèges électoraux ainsi constitués ont 4 sièges par circonscription pour les exploitants ; au moins 2 pour les anciens exploitants ; les tiers des sièges des exploitants sont assurés aux propriétaires forestiers.

Un exemple : la chambre d'agriculture de l'Hérault, département divisé en 5 circonscriptions est composée de 38 membres :

— 29 élus par les collèges des électeurs individuels dont 20 par des exploitants, 2 par les

propriétaires, 5 par les salariés, 2 par les exploitants retraités ; — 9 élus par les groupements agricoles dont 3 par les organisations syndicales, 3 par les coopératives, le Crédit agricole et les autres groupements à vocation économique, 3 par la Mutualité agricole ; — 1 administrateur du Centre régional de la propriété forestière.

Les membres sont élus pour six ans, la moitié des sièges étant renouvelables tous les trois ans. Les compagnies tiennent au moins deux sessions par an pour formuler leur avis. Entre les sessions, ceux-ci peuvent être rendus par le président et le bureau. Les présidents se regroupent eux-mêmes en assemblées générales à Paris (APCA) et ils désignent un président et un comité permanent général (C.P.G.), véritable conseil d'administration où sont représentées toutes les régions.

Le rôle des chambres d'agriculture est double : conseil des pouvoirs publics et service des agriculteurs.

1) LES CONSEILS DES POUVOIRS PUBLICS : « Les chambres d'agriculture sont auprès des pouvoirs publics les organes consultatifs et professionnels des intérêts agricoles dans leur circonscription » ; « Les chambres départementales d'agriculture donnent au préfet et au gouvernement tous les renseignements et avis qu'il leur sont demandés sur les questions agricoles. (...) Elles ont le droit de transmettre aux pouvoirs publics, à l'initiative consultative, leurs vœux sur toutes matières d'intérêt agricole », précise le code rural (art. 502 et 504). De son côté, l'article 2 de la loi d'orientation agricole de 1960 indique que « pour toutes les consultations de la profession agricole (...) le gouvernement devra consulter notamment les chambres d'agriculture et l'assemblée permanente des chambres d'agriculture ».

Concrètement, les assemblées consulaires paysannes donnent leur avis sur des questions telles que l'organisation d'un marché d'intérêt national, la détermination des chasses communales, le marquage de certains fromages, l'agrément des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). En outre, elles sont chargées de constater les usages locaux, dispositions coutumières qui seront utilisées par les tribunaux à défaut de textes législatifs. Elles organisent également la consultation des producteurs agricoles requise pour la généralisation des disciplines des groupements de producteurs.

Enfin, les chambres d'agriculture peuvent prendre l'initiative de se prononcer sur toute question intéressant directement ou indirectement l'agriculture. C'est ainsi qu'elles interviennent lors de l'élaboration des plans d'aménagement rural (PAR), des plans d'occupation des sols

(POS) ou des schémas directeurs d'aménagement urbain (S.D.A.U.). Les compagnies paysannes participent également à de nombreuses instances départementales telles que la commission consultative des baux ruraux, le comité de bassin, le comité de la formation professionnelle et de l'emploi.

2) LE SERVICE DES AGRICULTEURS. — Pour « agir », c'est-à-dire rendre service aux exploitants, les chambres d'agriculture ont plusieurs moyens : subventions, création de services, gestion indirecte. Elles peuvent également associer les organisations de droit privé — syndicats, coopératives, mutuelles — à la gestion de leurs différents services. Les domaines d'intervention sont extrêmement variés, car ils correspondent aux besoins propres à chaque département. Les actions les plus fréquemment entreprises sont les suivantes :

— Les services généraux : sous la responsabilité du directeur de la chambre, trois types de services sont en général offerts aux agriculteurs : conseils juridiques ou économiques et documentation ; — Les services d'utilité agricole de développement (SUAD) : il s'agit de la diffusion des connaissances en agronomie, gestion, utilisation du matériel qui est effectuée par trois mille agents environ ; — Les services d'utilité agricole de l'élevage (SUAE) : dans le cadre de la loi de 1960, destinée à améliorer la qualité de l'élevage, ils ont été créés, dans soixante chambres d'agriculture. Leur mission essentielle est l'identification des animaux, l'enregistrement de leur origine et le contrôle de leur « performance » ; — Les services de comptabilité et de gestion : des centres de gestion ont été mis en place dans soixante-quatorze départements pour permettre aux agriculteurs de traiter leurs problèmes de T.V.A. et d'établir leurs programmes d'investissements ; — Les laboratoires d'analyses ou expérimentaux : pour contrôler la qualité des produits — notamment du lait et des aliments du bétail, — des laboratoires d'analyses ont été créés dans dix-huit départements. En outre, une dizaine de chambres ont installé des domaines expérimentaux pour arriver à une meilleure maîtrise de la production. Il s'agit notamment de vergers, d'étables ou de stations zoologiques ; — Service foncier : dans soixante-dix départements, des agents s'occupent spécialement des opérations de remembrement, d'échanges amiables des terres, ou mettent en œuvre les opérations confiées normalement aux SAFER.

La moitié des chambres d'agriculture disposent en outre de services d'aménagement rural, de tourisme à la campagne, de formation professionnelle. Des compagnies consulaires gèrent aussi des aîles, des entrepôts frigorifiques ou des abattoirs publics (c'est le cas à Migennes, dans l'Yonne), donnent aux agriculteurs des renseignements météorologiques ou ont des stations climatologiques (c'est le cas dans l'Ar-dèche et la Drôme).

Conseils et services

Le rôle des chambres d'agriculture est double : conseil des pouvoirs publics et service des agriculteurs.

1) LES CONSEILS DES POUVOIRS PUBLICS : « Les chambres d'agriculture sont auprès des pouvoirs publics les organes consultatifs et professionnels des intérêts agricoles dans leur circonscription » ; « Les chambres départementales d'agriculture donnent au préfet et au gouvernement tous les renseignements et avis qu'il leur sont demandés sur les questions agricoles. (...) Elles ont le droit de transmettre aux pouvoirs publics, à l'initiative consultative, leurs vœux sur toutes matières d'intérêt agricole », précise le code rural (art. 502 et 504). De son côté, l'article 2 de la loi d'orientation agricole de 1960 indique que « pour toutes les consultations de la profession agricole (...) le gouvernement devra consulter notamment les chambres d'agriculture et l'assemblée permanente des chambres d'agriculture ».

Concrètement, les assemblées consulaires paysannes donnent leur avis sur des questions telles que l'organisation d'un marché d'intérêt national, la détermination des chasses communales, le marquage de certains fromages, l'agrément des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). En outre, elles sont chargées de constater les usages locaux, dispositions coutumières qui seront utilisées par les tribunaux à défaut de textes législatifs. Elles organisent également la consultation des producteurs agricoles requise pour la généralisation des disciplines des groupements de producteurs.

Enfin, les chambres d'agriculture peuvent prendre l'initiative de se prononcer sur toute question intéressant directement ou indirectement l'agriculture. C'est ainsi qu'elles interviennent lors de l'élaboration des plans d'aménagement rural (PAR), des plans d'occupation des sols

(POS) ou des schémas directeurs d'aménagement urbain (S.D.A.U.). Les compagnies paysannes participent également à de nombreuses instances départementales telles que la commission consultative des baux ruraux, le comité de bassin, le comité de la formation professionnelle et de l'emploi.

2) LE SERVICE DES AGRICULTEURS. — Pour « agir », c'est-à-dire rendre service aux exploitants, les chambres d'agriculture ont plusieurs moyens : subventions, création de services, gestion indirecte. Elles peuvent également associer les organisations de droit privé — syndicats, coopératives, mutuelles — à la gestion de leurs différents services. Les domaines d'intervention sont extrêmement variés, car ils correspondent aux besoins propres à chaque département. Les actions les plus fréquemment entreprises sont les suivantes :

— Les services généraux : sous la responsabilité du directeur de la chambre, trois types de services sont en général offerts aux agriculteurs : conseils juridiques ou économiques et documentation ; — Les services d'utilité agricole de développement (SUAD) : il s'agit de la diffusion des connaissances en agronomie, gestion, utilisation du matériel qui est effectuée par trois mille agents environ ; — Les services d'utilité agricole de l'élevage (SUAE) : dans le cadre de la loi de 1960, destinée à améliorer la qualité de l'élevage, ils ont été créés, dans soixante chambres d'agriculture. Leur mission essentielle est l'identification des animaux, l'enregistrement de leur origine et le contrôle de leur « performance » ; — Les services de comptabilité et de gestion : des centres de gestion ont été mis en place dans soixante-quatorze départements pour permettre aux agriculteurs de traiter leurs problèmes de T.V.A. et d'établir leurs programmes d'investissements ; — Les laboratoires d'analyses ou expérimentaux : pour contrôler la qualité des produits — notamment du lait et des aliments du bétail, — des laboratoires d'analyses ont été créés dans dix-huit départements. En outre, une dizaine de chambres ont installé des domaines expérimentaux pour arriver à une meilleure maîtrise de la production. Il s'agit notamment de vergers, d'étables ou de stations zoologiques ; — Service foncier : dans soixante-dix départements, des agents s'occupent spécialement des opérations de remembrement, d'échanges amiables des terres, ou mettent en œuvre les opérations confiées normalement aux SAFER.

La moitié des chambres d'agriculture disposent en outre de services d'aménagement rural, de tourisme à la campagne, de formation professionnelle. Des compagnies consulaires gèrent aussi des aîles, des entrepôts frigorifiques ou des abattoirs publics (c'est le cas à Migennes, dans l'Yonne), donnent aux agriculteurs des renseignements météorologiques ou ont des stations climatologiques (c'est le cas dans l'Ar-dèche et la Drôme).

LA CHUTE DES CHEVEUX est-elle un phénomène irréversible ?

L'environnement dans lequel vous vivez affecte votre chevelure. La pollution de l'atmosphère, le stress, les carences en vitamines, les médicaments, les traitements locaux appropriés favorisent la croissance naturelle de vos cheveux.

Ne vous fiez pas à des méthodes de rattrapage, adressez-vous à un spécialiste qui constatera l'état de votre chevelure et vous dira ce qu'il peut faire — et ce qu'il ne peut pas faire — pour vous retrouver une chevelure saine. Il peut vous conseiller, après examen, les produits dont l'application s'adapte à votre état capillaire.

L'institut Capillaire EUROCAP met ce spécialiste à votre disposition, ainsi que les installations pour l'application du traitement nécessaire. Si vous habitez en banlieue ou en province, il préviendra un traitement à domicile à votre intention.

Écrivez ou téléphonez pour un rendez-vous. L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert sans interruption de 11 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire

75001 PARIS - 4, rue de Castiglione - Téléphone : 260-38-84

BORDEAUX - CLEMONT-FERRAND - DIJON - LILLE - MARSEILLE - METZ - MULHOUSE - NANTES - NANCY - NICE - REIMS - RENNES - ROUEN - TOULOUSE

Imposable

La première fois, les personnes seules ayant charge âgée de moins de quatre ans au 31 décembre, dans la limite de 180 F, les autres, en vue de faire garder cet enfant par un tiers, ont droit à une déduction de 180 F sur le revenu imposable. L'application du barème au revenu imposable, dans la majorité des cas, le montant de la déduction est de 180 F.

L'impôt

Les élections aux chambres d'agriculture, qui ont commencé le 1^{er} février, se poursuivront jusqu'à la fin du mois. Il s'agit d'un moment important de la vie paysanne. Les compagnies consulaires paysannes jouent en effet un rôle de premier rang dans l'élaboration et la mise en œuvre pratique de la politique agricole, car, outre leur qualité d'interlocuteurs « obligatoires » des pouvoirs publics, elles disposent de gros moyens financiers. Ce scrutin est également l'occasion pour les organisations syndicales dissidentes de démontrer leur audience dans la paysannerie, avec pour certains objectifs d'être acceptées comme interlocuteurs des pouvoirs publics.

CUL DE L'IMPOT

Assurant la représentation du monde agricole, les compagnies paysannes n'en sont plus, du fait de cet accord, l'organe représentatif. Elles renoncent à créer des services autonomes et versent toutes leurs ressources prévues à cet effet aux organisations agricoles. Bref, les chambres d'agriculture deviennent de simples bureaux d'études et des services techniques.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

La défiance des hommes

(Suite de la première page.)
La Commission européenne a proposé 7,5 % de hausses moyennes pour 1976-1977 avec une correction monétaire qui ramène ce taux à 6,1 % pour la France. Les organisations paysannes de la C.E.E. réclament au moins 10,6 %. Les principales centrales françaises se sont ralliées à ce pourcentage. Pourtant, elles sont les seules en Europe à avoir donné des consignes d'action afin de faire pression sur la décision des ministres. Les autres ont préféré des méthodes moins directes : délégations auprès des parlementaires européens, motions...

C'est que l'enjeu des négociations

agricoles, M. Pierre Lardinois, a pu déclarer, au cours d'un récent dîner-débat à Paris : « Autrement, les agriculteurs français étaient les meilleurs défenseurs de la politique agricole commune. Aujourd'hui, ce sont les Allemands... »



(Dessin de KONK.)

n'est pas égal pour tous. Pour simplifier, prenons le cas de la République fédérale et de la France. Outre-Rhin, du début 1974 à fin 1975, le matériel de culture, les engrais, l'énergie, ont coûté globalement 18 % de plus aux fermiers qui ont perçu pour leurs produits une augmentation de 10 %. En France, la hausse des produits agricoles a été dans l'ensemble identique, mais les coûts de production ont progressé de 38 %. Autrement dit, alors que le revenu moyen des exploitants allemands est resté stable, celui des Français s'est dégradé.

Cela explique la plus grande détermination des exploitants français. Cela n'explique pas pourquoi le commissaire européen chargé des ques-

jours été très attaché au Marché commun, sont à leur tour de plus en plus critiques. Trois raisons à cela :

1) Les exploitants français sont moins protégés que la moyenne de leurs partenaires. Dans la C.E.E., 70 % des productions sont « couvertes » par une réglementation communautaire du marché. Mais cette proportion n'est que de 60 % en France. C'est dire que plus de tiers des produits de la terre ne bénéficient pas du filet protecteur que sont les prix d'intervention. Ici, la réglementation communautaire est trop lâche (cas des fruits, des légumes et du vin) ; là, elle n'existe pas (l'alcool, les pommes de terre et les moutons). Or les difficultés ont été très importantes dans chacune de ces productions au cours des derniers mois.

2) La Commission de Bruxelles envisage de limiter les interventions. La préoccupation majeure de cer-

tains États membres, telle l'Allemagne, est de faire des économies. En 1975, les Neuf ont dépensé 4,8 milliards d'unités de compte (1 U.C. = 5,83 F) pour soutenir les cours des principales denrées. En 1976, la dépense sera de 5,2 milliards d'unités de compte. Pour freiner cette progression des dépenses, la Commission envisage d'accorder un soutien moins important que par la passé aux céréales, au lait et à la viande bovine. Les experts européens pensent que ces dispositions empêcheront la formation d'excédents coûteux à financer. Les agriculteurs constatent que cela limitera leurs revenus.

3) La Commission européenne n'a pas de politique d'exportation définie, alors que la C.E.E. est excédentaire en produits de base, céréales et lait notamment. « Je ne suis pas un commerçant », réplique M. Lardinois, quand on lui fait la remarque. Cette attitude a deux inconvénients : la Communauté est constamment en position défensive sur le marché mondial, aussi brade-t-elle ses stocks au lieu d'assurer des courants commerciaux réguliers. Cela a été le cas pour le beurre et les carcasses de bovins. C'est le cas actuellement du lait en poudre. En outre, les agriculteurs n'ont pas d'objectifs précis pour développer leurs productions.

Apparemment, les ministères et la Commission de Bruxelles tiennent ces inquiétudes pour négligeables, estimant que les agriculteurs sont avant tout préoccupés des questions de prix sur lesquelles il y a toujours possibilité de s'entendre. Ils risquent de faire une erreur de jugement. Certes, les exploitants dont le revenu a diminué ces deux dernières années tiennent à obtenir un « rattrapage ». Mais la raison de leur grogne est plus profonde. Que restera-t-il effectivement de l'Europe verte si les paysans s'en désintéressent ? La politique agricole commune s'est jusqu'à présent accommodée des désordres monétaires, des déséquilibres régionaux, des disparités de revenus, des rivalités d'intérêts. Mais pourra-t-elle surmonter la défiance des hommes ?

ALAIN GIRAUDO.

EUROPE

L'accord-cadre que le COMECON propose de conclure avec la C.E.E. laisserait peu d'initiative à chacun de ses membres

Les ministres des affaires étrangères des Neuf délibéreront, lors de leur session des 1^{er} et 2^{es} mars, de l'aide-mémoire qui a été remis lundi 16 février, à Luxembourg, au nom du COMECON, par M. Weiss, vice-président du conseil des ministres de la République démocratique allemande, à M. Thörn, chef du gouvernement luxembourgeois, qui préside actuellement le conseil de la C.E.E. Ce document — une dizaine de pages rédigées en russe, accompagnées d'une traduction non officielle en français — comporte, selon les termes du communiqué publié à Luxembourg, « un projet

d'accord entre le Conseil d'assistance économique mutuelle (C.A.E.M.) et ses membres d'une part, et la C.E.E. et ses États membres, d'autre part ». Les représentants des Neuf ont eu, dès lundi soir, à Bruxelles, un premier échange de vues sur ces propositions, mais n'ont encore donné aucun commentaire. Avant d'exprimer leur position, les Neuf entendent, à l'évidence, examiner avec une très grande attention un texte qui, semble-t-il, n'est pas exempt d'ambiguïtés, voire même de chausse-trappes.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les pays du COMECON viennent donc de mettre fin à une année de silence et de rétablir le contact qu'ils avaient eux-mêmes rompu après la visite de M. Wellenstein, directeur général des relations extérieures de la Commission européenne, à Moscou, en février de l'année dernière (le Monde du 14 février 1975). Les propositions qu'ils soumettent maintenant aux Neuf apparaissent comme un compromis entre les thèses défendues initialement par le COMECON d'une part et la Communauté d'autre part. Celle-ci, rappelons-le, souhaitait surtout être en mesure de conclure des accords commerciaux avec chacun des pays de l'Est. Autrement dit, elle entendait que le COMECON la traite comme n'importe quel grand pays occidental (États-Unis ou Japon, par exemple), et autorise ses membres à négocier séparément avec elle au sujet de leurs relations commerciales. La préférence de l'Union soviétique allait, au contraire, à une négociation de

commerce avec la C.E.E. L'accord-cadre proposé aux Neuf ne serait pas exclusif : il est précisé, en des termes qui, au demeurant, ne paraissent pas dépourvus d'ambiguïté, que certaines questions pourront être traitées par des accords bilatéraux ou multilatéraux. Un haut fonctionnaire de la Communauté résumait assez bien les premières réactions en nous faisant observer que « la liberté laissée aux pays membres du COMECON était moins grande qu'on ne l'espérait ». En vérité, si l'arrangement-cadre inclut l'ensemble des dispositions commerciales qui sont proposées, les accords commerciaux séparés, même s'ils sont tolérés, ne pourront être conclus que par référence à cet arrangement-cadre, ce qui en limiterait la portée pratique et politique.

Sur le plan juridique et institutionnel, il semble également que les intentions révélées par l'aide-mémoire du COMECON ne soient pas totalement limpides. Ses auteurs jonglent avec les notions de Communauté et d'États membres comme s'ils se souciaient assez peu des procédures communautaires existantes et du fait que, depuis le 1^{er} janvier 1973, la politique commerciale relève de la compétence de la Communauté. Certains se demandent, dans ces conditions, si la reconnaissance de la Communauté que laisse supposer la démarche de M. Weiss est réelle ou bien purement de façade.

La balle est maintenant dans le camp de la Communauté. Comme l'a noté M. Thörn, à l'issue de son entretien avec M. Weiss, le simple fait que le contact soit rétabli avec l'Est est un élément positif. Mais il est bien clair que les grandes manœuvres qui précéderont l'ouverture des négociations visant à la normalisation des relations commerciales entre la C.E.E. et ses voisins orientaux ne font que commencer. Les Neuf doivent maintenant indiquer avec précision sur quelle base ils sont prêts à engager ces négociations.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

CONJONCTURE

Confirmation de la reprise en France

L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A PROGRESSÉ DE 3,6 % EN DÉCEMBRE

L'indice de la production industrielle en France a fortement progressé en décembre, passant, après correction des variations saisonnières, de 112,02 à 115,81 en novembre, à 116 (base 100 en 1970), soit une progression de 3,6 % en un mois. Cet indice, qui ne comprend ni le bâtiment ni les travaux publics, dépasse de 1,8 % le niveau atteint en décembre 1974. C'est la première fois depuis longtemps que la production industrielle est plus forte qu'un an plus tôt à la même époque. Il n'empêche que, pour l'ensemble de l'année 1975, la production industrielle a été inférieure de 8,9 % à ce qu'elle avait été pendant l'année 1974. De même faudra-t-il attendre de longs mois avant de retrouver le plus haut niveau de production, atteint à l'été 1974.

La forte progression enregistrée en décembre confirme ce que les enquêtes mensuelles de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise avaient indiqué depuis l'été dernier : la récession s'est terminée en France vers avril-mai 1975 ; après avoir plié à un très bas niveau pendant l'été, la production a recommencé à augmenter à l'automne.

Si la reprise est nette maintenant, elle est inégale selon les secteurs : + 12,6 % en un mois et + 22,6 % en un an pour l'automobile, mais baisse de 5,8 % en un mois et de 23 % en un an pour la production de minerais de fer et de produits sidérurgiques. D'une façon générale, la reprise est déjà très avancée dans les industries de consommation ; en moyenne, la production de ce secteur a retrouvé un niveau égal au meilleur niveau atteint avant la crise. Reprise à la fois plus récente et moins générale dans les industries intermédiaires ; cependant, en moyenne, la production de ces industries a déjà progressé de 4 % au cours du dernier trimestre.

PRIX

L'INDICE DES PRIX DE DÉTAIL CALCULÉ par la C.C.T. a augmenté de 1,1 % en janvier 1976 par rapport à décembre 1975. En un an (janvier 1976 comparé à janvier 1975), la hausse du coût de la vie est de 13,6 % selon la C.C.T. En janvier, les principales augmentations ont concerné les postes « Hygiène-santé » (+ 3,1 % en un mois) et alimentation (+ 1,4 %).

Affaires et Commerce Brousse et Savane. Toute l'Afrique est présente au Cameroun.

Afrique maritime, Afrique forestière, Afrique de la savane et des hauts plateaux, Afrique de la faune, de la brousse et des plantes rares. A lui seul, le Cameroun résume toute cette immense diversité africaine.



Renseignements et réservations dans toutes les agences de voyages, les bureaux Air France, et l'agence Cameroon Airlines, à Paris, 12, boulevard des Capucines - 75009 PARIS. Tél. 073.85.40.

POUR MIEUX VOUS SERVIR

CAMEROON AIRLINES

U & O PUBLISTE

CHEFS D'ENTREPRISE RETROUVEZ VOTRE SOMMEIL.

Comment diriger une entreprise si les soucis de gestion vous empêchent de vous concentrer sur les tâches importantes.

OBBO peut vous aider. La comptabilité par décaque OBBO est le plus simple et le plus efficace des instruments de gestion.

Elle vous donne immédiatement votre situation de trésorerie et rend possible sa prévision.

Elle permet une évaluation permanente de votre exploitation et fournit des résultats mensuels.

OBBO, c'est aussi une assistance technique de mise en place, un mobilier de classement adapté et la Gestion Informatique intégrée.

Comptabilité pour une meilleure gestion.

Contre ce coupon, et gratuite, une documentation d'initiation.

M.

Société

Adresse

Tél.

OBBO, 9, rue de Maubouge, Paris 9^e. Tél. : 878.25.50 et 25.06. M 2

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

MATTEL
le moins cher des grands
Les ventes de Mattel ont dépassé les 100 millions de francs en 1975.
L'entreprise a lancé de nombreuses nouvelles lignes de jouets.
Mattel est présente dans plus de 100 pays.
Elle est leader mondial de la poupée Barbie.
Elle a également développé des jouets innovants comme les voitures à pile.
Mattel continue d'investir dans la recherche et le développement.
Elle vise à rester leader dans le marché des jouets.
Elle a récemment lancé la ligne de jouets "Masters of the Universe".
Elle a également développé des jouets éducatifs.
Mattel est une entreprise dynamique et innovante.
Elle a pour objectif de continuer à offrir des jouets de qualité à ses clients.
Elle a récemment lancé la ligne de jouets "Masters of the Universe".
Elle a également développé des jouets éducatifs.
Mattel est une entreprise dynamique et innovante.
Elle a pour objectif de continuer à offrir des jouets de qualité à ses clients.

François GHE
DEUX ANS DE
PETROLIER
Les ventes de François Ghe ont dépassé les 100 millions de francs en 1975.
L'entreprise a lancé de nombreuses nouvelles lignes de produits.
François Ghe est présente dans plus de 100 pays.
Elle est leader mondial de la lampe à huile.
Elle a également développé des produits innovants comme les lampes à pile.
François Ghe continue d'investir dans la recherche et le développement.
Elle vise à rester leader dans le marché des lampes.
Elle a récemment lancé la ligne de produits "Masters of the Universe".
Elle a également développé des produits éducatifs.
François Ghe est une entreprise dynamique et innovante.
Elle a pour objectif de continuer à offrir des produits de qualité à ses clients.

Services techniques et économiques
Une Soufflot - 75005 Paris

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

M. D'ORNAHO : que de dangers dans les propositions de M. Mitterrand !

Yôte d'honneur du premier dîner... M. D'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a vigoureusement critiqué les propositions socialistes en matière de politique industrielle. Après avoir relevé les critiques formulées par M. Rocard, membre du secrétariat national du parti communiste, dans un article paru dans le Monde du 21 janvier, M. D'Ornano a évoqué les récentes déclarations de M. Mitterrand. « Que de dangers dans les propositions de M. Mitterrand, qui nous annonce un plan socialiste de restructuration industrielle ! », a-t-il déclaré le ministre, avant d'ajouter : « Je n'ai rien à dire sur les objectifs de M. Mitterrand, qui prône l'individualisme, l'esprit d'entreprise, la nécessité de la compétitivité internationale et de la croissance. Ce sont les nôtres. » Mais, à côté de certaines propositions qui ne sont pas indignes d'intérêt, M. Mitterrand croit-il vraiment que ces objectifs seront atteints, comme il l'annonce, par l'augmentation du nombre des emplois publics, le blocage des prix, la taxation de l'investissement et une nouvelle répartition du pouvoir dans une perspective d'industrialisation ?

Après avoir, M. D'Ornano s'est étonné d'un franc succès auprès des chefs d'entreprises qui assistaient à la manifestation et se déclaraient fervents partisans d'un retour à la liberté des prix, qui doit être « notre objectif ».

- **WATERMANN ENTRE AU CONSEIL DE LIP.** La société Watermann France vient d'acquiescer à la participation de 1 % dans le capital de la Société européenne d'horlogerie et d'équipements mécaniques, gérée des actifs de l'ancienne société LIP. Elle s'occupera, en outre, des maintenant, de la commercialisation des montres de la firme de Palencia sur les marchés étrangers.
- **EN SUISSE, le chômage, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, dépassé 1 % de la population active.**

Selon la « Frankfurter Allgemeine Zeitung »

UN PATRONAT ARCHAÏQUE EST RESPONSABLE DU « GACHIS FRANÇAIS »

La « Frankfurter Allgemeine Zeitung » (FAZ), quotidien libéral de Francfort, très influent dans les milieux d'affaires, a établi, le 16 février, un parallèle entre la France à la veille de la révolution de 1789 et la France actuelle : « La France demeure pour l'essentiel une société de classes. A cela plusieurs raisons : une gestion archaïque des entreprises, l'absence d'une division raisonnable des pouvoirs dans les grandes entreprises, l'absence de toute exigence, une législation du travail insuffisante, de mauvaises conditions d'existence sur les lieux de travail. Enfin, un système d'imposition injuste », affirme le quotidien.

La FAZ conclut : « Les destins des pays libres de l'Europe occidentale sont de plus en plus solidaires. L'ami et voisin de la France ne peut se rejouer de voir que ses propres classes dirigeantes n'ont jamais été aussi aveugles que les françaises. Cela ne peut que l'inquiéter. En effet, toute l'Europe libre subira les conséquences du gachis français. »

La réplique du C.N.P.F.

En réponse à l'article du journal allemand, le C.N.P.F. a publié le 17 février le communiqué suivant : « Cette attaque des entreprises françaises paraît relever de la pure et simple diffamation. Manœuvre politique ? Discrédité jeté à l'étranger sur des entreprises françaises concurrentes ? Toutes les hypothèses peuvent être envisagées. »

« Un sondage publié récemment, et qui montre que 75 % des salariés font confiance à leurs dirigeants et qu'ils estiment que leur entreprise a changé en bien depuis cinq ans, fait justice des affirmations gratuites du quotidien allemand. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'EMPRUNT DU CRÉDIT NATIONAL

Le Crédit National émet un emprunt d'un montant de 1200 millions de francs, d'une durée de 15 ans. Les titres offerts en souscription sont des obligations en coupures de 1000 francs portant intérêt à 10,30 %, amortissables au pair en 7 séries annuellement égales, le 1^{er} mars de chacune des années 1976, 1981, 1983, 1985, 1987, 1989 et 1991. Le prix d'émission est fixé au pair. Le premier coupon sera payé le 1^{er} mars 1977. Le taux actuariel ressort ainsi à 10,12 % (Taux). Le paiement des intérêts sera effectué sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Les souscriptions sont reçues par le Crédit National, 45, rue Saint-Denis, 75001 Paris (7^e), les comptables du Trésor et des postes, les centres de chèques postaux, la Banque de France, les banques et agents de change.

SOCIÉTÉ FRANCO-BELGE DE MATÉRIEL DE CHEMINS DE FER

Chiffres d'affaires comparés (hors taxes)

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1975 s'élève à 788 378 728 F, contre 355 288 404 F pour l'exercice 1974.

Les chiffres d'affaires 1975 et 1976 comprennent les montants étrangers des ventes de produits du plan comptable, soit 43 888 600 pour 1975 (matériels sous-traités).

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES COMBUSTIBLES LIQUIDES

Le conseil d'administration de la Société française des combustibles liquides, dont l'Ordnium français de pétroles détient 99 % du capital, s'est réuni le 10 février 1976, sous la présidence de M. J. Canton, Président-Directeur Général. Il a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975. Le bénéfice net s'élève à 6 594 000 F (soit 4 081 000 F de plus-value nette à long terme). Le bénéfice net hors plus-value nette à long terme s'élève à 4 603 000 F, en augmentation de 5 % sur celui de l'exercice précédent de 4 383 000 F.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée pour le 7 avril 1976, la distribution d'un dividende brut et net de 35 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 16 F, soit au total 48 F. Ce dividende est en progression de plus de 10 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

SYNTHELABO

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé réalisé en 1975 par le groupe Synthelabo s'élève à 492,9 millions de francs, marquant une progression de 17,97 % sur le chiffre d'affaires de l'année précédente.

Cette activité représente le chiffre d'affaires réalisé par des divisions spécialisées pharmaceutiques, internationale, matériel hospitalier, chimie-vétérinaire, y compris les ventes des filiales dans lesquelles la participation de Synthelabo est égale ou supérieure à 50 %. La Société des produits pharmaceutiques Robert et Carrière-Lederle, qui a repris l'activité des laboratoires Robert et Carrière, a été consolidée à 30 %.

GRANDS MOULINS DE PARIS

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice 1975 s'élève à 9 089 825 000 F contre 8 077 000 F en 1974 pour le département de la Seine.

Il s'élève à 129 931 000 F contre 141 118 000 F l'an dernier pour le département de l'Allier et du Puy-de-Dôme.

Cette dernière diminution peut être expliquée par le transfert à compter du 1^{er} janvier 1975 des fabrications de farine de blé tendre à la Société d'Industrie de Paris à la Société Générale Provisoire de Broyage.

Au total le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice 1975 s'élève à 11 119 877 000 F contre 11 098 135 000 F pour l'exercice 1974.

SÉLECTION - RENDEMENT

Réuni sous la présidence de M. Henri Fournier, le conseil d'administration de la société S. le 12 février 1976, a arrêté les comptes de l'exercice 1975 sous la présidence de M. J. Canton, Président-Directeur Général. Il a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975. Le bénéfice net s'élève à 6 594 000 F (soit 4 081 000 F de plus-value nette à long terme). Le bénéfice net hors plus-value nette à long terme s'élève à 4 603 000 F, en augmentation de 5 % sur celui de l'exercice précédent de 4 383 000 F.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée pour le 7 avril 1976, la distribution d'un dividende brut et net de 35 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 16 F, soit au total 48 F. Ce dividende est en progression de plus de 10 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

SOURCE PERRIER S.A.

Dans sa séance du 12 février 1976, le conseil d'administration de la Source Perrier a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1975.

Après amortissements et une dotation complémentaire à la provision pour dépréciation des titres de participation, ces comptes se soldent sans bénéfice ni perte contre un bénéfice de 29 555 561,93 F pour l'exercice précédent.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui aura lieu le mercredi 27 mars 1976, au siège social, à Vergennes, la distribution, par prélèvement sur le report à nouveau et les réserves, d'un dividende de 2 F par action, soit 3 F par action, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, contre l'exercice précédent.

DART annonce pour 1975 de nouveaux bénéfices records

Les résultats provisoires de Dart Industries indiquent pour 1975 un nouveau bénéfice record.

Le bénéfice par action s'élève, selon Justin Dart, à environ 3,54 dollars par action, et ceci après déduction de 18 cents résultant de l'application rétroactive de nouvelles réglementations comptables en matière d'enregistrement de gains et de pertes sur change.

Le bénéfice par action de l'exercice 1975, indépendamment des effets de la déduction de 18 cents, est de 3,72 dollars par action, contre 3,54 dollars de l'exercice précédent.

Après déduction de 4 millions de dollars résultant du règlement comptable en matière de change, le bénéfice net provisoire de Dart Industries s'élève à 78 millions de dollars contre 89 millions. Ce dernier montant, en augmentation de 1,6 million également dû à l'ajustement comptable sur change.

Le chiffre d'affaires représentait 1 200 millions de dollars pour l'exercice 1975, contre 1 128 millions de dollars l'an passé. Le rapport bénéfice net/chiffre d'affaires s'élève à 0,29 % en 1975 contre 0,31 % en 1974.

Justin Dart considère ces résultats satisfaisants, compte tenu des conditions économiques qui ont prévalu durant la plus grande partie de l'année : le programme est essentiellement dû au développement direct et, principalement, à la division « Tupperware », ainsi qu'aux deux secteurs ayant bénéficié du redressement de tendance en fin d'année dans les domaines de la chimie et des plastiques.

Dart Industries inc.

Le conseil d'administration a annoncé la distribution d'un dividende trimestriel de 18 cents par action ordinaire à compter du 23 mars 1976, payable pour les actions enregistrées à la date du 20 février 1976.

Il a également annoncé que le dividende de 3 %, sous forme d'actions gratuites, serait payable à compter du 27 mai 1976 pour les actions enregistrées à la date du 9 avril 1976.

COFIMEG

Les recettes de la société en 1975 se sont élevées à 35,3 millions de francs. Les produits financiers inclus dans ce total pour 1,3 million seulement ont enregistré, par rapport à l'exercice précédent (5,1 millions), une forte diminution due à l'investissement de la trésorerie dans de nouveaux immeubles en 1974. Par contre, grâce à l'augmentation des encaissements de loyers, et malgré l'arrivée à échéance de nombreux des premières primes à la construction, les produits sociaux ont progressé en un an de 12,5 à 34 millions de francs.

GESTION RENDEMENT

Le conseil d'administration, réuni le 10 février 1976 sous la présidence de M. Emmanuel Muellier, a procédé à l'examen des comptes de l'exercice 1975 qui sont apparus un bénéfice net de 3 589 235,31 F contre 3 635 388,87 F l'an dernier.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 23 mars 1976 de verser le dividende à 12,25 F par action ; compte tenu de l'impôt régit par avance au Trésor (crédit d'impôt), soit 0,64 F, le revenu global par action sera de 11,61 F contre 10,62 F pour l'exercice précédent.

Le 11 février 1976, l'actif net global s'élevait à 75 970 954,02 F et la valeur liquidative de l'action à 184,70 F contre 179,10 F le 31 décembre 1975.

Association de défense des actionnaires de LA PIERRE SYNTHÉTIQUE BAIKOWSKI

Siège social : 6, avenue George-V 75008 - PARIS

Les actionnaires de la société « La Pierre Synthétique Baikowski », société anonyme au capital de 4 millions de francs, dont le siège social est à 78, avenue de la République, sont informés qu'il a été constitué une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée à la préfecture de police le 13 janvier 1976 et publiée au Journal officiel du 20 janvier 1976.

Cette association dénommée Association de défense des actionnaires de La Pierre Synthétique Baikowski a son siège social à Paris (8^e), 6, avenue George-V.

Son objet social est de rechercher, promouvoir, favoriser et appliquer tous moyens propres à l'amélioration de la situation des actionnaires minoritaires de la société « La Pierre Synthétique Baikowski ».

Cette action sera poursuivie à tous les stades, tant de façon amiable qu'en introduisant tous recours et toutes actions en justice qui seraient nécessaires à la défense des droits et intérêts des actionnaires minoritaires de la société « La Pierre Synthétique Baikowski ».

Le président de l'association est M. Georges Edberg, demeurant à Paris (8^e), 6, avenue George-V.

Les actionnaires susceptibles d'être intéressés par l'objet social de l'association sont invités à prendre contact avec le président.

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

Du vendredi 17 heures au lundi 09 heures, les locations de voitures particulières ne sont facturées que pour deux journées.

Location "à l'heure" des véhicules utilitaires.

Tarif LONGUE DURÉE, pour locations à partir de 4 mois.

Véhicules neufs ou récents, parfaitement entretenus.

PARIS :	75012 207, Rue de BERCY	(1) 346.11.50
	75012 108, Boulevard DIDOT	(1) 628.27.50
	75018 102, Rue ORFÈVRE	(1) 076.32.90
LYON :	69007 100, Rue PASTEUR	(78) 72.83.85
MARSEILLE :	121 Avenue du Prado - 13266 MARSEILLE Cedex 2	(91) 77.68.00
	AÉROPORT MARIANNE	(93) 81.04.88
NICE :	06000 5, Rue HALEVY	(93) 87.14.30
	AÉROPORT NICE-CÔTE D'AZUR - 06050 NICE Cedex	(93) 83.13.65

80 AGENCES EN FRANCE

François GHEL

DEUX ANS DE CRISE PETROLIERE

LA CRISE PETROLIERE PAS

Editions techniques et économiques
3, rue Soufflot - 75005 Paris

LASKY

LEADER EUROPEEN DE LA VENTE AU DETAIL DE MATERIEL AUDIO RECHERCHE D'URGENCE DES MAGASINS DE DETAIL AUDIO DANS LE CENTRE DE PARIS.

Adresser les propositions de préférence en anglais à :

TELEX AUDIOTRONIC 924920
ou à l'agent de la société

Davis & Co
62, Boulevard de la Chapelle - 75018 PARIS
Téléphone 01.527.3061

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Entreprises Algériennes de Grands Travaux

A. I. T. R. A.
Filiale Sonatrach

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 02/76

Un avis d'appel d'offres est lancé pour :

— La fourniture et l'installation d'un double-jointing automatique mobile à Hassi-Messaoud.

Les Entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès du Département Approvisionnements/Stocks : A.I.T.R.A., 114, rue de Tripoli, HUSSEIN-DEY (Alger).

Les offres accompagnées de pièces réglementaires requises et placées sous double enveloppe cochetée portant de façon apparente la mention : « A NE PAS OUVRIR - SOUMISSION APPEL D'OFFRES N° 02/76 FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN DOUBLE JOINTING AUTOMATIQUE MOBILE A HASSI-MESSAOUD. »

Devront parvenir à A.I.T.R.A., 2, boulevard Mohamed-V, ALGER, avant le 15 MARS 1976.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 (quatre-vingt-dix) jours.

Toute offre ne respectant pas les indications ci-dessus ne sera pas prise en considération.

(PUBLICITE)

SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX (S.O.N.E.D.E.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE Sfax

Fourniture, transport et montage du matériel électro-mécanique du réseau de collecte (pompes, moteurs, armoires électriques)

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (S.O.N.E.D.E.), dont le siège social est à Tunis, 23, rue du Docteur-Braquehay-Montfleury, lance un appel d'offres pour la fourniture, avec télécommande d'équipements électromécaniques de neuf forages situés dans la région de Djilma et Ouled-Asker. Le financement de ces travaux est assuré par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

QUALIFICATION

Seules sont autorisées à participer à cet appel d'offres les entreprises ou groupement d'entreprises des pays membres de la BIRD et la Suisse.

OUVERTURE DES PLIS

La date de remise des offres et d'ouverture des plis de l'appel d'offres est fixée au vendredi 14 mai 1976 à 11 heures.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Tous les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la S.O.N.E.D.E.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être acquis contre paiement de cinquante (50) dinars tunisiens.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

UNE JOURNÉE A L'AGENCE NATIONALE

Claire est « montée » à Paris parce qu'à Clermont-Ferrand les débouchés professionnels ne sont pas légion. Pour reculer l'échéance d'une entrée difficile dans la vie professionnelle, elle a fait des études de sciences politiques. Elle a obtenu un doctorat en droit, en mars dernier. Depuis, elle cherche du travail : tests psychologiques, discussions, examens, stages non rémunérés, déjeuners-épreuves... au total, dix mois d'attente, d'angoisse, quelques d'excitation, et, le plus souvent, de désespoir. Dix mois, c'est long. Aujourd'hui, elle est encore à la recherche de son premier emploi.

Un jeudi de janvier, la jeune fille entre pour la première fois dans les locaux de l'Agence nationale pour l'emploi de la rue Blanche. Une cinquantaine de personnes, déjà, attendent patiemment leur tour. Claire se dirige vers l'hélicène :

« Je voudrais m'inscrire à l'Agence. — On ne peut pas vous recevoir. Revenez mercredi prochain. — Pourquoi pas aujourd'hui ? — C'est impossible, parce qu'il y a trop de monde. — Huit jours plus tard, même scénario. Cependant, elle insiste pour être reçue : « Bon, lui dit l'hélicène, remplacez-vous et revenez à 14 heures ». Claire procède à des inscriptions collectives. Il est 10 heures. Elle s'installe dans la salle d'attente. Une heure trois quarts de paperasserie. On veut tout savoir : les études, les diplômes, les connaissances, les langues étrangères, les travaux

personnels, les antécédents professionnels, l'expérience acquise, les désirs exprimés, les dates de disponibilité... La jeune diplômée a du mal à distinguer entre les désirs exprimés et les antécédents professionnels et l'expérience acquise.

Une fois les papiers terminés, elle consulte les panneaux d'offres d'emploi. Parce qu'on demande une expérience pédagogique, une expérience de gestion ou bien une ancienneté de cinq ans et que Claire ne correspond pas au profil exigé, la lecture a un goût d'angoisse.

A 14 h. 30, elle est appelée par l'hélicène. On lui confie un nouveau dossier à remplir et on la prie de se rendre au sous-sol. Trente personnes environ sont installées dans la salle. Le prospecteur-placier prend la parole : « Nous allons procéder à une inscription collective. Prenez les feuilles jaunes, bleues, roses et blancs qui sont devant vous. Nous allons ensemble répondre aux questions. Vous portez dans la case 23 le chiffre 6, et c'est votre première entrée sur le marché, le chiffre 7 après une interruption de six mois, vous portez le chiffre 9... etc. ». Le tourbillon des chiffres va durer deux heures et demie. Claire plus désemparée que jamais, reprend le métro. Il est 17 heures.

Demain, d'autres fiches à remplir à la Sécurité sociale. Une fois entrées dans les statistiques, il sera temps de chercher un moyen d'en sortir. Encore et toujours des files d'attente en perspective.

CHRISTIANE CHAMBEROIS.

CORRESPONDANCE

PARFOIS DES MOIS D'ATTENTE POUR TOUCHER L'ALLOCATION PUBLIQUE DE CHOMAGE

Un lecteur de Paris, M. François Lemaire, nous a adressé la lettre suivante :

Après avoir terminé mon service militaire le 1^{er} septembre 1975 et me trouvant dans une situation bien que titulaire d'une maîtrise en lettres, je me rendis à l'Agence nationale pour l'emploi, où j'appris que mon cas, prévu par la loi, donnait droit à des allocations de chômage au titre de demandeur d'un premier emploi. Je fus dirigé sur le centre administratif des cadres où je constituai un dossier qui ouvrait mes droits aux ASSÉDIO (chômage complémentaire, environ 600 F par mois) en plus des allocations « officielles » (environ 350 F par mois). Après mon passage aux ASSÉDIO, rue Henri-Rochefort, je reçus effectivement un premier chèque une vingtaine de jours plus tard. Cette institution semble fonctionner normalement, pour ceux qui ont la chance d'en bénéficier. Il en va tout autrement de l'Agence nationale pour l'emploi, comme vous allez pouvoir en juger. Je fus convoqué une première fois, alors que je touchais déjà les ASSÉDIO, et l'on m'expliqua que mes allocations étaient bloquées le 1^{er} décembre 1975, soit trois mois après mon inscription à l'Agence, sous réserve d'une deuxième demande à la mi-novembre. Le 15 novembre, je fis donc cette seconde démarche, et l'on m'assura que je recevrais un chèque (ASSÉDIO + aide publique) au plus tard le 1^{er} janvier 1976, soit plus d'un mois après. Fallait-il tout ce temps pour régler les questions administratives ?

Il n'est pas dans mon intention d'analyser ici cette curieuse lenteur de l'administration : car enfin de deux choses l'une : ou bien l'on estime que je n'ai pas droit au chômage, et la question ne se pose plus, ou bien l'on estime que j'y ai droit, et dans ce cas pourquoi ne faire attendre quatre mois, alors que ce sont normalement les mois les plus difficiles ? Et comment sont sensés vivre les jeunes chômeurs pendant ce temps-là ? Ceux qui

trouvent un emploi au bout de quelques mois recevront donc une aide de l'Etat, alors que leur situation financière sera redevenue normale. Quant aux autres, ils n'ont même pas la possibilité de prendre un travail à mi-temps, car l'Agence leur enlève une journée de chômage par 100 F perçus, et le nombre d'heures de travail est limité à deux cent heures par trimestre (soit un peu moins de trois heures et demie par jour, cinq jours sur sept) : c'est-à-dire qu'ils n'ont ni le droit de travailler, ni celui d'être aidé au bon moment.

Un matin de la fin janvier ne recevant toujours que les ASSÉDIO, j'ai été déposer une réclamation au centre de l'Agence pour l'emploi dont je dépends. Les nombreuses personnes qui attendaient avec moi étaient venues pour la même raison. Parmi elles, quelques-unes étaient inscrites depuis cinq ou six mois et venaient réclamer pour la troisième ou quatrième fois. On leur avait fait rédiger des réclamations qui étaient restées sans réponse. La personne qui m'a reçu m'a aimablement expliqué qu'elle passait ses journées à se débattre en vain pour retrouver des dossiers ou tenter d'accéder à leur traitement. Visiblement découragée, elle m'a raconté que certains chômeurs avaient reçu leurs allocations au bout de huit mois, d'un seul coup (1), et qu'on avait découvert un millier de dossiers « oubliés » dans une armoire, au cours d'une réorganisation des services. Elle m'a fait remplir un formulaire de réclamation, en laissant entendre qu'il n'y avait pas grand-chose à espérer, étant donné le désordre et l'indifférence de l'administration. S'agissant du chômage, la rentabilité et une organisation sérieuse sont pourtant particulièrement nécessaires.

En présence de ces faits qui affectent une grande partie des chômeurs de la capitale, on peut se demander quelle politique réelle vis-à-vis des « petits chômeurs » poursuit le gouvernement, et si l'organisation actuelle de l'administration est très différente de celle qu'on se plait à dénoncer en Italie.

(A la direction de l'Agence nationale pour l'emploi ou au site des existences de difficultés comme celles décrites par notre correspondant. Les disparités entre les droits ouverts par seconde, troisième, quatrième ou cinquième inscription (ASSÉDIO) et ceux prévus sur le plan réglementaire (aide publique) compliquent les procédures et retardent parfois les délais de paiement.

Une harmonisation entre les deux régimes ainsi que l'instauration d'un dossier « unique » de demandes d'allocations chômage — formule expérimentée actuellement dans dix départements — paraissent deux réformes urgentes de nature à mettre un terme aux situations scandaleuses et parfois dramatiques dans lesquelles se trouvent un certain nombre de chômeurs.)

NÉGOCIATEUR DE GRANDE EXPÉRIENCE

Connaissance approfondie des pays d'Amérique du Sud. Excellentes introductions au plus haut niveau. Nombreux contacts avec interlocuteurs de décision. Soutiendrait toute proposition de collaboration avec groupe d'investisseurs nationaux pour missions ponctuelles ou de longue durée.

Ecrire sous n° 8.581 à « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens 75127 Paris.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

L'EXPOSITION FRANÇAISE DE CARACAS

Débarquement en pays occupé

De notre envoyé spécial

Caracas. — Les Français ont bien été invités au déjeuner mais ils arrivent au dessert : après tout mieux vaut tard que jamais. Tel est en substance le commentaire que vient de faire un journal vénézuélien de l'exposition technique et scientifique organisée par la France à Caracas. Un peu piqué par l'ironie du propos, un haut fonctionnaire français corrigeait devant nous : « Au dessert, ils expèrent tout de même un peu. Disons que nous arrivons alors que le repas est commencé... »

Quel que soit le jugement que l'on porte sur les efforts faits par la France pour pénétrer sur les marchés étrangers — et maintenant sur ceux des riches Etats pétroliers, — tout le monde était à peu près d'accord à Caracas pour reconnaître qu'au Venezuela la première vague des gros contrats est passée. Reste à savoir si la France peut bénéficier de la seconde vague d'investissements qu'entraînera la réalisation du 4^e Plan national vénézuélien (1975-1979).

Deux cent soixante-dix-neuf entreprises participent à cette exposition qui se tiendra jusqu'au 22 février dans la banlieue de Caracas. On retrouve bien sûr ici les gros bataillons de notre industrie : Thomson C.S.F., Empain-Schneider, la C.G.E., Des absents de marque tout de même : les pétroliers. Absence remarquée dans un pays qui produit environ 100 millions de tonnes par an et dont les réserves en hydrocarbures paraissent immenses depuis qu'on connaît l'existence d'une ceinture bitumineuse s'étendant sur plusieurs centaines de kilomètres le long de l'Orénoque.

Que peuvent espérer les industriels français venus à Caracas ? Dans l'immédiat, plusieurs gros contrats sont en cours de négociation. Le premier concerne la sidérurgie. Le

gouvernement vénézuélien a de grands projets qui devraient entraîner 13 milliards de francs de dépenses d'ici à 1979. Il s'agit de traiter les importantes quantités de minerai de fer du pays. Le Venezuela envisage ainsi de produire 15 millions de tonnes d'acier en 1985 et 5 millions dès 1979 par l'entremise du groupe d'Etat Sidor. Les Allemands semblent les mieux placés pour empêcher l'essentiel du pactole, mais il est possible que Creusot-Loire obtienne quelque chose.

Deuxième très grosse affaire : la construction de 300 kilomètres de chemin de fer. C'est un marché de 4 milliards de francs pour lequel la France paraît avoir quelques chances.

Des espoirs plus sérieux semblent permis avec l'automobile. Le gouvernement vénézuélien doit choisir à savoir pour équiper les voitures de puissance moyenne qui sont montées ici. Il semble que Renault ait la possibilité de placer le moteur de la R16. En revanche, les chances semblent beaucoup plus réduites pour le projet de construction du métro de Caracas : 4,5 milliards de francs au total dont 2 milliards de francs seront dépensés dans les six ans à venir. Ce sont les Anglais et les Américains qui assureront la maîtrise d'œuvre et la gestion. Reste à savoir qui fournira le matériel roulant. Le haut fonctionnaire vénézuélien chargé du projet nous a assuré que les équipements de la R.A.T.P. étaient très bons, « très luxueux même » pour le R.E.R. Mais sur son bureau les deux maquettes de wagons n'étaient pas françaises.

En inaugurant jeudi dernier l'exposition en compagnie du ministre vénézuélien du développement, M. Casal,

M. Raymond Barre, venu spécialement de Paris en Concorde, a déclaré « qu'il n'était pas normal que la France, grande nation industrielle, ne soit à l'heure actuelle que le septième fournisseur du Venezuela ». La formule du ministre français du commerce extérieur a un peu fait sourire ici. Nos piètres performances au Venezuela sont, hélas ! tout à fait normales. En 1975, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie ont exposé à Caracas : des manifestations beaucoup moins importantes que la nôtre mais qui suffisaient à ces trois pays pour entretenir un courant d'activité créé depuis longtemps.

La formule de M. Barre exprimait, en fait, plus de regret que d'étonnement. Mais il sera difficile d'effacer, même partiellement, notre retard. Le Venezuela se montre, en effet, difficile et exigeant. Répondant à M. Barre, M. Casal a déclaré, en substance, qu'il était d'accord pour recevoir les techniques de la France mais pas à n'importe quel prix ni dans n'importe quelles conditions.

La compétition avec les autres pays industrialisés sera d'autant plus difficile que le Venezuela s'aperçoit, comme l'Iran, l'Indonésie et tant d'autres nouveaux riches pétroliers, que les équipements achetés aux pays industrialisés coûtent très cher. Paradoxe : on discute beaucoup à Caracas — et la presse s'en fait largement l'écho — de l'endettement extérieur à ne pas dépasser. Le pétrole se vend mal, en effet, et moins cher qu'on ne l'espérait il y a peu de temps encore. Aussi le patronat vénézuélien, un peu épouvanté par l'ampleur des projets gouvernementaux, critique-t-il véritablement depuis plusieurs jours le contenu du 4^e Plan. Il n'est donc pas impossible que certains projets soient réduits.

ALAIN VERNHOL.

DES COOPÉRATIVES AGRICOLES ENVISAGENT DE CONCLURE UN PROJET D'ACCORD DE TROC AVEC L'U.R.S.S.

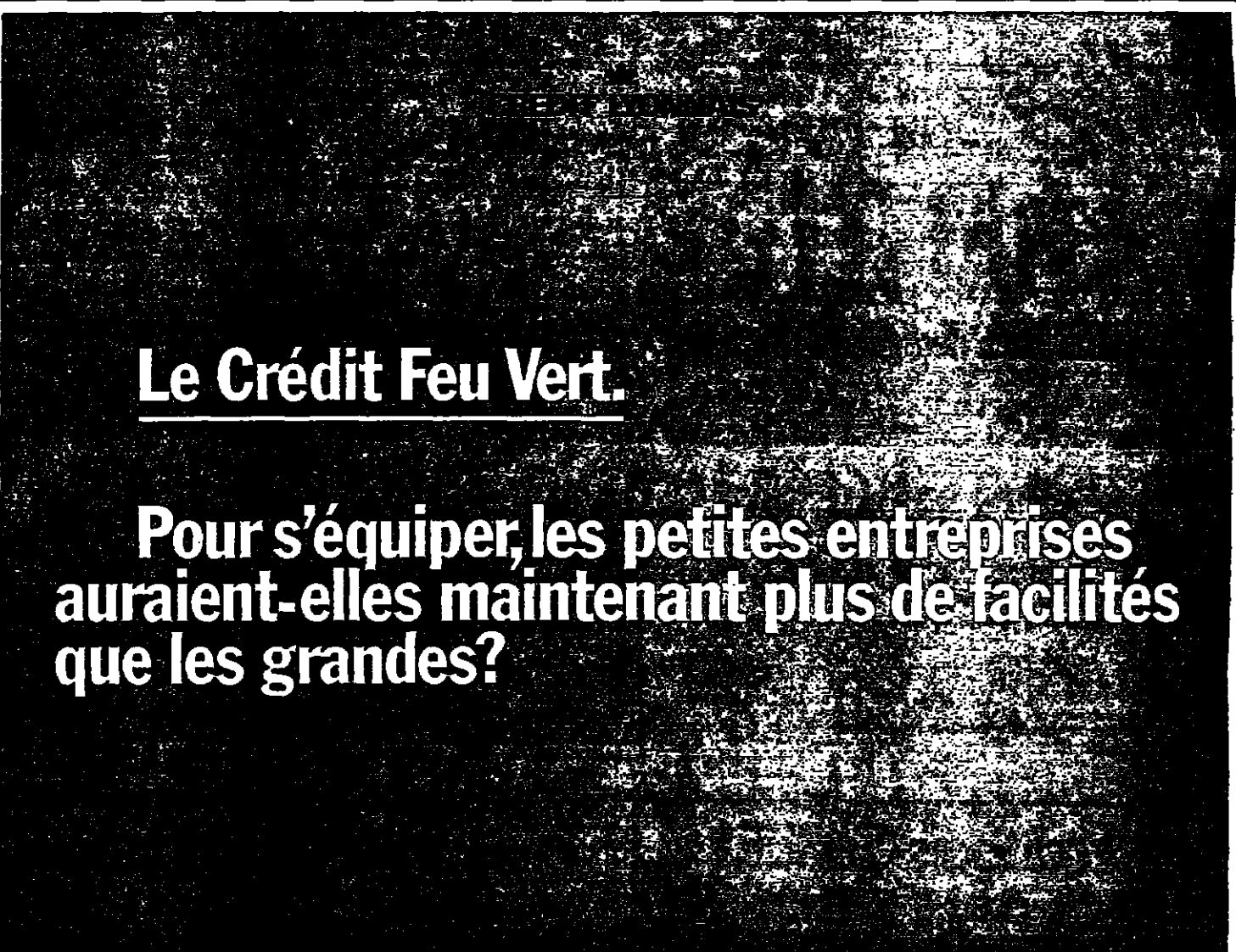
(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — Les entreprises coopératives rassemblées au sein de la C.F.C.A. (Confédération française des coopératives agricoles) envisagent de conclure avec l'U.R.S.S. un important accord pluriannuel de fourniture de produits agricoles. Ce projet, dont la négociation avec les autorités soviétiques est, semble-t-il, déjà très avancée, porterait la première année sur les quantités suivantes : 1 million de tonnes de céréales, 200 000 tonnes de poudre de lait, 20 000 tonnes de beurre, 50 000 tonnes de viande (jeunes bovins), 1 million d'hectolitres de vin et d'alcool, 50 000 tonnes de pommes et 10 000 tonnes de volailles. Il s'agirait d'un accord de troc.

Autant qu'on sache, ce projet d'accord pluriannuel ne comportera pas de clause de prix. Il lui faudra cependant obtenir la bénédiction de la Commission de Bruxelles : au moment où s'effectueront les livraisons, il sera en effet nécessaire que la Commission accorde aux coopératives françaises des « restitutions », c'est-à-dire des subventions égales à la différence entre les prix communautaires et le prix mondial.

Cet aval bruxellois n'est pas forcément sans difficultés. L'expérience montre en effet que la Commission est volontiers réticente dès qu'il s'agit de favoriser des ventes vers les pays de l'Est. — Ph. L.

Europcar loué des voitures de la Renault 5 à la Mercedes
europcar
645.21.25



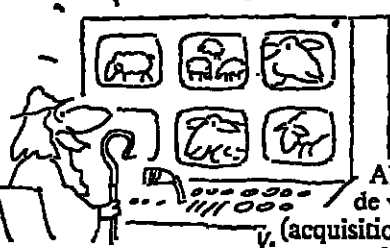
Le Crédit Feu Vert.

Pour s'équiper, les petites entreprises auraient-elles maintenant plus de facilités que les grandes?

Plus de facilités que les grandes, non. Mais, avec le Crédit Feu Vert, autant.

Le Crédit Feu Vert est un crédit d'équipement spécialement étudié, par le Crédit Lyonnais, pour les petites et moyennes entreprises, les commerçants et les artisans.

Il s'obtient dans un délai très court et avec le minimum de formalités : vos derniers documents comptables et le devis de votre projet suffisent



pour constituer le dossier d'un Crédit Feu Vert.

Alors, n'hésitez plus à faire le point de vos besoins d'équipement (acquisition ou modernisation de matériel, constructions ou aménagement d'installations...). Avec le Crédit Feu Vert du Crédit Lyonnais, vous vous équipez vite. Mais nous avons aussi d'autres crédits et d'autres services. Venez nous voir, nous sommes prêts de chez vous.

LE CREDIT FEU VERT DU CREDIT LYONNAIS.

Un crédit d'équipement pour les petites et moyennes entreprises, pour les commerçants et pour les artisans.

LES MARCHÉS

PARIS

LOI

COURSE DE PARIS

HAIES	VALEURS	CHANGEMENT
1000 F	1000 F	0,00
2000 F	2000 F	0,00
3000 F	3000 F	0,00
4000 F	4000 F	0,00
5000 F	5000 F	0,00
6000 F	6000 F	0,00
7000 F	7000 F	0,00
8000 F	8000 F	0,00
9000 F	9000 F	0,00
10000 F	10000 F	0,00
11000 F	11000 F	0,00
12000 F	12000 F	0,00
13000 F	13000 F	0,00
14000 F	14000 F	0,00
15000 F	15000 F	0,00
16000 F	16000 F	0,00
17000 F	17000 F	0,00
18000 F	18000 F	0,00
19000 F	19000 F	0,00
20000 F	20000 F	0,00
21000 F	21000 F	0,00
22000 F	22000 F	0,00
23000 F	23000 F	0,00
24000 F	24000 F	0,00
25000 F	25000 F	0,00
26000 F	26000 F	0,00
27000 F	27000 F	0,00
28000 F	28000 F	0,00
29000 F	29000 F	0,00
30000 F	30000 F	0,00
31000 F	31000 F	0,00
32000 F	32000 F	0,00
33000 F	33000 F	0,00
34000 F	34000 F	0,00
35000 F	35000 F	0,00
36000 F	36000 F	0,00
37000 F	37000 F	0,00
38000 F	38000 F	0,00
39000 F	39000 F	0,00
40000 F	40000 F	0,00
41000 F	41000 F	0,00
42000 F	42000 F	0,00
43000 F	43000 F	0,00
44000 F	44000 F	0,00
45000 F	45000 F	0,00
46000 F	46000 F	0,00
47000 F	47000 F	0,00
48000 F	48000 F	0,00
49000 F	49000 F	0,00
50000 F	50000 F	0,00
51000 F	51000 F	0,00
52000 F	52000 F	0,00
53000 F	53000 F	0,00
54000 F	54000 F	0,00
55000 F	55000 F	0,00
56000 F	56000 F	0,00
57000 F	57000 F	0,00
58000 F	58000 F	0,00
59000 F	59000 F	0,00
60000 F	60000 F	0,00
61000 F	61000 F	0,00
62000 F	62000 F	0,00
63000 F	63000 F	0,00
64000 F	64000 F	0,00
65000 F	65000 F	0,00
66000 F	66000 F	0,00
67000 F	67000 F	0,00
68000 F	68000 F	0,00
69000 F	69000 F	0,00
70000 F	70000 F	0,00
71000 F	71000 F	0,00
72000 F	72000 F	0,00
73000 F	73000 F	0,00
74000 F	74000 F	0,00
75000 F	75000 F	0,00
76000 F	76000 F	0,00
77000 F	77000 F	0,00
78000 F	78000 F	0,00
79000 F	79000 F	0,00
80000 F	80000 F	0,00
81000 F	81000 F	0,00
82000 F	82000 F	0,00
83000 F	83000 F	0,00
84000 F	84000 F	0,00
85000 F	85000 F	0,00
86000 F	86000 F	0,00
87000 F	87000 F	0,00
88000 F	88000 F	0,00
89000 F	89000 F	0,00
90000 F	90000 F	0,00
91000 F	91000 F	0,00
92000 F	92000 F	0,00
93000 F	93000 F	0,00
94000 F	94000 F	0,00
95000 F	95000 F	0,00
96000 F	96000 F	0,00
97000 F	97000 F	0,00
98000 F	98000 F	0,00
99000 F	99000 F	0,00
100000 F	100000 F	0,00

مكتبة الأمل

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
 - Le Cambodge neuf mois après. (11), Par F. Ponchaud.
- 2-3. AFRIQUE
3. PROCHE-ORIENT
4. EUROPE
 - ESPAGNE : le couple royal est accueilli en Catalogne.
4. DIPLOMATIE
 - La visite du chef du gouvernement yougoslave à Paris.
5. AMÉRIQUES
 - CHILI : les militaires à la recherche d'une « démocratie sélective ».
6. POLITIQUE
 - La catastrophe de La Moutte : un bulletin d'alerte était parvenu à la station à la veille de l'avalanche.
7. FAITS DIVERS
 - Au conseil d'état : le droit de contester les renseignements portés sur les fichiers administratifs.
8. EDUCATION
 - M. Haby n'envisage pas de la création de nouveaux établissements pour la formation des professeurs.
8. SPORTS
9. DÉFENSE
9. RELIGION
 - TRIBUNE INTERNATIONALE : « Ego de la théologie », par Henri Brugmans.
- 12 à 14. ARTS ET SPECTACLES
 - DANSE : le ballet du Grand Théâtre de Nancy.

LE MONDE DE LA MÉDECINE
PAGES 15 ET 16
— La santé mentale en question.
— « Psychologie et terrorisme », une libre opinion de Paul Albo.

17. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
 - Comment traiter les déchets des centrales nucléaires.
18. LES RÉGIONS
 - Quels transports pour le Poitou-Charentes ?
19. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - TRANSPORTS : la desserte des Antilles.
26. FISCALITÉ
 - Comment calculer votre impôt.
27. L'ÉVÈNEMENT
 - Les élections aux chambres d'agriculture.
- 28 à 30. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - EUROPE : l'accord-cadre que le Ceecon propose de conclure avec la CEE, laisserait peu d'initiative à chacun de ses membres.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (12)
Annonces classées (20 à 25) : Aujourd'hui (10) ; Carnet (11) ; Journal officiel (10) ; Loterie nationale (10) ; Météorologie (10) ; Mots croisés (10) ; Finances (11).

Le numéro du « Monde » daté 17 février 1976 a été tiré à 591 143 exemplaires.

**4. RUE
Ste. BEUVE**
Paris - 6

Avec la garantie
d'un maître tailleur
**COSTUMES
MESURE**
dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 695 F
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND TAILLEUR
27, rue du 4-Septembre, PARIS (8ème)

A B C D F G H

RÉUNIE EN BELGIQUE

La deuxième conférence mondiale des communautés juives dénonce l'arbitraire de l'U.R.S.S. en matière d'émigration

La II^e conférence mondiale des communautés juives devait s'ouvrir à Bruxelles ce mardi 17 février dans l'après-midi. Pendant trois jours, plus de deux cents délégués, venus de trente pays, discuteront, sous la présidence de Mme Golda Meïr, le problème des trois millions d'Israéliens d'U.R.S.S., dont la situation s'est, à leur avis, aggravée ces derniers mois, nous dit Pierre de Vos, notre correspondant à Bruxelles. Les organisateurs, se basant sur l'acte final d'Helsinki et la Constitution soviétique, veulent obtenir la liberté individuelle et culturelle pour les Juifs d'U.R.S.S., la liberté d'émigrer pour ceux qui le désirent, la cessation d'opérations arbitraires et la libération « de tous ceux qui ont été incarcérés pour le seul crime de leurs convictions ».

Selon les organisateurs, « Bruxelles 1 », la précédente

conférence de 1971, avait eu des effets déterminants sur l'émigration, qui ne dépassait pas le chiffre de quatre cents Juifs par an. En 1971, treize mille Juifs avaient pu partir. Depuis, cent quinze mille ont émigré, dont cent mille en Israël. Cinq mille Juifs ont par la suite quitté Israël, le plus souvent pour les États-Unis. Deux cents d'entre eux, enfin, ont choisi de rejoindre l'U.R.S.S.

A ce propos, quatre Juifs soviétiques revenus en U.R.S.S., après avoir émigré en Israël, ont été envoyés à Bruxelles pour expliquer le sort qui leur avait été réservé en Terre promise. L'un d'eux, M. Ziv, nie qu'il y ait encore une importante réserve de Juifs désireux de partir et que cent cinquante-cinq mille Juifs d'U.R.S.S. aient effectivement été invités en Israël par des familles. M. Ziv a dit aussi que pendant l'hiver 1973, après la

guerre du Kippour, le nombre d'autorisations a été diminué « pour des raisons de diplomatie à l'égard des Arabes ».

Les organisateurs de la conférence nient les allégations de M. Ziv et du gouvernement soviétique. Ils affirment que quatre-vingt mille dossiers sont en souffrance et que si les Juifs n'étaient pas en butte aux persécutions lorsqu'ils demandent à partir, sept cent cinquante mille d'entre eux demanderaient des visas de sortie.

Le gouvernement belge a pris des précautions exceptionnelles pour protéger les travaux de la conférence. Le Palais des congrès et les principaux hôtels de la ville sont sévèrement gardés, car, après les protestations des pays arabes et de l'U.R.S.S., on s'attend à des manifestations et même à des incidents.

Moscou stigmatise « la foire sioniste » de Bruxelles

De notre correspondant

amis qui leur font part des obstacles rencontrés aussi bien en Israël qu'en États-Unis ou en Europe Occidentale. Seuls demandent à partir maintenant ceux qui sont profondément motivés et non plus ceux qui pensaient trouver au bout du chemin la vérité dans un pays de cocagne. Selon les chiffres donnés par les autorités soviétiques, 11 700 Juifs seulement ont quitté l'U.R.S.S. en 1973. Deux fois plus en 1974, mais en 1975, et trois fois plus en 1976. De nombreuses personnes comprises dans ces statistiques ne sont pas Juives, mais sont obligées d'accepter un visa pour Israël, même si elles ne veulent pas s'y rendre. Toujours selon les autorités soviétiques, 1 400 demandes d'émigration seraient encore à l'étude, le taux des refus serait de 1,6 % seulement. Ces refus, motivés soit par des raisons familiales, soit par des raisons politiques, un citoyen soviétique, même majeur, a besoin de l'autorisation de ses parents pour quitter l'U.R.S.S., visent en général l'élite de la communauté juive.

Dans un geste de conciliation, les « refuzniks » — pour la plupart des universitaires — ont été reçus lundi pendant deux heures par le ministre des Affaires étrangères, qui leur a permis de présenter au comité central qu'il leur a permis de présenter au comité central, ainsi que le chef de l'Office d'émigration (OVI) ont écouté pendant deux

heures les doléances de ces six dirigeants des dissidents Juifs. Le second volet de la campagne de propagande soviétique a pris la forme de la publication dans la presse de toute une série de lettres envoyées par des Juifs soviétiques et dans lesquelles ils réaffirment leur attachement à l'U.R.S.S., condamnant en général la conférence de Bruxelles et dénonçant « les manœuvres sionistes » lorsqu'ils ont reçu des invitations en provenance d'Israël. La plupart des correspondants occidentaux à Moscou ont reçu un nombre de correspondants d'affaires dans lesquelles on retrouve souvent, à quelques mots près, les mêmes phrases. L'agence Novosti, d'autre part, publiée l'usage des correspondants étrangers, un important dossier pour tenter de prouver que jamais les Juifs n'ont souffert de discrimination sous le pouvoir soviétique. Mais, à vouloir trop prouver, il arrive qu'on se retrouve dans des situations invraisemblables. Un exemple : pour expliquer le petit nombre de Juifs émigrés en U.R.S.S. (quatre-vingt-dix pour une communauté de 2,5 millions de personnes), l'agence Novosti insiste sur les progrès de l'assimilation et de l'adhésion parmi la communauté juive. En guise d'illustration, elle cite le cas de Léningrad où, dit-elle, on ne voit à la synagogue, durant les fêtes religieuses, que « vingt ou trente vieillards ». Léningrad compte officiellement cent soixante mille Juifs.

JACQUES AMALRIC.

Pour la première fois

La procédure d'emprunt communautaire va jouer en faveur de l'Italie et de l'Irlande

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Communauté prêtera 1 milliard de dollars à l'Italie et 300 millions de dollars à l'Irlande. Elle se procurera sans doute les crédits nécessaires pour aider l'Irlande par un emprunt direct auprès de l'Arabie Saoudite. Cette dernière aurait demandé des précisions au sujet de la garantie du versement des intérêts. La France aurait été chargée de prendre contact avec Riyad à ce propos.

La C.E.E. donnera sa garantie à l'Italie pour un emprunt émis sur le marché international des capitaux. C'est la première fois que les Neuf font appel au mécanisme qu'ils ont créé il y a un peu plus d'un an, autorisant la Communauté à émettre des emprunts dans la limite de 3 milliards de dollars (intérêts compris).

Les modalités du prêt à l'Irlande sont d'ores et déjà arrêtées. Le taux d'intérêt serait de 9,2 %. Celles concernant le prêt à l'Italie seront mises au point d'ici la prochaine réunion des ministres des finances, le 15 mars. Plusieurs ministres se sont opposés à l'idée d'un taux d'intérêt variable (en fonction du taux de l'euro-dollar).

Les prêts seront très vraisemblablement consentis pour cinq ans et assortis de conditions concernant la conduite de la politique économique. Il est ainsi demandé à l'Irlande que l'endettement des pouvoirs publics en 1976 ne progresse pas à un rythme plus rapide que le produit national brut et soit par la suite encore freiné. — Ph. L.

Le comité central du P.C. chinois est « scindé » par la crise actuelle

écrit « le Quotidien du peuple »

Pékin (A.F.P.). — Le comité central du parti communiste chinois est « scindé » par la crise politique actuelle, a admis mardi 17 février, le Quotidien du peuple. Dans un article de première page dénonçant les tentatives de « restauration du capitalisme » par des dirigeants « impérialistes en pagés sur la voie capitaliste », le journal accuse ces derniers de « transformer le blanc en noir », de provoquer sans scrupules une scission au sein du comité central dirigé par le président Mao Tse-toung, et d'attaquer « la ligne révolutionnaire ». « La lutte actuelle est une gigantesque épreuve de force entre le prolétariat et la bourgeoisie », ajoute le journal.

Ces révélation de la presse officielle portent à un degré de gravité extrême la campagne en-

gagée contre plusieurs hauts dirigeants et en particulier, à en croire des affiches en grands caractères, contre le vice-premier ministre M. Teng Hsiao-ping.

Dernière minute

QUARANTE PERSONNES PRISES EN OTAGES A BEYROUTH

Beyrouth (A.F.P.). — Une quarantaine d'employés de l'université américaine de Beyrouth ont été pris en otages par l'un des auteurs de l'attentat qui a coûté la vie, mardi matin, au doyen de l'université.

MORT DE M. JEAN LEGARET sénateur de Paris

M. Jean Legaret, sénateur et conseiller de Paris (indépendant), membre de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat, ancien député et ancien président du Conseil municipal de Paris, est décédé le 15 février à la suite d'une longue maladie. Ses obsèques seront célébrées jeudi à 10 h. 30, en l'église Saint-Gervais à Paris.

Avec M. Jean Legaret, disparaît un parlementaire d'une grande ouverture d'esprit et extrêmement courtis, qui n'a pas eu le temps de donner sa mesure dans la haute assemblée. Membre de la commission des affaires culturelles du Sénat, il s'intéressait particulièrement à tout ce qui concernait la qualité de la vie parisienne. Avant d'être l'un des rares conseillers de la capitale à s'élever, en 1958, lors du débat du conseil municipal, contre le projet de construction des abattoirs de la Villette, M. Jean Legaret avait joué un rôle important au Palais du Luxembourg dans la commission d'enquête sénatoriale qui dévota, en 1970, le « scandale » des abattoirs.

M. Jean Legaret était né le 20 août 1913 à Amberg (Pays-de-Bavière). Il était diplômé de l'École libre des sciences politiques, il avait été reçu, en 1944, comme auditeur au conseil d'Etat. De 1950 à décembre 1951, M. Legaret est successivement conseiller technique du vice-président puis du président du Conseil, M. René Pleven, puis à la fin de son mandat, ministre de l'Intérieur (premier gouvernement de M. Edgar Faure) et de M. René Pleven au ministère de la Défense nationale.

En 1952, il est élu pour la

première fois député de la Seine et siège à l'Assemblée nationale avec les indépendants et paysans d'action sociale. Il y restera jusqu'en décembre 1955, date de la dissolution de l'Assemblée décidée par le chef du gouvernement, M. Edgar Faure. Battu aux élections du 2 janvier 1956, il sera réélu en 1958 dans la première circonscription, puis de nouveau battu en 1962 et en 1967.

De 1958 à 1962, M. Legaret représente la France à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale dont il préside la commission des affaires budgétaires. Puis, en octobre 1968, il est élu sénateur de Paris et s'inscrit au groupe des indépendants.

Avant d'être membre du conseil de Paris, où il présidait la commission des affaires culturelles, M. Legaret avait siégé au conseil municipal de la capitale (1953) qu'il avait présidé en 1964. Il était maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat depuis 1970. M. Jean Legaret avait publié plusieurs ouvrages de littérature, un roman, le Coudé, paru en 1968. Il animait un cercle politique, le Club des Provençaux. Il sera remplacé au Sénat par M. Jean Legaret, député de la Seine (premier gouvernement de M. Edgar Faure) et de M. René Pleven au ministère de la Défense nationale.

En 1952, il est élu pour la

APRÈS LA PRISE D'OTAGES A DJIBOUTI

Même révolutionnaire, un crime reste un crime écrit, M. Alain Gesmar dans « Libération »

Libération publie, dans son numéro daté du 17 février, les lettres de plusieurs lecteurs qui se sont exprimées, parfois en termes très vifs, sur les positions adoptées par le quotidien d'extrême gauche au sujet des enfants pris en otages à Djibouti. Un de ces lecteurs a écrit à ce sujet un dessin publié par Libération, où l'on voyait un soldat français en tenue militaire et un enfant, en lui disant : « C'est pour la France, mon petit », mais où il a remplacé « la France » par « la révolution ».

M. Alain Gesmar, ancien secrétaire général du S.N.C., puis animateur de la Gauche prolétarienne, aujourd'hui dissoute, écrit de son côté : « Si l'on accepte qu'un crime de guerre soit commis, on doit accepter que l'autre, nous savons où l'on va : au Goulag. C'est tellement vrai que certains sont fort capables de dire que le Goulag, jusqu'en 1952, c'est la juste expression de

la dictature du prolétariat sur les contre-révolutionnaires, et que depuis, c'est un fruit pourri du révisionnisme. Pour moi, le fait d'être communiste par des révolutionnaires n'empêche pas un crime de guerre d'être un crime de guerre. Il me fait douter de la révolution que feront ces gens-là ».

Libération, tout en estimant que l'opération menée par le Front de libération de la Côte des Somalis doit être « restituée dans son contexte », reconnaît que « l'action en elle-même est injustifiable » et ajoute : « Effectivement, ce n'est pas àider les révolutionnaires de la Côte des Somalis que d'approuver un tigre ce qui nous sépare. Chaque geste d'un révolutionnaire est une image du nouveau monde. Dont pour dire, cet our, n'est pas notre justice ».

Dans son numéro du 5 février, « Libération » avait notamment écrit : « Demain matin ou demain soir, des centaines d'enfants saharis ou somalis seront enlevés à Djibouti par des escadrons de gendarmes ou de légionnaires français. (...) Le commandant du F.L.C.S. voudrait acheter trente enfants de militaires français, une fois dans leur vie, où sont déchargés les « petits alphas ». Cela n'a duré que trente-huit heures. »

RETOUR SUR TERRE DE SOYOUZ-20

La cabine soviétique Soyouz-20, qui avait été lancée vers dans l'espace le 17 novembre 1975, est revenue automatiquement sur terre lundi 16 février. Le vaisseau spatial est resté ainsi trois mois dans l'espace, la plus grande partie du temps attaché à la station orbitale Saliout-4, qu'il avait rejoint deux jours après son lancement. Selon l'agence Tass, « d'importantes résultats ont été obtenus dans la mise au point et dans les essais de la construction et des systèmes de bord des deux appareils ». La station Saliout-4, qui a été lancée le 26 novembre 1974, demeure en état de marche.

NOUVELLES BRÈVES

● Mme Simone Veil, ministre de la Santé, a passé la journée du lundi 16 février, à l'étude des réalisations médico-sociales et hospitalo-universitaires de Saint-Etienne. Une manifestation organisée par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des personnels hospitaliers de la Loire a réuni quelque

trois cents personnes, réclamant des augmentations de postes. — (Corresp.)

● Une information vient d'être ouverte par le parquet de Montpellier, après le décès, dans un établissement de Saint-André-de-Sarguin (Hérault), d'une pensionnaire âgée de treize ans. Celle-ci, soignée dans cet établissement, l'Espérance, spécialisée dans les soins aux enfants débilés mentaux, se serait étranglée dans la pièce où elle avait été placée, le dimanche 15 février, avec les attaches de sa camisole de force. Le permis d'inhumer n'aurait pas été délivré par les médecins appelés à constater le décès.

[En 1972, à la suite d'un conflit de travail, la section locale C.F.D.T. avait porté de graves accusations sur le fonctionnement de l'Espérance (« le Monde » du 5 avril 1972). Il avait alors été envisagé de remplacer le Père Fabre, celui-ci, pourtant, est toujours en fonctions.]

RAYONNAGE METALLIQUE	
Archives	
Magasins	
Géologes	
Ateliers, etc.	
P: 0,30 m - 180 F	
P: 0,40 m - 220 F	
P: 0,45 m - 280 F	
P: 0,60 m - 305 F	
SOVRA	
Tél. 01.40.00.00.00.00.00	

BLASÉ ?
Alors vivez au moins une fois
l'incomparable massage thaïlandais.
C'est une expérience inoubliable.
Un massage tout en raffinement
et subtilité, pratiqué en bain d'eau
tiède et parfumée, par de jolies et
délicates masseuses aux mains de
réve.
A découvrir de toute urgence.
Comme un nouvel art de vivre pour
l'homme d'affaires.
Traitements spéciaux et tous
autres types de massages
sportifs ou de relaxation.

Institut Corporel Claude Massard
Tél. 261 27 25 - 261 27 26
6 rue de la Paix 75002 Paris